



Communauté de communes du Diois

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340)

PLAN LOCAL D'URBANISME



1. RAPPORT DE PRÉSENTATION

Document joint à la délibération d'approbation du PLU au conseil communautaire du 13 février 2020

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340)

PLAN LOCAL D'URBANISME

1. RAPPORT DE PRÉSENTATION

SOMMAIRE GÉNÉRAL

PRÉAMBULE ET CADRE RÉGLEMENTAIRE	p. 7
1. ORIGINES ET MOTIFS DE LA PROCÉDURE	p. 9
2. CADRE RÉGLEMENTAIRE GÉNÉRAL	p. 10
2.1. LOIS SRU ET SUIVANTES	p. 10
2.2. LOIS « GRENELLE »	p. 10
2.3. LOI ALUR DU 24 MARS 2014	p. 10
2.4. LOI AAAF DU 13 OCTOBRE 2014	p. 11
2.5. LOI MONTAGNE (articles L. 122-5 à L. 122-11, L. 122-15 du Code de l'urbanisme)	p. 11
2.6. PORTÉE GÉNÉRALE DU PLU	p. 12
3. PROCÉDURES ET DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	p. 13
3.1. SDAGE RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE	p. 14
3.2. SAGE Rivère Drôme	p. 14
3.3. DTA (DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMÉNAGEMENT)	p. 14
3.4. SCRCE (SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE) RHÔNE-ALPES	p. 14
3.5. SCOT	p. 15
3.6. PLH	p. 15
3.7. CDDRA	p. 16
3.8. SYNDICATS INTERCOMMUNAUX	p. 16
3.9. PDU	p. 16
3.7. SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES CARRIÈRES	p. 17
4. DOCUMENTS DE CADRAGE COMMUNAL	p. 18
4.1. PORTER-À-CONNAISSANCE DU PRÉFET	p. 18
5. COMPOSITION DU DOSSIER DU PLU	p. 19
5.1. LE RAPPORT DE PRÉSENTATION	p. 19
5.2. LE PADD (PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES)	p. 19
5.3. LES OAP (ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION)	p. 19
5.4. LE RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE	p. 20
5.4. LES ANNEXES	p. 20
PARTIE 1 – DIAGNOSTIC ET ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	p. 21
6. SITUATION ET CADRE ADMINISTRATIF	p. 23
7. HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT	p. 25
8. PAYSAGE ET PATRIMOINE	p. 28
8.1. Paysage, contexte général	p. 28
8.2. Dynamiques d'évolution du paysage	p. 32
8.3. Entités paysagères particulières	p. 37
8.4. Approches et entrées du village	p. 41
8.5. Patrimoine	p. 43
9. POPULATION ET DÉMOGRAPHIE	p. 47
9.1. Évolution démographique	p. 47
9.2. Mouvement naturel et migratoire	p. 49
9.3. Répartition des âges	p. 50
9.4. Évolution du nombre et de la taille des ménages	p. 52
9.5. Emploi et population active	p. 53
9.6. Synthèse, profil démographique de la commune	p. 59
10. LOGEMENT ET HABITAT	p. 61
10.1. Parc de logements	p. 61

10.2. Logement, perspectives et objectifs	p. 66	
10.3. Synthèse et perspectives	p. 67	
11. CONSOMMATION D'ESPACE PAR L'URBANISATION		p. 68
11.1. Analyse de la consommation d'espace par l'habitat	p. 68	
11.2. Localisation des constructions récentes	p. 68	
11.3. Dynamique foncière et immobilière	p. 70	
11.4. Analyse de la consommation d'espace par d'autres fonctions	p. 70	
12. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES		p. 71
12.1. Agriculture	p. 71	
12.2. Forêt	p. 78	
12.3. Artisanat, commerce et services	p. 79	
12.4. Synthèse	p. 80	
13. ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS		p. 81
13.1. Mairie	p. 81	
13.2. Équipements scolaires	p. 81	
13.3. Équipements sportifs et culturels	p. 81	
13.4. Équipements techniques	p. 81	
13.5. Services publics	p. 81	
14. VOIRIE, CIRCULATION ET DÉPLACEMENTS		p. 82
14.1. Voirie	p. 82	
14.2. Déplacements	p. 82	
15. BILAN DU POS ET POTENTIEL FONCIER		p. 85
15.1. Bilan du POS	p. 85	
15.2. Potentiel foncier de développement	p. 88	
16. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, MILIEUX PHYSIQUES		p. 96
16.1. Géographie	p. 96	
16.2. Topographie	p. 97	
16.3. Milieux aquatiques	p. 98	
16.4. Géologie	p. 109	
16.5. Climat	p. 111	
17. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITÉ		p. 114
17.1. Inventaires généraux	p. 114	
17.2. Milieux naturels protégés	p. 116	
17.3. Continuums écologiques	p. 130	
17.4. Autres zonages et inventaires naturalistes	p. 137	
18. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES		p. 139
18.1. Risques naturels	p. 139	
18.2. Risques technologiques	p. 144	
19. EAU POTABLE, RESSOURCE STE DISTRIBUTION		p. 145
19.1. Ressources	p. 145	
19.2. Adduction et distribution	p. 146	
20. ASSAINISSEMENT, EAUX USÉES ET EAUX PLUVIALES		p. 149
20.1. Gestion	p. 149	
20.2. Assainissement collectif	p. 149	
20.3. Assainissement non collectif	p. 150	
20.4. Eaux pluviales	p. 151	
20.5. Zonage d'assainissement collectif	p. 151	
21. AUTRES RÉSEAUX		p. 152
21.1. Réseaux électriques	p. 152	
21.2. Réseaux de télécommunications	p. 153	
21.3. Énergies	p. 153	
22. DÉCHETS, POLLUTIONS ET NUISANCES		p. 156
22.1. Déchets	p. 156	
22.2. Sites pollués ou potentiellement pollués	p. 157	
22.3. Qualité de l'air	p. 157	
22.4. Environnement sonore	p. 161	
22.5. Pollution lumineuse	p. 161	
22.6. Lutte contre l'ambrosie	p. 162	
23. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, SYNTHÈSE		p. 163

PARTIE 2 - NÉCESSITÉ DES RÈGLES, JUSTIFICATION DES CHOIX EXPLICATION DÉTAILLÉE DES MODIFICATIONS

p. 165

24. ANTÉRIORITÉS ET CONTEXTE GÉNÉRAL	p. 167
24.1. POS de 1977	p. 167
24.2. Motifs de l'élaboration du PLU	p. 169
25. ORIENTATIONS DU PADD	p. 170
25.1. Orientations générales, cadres de référence	p. 170
25.2. Justifications détaillées	p. 171
26. RÈGLEMENT GRAPHIQUE (ZONAGE)	p. 176
26.1. Zonage du PLU, extraits 1/5000	p. 176
26.2. Nomenclature et équilibre général des zones	p. 179
26.3. Bilan des surfaces	p. 181
26.4. Bilan des potentiels et consommation prévisionnelle d'espace par l'urbanisation	p. 186
26.5. Prise en compte des éléments de paysage et de patrimoine	p. 189
26.6. Prise en compte de secteurs réservés pour la réalisation de logements de catégories particulières	p. 189
26.7. Prise en compte des risques naturels	p. 190
26.8. Prise en compte de l'assainissement collectif	p. 190
26.10. Prise en compte de la protection des ressources en eau	p. 190
26.11. Prise en compte des habitations isolées en zone agricole ou naturelle	p. 190
27. RÈGLEMENT ÉCRIT	p. 193
27.1. Préambule	p. 193
27.2. Évolution du règlement, titres 1 à IV	p. 193
27.3. Prise en compte des risques naturels	p. 202
28. EMBLEMES RÉSERVÉS (ER)	p. 203
29. ESPACES BOISÉS CLASSÉS (EBC)	p. 204
30. SECTEURS DE TAILLE ET DE CAPACITÉ D'ACCUEIL LIMITÉES (STECAL)	p. 205
30.1. Cadre réglementaire	p. 205
30.2. Liste et situation des STECAL	p. 206
30.3. STECAL 1, justifications détaillées	p. 207
30.4. STECAL 2, justifications détaillées	p. 212
31. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)	p. 222
31.1. Localisation	p. 222
31.2. Cadre général de présentation des OAP	p. 223
31.3. OAP 1 Haut du village, zones UAB1, AUB2 et AUB3	p. 224
31.4. OAP 2 Vallon de la Lance, zone Ub	p. 233
31.5. OAP 3 Sous le Béal, zone Ue	p. 242

PARTIE 3 - INCIDENCES PRÉVISIBLES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT ET ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

« NATURA 2000 »

p. 251

32. INCIDENCES PRÉVISIBLES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT	p. 253
32.1. Incidences sur l'ensemble du territoire communal	p. 253
32.2. Analyse sectorielle des incidences du PLU	p. 260
33. Évaluation environnementale « Natura 2000 »	p. 267
33.1. Contexte réglementaire	p. 267
33.2. Définitions et conditions	p. 267
33.3. ZSC n°FR8201690 « Grottes à chauves-souris des Sadoux	p. 268

PARTIE 4 - INDICATEURS DE SUIVI

p. 287

34. Indicateurs de suivi	p. 289
--------------------------	--------

PRÉAMBULE ET CADRE RÉGLEMENTAIRE

1. ORIGINES ET MOTIFS DE LA PROCÉDURE

La commune disposait d'un POS (Plan d'occupation des sols) approuvé le 21 février 1977.
Le POS n'a fait l'objet d'aucune modification ou révision.

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert a décidé d'engager la révision de son POS en PLU par délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2010.

La révision du POS a été rendue nécessaire en raison de sa non-conformité, suite aux évolutions législatives et réglementaires récentes dans le domaine de l'urbanisme.

L'élaboration du PLU n'ayant pas été achevée avant le 23 mars 2017, le document d'urbanisme existant (le POS) est devenu caduque à cette date. Le territoire de la commune est depuis régi par le RNU (Règlement national d'urbanisme).

2. CADRE RÉGLEMENTAIRE GÉNÉRAL

2.1. LOIS SRU ET SUIVANTES

La loi SRU relative à la Solidarité et au renouvellement urbains a été promulguée le 13 décembre 2000. Elle a pour objectif de promouvoir un aménagement des aires urbaines plus cohérent, plus solidaire et plus soucieux du développement durable. Elle améliore aussi les dispositions d'urbanisme s'appliquant au monde rural avec le même objectif.

Par son volet « logement et urbanisme » elle garantit un meilleur respect du droit au logement et de la mixité sociale, elle engage le renouvellement urbain des quartiers qui en ont besoin, au service d'un développement durable et solidaire des territoires.

Le volet « déplacements » conduit vers un nouveau partage de la voirie, à la valorisation des modes de déplacements doux et des transports en commun.

Elle a instauré de profonds changements dans le Code de l'urbanisme et réformé les documents d'urbanisme, leur élaboration et leur contenu. Ainsi, le Plan local d'urbanisme (PLU) succède au Plan d'occupation des sols (POS).

Le Plan local d'urbanisme permet aux élus municipaux d'exprimer leur projet pour la commune, après avoir élaboré un diagnostic et un projet pour l'aménagement et le renouvellement de la commune.

Le PLU permet de définir le droit des sols. Le PLU est basé sur un véritable projet urbain, le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD), qui définit les orientations en matière d'aménagement et d'urbanisme de la commune.

Le PLU couvre l'ensemble du territoire communal, y compris les secteurs inclus dans les Zones d'aménagement concerté (ZAC) dont les plans d'aménagement de zone disparaissent pour être intégrés au règlement du PLU.

Enfin le PLU permet de réglementer l'espace et les équipements publics.

La loi SRU a été modifiée par la loi Urbanisme et habitat (UH) du 2 juillet 2003, notamment pour les dispositions relatives à l'urbanisme : le SCOT (Schéma de cohérence territoriale), le PLU (le régime juridique du PADD et la procédure de révision d'urgence) et la loi Montagne.

2.2. LOIS « GRENELLE »

Le dispositif législatif et réglementaire « Grenelle » trouve son origine dans le Grenelle de l'Environnement et concerne un nombre significatifs de champs de compétences : déchets, énergie, transports, urbanisme et la gouvernance.

Le volet de urbanisme des lois Grenelle de l'environnement révèle la volonté des pouvoirs publics d'actualiser le droit de l'urbanisme aux besoins du développement durable en redéfinissant ses finalités et en réformant certains de ses moyens d'action.

Les documents d'urbanisme réservent désormais une place majeure aux objectifs environnementaux telle que la prévention des risques naturels et biologiques. Ils prennent également des formes plus concrètes. Par exemple, les plans locaux d'urbanisme (PLU) prennent désormais en compte les déplacements urbains.

Sont concernés les aspects relatifs aux établissements recevant du public, la surface de plancher, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine etc.

2.3. LOI ALUR DU 24 MARS 2014

La loi ALUR (Accès au logement et urbanisme rénové) a été approuvée le 24 mars 2014.

Ses principaux objectifs en matière d'urbanisme sont les suivants :

- conforter le SCOT dans son rôle de document intégrateur, renforcer son contenu, développer sa couverture nationale ;
- transférer la compétence PLU aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes ;
- permettre la densification des quartiers pavillonnaires : suppression de la surface minimale des terrains, suppression du COS maximal ;
- favoriser le reclassement en zones naturelles des zones à urbaniser de plus de 9 ans ;
- lutter contre le mitage des espaces agricoles et naturels en autorisant de manière exceptionnelle les extensions de constructions non agricoles, et les STECAL (secteurs de taille et de capacité limitée) pour les constructions nouvelles ;

- programmer la caducité des POS ;
- maîtriser l'aménagement commercial en soumettant l'implantation des « drive » à autorisation d'exploitation commerciale et en limitant la surface dédiée au stationnement des véhicules.

La loi ALUR renforce également les exigences du PLU en matière de connaissance et de maîtrise de la consommation d'espace. Elle renforce enfin le rôle de la CDCEA (Commission départementale de consommation des espaces agricoles) en soumettant les possibilités d'extension des constructions existantes en zone agricole à l'avis conforme de la CDCEA.

2.4. LOI AAAF DU 13 OCTOBRE 2014

La loi AAAF (loi d'Avenir pour l'alimentation, l'agriculture et la forêt) a été approuvée le 13 octobre 2014.

Dans le domaine de l'urbanisme, elle redéfinit les conditions de constructibilité dans les zones agricoles et naturelles, en particulier pour les habitations existantes.

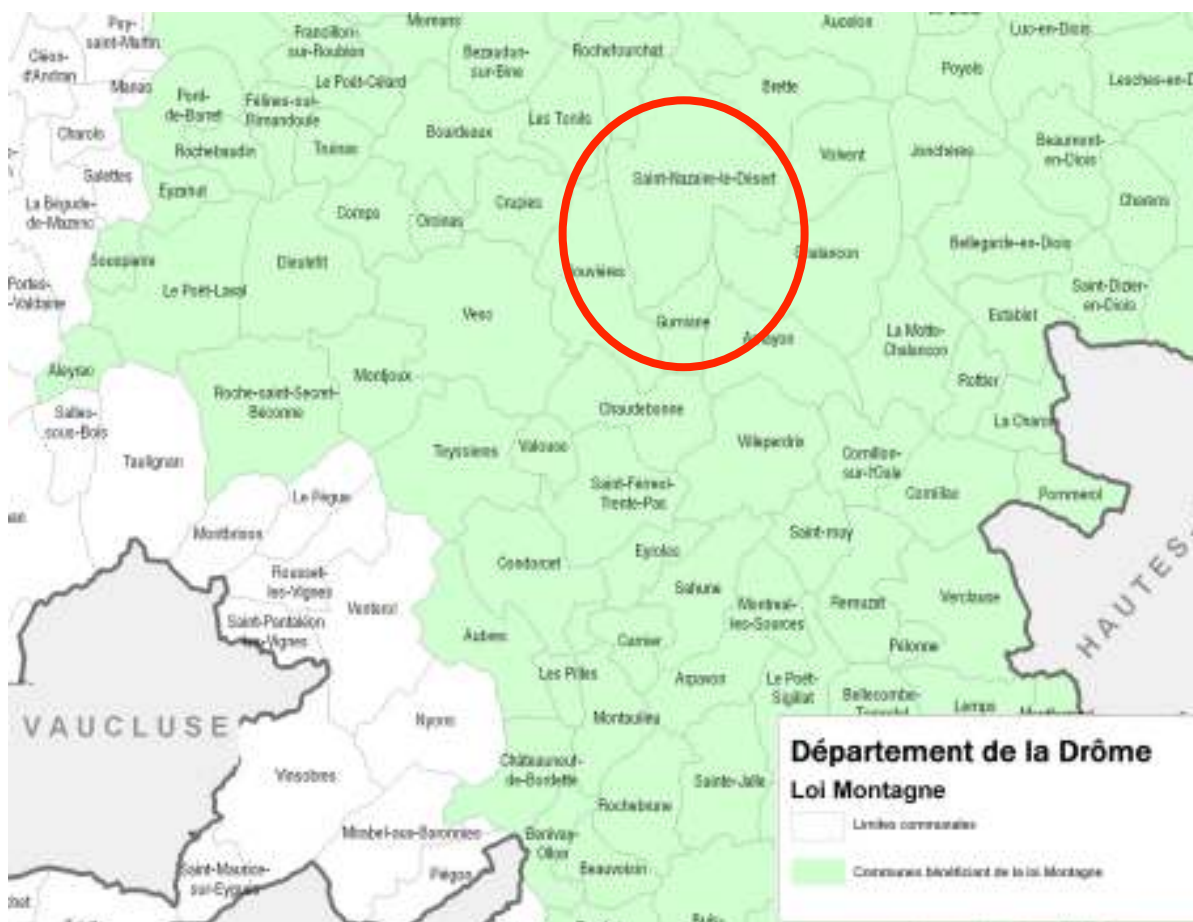
Elle remplace la CDCEA par la CDPENAF (Commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) et élargit ses domaines de compétence.

Elle instaure par ailleurs une protection accrue des boisements et ensembles forestiers, en exigeant des contreparties pour toute suppression significative des surfaces boisées sur un territoire.

2.5. LOI MONTAGNE

(articles L. 122-5 à L. 122-11, L. 122-15 du Code de l'urbanisme)

La commune est en totalité classée en zone de montagne, délimitée en France métropolitaine par l'arrêté interministériel du 6 septembre 1985.



Source : DDT de la Drôme

La loi Montagne se traduit dans le Code de l'urbanisme par les articles suivants.

Article L. 122-10

Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition.

Article L. 122-11

Peuvent être autorisés dans les espaces définis à l'article L. 122-10 :

1° Les constructions nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières ;

2° Les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée ;

3° La restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard et lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière. L'autorisation est délivrée par l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Lorsque des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorité compétente peut subordonner la réalisation des travaux faisant l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable à l'institution d'une servitude administrative, publiée au fichier immobilier, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Cette servitude précise que la commune est libérée de l'obligation d'assurer la desserte du bâtiment par les réseaux et équipements publics. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.

Article L. 122-5

L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Article L. 122-6

Lorsque la commune est dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, ce document peut délimiter les hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels il prévoit une extension de l'urbanisation, en prenant en compte les caractéristiques traditionnelles de l'habitat, les constructions implantées et l'existence de voies et réseaux.

Lorsque la commune n'est pas dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, les notions de hameaux et de groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants doivent être interprétées en prenant en compte les critères mentionnés au premier alinéa.

2.5. PORTÉE GÉNÉRALE DU PLU

Comme le POS, le Plan local d'urbanisme reste l'instrument privilégié de l'urbanisme des collectivités locales, par lequel elles peuvent maîtriser et planifier le développement urbain de la commune. A partir d'un recensement des besoins de la population, le PLU présente le projet de la commune en matière d'habitat, d'emploi, d'équipements, de services, de déplacements et d'environnement bâti et naturel.

Il détermine l'occupation et l'affectation principale des terrains ; il établit pour chaque parcelle ou tènement foncier un droit à construire et des règles de construction.

Le PLU est un document accessible et opposable aux tiers, élaboré conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme.

3.1. SDAGE (SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX) DU BASSIN RHÔNE MÉDITERRANÉE 2016-2021

Le SDAGE 2016-2021 retient 9 orientations fondamentales :

- 1/ S'adapter aux effets du changement climatique
- 2/ Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- 3/ Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- 4/ Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- 5/ Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- 6/ Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
 - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
 - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
 - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
 - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
 - Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
- 7/ Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
 - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- 8/ Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- 9/ Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le programme de mesures prévoit pour le secteur de l'Isère en Tarentaise des opérations d'aménagement d'ouvrage et de restauration physique des cours d'eau, pour restaurer les continuités écologiques et l'équilibre sédimentaire du cours d'eau. Il prévoit également des mesures de luttés contre les pollutions industrielles et la mise en place de modalités de partage de la ressource en eau.

3.2. SAGE (SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX) DE LA RIVIÈRE DRÔME

La commune fait partie du SAGE de la Drôme.

Le SAGE de la Drôme couvre une superficie d'environ 1812 km² et est porté par le Syndicat Mixte de la rivière Drôme et ses affluents. Il a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°2013182-0019 du 1^{er} juillet 2013.

3.3. DTA (DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMÉNAGEMENT)

Il n'existe pas de DTA concernant le territoire de la commune.

3.4. SCRCE (SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE) RHÔNE-ALPES

Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est l'outil de mise en œuvre de la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Il est élaboré conjointement par l'État et la Région dans un principe de co-construction sur le modèle de la gouvernance à cinq.

Ce principe se décline à l'ensemble des travaux constitutifs du schéma. Pour ce faire, des groupes de travail ont été mis en place regroupant des experts ayant pour mission de déterminer les éléments composants la trame verte et bleue régionale. Dans ce même esprit, des réunions territoriales ont été installées afin de partager les réflexions d'élaboration du SRCE et de recueillir les acteurs de terrain.

Le Schéma régional de cohérence écologique de Rhône-Alpes a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.

3.5. SCOT (SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE)

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert n'est pas couverte par un Schéma de cohérence territoriale.

Elle ne se situe pas dans un périmètre de 15 km généré par une agglomération de plus de 50 000 habitants. En conséquence, les ouvertures à l'urbanisation de nouveaux secteurs ne sont pas soumises à l'exigence de dérogation selon le Code de l'urbanisme.

En revanche, en absence de SCOT, le projet de PLU est soumis à l'article L. 153-16 du Code de l'urbanisme qui stipule :

« Le projet de plan arrêté est soumis pour avis :

1° aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 ;

2° à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime lorsque le projet de plan local d'urbanisme couvre une commune ou un établissement public de coopération intercommunale situés en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

3° au comité régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation lorsque le projet de plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat. »

Compte tenu de l'engagement de l'élaboration du PLU avant la loi ALUR du 24 mars 2014, la commission départementale compétente pour donner cet avis est la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites). L'avis favorable de la CDNPS a été donné lors de sa réunion du 31 octobre 2019.

Cet avis et cet arrêté préfectoral sont joints au dossier d'enquête publique. .

3.6. PLH (PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT)

La Communauté de communes du Diois dispose de la compétence facultative en matière de politique du logement. Elle se décline selon les thématiques suivantes :

- le Programme local de l'habitat (PLH)
- la réalisation de Programmes d'intérêt généraux (PIG) ou programmes similaires
- la mise en place de mesures au service de l'amélioration de l'habitat et de l'accès au logement décent.

La Communauté de communes du Diois a lancé une réflexion intercommunale en matière d'habitat, au travers un Programme local de l'habitat sur une durée de 6 ans.

Le Programme local de l'habitat 2012-2017 se propose de travailler sur les articulations et complémentarités entre l'amélioration du parc existant, la résorption de la vacance et la production de logements nouveaux. Le territoire est classé rural isolé et ne bénéficie pas de l'effet métropolisation des zones rurales à dominante périurbaine.

Les orientations proposées dans le cadre du PLH relèvent de différentes natures. L'approche du Diois s'inscrit d'avantage dans une logique de développement local autour de l'habitat plutôt qu'une logique pure de programmation quantitative du nombre de logements à produire.

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Diois 2012-2017 prévoit 5 orientations :

Orientation 1 : S'organiser pour accompagner les dynamiques autour des questions du logement

- Accueillir et informer le public : propriétaires bailleurs, personnes en quête d'un logement permanent ou temporaire ;
- Mettre en relation les offres et les demandes, informer sur les droits et devoirs en matière de logement, informer sur la garantie des risques locatifs ;
- Animer et faire vivre des dynamiques sur le logement ;

- Accompagner les publics en difficultés, informer sur les dispositifs d'accompagnement et de lutte contre l'habitat indigne ;
- Utiliser les matériaux écologiques, les techniques pour l'amélioration des performances énergétiques, réfléchir sur les nouvelles manières d'habiter ... ;
- Accompagner les réflexions ou les projets des communes.

Orientation 2 : Améliorer et développer le parc logement privé

- Accompagner les propriétaires bailleurs pour développer l'offre locative privée ;
- Accompagner les propriétaires occupants à revenus modestes dans l'amélioration ou l'adaptation de leur habitat.

Orientation 3 : Améliorer et développer l'offre du parc locatif public

- Soutenir la réalisation du projet de résidence sociale à Die ;
- Développer le parc locatif public ;
- Développer les logements communaux sur les communes rurales ;
- Améliorer les performances énergétiques des logements publics existants – bailleurs et communes.

Orientation 4 : Accompagner les réflexions sur les documents d'urbanisme et l'urbanisme opérationnel d'initiative publique

- Aide à la décision pour l'élaboration d'un document d'urbanisme par les communes ;
- Réaliser des opérations d'aménagement foncier d'initiative publique.

Orientation 5 : Communiquer – Evaluer

- Réaliser, diffuser des supports d'information ;
- Réaliser un observatoire de l'habitat.

En 2020, la Communauté de communes du dDois n'a pas engagé de nouveau PLH. En revanche, elle a engagé en 2019 l'élaboration d'un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) qui, lorsqu'il sera approuvé, vaudra nouveau PLH.

3.7. CDDRA (Contrat de développement durable Rhône-Alpes) du Diois 2012-2018

La commune fait partie du périmètre de Contrat de développement durable Rhône-Alpes (CDDRA) « Vallée de la Drôme », qui formalise les axes de développement du territoire et les aides apportées par le Conseil régional pour la réalisation des actions correspondantes.

Les 4 axes retenus pour ce CDRA sont :

- un espace de développement attractif et compétitif ;
- une ambition de vitalité et de solidarité ;
- un territoire accueillant et ouvert ;
- développer la qualification et la participation des habitants pour renforcer la cohésion sociale.

Le territoire a prolongé la procédure CDRA par un nouveau CDDRA (Contrat de développement durable Rhône-Alpes) pour la période 2012-2018.

En 2020, Cette procédure est close.

3.8. SYNDICATS INTERCOMMUNAUX

La commune adhère à, plusieurs syndicats de gestion de projets ou de services publics :

- SI de télévision de La Motte Chalancon (26 adhérents, infrastructures de télécommunications) ;
- SI d'énergie de La Motte Chalancon (14 adhérents, production et distribution d'énergie) ;
- SDED (Syndicat département d'électricité de la Drôme) : département, infrastructures de distribution de l'électricité.

3.9. PDU (PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS)

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert n'est pas concernée en 2016 par un Plan de déplacements urbains (PDU).

3.10. SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES CARRIÈRES

L'obligation du Schéma départemental des carrières a été introduite par la Loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 qui fixe les grands objectifs : « *Le schéma départemental des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites* ».

Le Schéma fixe les orientations et objectifs qui doivent être cohérents avec les autres instruments planificateurs élaborés par les pouvoirs publics, notamment avec les Schémas directeurs d'aménagement des eaux (SDAGE) et les Schémas d'aménagement des eaux (SAGE).

4. DOCUMENTS DE CADRAGE COMMUNAL

4.1. PORTER-À-CONNAISSANCE DU PRÉFET

Le Porter-à-connaissance (PAC) du Préfet du département est établi et communiqué par le Préfet au Maire. Il a pour objet de porter à la connaissance de la commune les informations nécessaires à l'exercice de ses compétences en matière d'urbanisme.

Le Préfet fournit notamment les études techniques (références et coordonnées des services détenteurs) dont dispose l'Etat en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement. Il fournit aussi les dispositions particulières applicables au territoire concerné, notamment les directives territoriales d'aménagement, les dispositions relatives aux zones de montagne, les servitudes d'utilité publique ainsi que les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national au sens du Code de l'urbanisme.

Les servitudes d'utilité publique communiquées par le Préfet comprennent la liste des monuments historiques protégés, les servitudes de passage des canalisations de transport de gaz et d'électricité, les servitudes de protection des transmissions radioélectriques, les servitudes relatives aux chemins de fer, au voisinage des cimetières etc.

Au cours de l'élaboration du document, le Préfet communique au maire tout élément nouveau.

Le Porter-à connaissance du Préfet est tenu à la disposition du public. En outre, tout ou partie de ces pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.

Le Porter-à-connaissance du Préfet de la Drôme a été communiqué par lettre du 6 juillet 2011, avec la liste et la carte des SUP (Servitudes d'utilité publique).

Un Porter-à-connaissance complémentaire a été adressé par le Préfet de la Drôme par lettre du 1^{er} juillet 2014, portant notamment sur les incidences de la loi ALUR du 24 mars 2014.

5. COMPOSITION DU DOSSIER DU PLU

Le PLU est composé du Rapport de présentation, du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD), des Orientations d'aménagement et de programmation (OAP), d'un Règlement comprenant la règle écrite et des documents graphiques et enfin d'annexes (périmètres divers et servitudes d'utilité publique) et de documents informatifs.

Les pièces composant le PLU doivent être cohérentes entre elles.

5.1. LE RAPPORT DE PRÉSENTATION

Le Rapport de présentation défini par article L. 151.4 du Code de l'urbanisme est un document d'information qui fait état de la situation existante et des perspectives d'évolution de la commune. Il comprend :

- un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques ; il précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services ;
- une analyse de l'état initial de l'environnement ;
- une analyse de consommation des espaces et du potentiel foncier ;
- l'explication des choix retenus pour établir le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- la justification des dispositions réglementaires retenues ;
- l'évaluation des incidences des orientations du plan sur l'environnement, et l'exposé de la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur ;
 - en cas de modification ou de révision, l'exposé des motifs des changements apportés.

Le Rapport de présentation n'est pas opposable aux tiers.

5.2. LE PADD (PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES)

Le PADD, défini par l'article L 151-5 du Code de l'urbanisme, présente le projet communal et définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour la commune. Le PADD constitue la base du PLU dans le sens où il assure la cohérence entre toutes les pièces qui le composent. Le PADD sert également de référent pour la vérification des objectifs du PLU et pour les procédures permettant de le faire évoluer (modification du PLU, ou révision s'il est porté atteinte à l'économie générale du projet exprimé dans le PADD, ou si un Espace boisé classé (EBC) doit être touché.

Le PADD n'est pas opposable aux tiers. Toutefois, il doit être traduit de manière cohérente dans le cadre des Orientations d'aménagement et de programmation si elles existent et dans le règlement et ses documents graphiques.

5.3. LES OAP (ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION)

Les OAP peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics. Elles peuvent être instaurées dans des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.

Ces orientations peuvent prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en œuvre, notamment pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.

Les orientations d'aménagement et de programmation doivent être cohérentes avec le PADD. Elles s'imposent aux constructeurs en termes de compatibilité. En ce sens elles sont moins strictes que le règlement auquel les demandes d'autorisation de construire, de lotir doivent être conformes.

5.4. LE RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE

Le règlement, défini par l'article L. 151-8 à L. 151-42 du Code de l'urbanisme, fixe en cohérence avec le Projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 101-2. Il se compose d'un règlement écrit et de documents graphiques.

Dans les PLU, une règle a la même portée qu'elle soit exprimée de façon écrite ou graphique. Dans les deux cas le règlement s'impose aux projets en termes de conformité, c'est-à-dire que toutes les règles qu'il énonce doivent être respectées strictement.

Le règlement écrit définit avec différents articles, pour chaque zone du PLU, les règles applicables aux terrains ou tènements fonciers (ensembles de parcelles constituant une unité foncière solidaire). Le règlement prescrit notamment la nature de l'occupation et de l'utilisation du sol, les règles d'accès, d'implantation, les règles de hauteur, de stationnement, l'aspect extérieur des bâtiments, la densité...

Les documents du règlement graphique expriment de manière graphique tout ou partie des règles. Ils délimitent ou identifient des zones réglementaires et des secteurs géographiques faisant l'objet de règles particulières (Emplacements réservés, Espaces boisés classés, zones humides, etc.).

5.4. LES ANNEXES

Les annexes constituent une pièce obligatoire du dossier de PLU.

Elles servent de complément informatif au rapport de présentation, d'aide à la mise en œuvre des projets d'aménagement et de complément aux dispositions réglementaires du PLU.

PARTIE 1

DIAGNOSTIC ET ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

6. SITUATION ET CADRE ADMINISTRATIF

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert se trouve dans le département de la Drôme, au sud de la vallée de la Drôme. D'une superficie de 4 662 ha, elle occupe le cœur de la vallée de la Roanne, à 20 km de la vallée de la Drôme (près de Saillans), à 40 km de Die, 40 km de Crest, 50 km de Nyons et 75 km au sud-est de Valence.

La commune appartient administrativement au canton de La Motte-Chalancon (à 20 km au sud) et à l'arrondissement de Die.

Elle fait partie de la Communauté de communes du Diois (CCD) qui regroupe 52 communes.

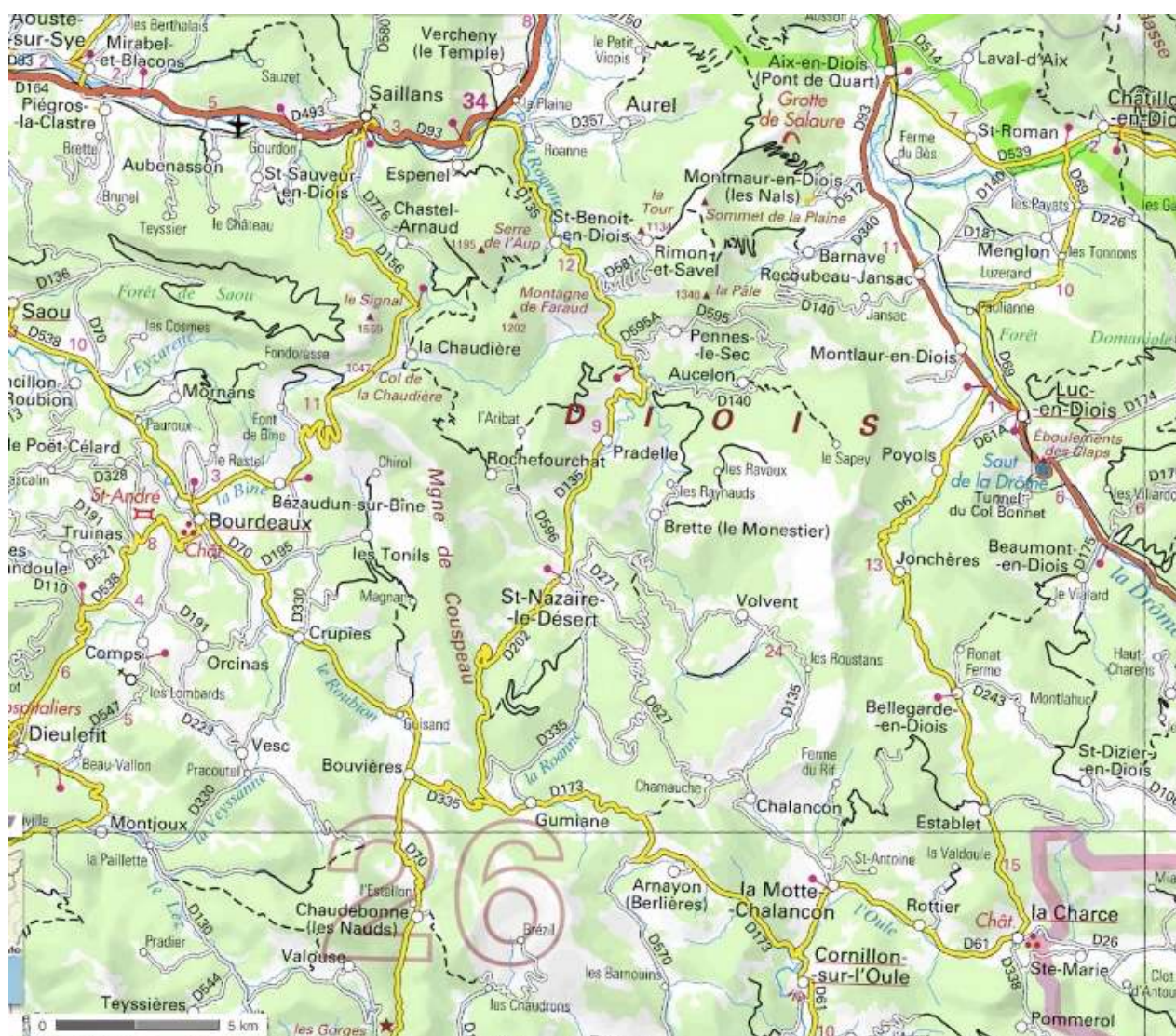
Elle adhère à 2 syndicats de gestion de projets ou de services publics.

La commune fait partie du territoire qui a contractualisé avec la région Rhône-Alpes une labellisation « Grand projet régional ». Le projet, intitulé Biovallée, se décline en 3 axes :

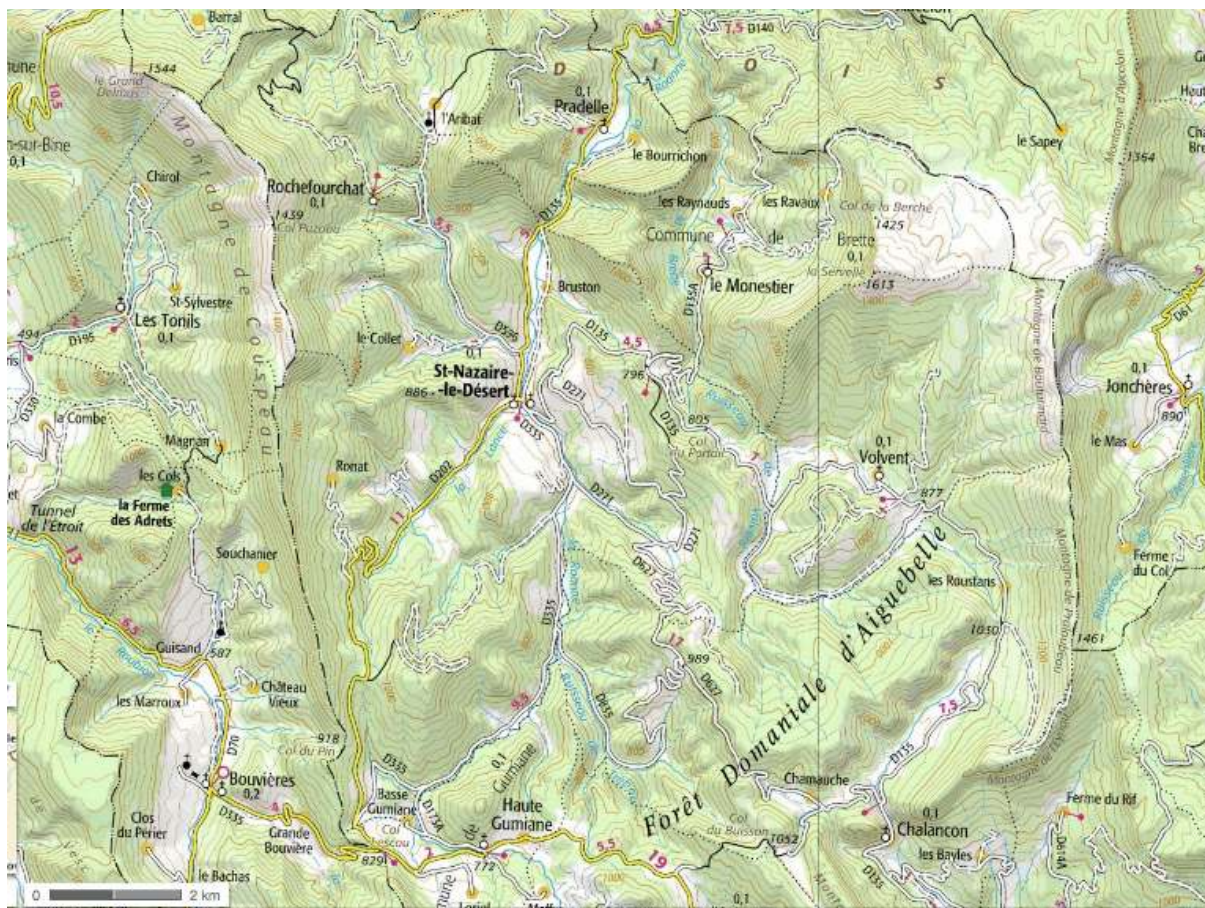
« - aménager un territoire de référence ;

- valoriser les bio-ressources et développer les éco-activités ;

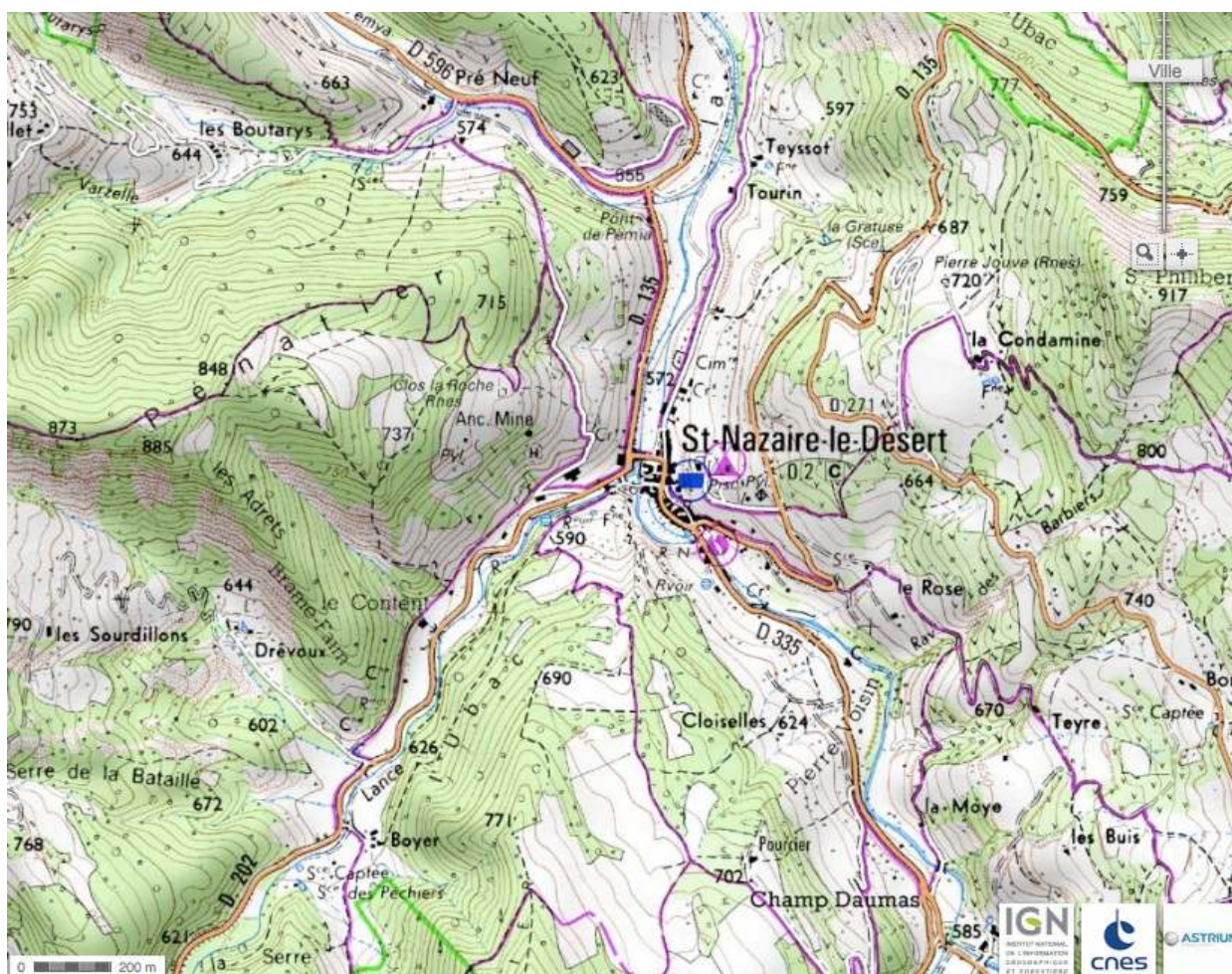
- construire un territoire école pour un développement humain durable. »



Situation, extrait de carte IGN



Le territoire communal, extrait de carte IGN



Le village, extrait de carte IGN

7. HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT

Le village de Saint-Nazaire-le-Désert est situé au cœur de la vallée de la Roanne, un bassin de vie traditionnellement fermé, même si différents cols permettaient de passer d'un bassin à l'autre à pied et avec des mulets. La commune est relativement éloignée des axes principaux de communication (vallée de la Drôme).

L'actuelle commune de Saint-Nazaire-le-Désert a annexé en 1966 l'ancienne commune du Petit Paris, située au sud-ouest. Les cartes anciennes montrent un réseau de petits hameaux reliés entre eux par des chemins qui parcouraient tout le versant de la montagne.



Carte de Cassini (vers 1800), extrait – source IGN/EHESS

Le village constitue le principal noyau d'urbanisation ancien ; le territoire est parsemé de fermes isolées qui ne constituent pas de véritables hameaux. Le Petit Paris possédait une église, mais un habitat dispersé sans véritable village.

Un petit hameau isolé se trouve aux Chauvins, au nord-ouest du village, dans la vallée qui remonte vers Rochefourchat.



Carte d'État major (vers 1860), extrait – source IGN, geoportail.gouv.fr

La Carte d'État major du milieu du 19^e siècle met en évidence un réseau dense et peu hiérarchisé de chemins à peine carrossables. Les chemins passant par les cols sont aussi importants que ceux passant par la vallée qui comporte des gorges étroites. Les actuelles routes départementales (RD 135 dans la vallée en aval du village, RD 202, 271, 335 et 627 pour monter vers les cols au sud) seront tracées plus tard, avec un profil plus régulier pour s'adapter aux véhicules

Le cadastre « Napoléon » de 1831 montre l'état du bâti au début du 19^e siècle, au moment où la population des deux communes de Saint-Nazaire-le-Désert et Petit Paris, au plus fort de leur développement démographique, comptait plus de 1000 habitants.

Le village regroupe alors une grande partie de la population. Il est structuré autour d'une rue principale et de deux places, l'une en face du pont sur la Roanne, l'autre en amont au pied de la maison forte. On distingue clairement par ailleurs les petites parcelles de potagers cultivés le long de la Roanne, en aval du village.

Le reste du territoire est occupé par de grandes fermes isolées, sans former de véritables hameaux (mis à part les Chauvins).



Cadastre « Napoléon », 1831 – le village – source Archives départementales de la Drôme



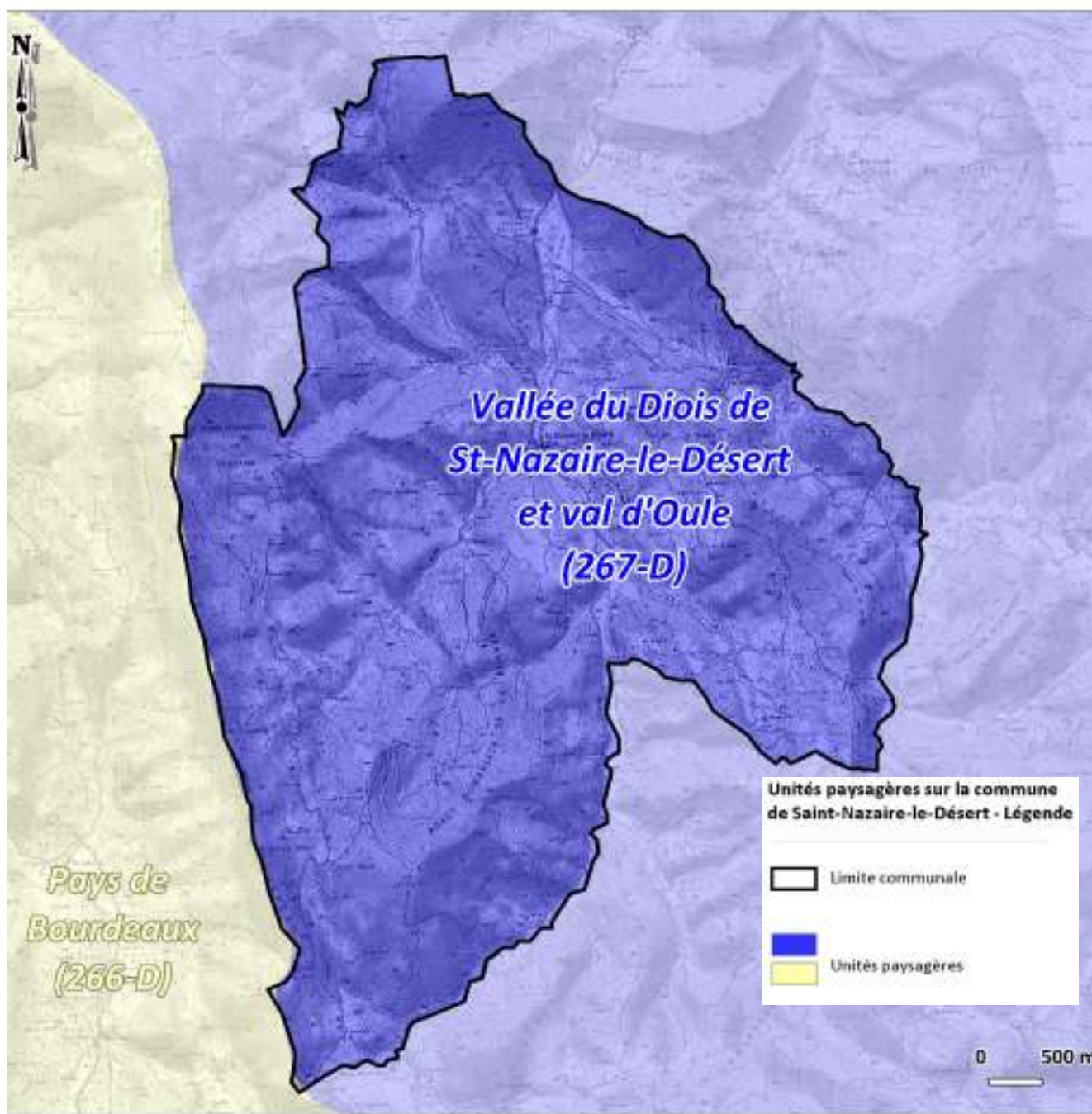
Cadastre « Napoléon », 1831 – Petit Paris, section de Couspeau – source AD de la Drôme

8. PAYSAGE ET PATRIMOINE

8.1. PAYSAGE, CONTEXTE GÉNÉRAL

La DREAL Rhône-Alpes, sous l'impulsion de la convention européenne du paysage adoptée le 20 octobre 2000, a réalisé un document définissant les 7 grandes familles de paysages rencontrées sur le territoire de la région Rhône-Alpes. Elle a ensuite affiné cette cartographie en définissant les unités paysagères. Il s'agit de portions d'espace homogènes et cohérentes tant sur les plans physiologiques, biophysiques et socioéconomiques. Ses différents constituants, ambiances, dynamiques et modes de perception permettent de la caractériser.

Les limites des unités paysagères à l'échelle de la commune sont présentées sur la carte suivante.



Unités paysagères de la DREAL Rhône-Alpes à l'échelle de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert

La commune fait partie de l'unité paysagère de la vallée du Diois, de Saint-Nazaire-le-Désert et Val d'Oule (code n°267-D). Les paragraphes ci-après reprennent la description de ces unités par la DREAL.

8.1.1. IDENTIFICATION

L'unité paysagère de la Vallée du Diois de Saint-Nazaire-le-Désert et du val d'Oule est immense : 33 784 hectares. Elle est cernée de montagnes boisées entre 800 et 1 200 mètres : Raton, Buegue, Couspeau, Aucelon, Boutarinard, Préloubeau, Archier...et isolée par ces reliefs. Les montagnes de Longue Serre et de l'Eyriau, au sein de l'unité, la coupent en deux du nord au sud.

La rivière Roanne, rejointe par l'Oule à La-Motte-Chalancon, serpente du sud au nord. Les routes (RD135 et RD61) suivent les cours d'eau. Les rares accès se situent dans des gorges ou sur des cols : au nord après Saint-Benoît, au sud (Rémuzat) et au sud-est, après la Charce.

Cette domination de la géomorphologie et l'absence de sources conditionnent, avec le climat, l'occupation du sol : exploitation agricole difficile, cultures sèches, (lavande, élevage) et habitat clairsemé.

La-Motte-Chalancon, Rémuzat, Saint-Nazaire-le-Désert, Saint-Benoît-en-Diois pour ne citer que les principaux sont perchés sur des crêtes en retrait des cours d'eau. Ces villages, au fort caractère patrimonial, sont rares et éloignés les uns des autres de plusieurs dizaines de kilomètres. Quelques uns semblent renaître, avec des rénovations de qualité, après avoir subi un dépeuplement dont témoignent de nombreuses habitations en ruine.

Suivant un premier plan souvent constitué par le lit calcaire et les eaux bleutées des rivières, les pentes sont constituées de forêts de chênes et de garrigue, une végétation méditerranéenne sèche qui conforte l'impression d'aridité. En été, seuls les pins offrent un couvert profond dans un paysage jauni asséché par le climat. D'anciennes prairies constituent de rares trouées quand les pentes se font douces, signes d'une déprise agricole aujourd'hui avérée.

Le paysage s'ouvre sensiblement au nord, après la coupure montagneuse et la fin du relief accidenté, grâce aux cols qui mènent à Saint-Nazaire-le-Désert ou Gumiane.

8.1.2. QUALIFICATION

Le paysage de la Vallée du Diois de Saint-Nazaire-le-Désert et du val d'Oule subit de plein fouet la désertion agricole due à la difficulté d'exploitation sur les reliefs chahutés.

L'agriculture, qui persiste cependant autour de fermes isolées, dans un environnement où la nature (boisements de chênes, garrigue) reprend ses droits, n'est pas encore remplacée par un investissement touristique des lieux. Cette vocation paraît la plus appropriée compte tenu de l'aspect très naturel des lieux, des nombreux points de baignade offerts par la Roanne et des points de vue remarquables, par exemple sur le synclinal de Saou voisin.

Le bâti est donc restauré par endroits, laissé à l'abandon à d'autres. Le territoire oscille, se cherche une reconnaissance, entre Diois et Baronnies, à l'image du village de Penne-le-Sec, où se côtoient maisons restaurées (dans les années 1970) et chalets de bois implantés sur les pentes signalant une tentation touristique.

8.1.3. TRANSFORMATION

La déprise agricole est nette dans la Vallée du Diois de Saint-Nazaire-le-Désert et le val d'Oule. Elle est ancienne. Les réhabilitations des années 1970 ont permis la rénovation d'habitations dans certains villages.

En devenir, ou en désuétude, ces vallées tortueuses hésitent entre nature, culture et tourisme. La végétation reprend ses droits sur les pentes et l'agriculture ne tient plus le paysage envahi par la garrigue, entraînant une augmentation du couvert végétal propice aux incendies. Le tourisme ne bénéficie pas d'un terroir clair comme le Diois ou les Baronnies.

8.1.4. OBJECTIF DE QUALITÉ PAYSAGÈRE

La Vallée du Diois de Saint-Nazaire-le-Désert et le val d'Oule, n'étant pas affectés par la modernité, recèlent des qualités paysagères de plus en plus rares en Rhône-Alpes. Ils bénéficient d'atouts qu'il convient de mettre en valeur :

- des cœurs de villages qui ont bénéficié d'une réhabilitation dans les années 1970 et qui n'ont pas besoin de beaucoup d'efforts pour être revitalisés,*
- un « désert » qui mérite un classement et une protection,*
- des villages qui mériteraient une ZPPAUP ou une inscription, ou autre reconnaissance de leur qualité patrimoniale,*
- des terres agricoles où pourraient se réimplanter pastoralisme ou cultures aromatiques (lavande, tilleul),*
- des routes minimalistes (goudron gravillonné d'un aspect clair qui se fond dans le paysage) sans fossés, sans signalétique horizontale, bordées de parapets en pierre, qui contribuent à maintenir l'aspect montagneux,*
- des rivières (la Roanne et l'Oule) qui méritent le détour avec leurs eaux translucides et leurs berges préservées,*
- des panoramas dont la mise en scène (bancs, dégagements) est intéressante...*

Il convient de surveiller par ailleurs les enjeux éolien et photovoltaïque, car les nombreuses crêtes et la désertion des lieux combinés à un désir de reconnaissances peuvent attirer de nouvelles convoitises.

8.1.4. OCCUPATION DES SOLS

Afin de caractériser l'occupation des sols à l'état actuel, une photo-interprétation a été réalisée à partir de l'orthophoto de l'IGN de 2010. Elle se base sur 5 grands types d'occupation des sols :

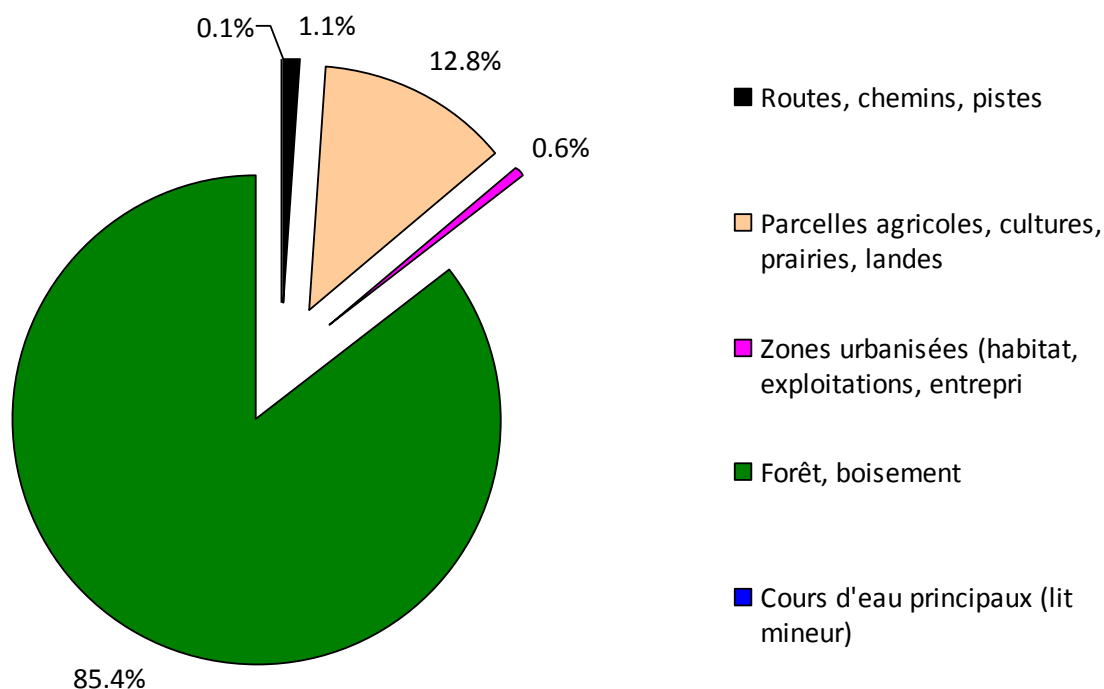
- routes, pistes et chemins principaux,
- parcelles agricoles, cultures, prairies et landes,
- zones urbanisées, habitat, exploitations,
- cours d'eau principaux (lit mineur),
- forêt, boisement.

La carte correspondante est présentée en page suivante.

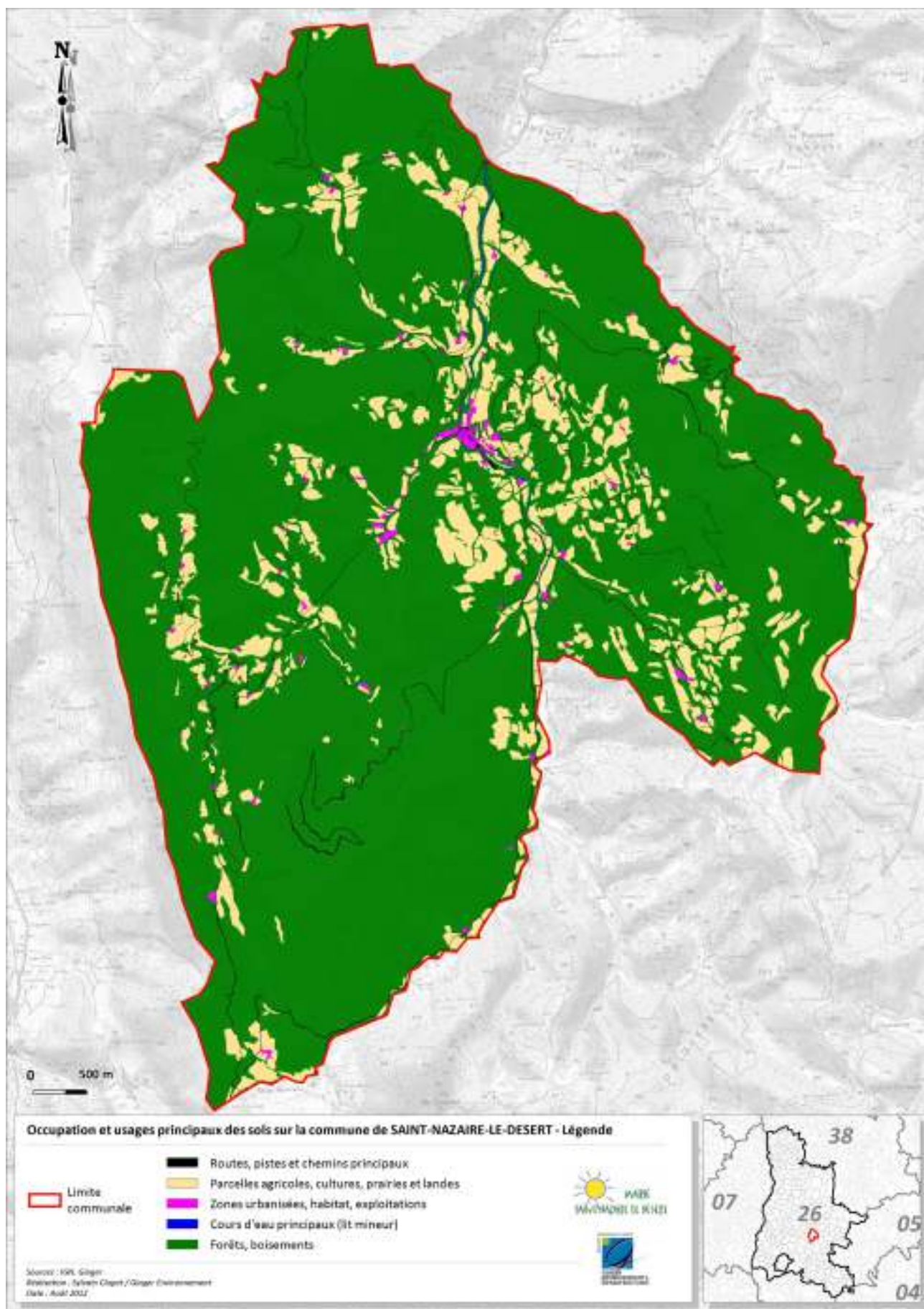
La répartition des surfaces est résumée dans les tableaux et figurex suivants.

Type d'occupation	Surface (ha)	%
Routes, pistes et chemins principaux	52.7	1.1
Parcelles agricoles, cultures, prairies et landes	593.1	12.8
Zones urbanisées, habitat, exploitations	26.4	0.6
Forêt, boisement	3963.1	85.4
Cours d'eau principaux (lit mineur)	4.1	0.1

Surfaces et part des différentes occupations des sols à Saint-Nazaire-le-Désert



Répartition des grands types d'occupation des sols à Saint-Nazaire-le-Désert



Occupation des sols sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert en 2010




La grande majorité du territoire communal est couverte par la forêt (environ 85 %). On ne recense qu'un groupement important d'habitations, au niveau du chef-lieu. Le reste du bâti est relativement diffus au sein du territoire, la plupart du temps des exploitations agricoles ou de vieux bâtiments.

Les zones agricoles (et assimilées) se développent quant à elles préférentiellement aux abords du réseau hydrographique et sur les versants les moins pentus, là où la topographie est la plus favorable : autour du chef-lieu, le long de la Roanne, secteur des Graves, des Chauvins, des Figaniers, des Guillens, sous le col des Lièvres et au pied de la montagne de Couspeau. Ces espaces sont d'ailleurs en fort déclin, du fait de la déprise agricole. Elles sont peu à peu remplacées par le couvert forestier.

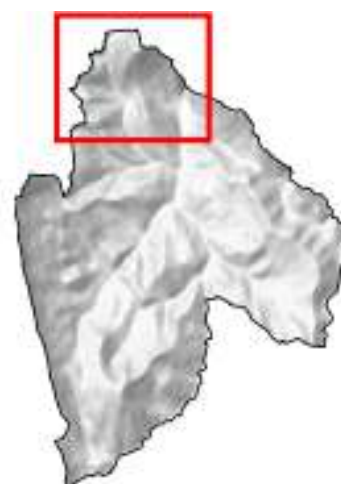
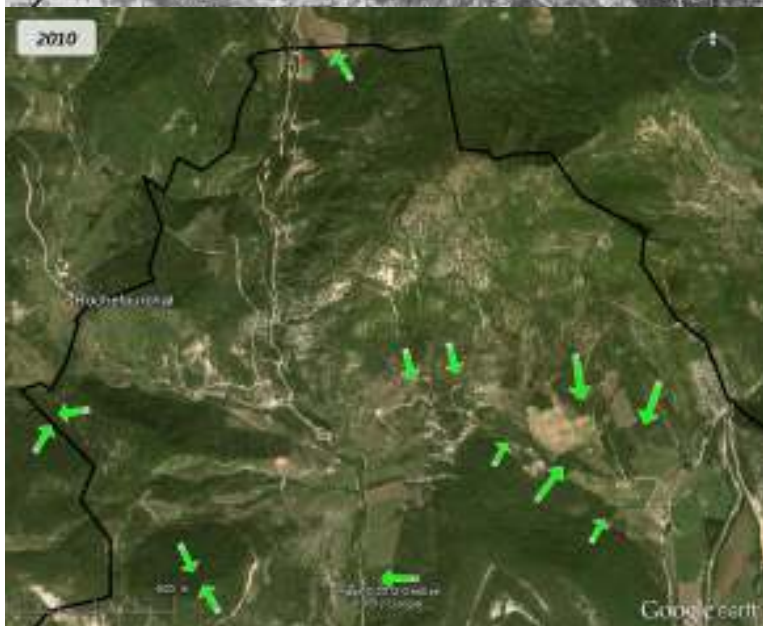
8.2. DYNAMIQUES D'ÉVOLUTION DU PAYSAGE

Afin de mettre en évidence les tendances des dernières décennies ayant conduit à la structure paysagère de la commune actuelle, une analyse diachronique par photographies aériennes a été réalisée, en comparant les vues de 1948 et 2010. Les figures ci-après soulignent les modifications des occupations des sols, sur le plan agricole, forestier et de l'habitat.

Légende :

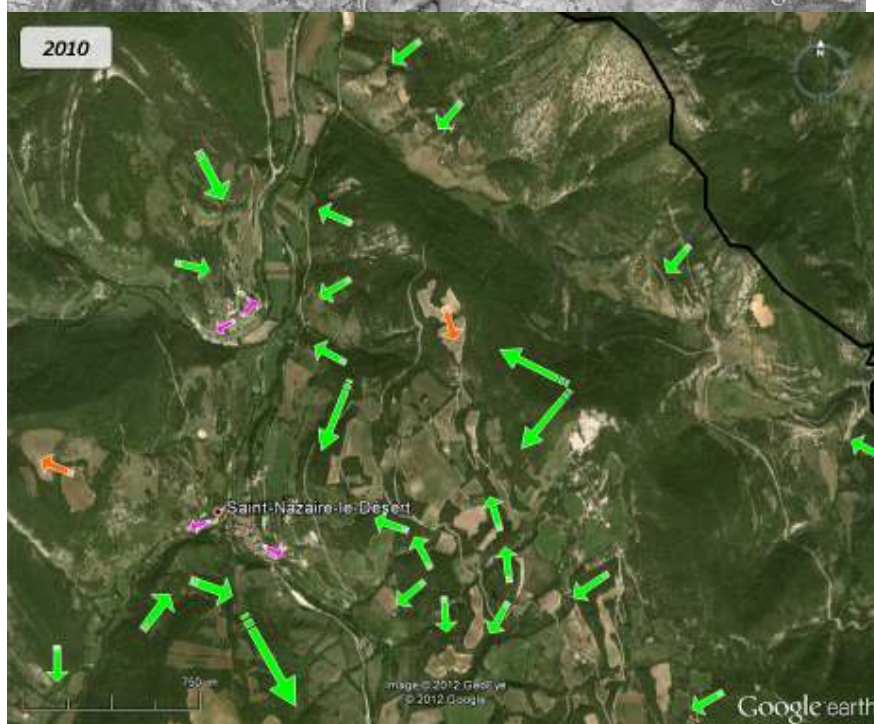
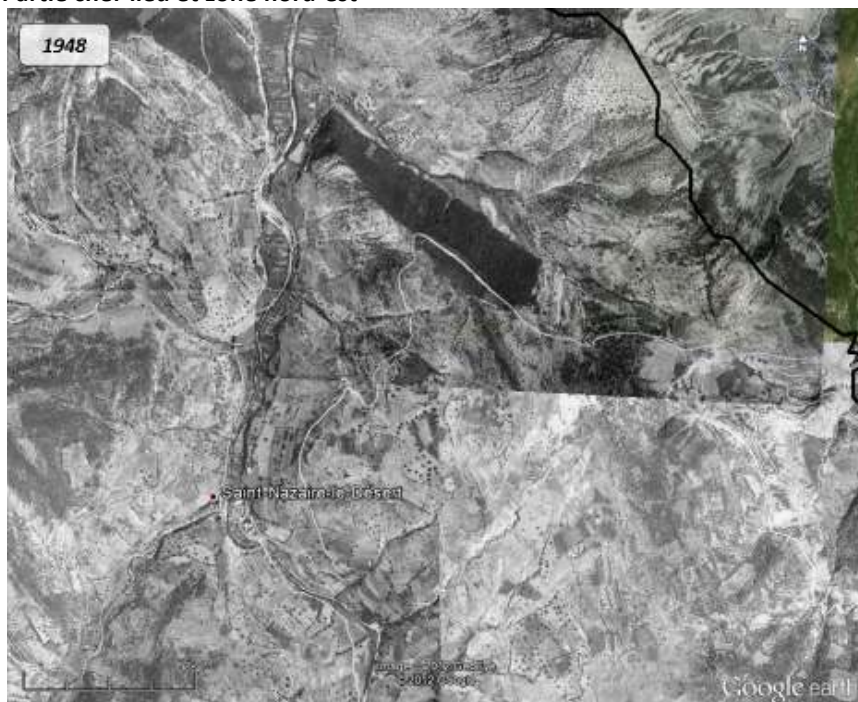
-  progression de la forêt
-  progression de l'agriculture
-  progression de l'habitat

Partie nord du territoire communal



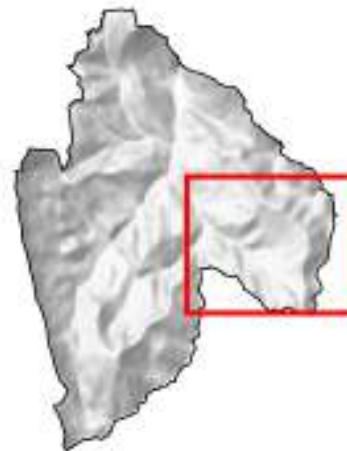
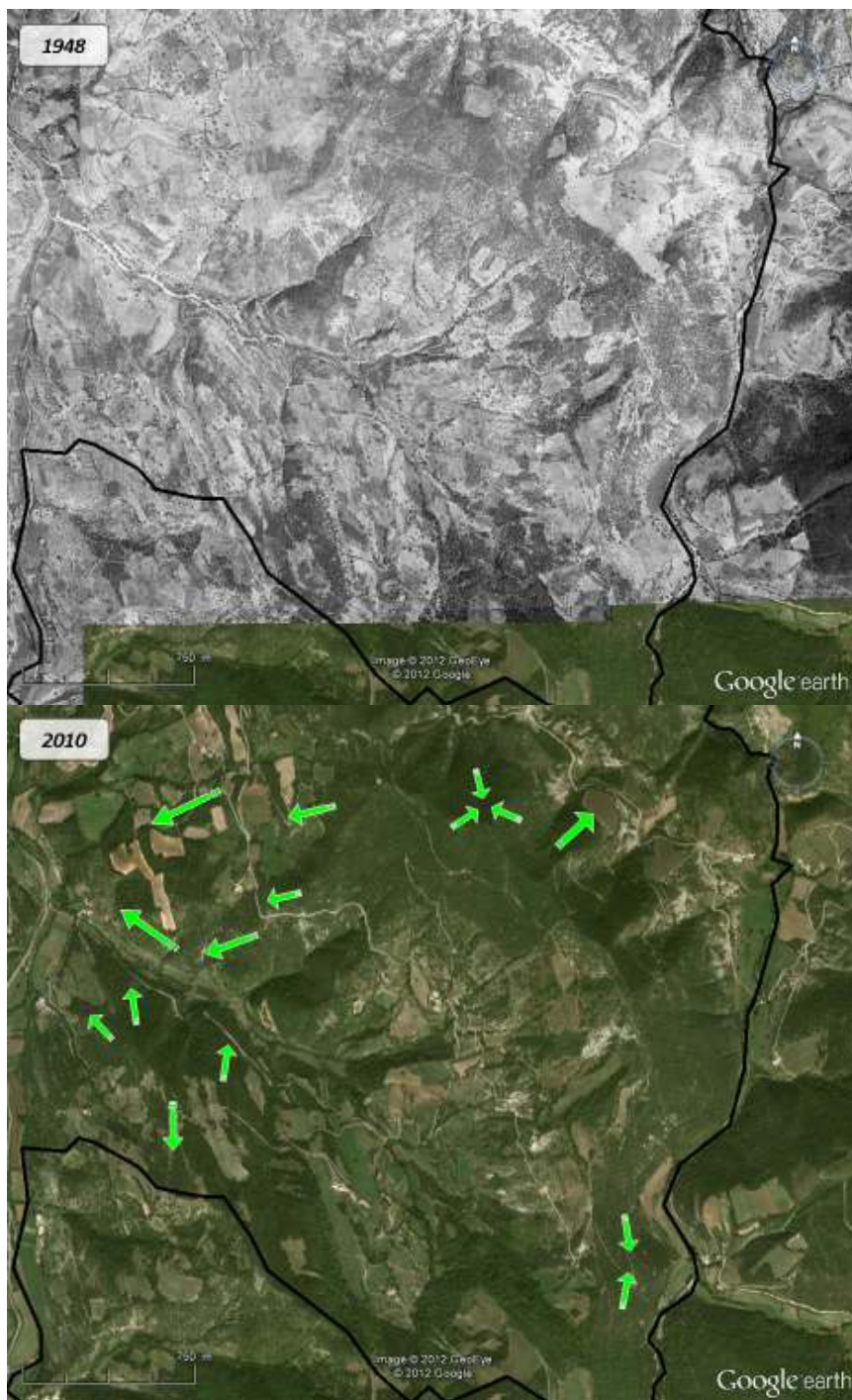
L'analyse diachronique montre une reconquête forestière modérée dans les secteurs de la combe du Four, des Chauvins, de la Touque, du Grand Ubac et de Serre la Croix. La majeure partie de celles-ci se traduit par une progression de la trame boisée en direction des pieds de versant, par déprise agricole sur ces espaces peu rentables. Les zones plus plates semblent quant à elles se maintenir.

Partie chef-lieu et zone nord-est



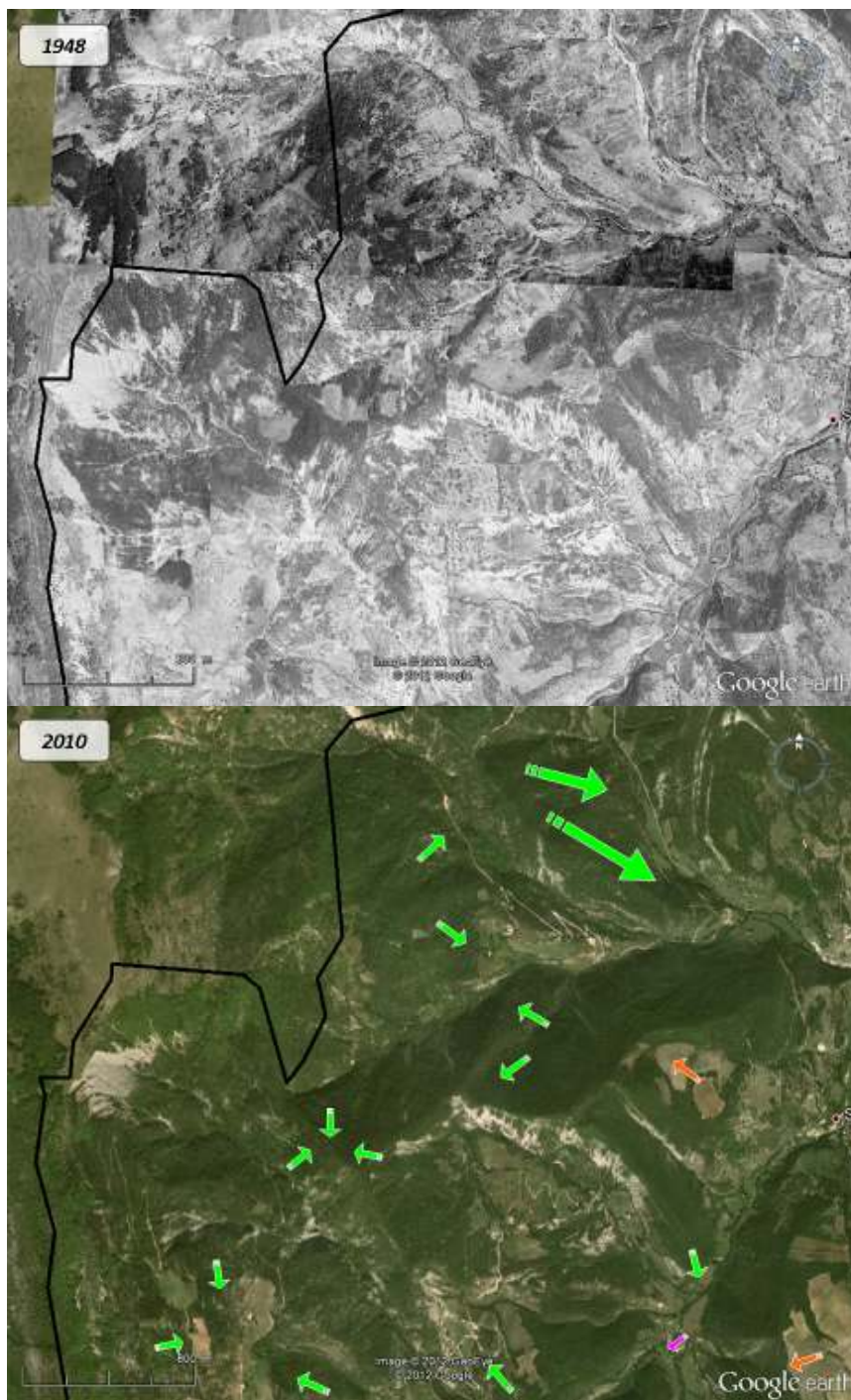
L'analyse diachronique montre une importante colonisation de la forêt sur les parcelles agricoles, en particulier sur les hauteurs dominant le village (secteurs du Rose, de Cloiselles...). Les zones de progression des terres cultivées sont rares et ne concernent que de faibles surfaces. L'étalement de l'urbanisation est extrêmement limité, se limitant à quelques bâtiments seulement au niveau du chef-lieu et de Grand Pré.

Secteur du ruisseau des Combes – partie est de la commune



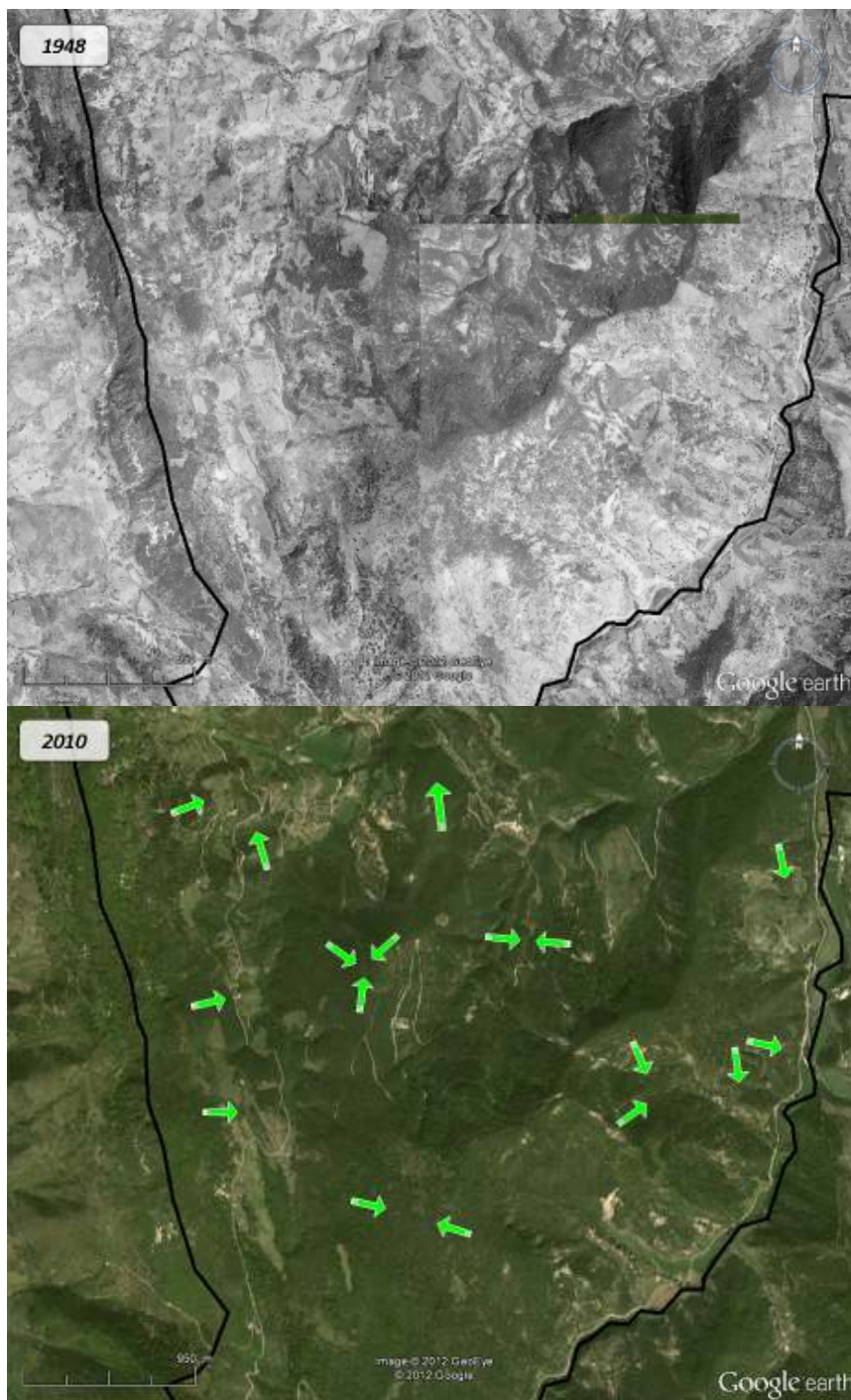
On assiste une nouvelle fois à une colonisation importante de la forêt, mais de façon hétérogène : la progression du couvert forestier se manifeste davantage en aval du ruisseau des Combes, dans le secteur de Bertrane, les Buis, le Col les Vignes. En revanche, la partie amont du ruisseau des Combes montre un maintien des surfaces agricoles. Seul le col des Lièvres, autrefois en prairie, a été complètement recouvert par le boisement.

Partie ouest de la commune



Dans cette partie de la commune la forêt a également connu une progression au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, en particulier au niveau du relief de serre la Croix, où de grandes étendues agricoles ont été remplacées par du boisement. D'autres secteurs ont été grignotés par la forêt : environs du Collet, Champ Planier, Pénatier, Clos Richard... Quelques avancées des terres agricoles se font remarquer vers Pénatier et entre le col du Lauzat et le chef-lieu, mais elles sont loin de compenser la perte des parcelles cultivées cumulées jusqu'à présent. On remarquera également le développement (faible) de quelques habitations au hameau du Boyer.

Partie sud-ouest de la commune



La partie sud-ouest du territoire communal n'est pas épargnée par la fermeture des milieux. Certains îlots prairiaux en forêt ont totalement disparu du paysage et les pieds de versant sont peu à peu colonisés par la trame boisée (entre le hameau de la Font et le col de Muse notamment).

SYNTHÈSE

Comme dans de nombreuses communes et sans doute de façon plus forte, Saint-Nazaire-le-Désert a vu une diminution de ses espaces agricoles dont l'unique cause est liée à la déprise agricole. Des dizaines d'hectares, cultivés jusqu'encore à la moitié du 20^{ème} siècle, ont été recolonisés par la forêt, faute d'entretien par l'homme.

Les secteurs les plus marqués par cette reconquête sont les environs du chef-lieu : d'un vaste versant cultivé, il ne reste aujourd'hui qu'une mosaïque de cultures, sous la menace permanente d'une progression forestière. Une grande partie des zones pentues (pieds de versant) et difficilement accessibles (îlots de culture enclavés dans des boisements) ont également vu leur vocation agricole disparaître au cours du temps.

Plusieurs problématiques découlent de cette dynamique paysagère opérée depuis une centaine d'années : une certaine forme de banalisation du paysage, avec une homogénéisation de la structure paysagère (le « tout forestier » au détriment de la mosaïque de cultures et de forêts), conduisant à une relative perte de la diversité paysagère de la commune. D'autre part, la part de la forêt de plus en plus prépondérante dans l'occupation des sols sur le territoire constitue un aléa de plus en plus croissant en termes d'incendies de forêt.

8.3. ENTITÉS URBAINES ET PAYSAGÈRES PARTICULIÈRES

Sont présentées ici deux entités urbaines et paysagères particulières qui marquent la commune :

- le village ;
- le vallon de la Lance ;
- les Chauvins.

8.3.1. LE VILLAGE



Le village, vue aérienne vers le sud-ouest, dans les années 2000 – source mairie



Le village, vue aérienne vers le nord-est dans les années 2000 – source mairie

Le chef-lieu de Saint-Nazaire-le-Désert forme une entité urbaine et paysagère particulière, typique d'un village traditionnel de fond de vallée : regroupement compact de constructions le long de la route qui traverse le village, avec un tissu urbain qui s'épaissit en amont de la route autour d'une place.

La silhouette urbaine est restée homogène dans le périmètre du village ancien, avec des volumes fractionnés suivant un découpage parcellaire généralement étroit, et une grande unité de hauteurs, de matériaux et de couleurs. En termes de situation et de volumétrie, seules l'église et une ancienne maison forte dominant le village ancien se distinguaient du reste des constructions.

Cette silhouette a été petit à petit mise en cause par un développement des constructions en amont du village, sur le versant est. Le camping, situé au-dessus du village ancien, reste peu visible parce qu'entouré par une épaisse végétation. En revanche, les constructions récentes situées en amont tranchent fortement avec la silhouette traditionnelle et montrent un mitage progressif des terrains environnants.

Il est à noter que les deux constructions qui se détachent le plus, qui datent des années 2000, ne sont pas des maisons mais des équipements publics (Centre de secours et Centre d'entretien routier), dont les grands volumes isolés dominent fortement le paysage et sont visibles de loin depuis plusieurs directions.

Les autres versants ne sont pas construits, à cause d'un relief ou d'une orientation défavorable.



Le village vu depuis le sud-ouest

8.3.2. LE VALLON DE LA LANCE

Le vallon de la Lance se situe au sud-ouest du village, et constitue un prolongement de l'urbanisation sous une forme relativement diffuse.

Le torrent de la Lance forme une petite vallée de largeur variable, avec des rétrécissements notables (à la sortie du village) en particulier).

Il s'est cependant progressivement urbanisé jusqu'à la ferme des Compères (Boyer), à plus de 800 m de la sortie du village, avec des maisons individuelles qui ont peu à peu occupé des parcelles délaissées par l'agriculture.

Les constructions sont assez espacées les unes des autres (parfois 100 à 150 m d'écart entre deux constructions), mais l'ensemble forme une urbanisation relativement continue. Ce caractère particulier d'urbanisation diffuse constitue par ailleurs un enjeu paysager modeste, il existe peu de points de vue facilement accessibles sur cette vallée.



Vallon de la Lance, vue depuis Brame-Fan vers le sud-ouest ; au fond, l'ancienne ferme des Compères (Boyer)



Vallon de la Lance, au sud du village, autour de l'ancienne ferme de Boyer
cadastre+photo aérienne, source geoportail.gouv.fr

S'il existe une discontinuité urbaine manifeste entre le village et Boyer, un petit groupement de constructions récentes s'est formé sur les deux rives du torrent de la Lance autour de l'ancienne ferme de Boyer (sur la rive droite). Il n'est pas possible de le qualifier de « hameau » au sens historique du terme ; en revanche, malgré des distances entre les constructions quelquefois supérieures à 50 m et quelques « dents creuses », cette zone NB du POS s'est remplie de façon relativement continue selon une structure essentiellement linéaire (le long des réseaux qui accompagnent la route). Les terrains sont techniquement correctement desservis et équipés. L'urbanisation se trouvant au fond de vallon relativement étroit, sans accès public aux coteaux, son impact paysager est très faible.



Boyer, rive droite de la Lance – vue vers l'est



Rive gauche de la Lance face à Boyer, vue vers le nord

8.3.3. LE HAMEAU DES CHAUVINS



Les Chauvins (ou Chovins) constituent un petit hameau historique au nord du village, sur la route de Rochefourchat. Il regroupe une demi-douzaine de constructions anciennes perchées sur une petite crête qui domine le torrent, dans un ensemble très compact, bien délimité et homogène (pas de constructions modernes).

L'unité bien marquée de cet ensemble ne serait cependant pas compromise par des constructions nouvelles en aval, à condition que celles-ci se tiennent proches des maisons anciennes.



Les Chauvins, approche par l'aval



Les Chauvins, approche par l'amont.

8.4. APPROCHES ET ENTRÉES DU VILLAGE

Les approches et entrées du village se présentent selon 3 directions principales :

- par le sud, en descendant la Roanne par la RD 335 ;
- par le nord, en remontant la Roanne par la RD 135.

8.4.1. ENTRÉE SUD



Approche lointaine par la RD 335 : le village n'est pratiquement pas visible, mais les constructions récentes qui le dominent le signalent de loin, mais restent des corps étrangers qui nuisent à la silhouette traditionnelle.



Approche du village par le sud : un petit « faubourg » d'anciennes maisons alignées au bord de la route mais extérieures au village annonce l'entrée sud, avant le pont sur la Roanne. Cette approche est également marquée par une vaste aire de service (parking, point de collecte des déchets ménagers) qui domine la Roanne.



Le pont bleu sur la Roanne constitue la véritable porte d'entrée dans le village, suivi d'une petite place délimitée par un front bâti ancien. Avec un alignement d'arbres dans la perspective.

L'entrée sud du village peut se deviner de loin par des constructions modernes qui dominent le paysage et l'ont quelque peu altéré. Au niveau du sol, elle est bien marquée par une succession de séquences et de seuils (l'aire de service, le faubourg, le pont, la place).

8.4.2. ENTRÉE NORD

L'approche du village depuis le nord est marquée par une séquence routière étroite remontant la Roanne, qui ne laisse découvrir la mairie école qu'au dernier moment. Depuis la mairie, installée en rive gauche et qui marque l'entrée réelle dans le village, un pont (reconstruit en 2015) permet de franchir la rivière et d'accéder à la place du Chênevier qui forme le seuil nord du village ancien. Cette place accueille d'ailleurs un parking et un petit marché forain.



Le nouveau pont sur la Roanne, vers le vieux village



La place du Chênevier, entrée nord du vieux village

8.5. PATRIMOINE

8.5.1. MONUMENTS ET SITES CLASSÉS OU INSCRITS

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert ne comporte sur son territoire aucun monument classé ou inscrit à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques.

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert ne présente aucun site classé ou inscrit sur son territoire.

On note 3 sites inscrits à moins de 15 km :

- forêt de Saou (à 9,5 km au nord-ouest - site inscrit le 05/10/1942),
- le Claps et le Saut de la Drôme (à 14 km au nord-est – site inscrit le 24/02/2004)
- le défilé de Trente pas (à 14 km au sud-ouest – site inscrit le 27/10/1948).

Aucun de ces sites ne présente une co-visibilité avec une partie du territoire de la commune.

8.5.2. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Le Porter-à-connaissance signale 8 entités archéologiques répertoriées sur la commune :

- Trou Arnaud : gisement paléontologique (paléolithique), habitat (néolithique), grotte sépulcrale (néolithique, âge du Bronze, occupation (protohistoire indéterminée) ;
- Grotte du Reyas, Les Peyrots : occupations (néolithique, âge du Bronze, Moyen-âge) , grotte sépulcrale (Âge du Bronze), bergerie ? (gallo-romain) ;
- Petit Paris, nord-ouest du Marou : église (Moyen-âge) ;
- Le Château : éperon barré (époque indéterminée) ;
- Le Merlet : église (Moyen-âge) ;
- Saint-Philibert : château fort, chapelle (Moyen-âge) ;
- Bourg : villa ? (gallo-romain), église, prieuré (Moyen-âge), cimetière (Moyen-âge à époque moderne) ;
- Les Chauvins : occupation (néolithique).

Il signale par ailleurs plusieurs éléments non localisés :

- sépulture ? (gallo-romain) ;
- chef-lieu : sépulture (époque indéterminée) ;

- Col de Giry : occupation (gallo-romain) ;
- dépôt monétaire ? (gallo-romain).

Aucune zone archéologique de saisine n'a été instaurée sur le territoire de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert. Les mesures de déclaration, prise en compte et protection des vestiges archéologiques sont définies dans le cadre des autorisations d'urbanisme par le Code de l'urbanisme.

8.5.3. AUTRE PATRIMOINE BÂTI

Le territoire de Saint-Nazaire-le-Désert comporte de nombreux exemples d'architecture rurale traditionnelle, que ce soit dans le village ou dans les fermes isolées.

LE VILLAGE

Le village présente dans ses limites historiques une grande unité de principes d'implantation (alignement sur les rues), de gabarits (R+1 à R+2), de toitures (couvertures en tuiles romanes, parfois sur plaques ondulées de fibrociment), de couleurs (enduits à la chaux, teinte gris beige clair).



Le village, vue vers le nord-est depuis la rive gauche de la Roanne.

Le village présente un ensemble urbain dont se détache la masse importante de l'ancien prieuré (maison forte au-dessus de la place haute), l'église. Une deuxième église, moins visible, est de l'autre côté de la rivière, en amont de son confluent avec le torrent de la Lance. église située de l'autre côté de la rivière.

Hauteurs, couleurs et matériaux homogènes font également l'unité de cet ensemble.

Les ouvertures sont la plupart du temps petites (sauf pour certains bâtiments annexes), plus hautes que large ; les pleins en maçonnerie dominent sur les vides. Malgré le caractère montagnard de la commune, le style est provençal, avec très peu de bois sur les façades (hors menuiseries).

D'anciens jardins potagers forment une lisère en aval du village, dans le lit majeur (inondable) de la Roanne.

Le village comporte quelques constructions anciennes remarquables, comme l'ancien prieuré (transformé en auberge) et l'église. Ces bâtiments appartiennent à la commune et ont déjà été restaurés.



Ancien prieuré, actuelle Auberge du Désert



L'église du village

LES FERMES ISOLÉES

Les fermes isolées se caractérisent par un groupement de constructions qui se sont additionnées au fil du temps autour d'une cour ou en longueur, toujours fortement ancrés dans le relief naturel.



Un exemple d'ancienne ferme isolée dans les collines

ÉLÉMENTS ISOLÉS

Peu d'éléments isolés de patrimoine remarquable ; un ancien moulin en amont du village, alimenté par la Lance, ou encore la chapelle du Petit Paris.



La chapelle du Petit Paris

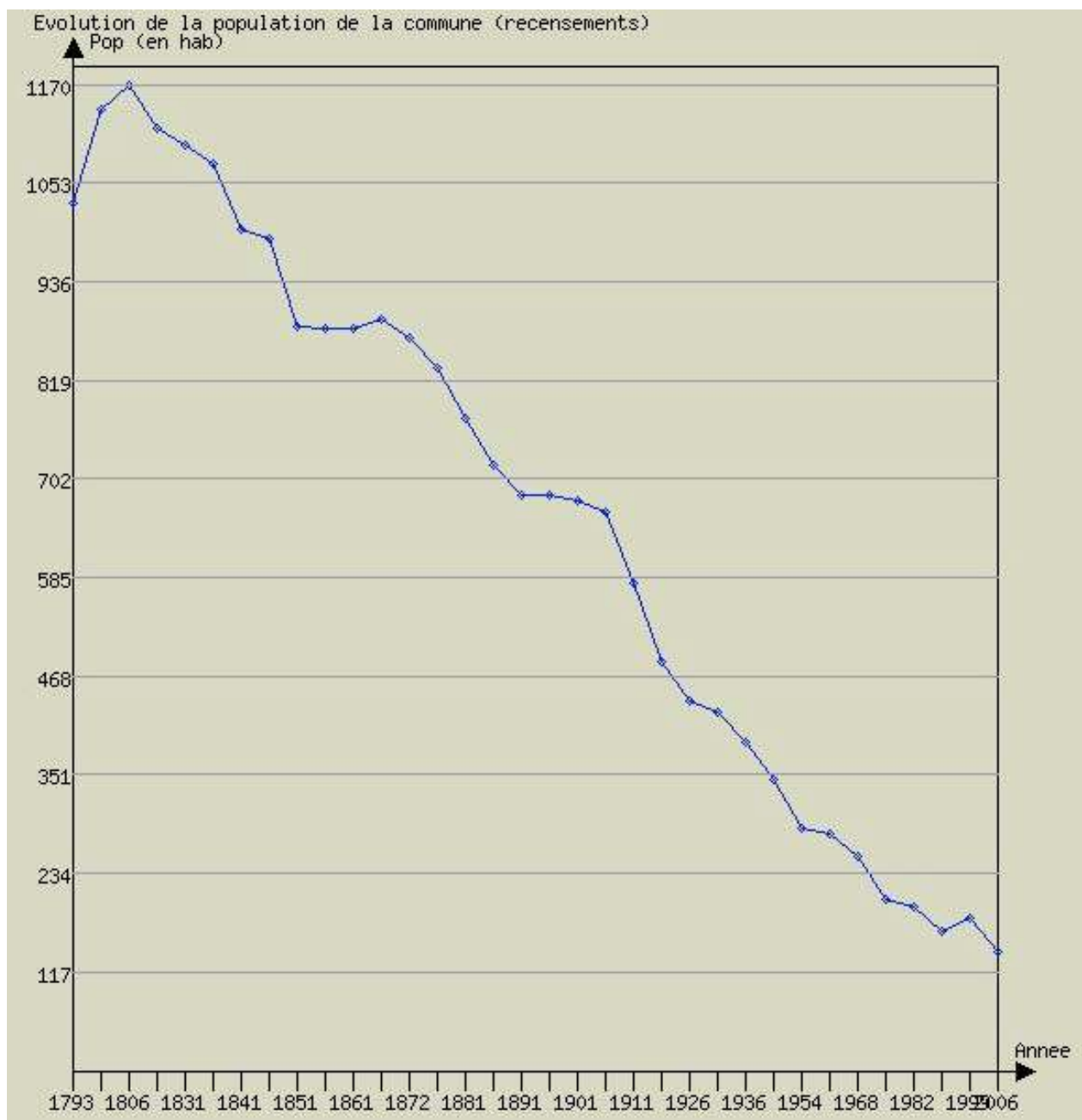
En résumé, la commune compte peu d'éléments de patrimoine vraiment exceptionnels, mais un patrimoine traditionnel rural homogène dont les caractéristiques font l'identité du territoire, à préserver autant que possible. Le recours à des procédures particulières de sauvegarde ne semble pas pertinent ; en revanche, des inventaires plus détaillés seraient utiles.

9. POPULATION ET DÉMOGRAPHIE

9.1. ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert a connu une certaine prospérité économique et démographique au tout début du 19^e siècle, jusqu'à compter près de 1200 habitants en 1800.

Depuis cette époque, la population a continuellement et régulièrement diminué jusqu'à la période récente. Une légère remontée de la population permanente constatée au recensement de 1999 ne change pas la tendance fondamentale.

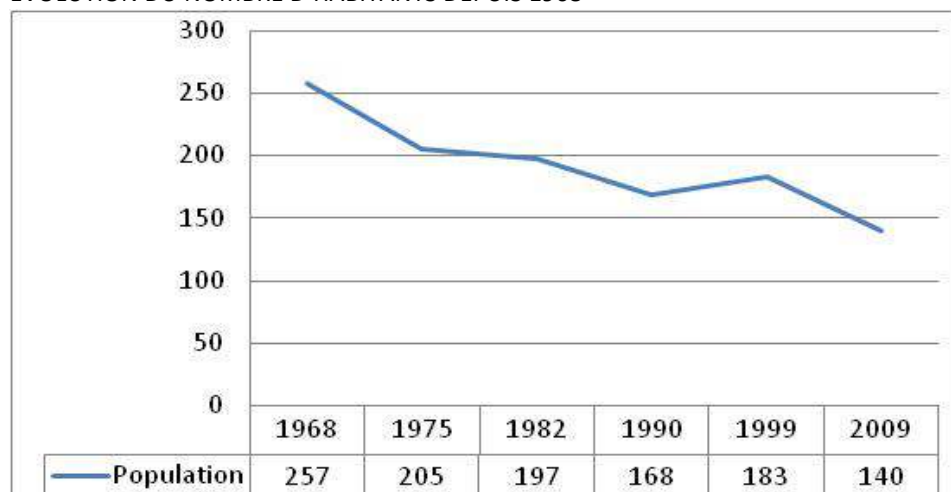


Source : INSEE

Cette tendance de fond se retrouve pour toutes les petites communes entourant Saint-Nazaire : Bouvière, Gumiane, Brette, Pradelle. La commune voisine de Rochefourchat, pour sa part, reste stable avec une population permanente de... 1 habitant !

Les communes plus proches des axes de communication connaissent en revanche une croissance plus ou moins soutenue dans la période récente (Bourdeaux, Chalancon, Volvent).

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'HABITANTS DEPUIS 1968



Source : INSEE

La commune de Saint-Nazaire-le Désert connaît un déclin progressif de sa population depuis 1968, exceptée une légère hausse en 1999, où elle gagne 15 habitants, puis atteint son niveau le plus bas en 2009 avec 140 habitants.

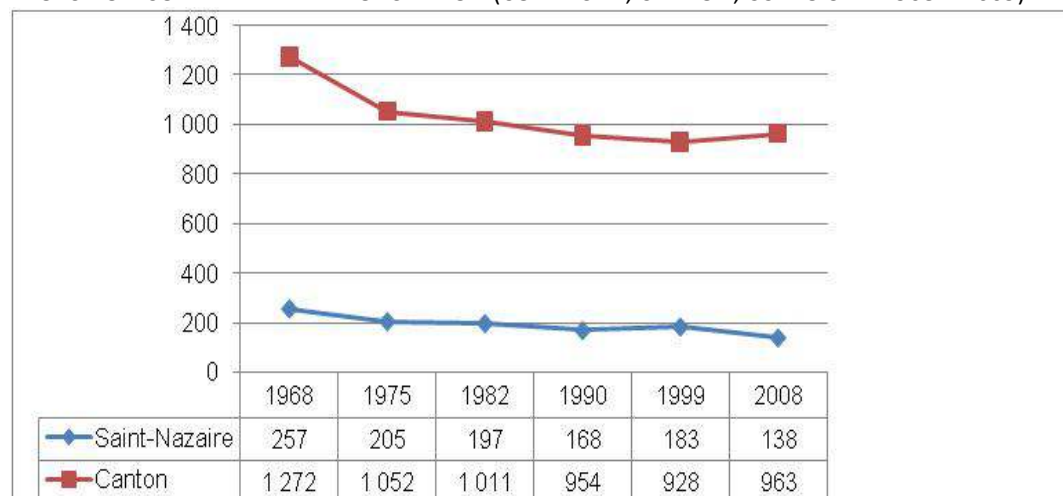
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES DE 1968 À 2012

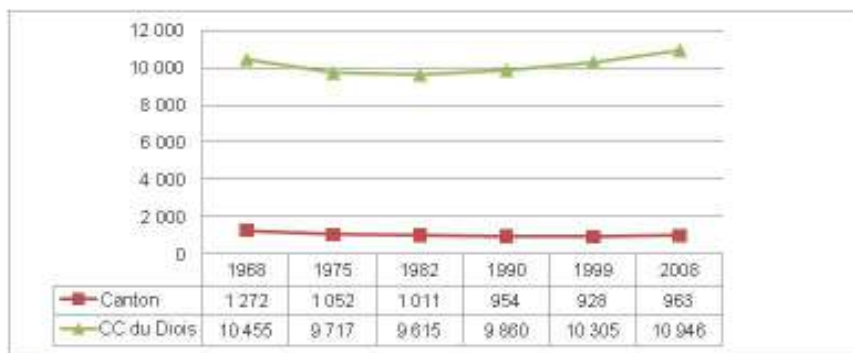
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007	2007 à 2012
Variation annuelle moyenne de la population en %	-3,2	-0,6	-2,0	+1,0	-3,4	+0,4
due au solde naturel en %	-1,1	-0,8	-1,0	-0,9	-0,6	-1,0
due au solde apparent des entrées sorties en %	-2,1	+0,2	-1,0	+1,8	-2,8	+1,4
Taux de natalité (‰)	6,7	6,3	8,2	7,0	11,5	8,6
Taux de mortalité (‰)	17,8	14,1	17,7	15,9	17,7	18,5

Source : INSEE

Depuis 2009 et même 2012, la population permanente a sensiblement augmenté et atteint 190 habitants en 2016. Cette évolution récente n'est cependant pas liée à des facteurs structurels, ce n'est pas une tendance lourde. Elle correspond plutôt à des facteurs conjoncturels, comme la déclaration d'anciennes résidences secondaires comme résidences permanentes par des retraités, ou encore à l'arrivée de quelques jeunes ménages avec enfants dans des logements en location, ou encore la réhabilitation des derniers logements anciens qui étaient sur le marché.

ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA POPULATION (COMMUNE, CANTON, CC DIOIS DE 1968 À 2009)

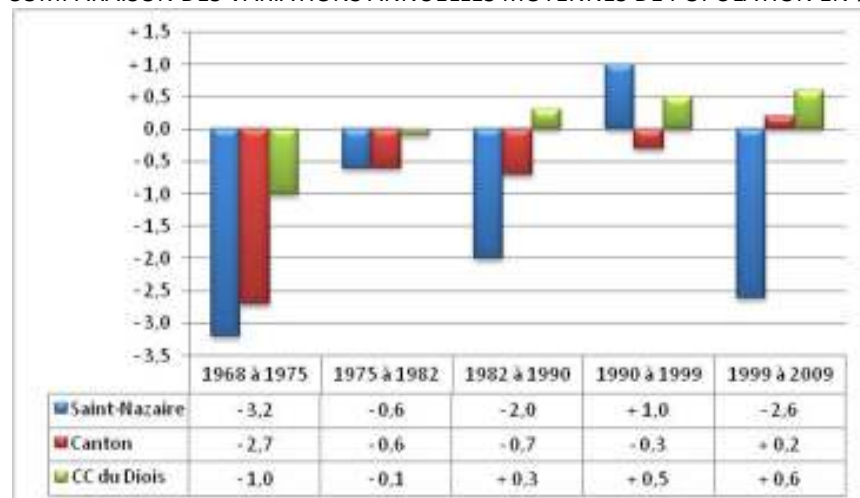




Source : INSEE

De 1968 à 1982, le nombre d'habitants diminue constamment sur les trois territoires concernés. Cette baisse se poursuit pour la commune, alors que pour le canton et la communauté de communes, le nombre d'habitants augmente respectivement à partir de 1999 et 1982.

COMPARAISON DES VARIATIONS ANNUELLES MOYENNES DE POPULATION EN %



Source : INSEE

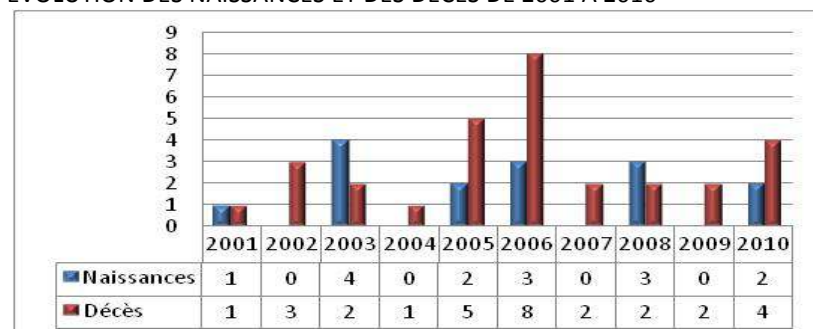
Entre 1968 et 1982, les variations annuelles moyennes de la population restent négatives pour les trois territoires concernés. Pour la Communauté de communes du Diois la tendance s'inverse dès 1982, alors que pour le canton de La Motte-Chalancon et la commune de Saint-Nazaire-le-Désert les variations annuelles moyennes de la population restent négatives jusqu'en 1990.

Malgré une hausse de la variation annuelle moyenne entre 1990 et 1999 (plus 15 habitants en 1999), pour la commune de Saint-Nazaire-le-Désert, son taux de variation annuelle moyenne redevient négatif et nettement inférieur aux taux enregistrés pour le canton de La Motte-Chalancon entre 1999 et 2009.

C'est le signe d'un réel enclavement et d'un problème d'attractivité pour la commune de Saint-Nazaire-le-Désert par rapport au canton de La Motte-Chalancon et à la Communauté de communes du Diois.

9.2. MOUVEMENT NATUREL ET MIGRATOIRE

ÉVOLUTION DES NAISSANCES ET DES DÉCÈS DE 2001 À 2010



Source : INSEE

Sur la période 2001-2010 le nombre des naissances reste largement inférieur à celui des décès, excepté pour les années 2003 et 2008. Notons qu'en 2002, 2004, 2007 et 2009 il n'y a pas de naissances dans la commune de Saint-Nazaire-le Désert. Le solde naturel reste donc négatif pour l'ensemble de cette période.
Pas de modification significative de la tendance depuis 2010.

Sur l'ensemble de la période 1968-2009, la population de Saint-Nazaire-le-Désert décroît. Le solde naturel reste négatif durant cette période. Le solde résultant de l'arrivée de population nouvelle est positif entre 1975 et 1982 mais ne compense le solde naturel négatif.

Cependant entre 1990 et 1999 l'arrivée de population nouvelle engendre une hausse de la population de la commune, hausse qui ne se poursuit pas entre 1999 et 2012.

L'augmentation de la population observée en 2014 ne remet pas en cause la tendance de fond.

Sur la Communauté de communes du Diois, l'évolution de la population est différente. Malgré un solde naturel négatif sur la période 1999-2009, l'arrivée de population nouvelle entre 1975 et 1982 a permis une augmentation continue de la population jusqu'en 2009. La commune de Saint-Nazaire-le-Désert, trop excentrée, ne bénéficie pas de cet apport de population.

9.3. RÉPARTITION DES ÂGES

ÉVOLUTION DE LA POPULATION SELON LES ÂGES

	0-14 ans			15-29 ans			30-44 ans			45-59 ans			60-74 ans			75 ans ou +		
	1990	1999	2009	1990	1999	2009	1990	1999	2009	1990	1999	2009	1990	1999	2009	1990	1999	2009
Saint-Nazaire	12.4	16.4	14.0	11.8	12.0	6.3	17.6	23.5	19.6	15.3	13.1	23.8	24.7	20.8	26.6	18.2	14.2	9.8
Canton de la Motte-Chalancon	13.2	15.3	15.3	15.5	13.4	9.9	20.2	19.5	18.5	15.3	19.5	22.7	21.3	19.8	21.0	14.6	12.5	12.6
Département de la Drôme	19.5	19.7	18.9	21.4	18.3	16.7	22.1	21.6	19.5	16.1	18.8	20.6	13.4	14.2	15.0	7.5	7.5	9.3

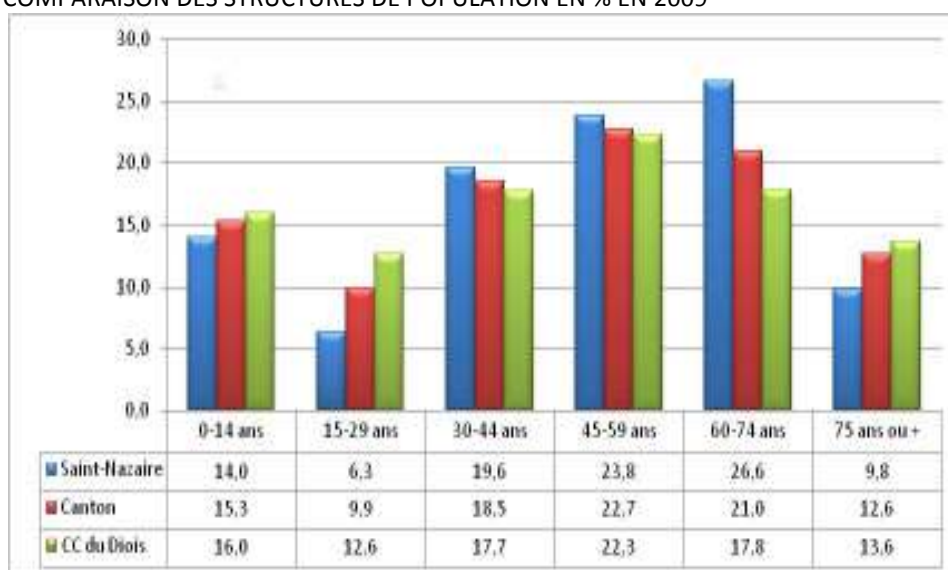
Source : INSEE

L'évolution des âges de la population communale sur la période 1999-2009 montre certains paradoxes :

- baisse sensible des personnes âgées de plus de 75 ans : suite à des décès, ou signe de la difficulté de rester dans la commune sans services médicaux à proximité ?
- augmentation des personnes de 45 à 59 ans : arrivée d'une tranche d'âge qui a mûri un choix de vie particulier, ou vieillissement de cette tranche d'âge ?

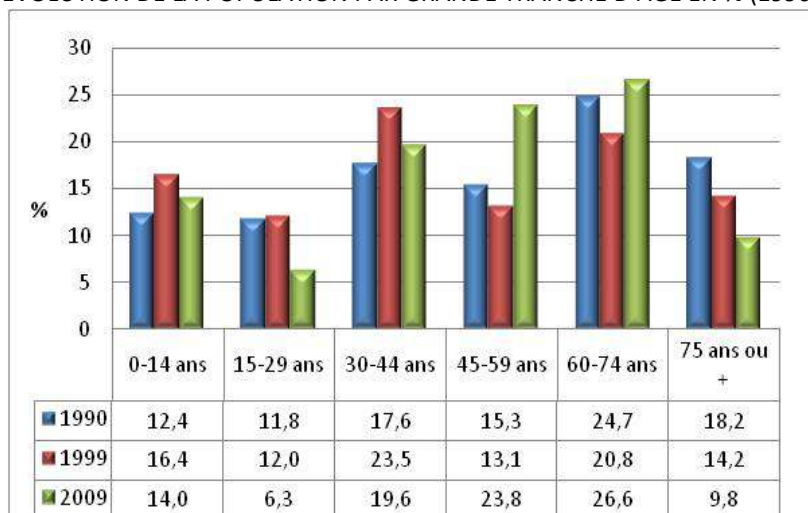
Ces chiffres, portant sur des petites quantités, doivent être interprétés avec précaution.

COMPARAISON DES STRUCTURES DE POPULATION EN % EN 2009



La structure de la population est commune pour les trois territoires concernés. Cependant, les 15-29 ans sont deux fois moins représentés dans la commune de Saint-Nazaire-le-Désert que sur l'ensemble de la communauté de communes du Diois.

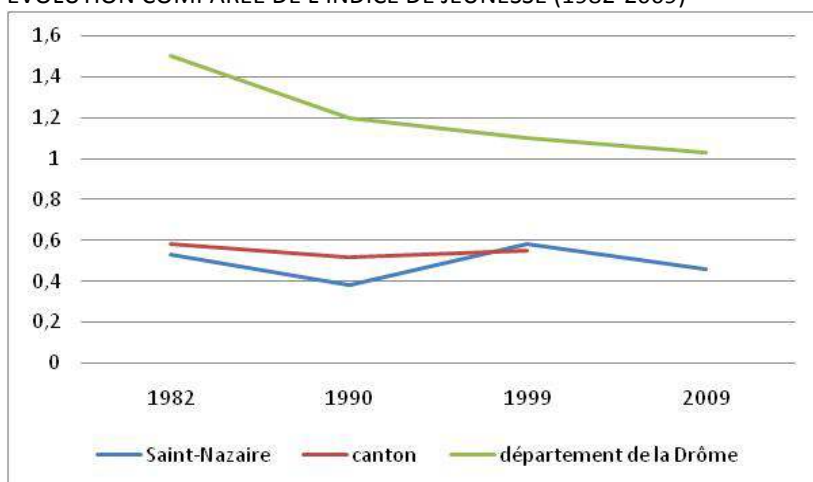
ÉVOLUTION DE LA POPULATION PAR GRANDE TRANCHE D'ÂGE EN % (1990-2009)



Source : INSEE

Entre 1999 et 2009 la population des 0-44 ans décroît, alors que celles des 45-74 ans augmentent.

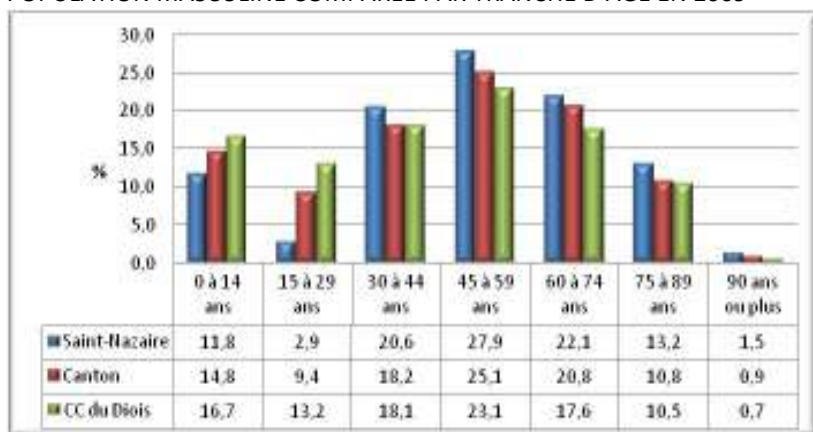
ÉVOLUTION COMPARÉE DE L'INDICE DE JEUNESSE (1982-2009)



Source : INSEE

Le rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans a évolué à la baisse, rejoignant un phénomène général de vieillissement de la population. Il reste cependant plus favorable à Saint-Nazaire que sur l'ensemble du canton ou de la Communauté de communes.

POPULATION MASCULINE COMPARÉE PAR TRANCHE D'ÂGE EN 2009



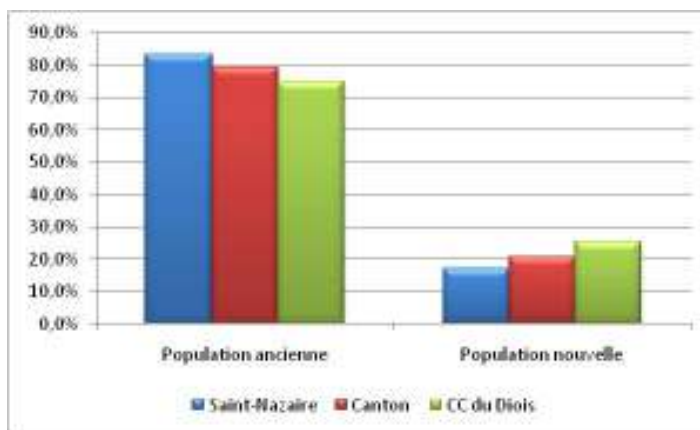
Source : INSEE

On constate sur l'ensemble des trois territoires concernés une plus faible représentation des 15-29 ans, population masculine et féminine confondues, liée sans doute à l'éloignement des bassins d'emploi.

Répartition comparée de la population nouvelle¹ en 2008

	Population ancienne		Population nouvelle	
	Nbre	%	Nbre	%
Saint-Nazaire	109	83.2%	22	16.8%
Canton	733	79.3%	191	20.7%
CC du Diois	7784	74.8%	2626	25.2%

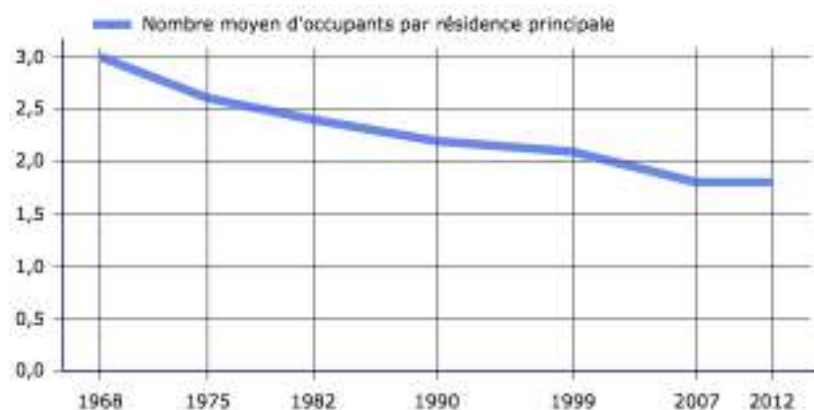
Source : INSEE



Le taux de population nouvelle (de l'ordre de 16,8%) sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert est inférieur à celui du canton de La Motte-Chalancon (20,7%) et à celui de la Communauté de communes du Diois (25.2%). Cette situation peut s'expliquer par l'enclavement du territoire communal (éloignement des bourgs principaux et des bassins d'emploi, problème de transport).

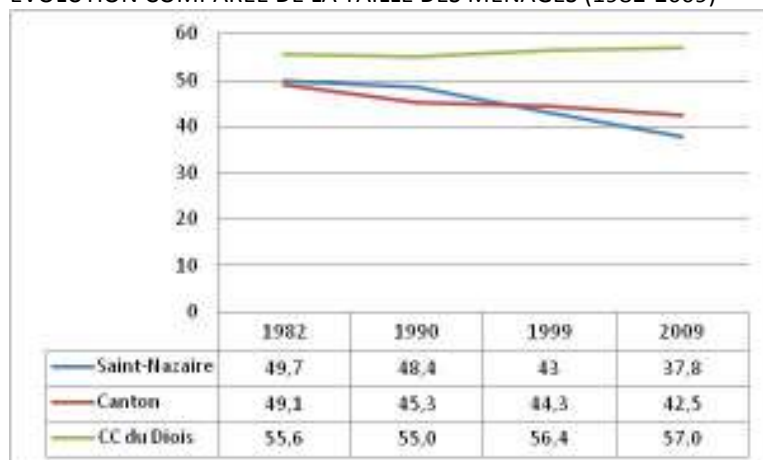
9.4. ÉVOLUTION DU NOMBRE ET DE LA TAILLE DES MÉNAGES

ÉVOLUTION DE LA TAILLE DES MÉNAGES



La taille des ménages n'a pas cessé de diminuer sur 40 ans, de 3 à 1,8 personne par logement en 2007. Ce niveau très bas semble se stabiliser à partir de 2007.

ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA TAILLE DES MÉNAGES (1982-2009)



Source : INSEE

¹La population nouvelle désigne la population qui habitait 5 ans auparavant (ici en 2008) une autre commune SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

L'évolution de la taille des ménages à Saint-Nazaire-le-Désert suit la tendance générale des autres territoires, mais de façon très accentuée. Cette diminution de la taille des ménages peut s'expliquer par deux éléments : l'augmentation de la durée de vie induit une augmentation des personnes âgées (consolidée par les générations du baby-boom), qui sont des ménages plus petits que la moyenne, d'une part, et la décohabitation évolue vers une augmentation des familles mono parentales et des personnes seules.

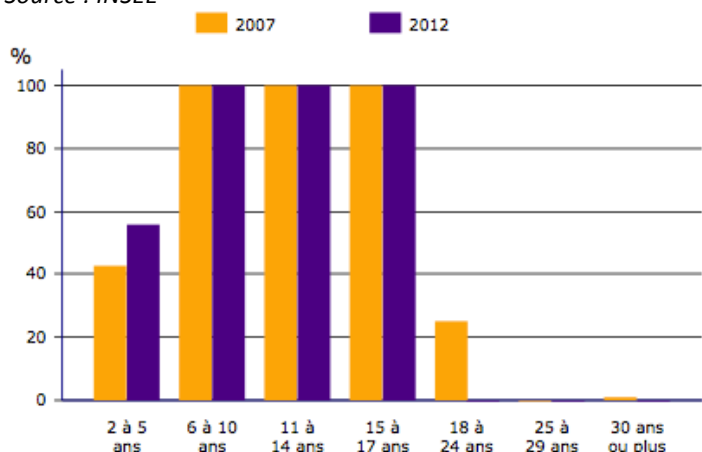
9.5. EMPLOI ET POPULATION ACTIVE

9.5.1. FORMATION

SCOLARISATION SELON L'ÂGE ET LE SEXE EN 2012

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	9	5	55,6	66,7	50,0
6 à 10 ans	6	6	100,0	100,0	100,0
11 à 14 ans	4	4	100,0	100,0	100,0
15 à 17 ans	4	4	100,0	100,0	100,0
18 à 24 ans	2	0	0,0		0,0
25 à 29 ans	3	0	0,0	0,0	0,0
30 ans ou plus	113	0	0,0	0,0	0,0

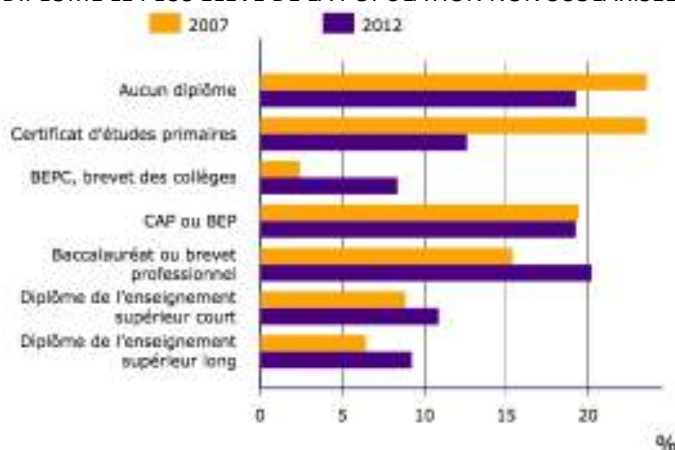
Source : INSEE



Source : INSEE

Sans surprise, la population scolarisée est faible, et elle diminue fortement avec l'avancement du niveau des études. Il est difficile de suivre des études secondaires en restant domicilié à Saint-Nazaire-le-Désert, en raison de l'éloignement des établissements. En revanche, les taux de scolarisation, pour les tranches d'âge concernées, est élevé.

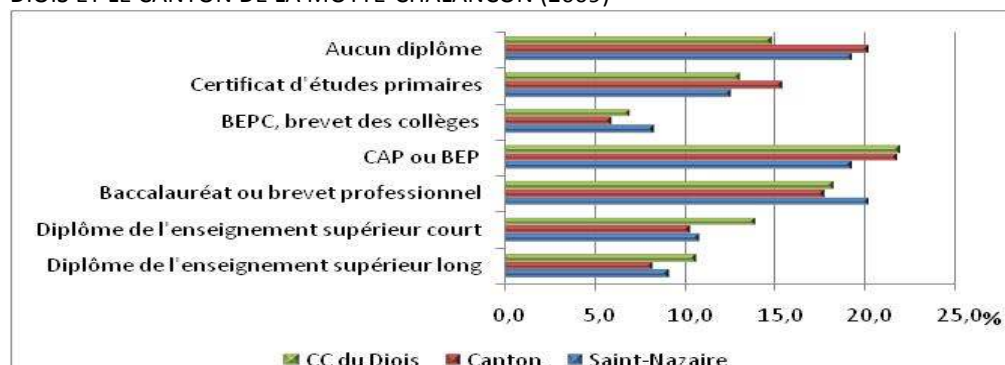
DIPLÔME LE PLUS ÉLEVÉ DE LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE 15 ANS OU PLUS, ÉVOLUTION DE



Source : INSEE

Le niveau moyen de formation de la population de la commune a constamment monté ces dernières années, marquant une différence entre les générations.

DIPLÔME DE PLUS ÉLEVÉ DE LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE 15 ANS OU PLUS – COMPARAISON AVEC LA CC DU DIOIS ET LE CANTON DE LA MOTTE-CHALANCON (2009)



Source : INSEE

Le niveau moyen de formation de la population de la commune est supérieur à celui du canton, mais inférieur à celui de la Communauté de communes.

9.5.2. POPULATION ACTIVE ET TAUX D'ACTIVITÉ

POPULATION DE 15 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI SELON LE STATUT EN 2012

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	45	100,0	17,8	46,7
Salariés	24	53,3	29,2	54,2
Non-salariés	21	46,7	4,8	38,1

ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA POPULATION ACTIVE DE 15 À 64 ANS²

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	24	100,0	21	100,0
Salariés	11	45,8	13	61,9
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	10	41,7	11	52,4
Contrats à durée déterminée	1	4,2	2	9,5
Intérim	0	0,0	0	0,0
Emplois aidés	0	0,0	0	0,0
Apprentissage - Stage	0	0,0	0	0,0
Non-Salariés	13	54,2	8	38,1
Indépendants	10	41,7	7	33,3
Employeurs	3	12,5	0	0,0
Aides familiaux	0	0,0	1	4,8

Source : INSEE

²La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :

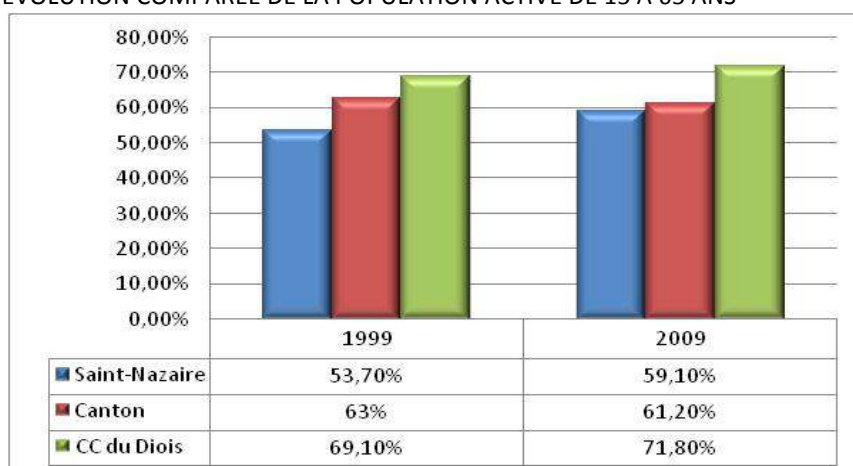
- exercer une profession (salarisée ou non) même à temps partiel ;
- aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

Cette population correspond donc à la population active occupée à laquelle s'ajoutent les chômeurs en recherche d'emploi et les militaires du contingent tant que cette situation existait.

Remarque : Ne sont pas retenues les personnes qui, bien que s'étant déclarées chômeurs, précisent qu'elles ne recherchent pas d'emploi.

La part des fonctionnaires et des retraités est relativement élevée. Il y a peu de salariés en dehors de la fonction publique.

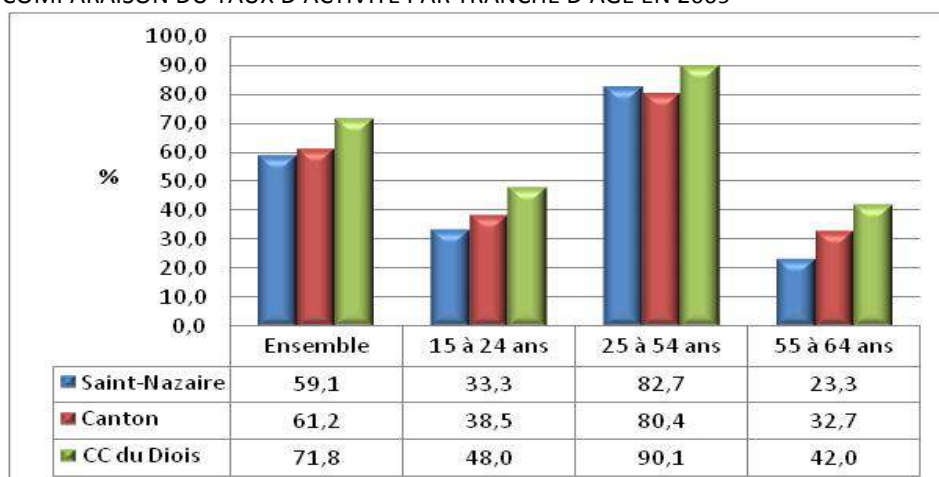
ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA POPULATION ACTIVE DE 15 À 65 ANS



Source : INSEE

La part des actifs dans la population en âge de travailler légèrement augmenté sur Saint-Nazaire entre 1999 et 2009. Elle reste en moyenne plus faible que dans les territoires de référence.

COMPARAISON DU TAUX D'ACTIVITÉ PAR TRANCHE D'ÂGE EN 2009



Source : INSEE

Le taux d'activité des 15-24 ans sur Saint-Nazaire-le-Désert est en 2009 nettement moins important (14,7 %) que celui constaté sur la Communauté de communes du Diois. Même constat pour la tranche d'âge des 55-64 ans pour laquelle le taux est inférieur de 18,7%.

Sur la période 1999-2009, le nombre d'actifs sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert a diminué en valeur absolue. Ce constat peut s'expliquer d'une part par une diminution de la population communale et d'autre part par l'augmentation de la tranche d'âge des 60 ans et plus, ces tranches d'âge ne rentrant pas (ou peu) dans le décompte de la population active.

La part relative des retraités est nettement plus importante sur Saint-Nazaire que sur les autres territoires de comparaison.

9.5.3. CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

Les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert sont les professions intermédiaires (31,3% de la population active), suivie de celles des artisans et des employés à part égale (23,5%).

Les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert sont les professions intermédiaires (31,3% de la population active), suivie de celles des artisans et des employés à part égale (23,5%).

COMPARAISON DE LA POPULATION ACTIVE DE 15 À 64 ANS SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

2009	Saint Nazaire		CCdu Diois	Département de La Drôme
	Nbre	%	%	%
Agriculteurs exploitants	4	7.8%	12.2%	3%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	12	23.5%	13.3%	7.4%
Cadres et professions intellectuelles sup.	4	7.8%	7.9%	11.7%
Professions intermédiaires	16	31.3%	19.4%	26.1%
Employés	12	23.5%	26.7%	26.5%
Ouvriers	4	7.8%	20.5%	25.4%
TOTAL	51	100%	100%	100%

Source : INSEE

Sur le territoire intercommunal, la catégorie la plus représentée est celle des employés (26,7%), suivie de celle des ouvriers (20,5 %), puis de celle des professions intermédiaires (19,4%). Contrairement au territoire communal, la part des artisans n'arrive qu'en quatrième position.

Evolution 1999-2009	Saint-Nazaire		CC du Diois	Département de la Drôme
	Nb	%	%	%
Agriculteurs exploitants	-8.0	-66.7	7.0	-16.5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4.0	50.0	51.1	7.9
Cadres et professions intellectuelles sup.	-8.0	-66.7	3.7	41.2
Professions intermédiaires	4.0	33.3	26.3	32.5
Employés	12.0	100.0	17.5	9.1
Ouvriers	-8.0	-66.7	-7.2	0.7
Total	-4.0			

Source : INSEE (données manquantes pour le canton en 2009, car population inférieure à 2000 habitants)

A l'échelle de la commune, la catégorie des agriculteurs exploitants diminue fortement, perdant 66,7 % de ses effectifs (passant de 12 à 4 en valeur absolue). Cette tendance est moindre sur le département (- 16,5 %) alors que sur la communauté de communes du Diois, cette catégorie augmente de 7%.

De la même façon, la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures enregistre une baisse de 66,7%, alors qu'elle est en hausse relative sur la communauté de communes (3,7%) et de 41,2% sur le département.

La catégorie des artisans, commerçants et chefs d'entreprises connaît une hausse importante sur la commune et la communauté de communes (respectivement 50 % et 51,1 %), alors que la progression est nettement inférieure sur le département (7,9%).

La catégorie des employés enregistre une hausse de 100% sur la commune (passant de 0 à 12 en valeur absolue), sur les deux autres territoires la progression n'est que de 17,5% et de 9,1%.

La catégorie des professions intermédiaires connaît une progression similaire sur l'ensemble des trois territoires concernés.

9.5.4. REVENUS DES MÉNAGES

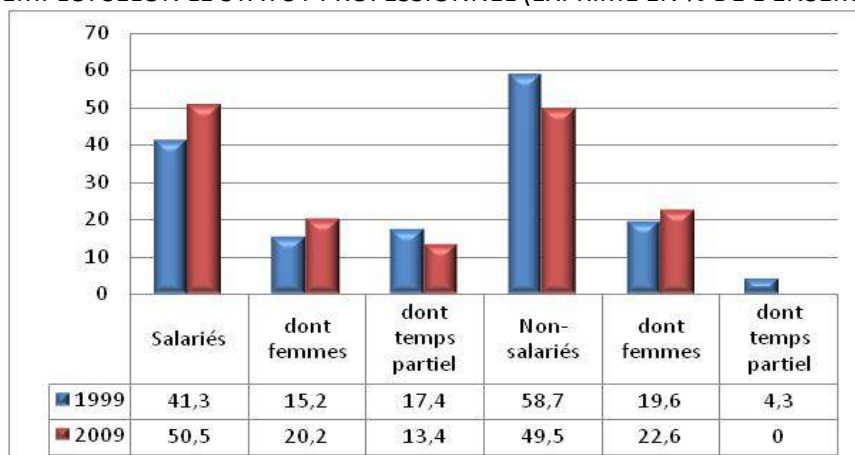
REVENU MOYEN DES MÉNAGES EN 2009, COMPARAISON

Revenus	Saint-Nazaire-le -Désert	CC du Diois	Département de la Drôme
Revenu net déclaré moyen par foyer fiscal en 2009, en euros (1)	15169	18090	21157
Foyers fiscaux imposables en % de l'ensemble des foyers fiscaux en 2009 (1)	31	42.1	50.2
Médiane du revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2010, en euros (2)	12926	15667	17639
Sources :			
(1) DGFIP, Impôt sur le revenu des personnes physiques.			
(2) Insee - DGFIP, Revenus fiscaux localisés des ménages.			

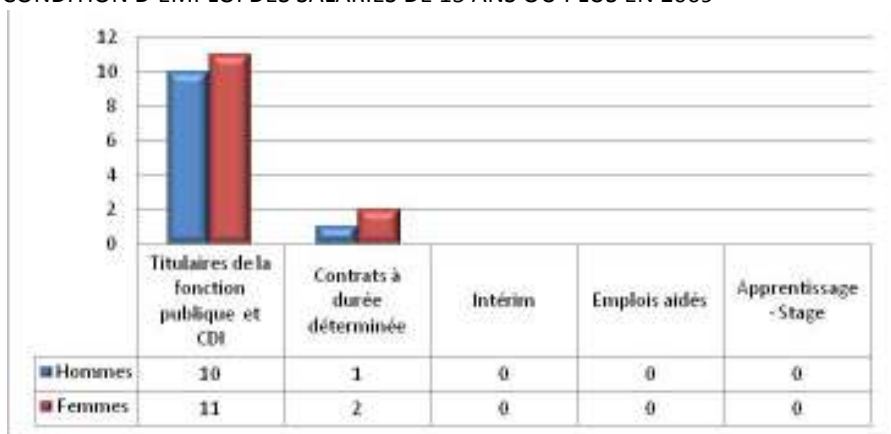
Le revenu moyen par habitant de la commune est particulièrement faible, par rapport aux territoires de référence.

9.5.5. FORME DES EMPLOIS SALARIÉS DANS LA COMMUNE

EMPLOI SELON LE STATUT PROFESSIONNEL (EXPRIMÉ EN % DE L'ENSEMBLE DES EMPLOIS) EN 2009



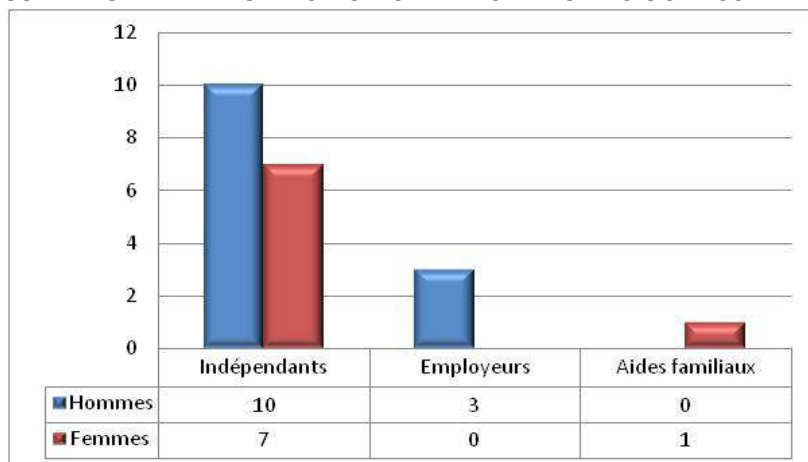
CONDITION D'EMPLOI DES SALARIÉS DE 15 ANS OU PLUS EN 2009



Source : INSEE

En 10 ans le pourcentage des emplois salariés est passé de 41,3 % de l'ensemble des emplois de la commune à 50.5 %. La part des emplois salariés à temps partiel a diminuée, passant de 17,4 % à 13,4 %. Dans le même temps, ces valeurs restent stables sur le territoire intercommunal.

CONDITION D'EMPLOI DES NON-SALARIÉS DE 15 ANS OU PLUS EN 2009



Source : INSEE

Les employeurs et les travailleurs indépendants sont majoritairement des hommes.

9.5.6. MIGRATIONS JOURNALIÈRES

ÉVOLUTION DU LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS DE 15 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI QUI RÉSIDENT DANS LA ZONE

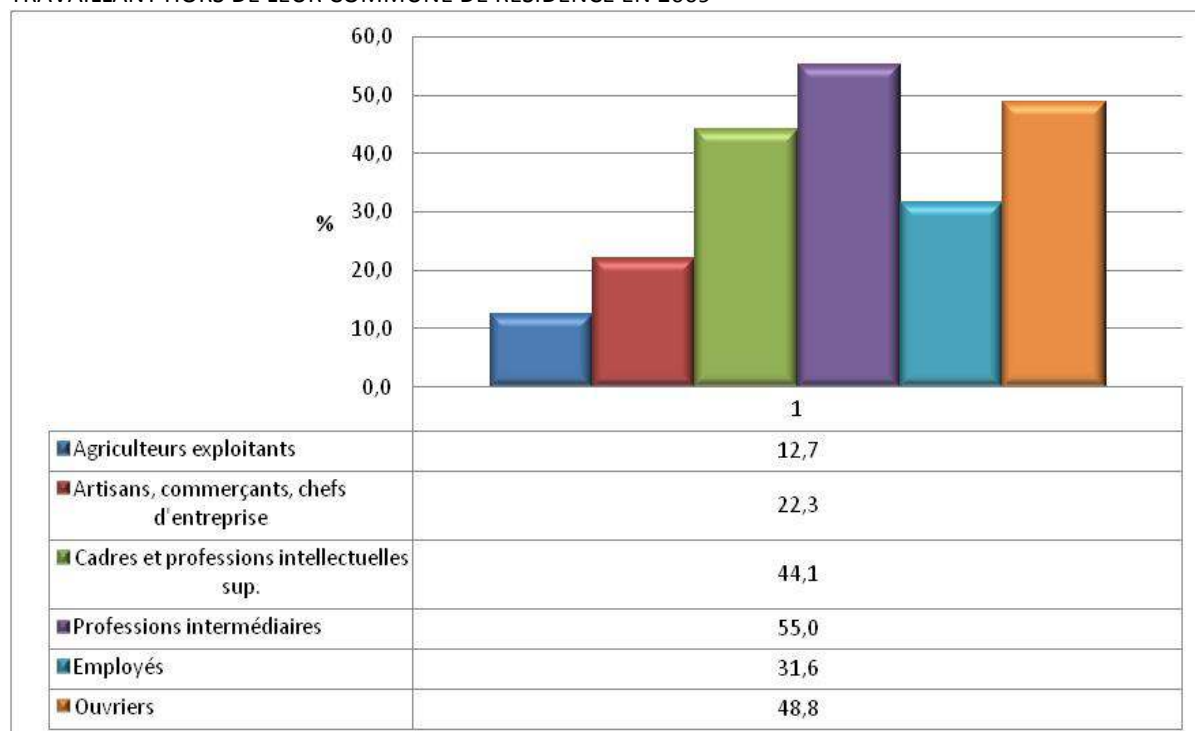
	2012	%	2007	%
Ensemble	45	100,0	50	100,0
Travaillent :				
<i>dans la commune de résidence</i>	35	77,8	36	71,2
<i>dans une commune autre que la commune de résidence</i>	10	22,2	14	28,8
<i>située dans le département de résidence</i>	7	15,6	13	25,0
<i>située dans un autre département de la région de résidence</i>	0	0,0	0	0,0
<i>située dans une autre région en France métropolitaine</i>	2	4,4	2	3,8
<i>située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)</i>	1	2,2	0	0,0

Source : INSEE

L'indicateur de concentration d'emploi de la commune était de 86,8 en 1999. Il est de 99,3 en 2009.

34 actifs sur 44 travaillent sur la commune de Saint-Nazaire-le Désert en 2009. Ces taux sont également importants au niveau du canton de la Motte-Chalancon et de la Communauté de communes du Diois avec respectivement 68,6 % et 58,9 % d'actifs travaillant dans leur commune de résidence.

CC DU DIOIS – POURCENTAGE MOYEN DES ACTIFS REGROUPÉS PAR CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES TRAVAILLANT HORS DE LEUR COMMUNE DE RÉSIDENCE EN 2009

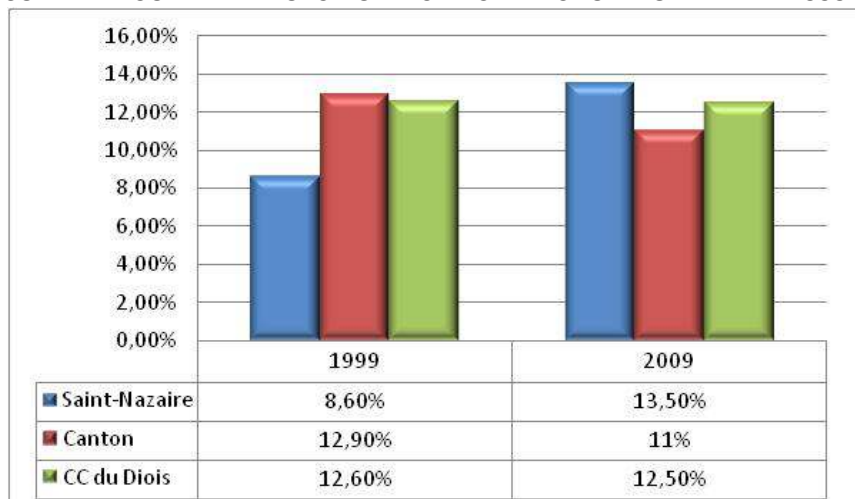


Source : INSEE

Les catégories socioprofessionnelles les plus mobiles à l'échelle du territoire intercommunal sont les professions intermédiaires avec 55% des actifs travaillant hors de leur commune de résidence. Puis les ouvriers (48,8%), puis les cadres et professions intellectuelles supérieures (44,1%). Les catégories socioprofessionnelles les moins mobiles sont les agriculteurs exploitants (12,7%), puis les artisans et commerçants (22,3%) et enfin les employés (31,6%). Ces deux dernières catégories sont bien représentées sur le territoire communal, ce qui est conforme à l'importance de l'indicateur de concentration de l'emploi sur Saint-Nazaire-le-Désert.

9.5.7. CHÔMAGE

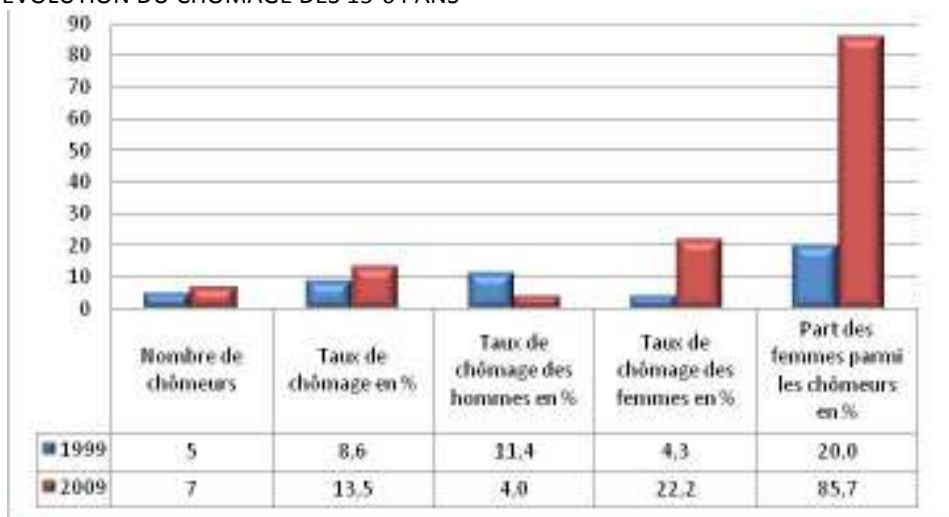
COMPARAISON DE L'ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE³ ENTRE 1999 ET 2009



Source : INSEE

En 1999 le taux de chômage de Saint-Nazaire-le-Désert est moins important que sur les territoires de comparaison. En 2009 en revanche, le taux de chômage de Saint-Nazaire est plus important que sur les deux autres territoires, et devient sensiblement supérieur à la moyenne nationale.

ÉVOLUTION DU CHÔMAGE DES 15-64 ANS



Source : INSEE

C'est essentiellement le sous-emploi des femmes qui provoque une forte augmentation des taux de chômage entre 1999 et 2009, particulièrement pour les femmes.

9.6. SYNTHÈSE, PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE

Les grandes caractéristiques du profil démographique de Saint-Nazaire-le-Désert sont les suivantes :

- une diminution constante de la population
- une diminution importante des 15-29 ans
- une forte représentation des + de 60 ans, mais une faible représentation des plus de 75 ans
- un solde naturel négatif depuis 1968
- très peu d'apport de population nouvelle
- une diminution continue du nombre de ménages

³ Au sens du recensement, le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un.

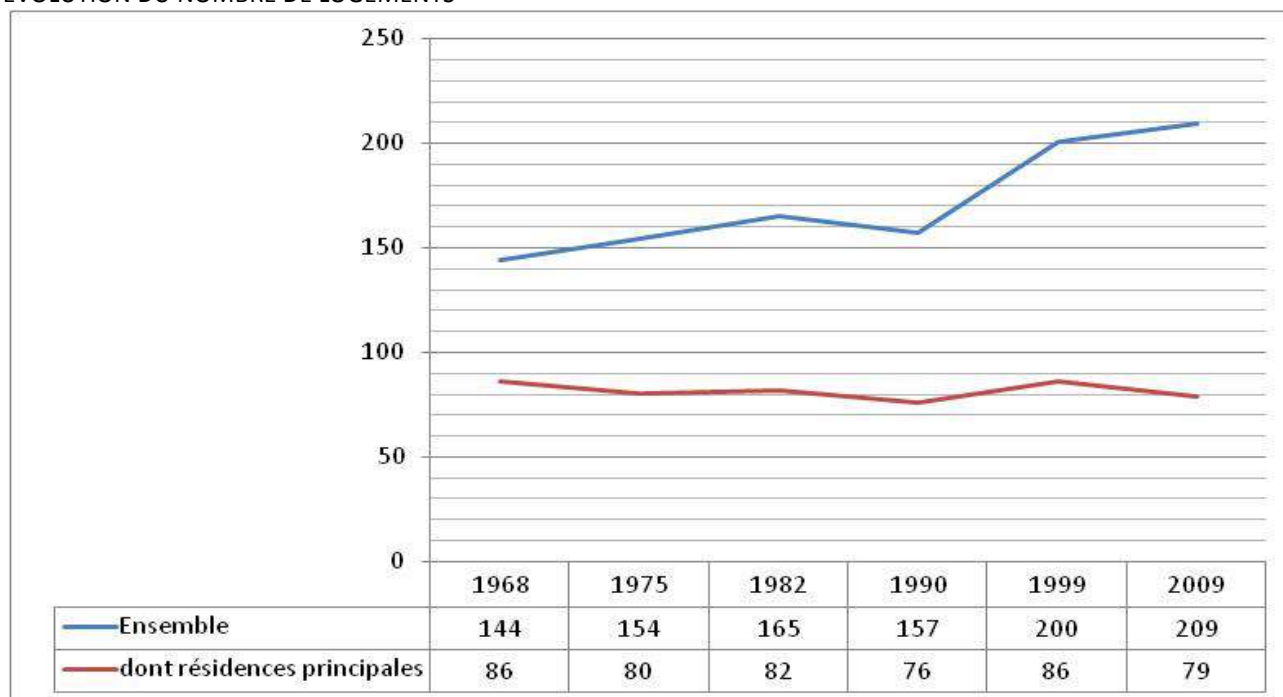
<ul style="list-style-type: none"> - une diminution de la taille des ménages, encore plus que sur l'ensemble de la Communauté de communes du Diois - une importance du nombre de retraités
<ul style="list-style-type: none"> - un taux d'actifs de 59,1%, inférieur aux territoires de comparaison (canton de la Motte-Chalancon et Communauté de communes du Diois) - 77,8% des actifs travaillent dans leur commune de résidence - la moitié des actifs de la commune ont un emploi stable (CDI ou titulaire de la fonction publique) - les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sur la commune sont les professions intermédiaires, les artisans, commerçants et les employés - les catégories socioprofessionnelles en perte de vitesse sont les agriculteurs exploitants, les cadres et professions intellectuelles supérieures et les ouvriers - un taux de chômage relativement similaire aux territoires de comparaison - une forte proportion de femmes parmi les chômeurs <p>Conclusion : une population permanente peu dynamique et vieillissante sur un territoire en perte de vitesse, peu attractif pour les actifs, où la mobilité est réduite. En revanche, une vie sociale liée, en bonne partie à une fréquentation touristique sur des durées relativement longues.</p>

10. LOGEMENT ET HABITAT

10.1. PARC DE LOGEMENTS

10.1.1. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS



Source : INSEE

Le nombre de résidences principales à Saint-Nazaire-le-Désert diminue entre 1999 et 2009 ; en revanche, le nombre total de logements a augmenté de 30% en 20 ans, du fait d'une proportion croissante de résidences secondaires. En 1999, 43 % des logements de la commune étaient des résidences principales, contre 38 % en 2009 ; ce constat explique en bonne partie la baisse de la population communale entre 1999 et 2009.

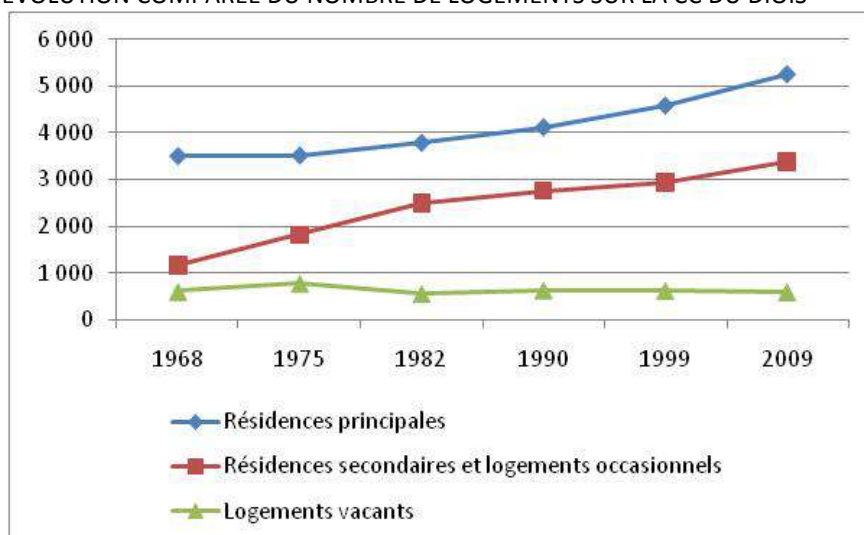
CATÉGORIES ET TYPES DE LOGEMENTS, ÉVOLUTION RÉCENTE

	2012	%	2007	%
Ensemble	221	100,0	197	100,0
Résidences principales	80	36,3	75	38,2
Résidences secondaires et logements occasionnels	129	58,3	106	53,8
Logements vacants	12	5,4	16	8,0
Maisons	196	88,3	168	85,2
Appartements	26	11,7	27	13,8

Source : INSEE

Dans la période récente, le nombre de logements augmente encore sensiblement.
Le taux de résidences principales se maintient.

ÉVOLUTION COMPARÉE DU NOMBRE DE LOGEMENTS SUR LA CC DU DIOIS

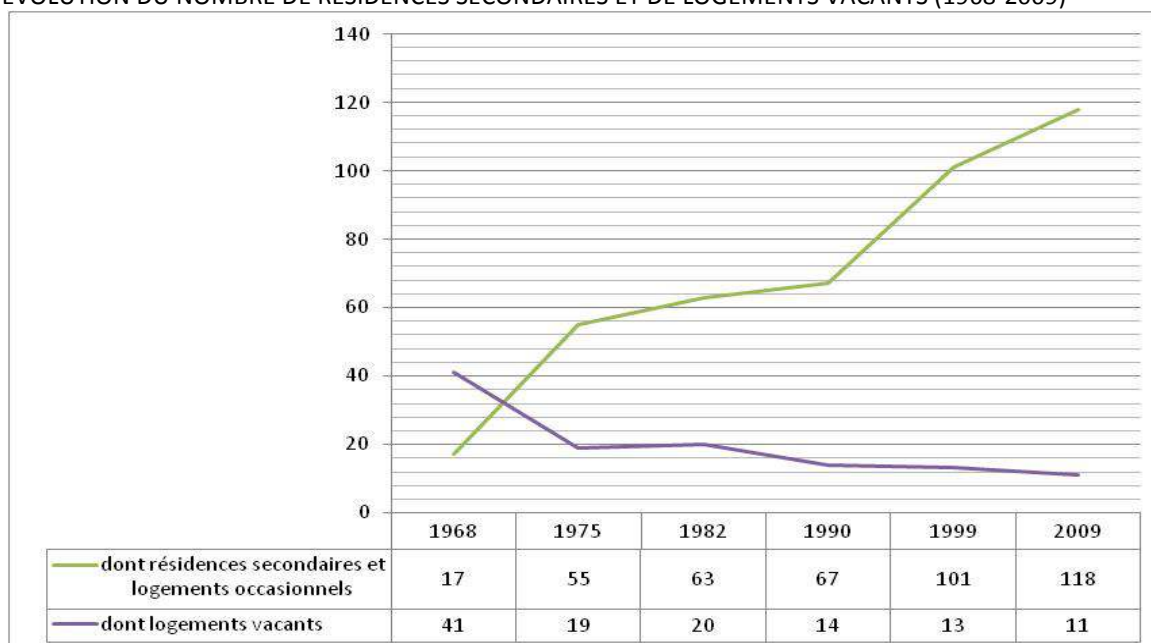


Source : INSEE

La tendance observée sur la Communauté de communes montre une meilleure résistance des résidences principales qu'à Saint-Nazaire-le Désert ; elles continuent à augmenter, même si les résidences secondaires connaissent elles aussi une nette croissance.

Sur les territoires du canton de la Motte-Chalancon et de la Communauté de communes du Diois, la hausse des résidences secondaire est respectivement de 17,8% et de 15%.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RÉSIDENCES SECONDAIRES ET DE LOGEMENTS VACANTS (1968-2009)



Source : INSEE

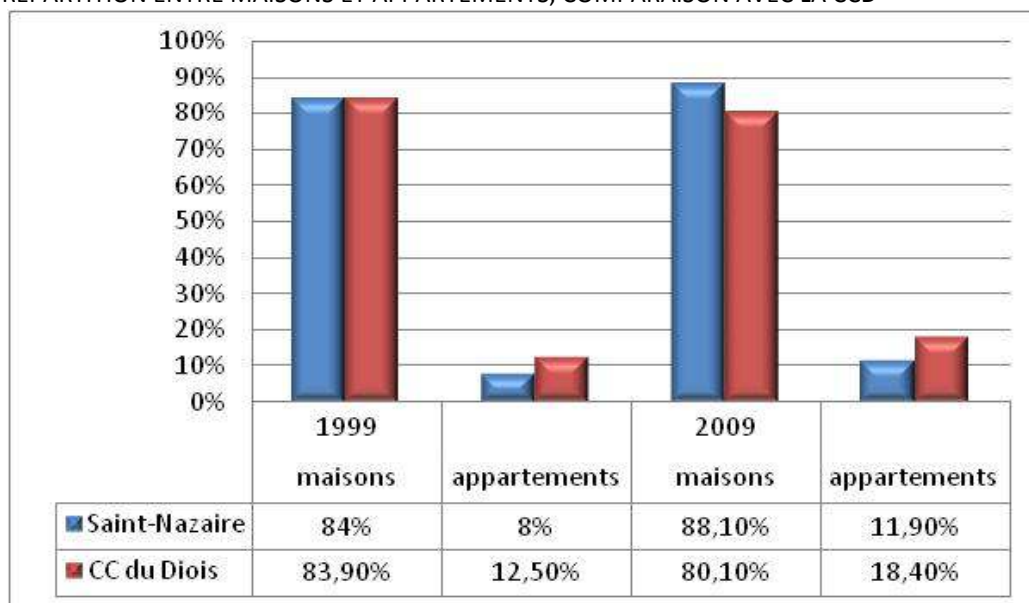
Le nombre de résidences secondaires est en forte augmentation sur la période, alors que le nombre de logements vacants diminue considérablement, passant de 41 en 1968 à 11 seulement (environ 5%) en 2009. Le nombre de logements vacants s'est encore réduit dans la période la plus récente, et la commune dispose d'un faible volant d'inertie en matière de logements.

La situation du logement est devenue tendue lors de la dernière décennie, avec une offre qui ne suit pas la demande, tant pour les résidences principales que pour les résidences secondaires.

On peut noter une corrélation entre les deux phénomènes, une part des nouvelles résidences secondaires correspond à des maisons anciennes restées vides parfois depuis longtemps, qui s'ajoutent aux constructions neuves. Il est en revanche difficile d'évaluer le taux d'occupation réel des résidences secondaires.

10.1.2. RÉPARTITION DES LOGEMENTS

RÉPARTITION ENTRE MAISONS ET APPARTEMENTS, COMPARAISON AVEC LA CCD

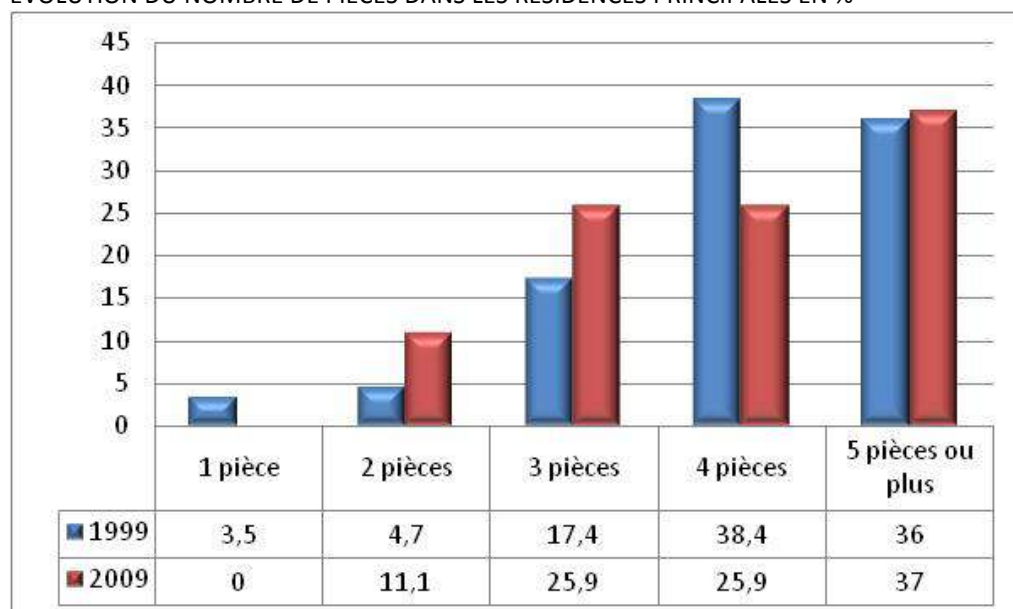


Source : INSEE

En 2009, la commune de Saint-Nazaire-le-Désert 184 maisons pour 25 appartements et montre une forte prédominance de l'habitat individuel (plus de 88%). Cet écart a augmenté entre 1999 et 2009 sur le territoire communal, alors qu'à l'échelle de la Communauté de communes du Diois la part des appartements a augmenté de 6,9 % part rapport à celles des maisons.

10.1.3. COMPOSITION DES LOGEMENTS

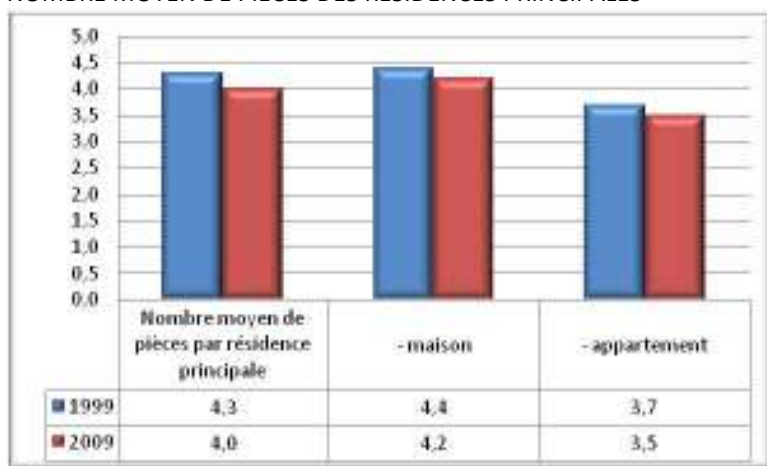
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PIÈCES DANS LES RÉSIDENCES PRINCIPALES EN %



Source : INSEE

Sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert, on observe une proportion importante de grands logements, ce qui correspond à la prédominance de l'habitat individuel. Sur la période récente, c'est la part des logements moyens (T2 et T3) qui a plus progressé, puis une légère hausse (1%) pour les T5 et plus.

NOMBRE MOYEN DE PIÈCES DES RÉSIDENCES PRINCIPALES

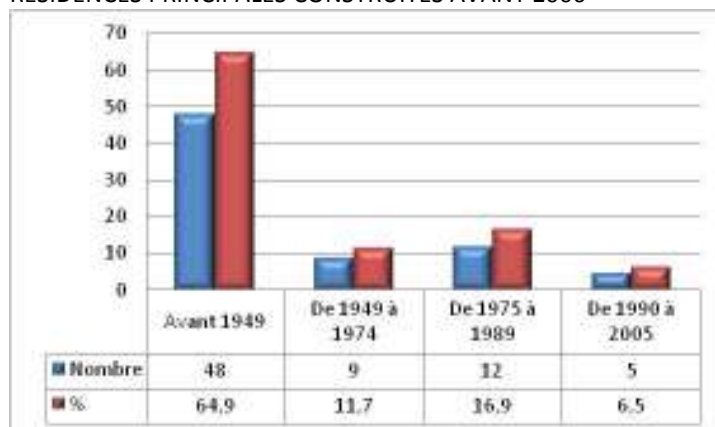


Source : INSEE

On constate que le nombre de pièces par logement diminue légèrement sur la période.

10.1.4. ANCIENNETÉ ET STATUT D'OCCUPATION DES RÉSIDENCES PRINCIPALES

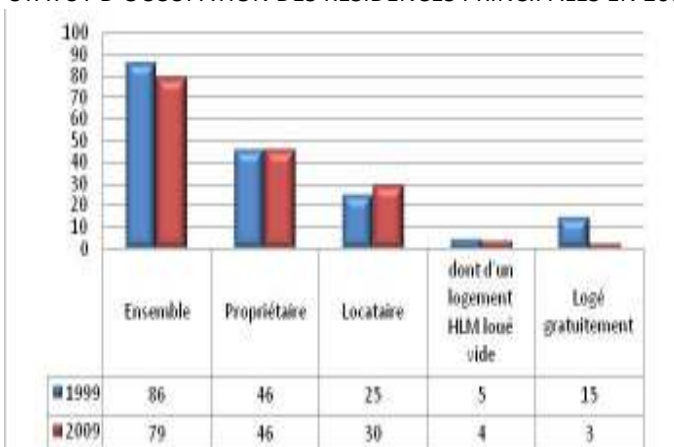
RÉSIDENCES PRINCIPALES CONSTRUITES AVANT 2006



Source : INSEE

On constate une part importante de logements anciens (environ les deux tiers). Le constat est sensiblement le même sur le canton de la Motte-Chalancon, et dans une moindre importance sur la Communauté de communes du Diois.

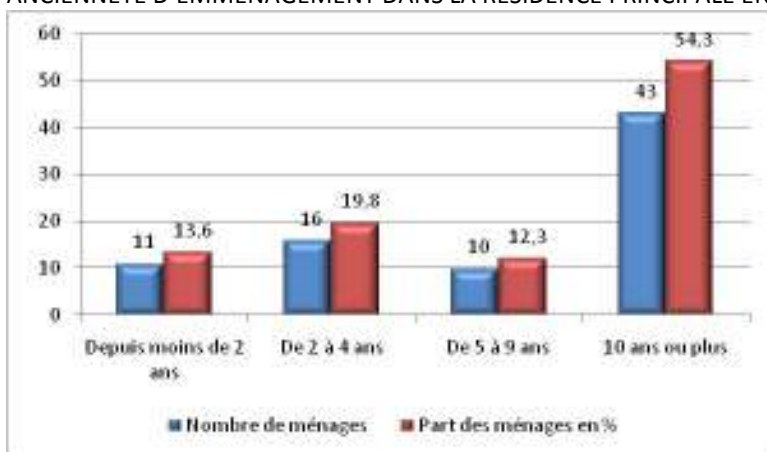
STATUT D'OCCUPATION DES RÉSIDENCES PRINCIPALES EN 2009



Source : INSEE

58% du parc privé existant sur Saint-Nazaire-le-Désert est occupé par des propriétaires. La part des locataires dans le parc privé augmente dans la dernière décennie (9,2%), alors que la part des ménages logés gratuitement diminue considérablement (- 12,7%).

ANCIENNETÉ D'EMMÉNAGEMENT DANS LA RÉSIDENCE PRINCIPALE EN 2008

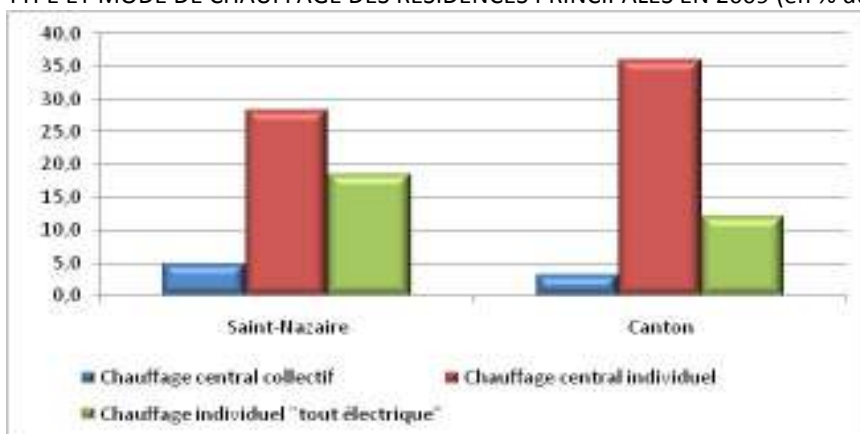


Source : INSEE

Plus de 54% des ménages occupent leur résidence depuis plus de 10 ans ; à l'inverse, environ un tiers des ménages a emménagé il y a moins de 5 ans.

10.1.5. NIVEAU D'ÉQUIPEMENT ET DE CONFORT DES RÉSIDENCES PRINCIPALES

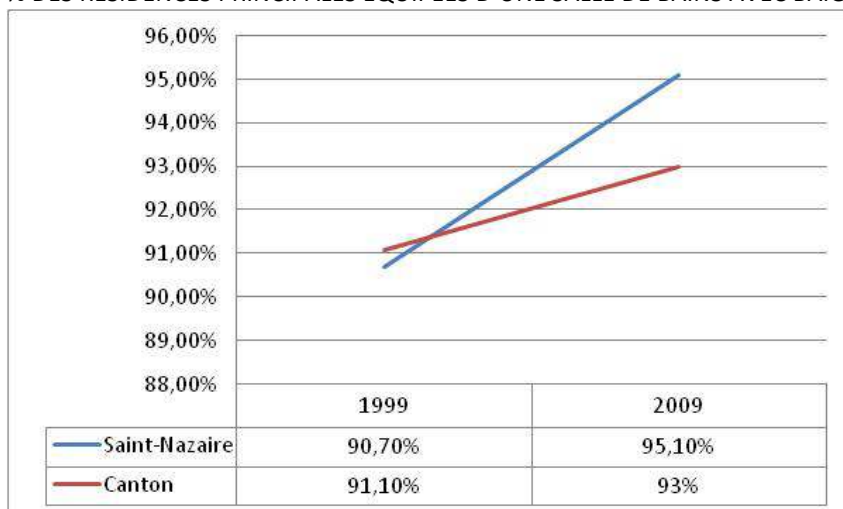
TYPE ET MODE DE CHAUFFAGE DES RÉSIDENCES PRINCIPALES EN 2009 (en % du total des résidences)



Source : INSEE

Moins de 30% de chauffage central, 20% environ de chauffage électrique : 50% de résidences principales chauffées de façon mixte, avec des appareils de chauffage individuels (par pièces).

% DES RÉSIDENCES PRINCIPALES ÉQUIPÉES D'UNE SALLE DE BAINS AVEC BAIGNOIRE OU DOUCHE

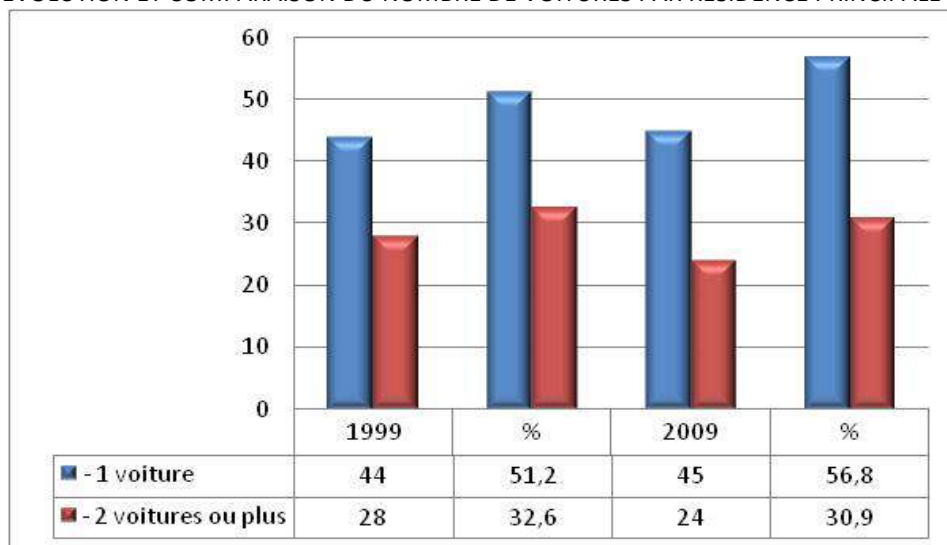


Source : INSEE

Le taux de confort des logements est très élevé, il a beaucoup évolué depuis 1999, ce qui est le signe d'une bonne dynamique de réhabilitation spontanée. Il est nettement supérieur à celui du canton, qui évolue moins rapidement.

10.1.6. TAUX DE MOTORISATION DES MÉNAGES

ÉVOLUTION ET COMPARAISON DU NOMBRE DE VOITURES PAR RÉSIDENCE PRINCIPALE



Source : INSEE

Entre 1999 et 2009, la part des ménages possédant au moins une voiture a augmenté pour atteindre 88% environ. C'est plus que la moyenne nationale (85% environ) et pas surprenant pour une commune rurale isolée, où l'automobile est le moyen principal de la mobilité.

La part des ménages ayant deux voitures ou plus est importante ; elle est stable ou en légère régression, ce qui peut correspondre à une évolution de la structure des ménages (plus de personnes seules) et à l'emploi des femmes (augmentation sensible du chômage des femmes).

10.1.7. PARC LOCATIF SOCIAL ET MIXITÉ SOCIALE DE L'HABITAT

On recense 4 logements locatifs sociaux dans la commune, situés dans le village.

La commune n'est pas soumise à une obligation de pourcentage de logements locatifs sociaux.

Le parc locatif privé, dont la part est croissante dans la dernière décennie, assure une part significative de l'offre de logements locatifs abordables, sans financement public.

10.2. LOGEMENT, PERSPECTIVES ET OBJECTIFS

10.2.1. OBJECTIFS ET CADRAGE DU PLH

Le Programme local de l'habitat (PLH) de la Communauté de communes du Diois a été approuvé en 2012 pour la période 2012-2017. Il prévoit 5 grandes orientations :

Orientation 1 : s'organiser pour accompagner les dynamiques autour des questions du logement

- accueillir et informer le public : propriétaires bailleurs, personnes en quête d'un logement permanent ou temporaire ;
- mettre en relation les offres et les demandes, informer sur les droits et devoirs en matière de logement, informer sur la garantie des risques locatifs ;
- animer et faire vivre des dynamiques sur le logement ;
- accompagner les publics en difficultés, informer sur les dispositifs d'accompagnement et de lutte contre l'habitat indigne ;
- utiliser les matériaux écologiques, les techniques pour l'amélioration des performances énergétiques, réfléchir sur les nouvelles manières d'habiter ... ;
- accompagner les réflexions ou les projets des communes.

Orientation 2 : améliorer et développer le parc logement privé

- accompagner les propriétaires bailleurs pour développer l'offre locative privée ;
- accompagner les propriétaires occupants à revenus modestes dans l'amélioration ou l'adaptation de leur habitat.

Orientation 3 : Améliorer et développer l'offre du parc locatif public

- soutenir la réalisation du projet de résidence sociale à Die ;
- développer le parc locatif public ;
- développer les logements communaux sur les communes rurales ;
- améliorer les performances énergétiques des logements publics existants – bailleurs et communes.

Orientation 4 : Accompagner les réflexions sur les documents d'urbanisme et l'urbanisme opérationnel d'initiative publique

- aide à la décision pour l'élaboration d'un document d'urbanisme par les communes ;
- réaliser des opérations d'aménagement foncier d'initiative publique.

Orientation 5 : Communiquer – Evaluer

- réaliser, diffuser des supports d'information ;
- réaliser un observatoire de l'habitat.

L'hypothèse retenue par le PLH 2012-2017 est de 90 logements (neufs ou restructurés) par an sur l'ensemble du territoire. Le PLH ne prévoit pas d'objectifs chiffrés par commune, ni *a fortiori* des objectifs de logements locatifs sociaux ou en Accession sociale à la propriété (ASP) sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert.

10.3. SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

Profil immobilier de la commune :

- une forte prédominance de l'habitat individuel, qui augmente encore récemment ;
- un relatif maintien des résidences principales, malgré une baisse de la population permanente ;
- une forte hausse des résidences secondaires depuis 30 ans, toujours continue, qui se répartit entre des constructions neuves et des maisons anciennes réoccupées ;
- une dynamique récente de réhabilitation des maisons anciennes dans le village ;
- une part significative de résidences secondaires transformées en résidences principales avec maintien sur place de la même population.

La part des résidences secondaires est essentielle dans la dynamique de développement de Saint-Nazaire-le-Désert. Elle contribue de façon différée mais relativement régulière à attirer de nouveaux résidents permanents (retraités notamment).

11. CONSOMMATION D'ESPACE PAR L'URBANISATION

11. 1. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE PAR L'HABITAT

TABEAU DE LA CONSOMMATION D'ESPACE PAR L'HABITAT DE 2005 À 2014

Période 2005-2014	Nombre de PC	Surface consommée (m ²)	Surface moyenne (m ²)	Densité moyenne (logt/ha)
Village	6	19900	3316	3
Vallon de la Lance	8	25100	3137	3,2
TOTAL	14	45000	3214	3,1

L'évolution de la construction neuve, observée à travers les permis de construire (pour des constructions effectivement réalisées), montre une densité d'occupation du sol en baisse par rapport aux années 1980, jusqu'à une densité d'environ 3 logements à l'hectare pour la période récente.

Cette densité peut sembler très faible.

Ces chiffres doivent cependant être interprétés avec précaution :

- ils portent sur de faibles quantités, ce qui rend les valeurs moyennes peu fiables ;
- ils peuvent être faussés, en plus comme en moins, par des réalisations atypiques : habitations construites sur de grands tènements fonciers dont seule une partie est effectivement affectée à l'habitation ;
- ils dépendent essentiellement de l'offre foncière disponible, sans subdivision foncière, dans la mesure où il n'y a pas d'offre de terrains lotis provenant du découpage de grands tènements fonciers ;
- ils peuvent correspondre à des terrains qui ne sont qu'en partie constructibles, du fait du relief (pentes plus ou moins fortes) ou des difficultés d'accès ; il est difficile de distinguer dans l'offre foncière la part de terrain réellement constructibles, la plupart des terrains construits présentant parfois de vastes surfaces pentues ou boisées en réalité inconstructibles.

11.2. LOCALISATION DES CONSTRUCTIONS RÉCENTES

CONSOMMATION D'ESPACE PAR L'HABITAT 2005-2014, LE VILLAGE



Consommation d'espace par l'habitat, le village – plan 1/5000

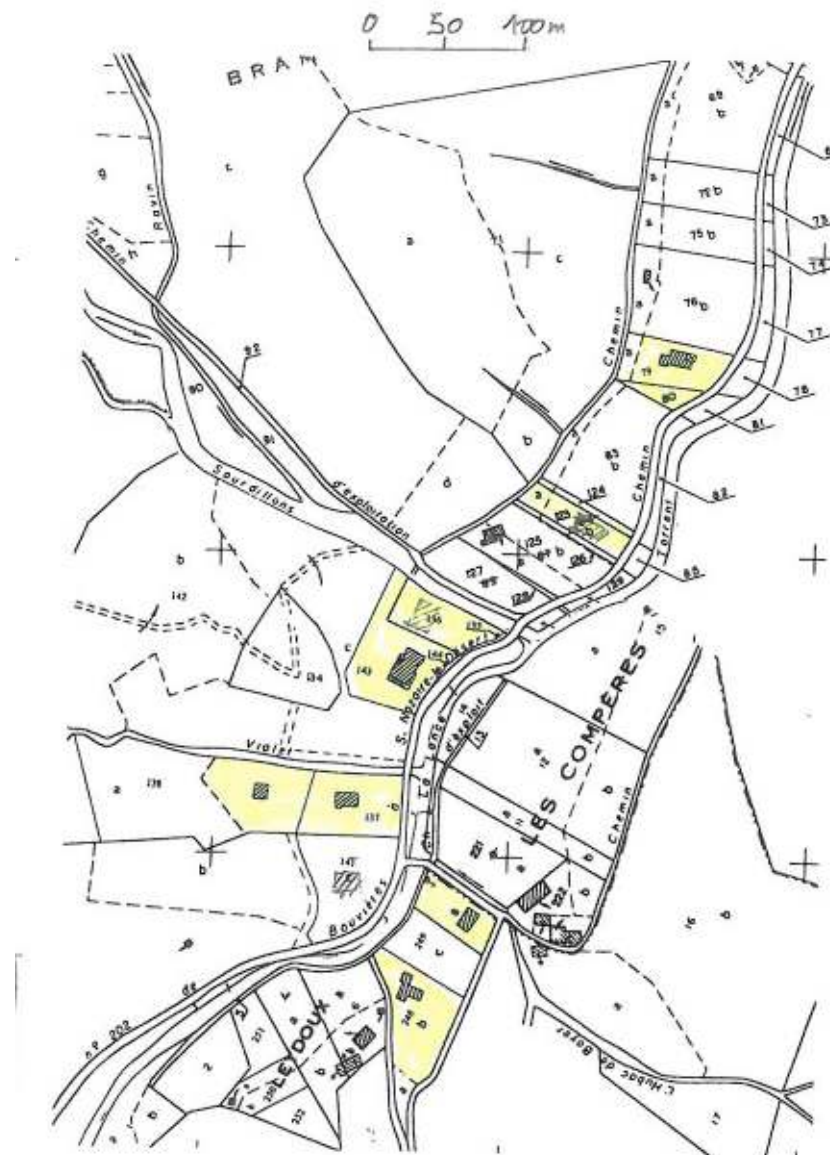
SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

Au village, seulement 6 constructions neuves (exclusivement des villas individuelles) ont été réalisées dans la décennie. Les terrains en continuité de l'urbanisation et en zone U étaient déjà rares et ont été largement consommés dans la période.

Aucune zone NA n'a été ouverte à l'urbanisation en 40 ans.

La consommation moyenne d'espace par construction est très élevée et a contribué à étirer l'urbanisation et à affaiblir la continuité de l'urbanisation. Certaines constructions réalisées dans les années 2005 seraient aujourd'hui considérées comme en « discontinuité » de l'urbanisation existante (au sens de la loi Montagne) et ne seraient plus autorisées aujourd'hui.

CONSOMMATION D'ESPACE PAR L'HABITAT 2005-2014, LE VALLON DE LA LANCE



Consommation d'espace par l'habitat, le vallon de la Lance – plan 1/5000

Le vallon de la Lance, à environ 500 m au sud-ouest du village, a accueilli lors de la période plus de nouvelles maisons que le village. Le nombre de constructions y a plus que triplé en 10 ans, et plusieurs terrains ont de plus fait l'objet de demandes de PC restés sans suite.

Un dernier PC a été accordé sur la parcelle 141, au sud, en 2015 (non pris en compte dans le tableau).

Ces constructions finissent par former une relative continuité urbaine ; même si l'on ne peut pas parler de « hameau » traditionnel, certains groupes d'au moins 5 maisons distantes entre elles de moins de 50 m pourraient être considérés comme des « groupes de constructions existantes » selon la jurisprudence de la loi Montagne. Cependant, plusieurs constructions seraient aujourd'hui considérées comme en « discontinuité » au sens de la loi Montagne et ne pourraient plus être autorisées.

La consommation moyenne d'espace par l'habitat est légèrement plus faible qu'au village, mais elle reste élevée : en moyenne 3150 m² par maison nouvelle, soit une densité de 3,2 logements par hectare. Là encore, l'absence

d'opérations d'ensemble et un parcellaire déjà formé ne permettent pas de maîtriser la densité, même si plusieurs grands terrains ont tout de même fait l'objet de divisions (mais avec des parcelles qui

Par ailleurs, une densification de ce secteur ne serait pas forcément souhaitable : il n'y a actuellement aucune clôture entre les constructions, et le resserrement des constructions pourrait pousser les habitants à installer des clôtures, ce qui aurait comme effet de morceler le paysage et de fermer le premier plan de perception depuis la route départementale.

SYNTHÈSE

En dehors des projets d'habitation d'agriculteurs et de projets portant sur des constructions isolées existantes, la plupart des constructions récentes ou en projet sont localisées soit en amont à l'est du village, soit dans le vallon de la Lance au sud-ouest du village.

C'est ce dernier secteur qui a connu ces dernières années une nette tendance au remplissage des espaces encore libres. La consommation foncière moyenne y est un peu moins élevée que dans d'autres secteurs, en raison d'un terrain plat qui permet la division des terrains existants.

11.3. DYNAMIQUE FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE

L'analyse des demandes de PC montre une nette accélération des constructions ou des projets dans la période récente (2010-2015) peut-être liée à la crainte d'une réduction des zones constructibles dans le PLU, mais correspondant aussi à une demande assez dynamique.

La demande se répartit pour moitié/moitié entre les résidences permanentes et les résidences secondaires. Parallèlement, on observe un autre type de demande qui révèle une dynamique immobilière nouvelle : plusieurs maisons anciennes du village, inoccupées et en vente depuis parfois longtemps, ont été acquises en 2012 et ont été réhabilitées dans les années 2012-2015. Cela a nettement fait diminuer le taux de logements vacants et crée une situation immobilière tendue.

Compte tenu des analyses précédentes, on estime que la demande moyenne porte actuellement sur des terrains de 1500 à 2000 m². On voit apparaître une offre de terrains plus petits, mais jamais en dessous de 1000 m², et à condition que cela corresponde à une partie plate ou peu pentue du terrain.

En fait, cela peut dépendre beaucoup de l'efficacité du découpage foncier et de la commodité d'implantation de nouvelles constructions. Les infrastructures et les accès existants conditionnent la constructibilité des terrains ; le découpage parcellaire hérité des activités agricoles n'est pas toujours optimal pour l'urbanisation ; et l'absence de projet d'ensemble ne permet pas d'envisager des principes de groupement des habitations qui limiteraient les nuisances entre voisins. Tous ces facteurs concourent à un faible rendement du foncier, mais qui reste sans alternative ou sans maîtrise possible dans le cadre du découpage foncier existant.

11. 2. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE PAR D'AUTRES FONCTIONS

Il n'y a pas eu entre 2005 et 2014 de consommation d'espace pour les activités économiques (hors agriculture) et les équipements publics dans la commune.

12. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

12.1. AGRICULTURE

12.1.1. ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Sources : RGA, AGRESTE

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

	Exploitations agricoles	Travail (en UTA)	SAU (en ha)	Cheptel
1988	25	45	1681	532
2000	18	23	1575	457
2010	12	14	1423	314

Source : RGA

Entre 1988 et 2010, le nombre d'exploitations agricoles a été divisé par deux, et le nombre d'UTA (unités de travail agricole) par 3. La tendance est continue sur toute la période.

La SAU (surface agricole utile) a relativement peu diminué (moins de 15%) sur cette même période, certaines terres difficilement mécanisables ont été cependant abandonnées tandis qu'une concentration des exploitations s'est renforcée. La réduction de la SAU n'est pas quantitativement liée à une pression de l'urbanisation, qui est restée très limitée autour du village et n'a concerné que des surfaces relativement réduites.

Le cheptel a diminué de 40% sur la même période.

NOMBRE ET TAILLE MOYENNE DES EXPLOITATIONS DOMICILIÉES SUR LA COMMUNE

	Exploitations				SAU moyenne			
	1979	1988	2000	2010	1979	1988	2000	2010
Exploitations professionnelles	19	15	10		125	95	148	
Autres exploitations	10	10	8		26	25	11	
Toutes exploitations	29	25	18	12	91	67	87	118
Exploitations de 20 ha et plus	24	18	13		109	91	120	

Source : RGA

Le nombre des agriculteurs professionnels s'est continuellement réduit depuis 30 ans, pour atteindre 12 exploitants en 2010 (+ 9 agriculteurs exploitant des terres sur la commune mais domiciliés dans les communes voisines).

Les structures d'exploitation, elles, ont relativement peu changé entre 1979 et 2010, avec une SAU moyenne par exploitation qui a un peu augmenté.

Les surfaces agricoles utilisées (SAU) ont également fortement diminué, passant de 2638 ha en 1979 à 1575 ha en 2000, soit une baisse de 40% en 20 ans. Cette surface représente encore 34% du territoire communal, mais la déprise agricole a fortement marqué l'évolution des paysages.

NB : ces indications de surfaces concernent les agriculteurs dont le siège est domicilié sur la commune.

ÉVOLUTION DES INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE

	1979	1988	2000
Total bovins	0	0	0
Total volaille	1450	6313	16215
Total ovins	1699	1867	1077
Total porcins	8	c	c

D'après RGA, AGRESTE

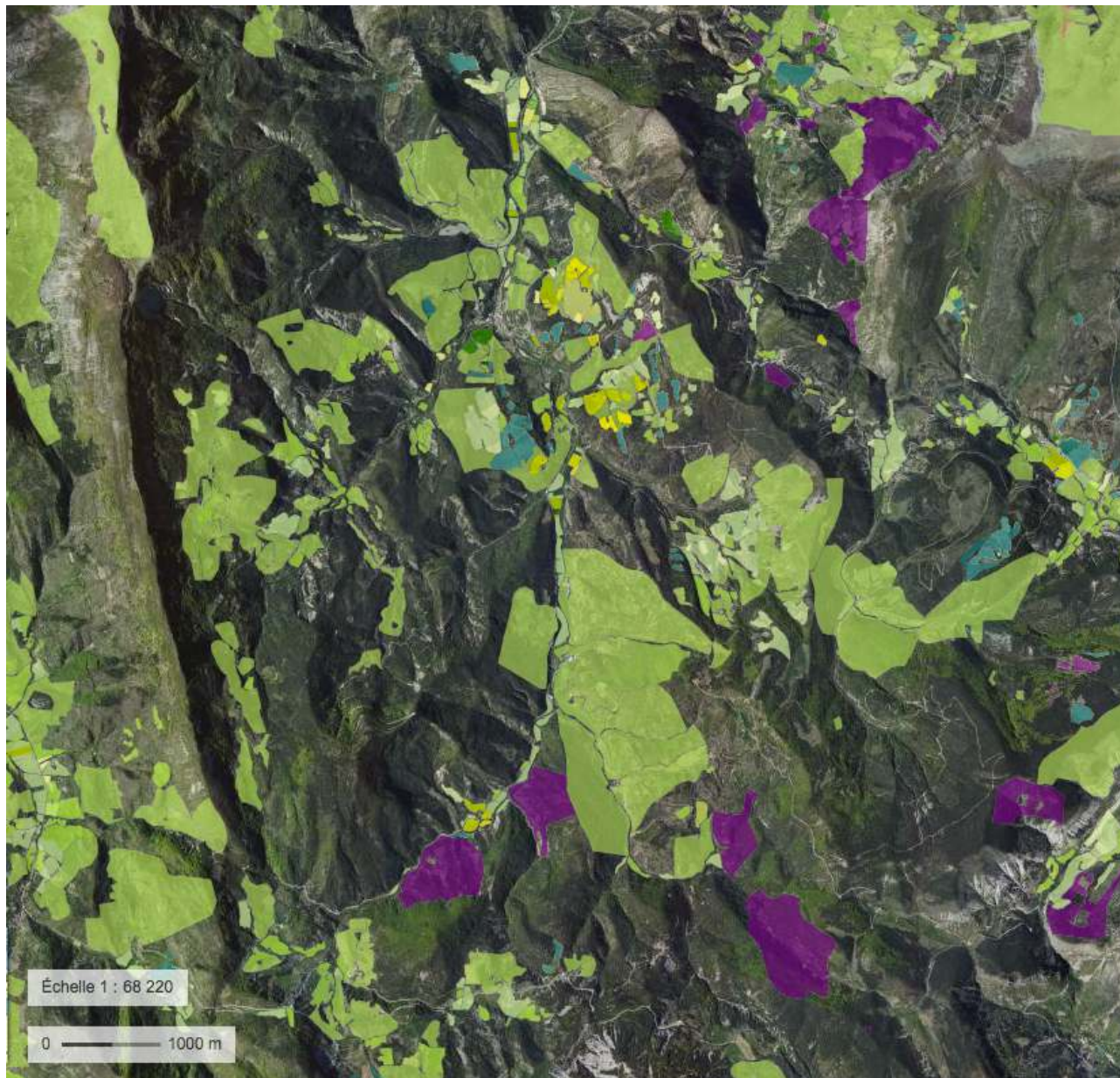
Évolution du cheptel :

- pas d'installation pour les bovins sur la commune ;
- augmentation très importante des élevages de volaille entre 1979 et 2000, liée à une conjoncture économique favorable ;

- diminution de 40% du cheptel ovin (brebis et chèvres) entre 1988 et 2000, alors que cette activité résistait encore dans la décennie précédente ;
- élevage porcin insignifiant.

Les activités d'élevage, à l'exception des volailles, ont connu une forte baisse au cours des 30 dernières années.

12.1.2. SURFACES EXPLOITÉES ET MODES DE FAIRE-VALOIR



Carte des unités foncières déclarées à la PAC en 2010 – source geoportail.fr

Malgré la déprise agricole et la progression de la forêt depuis plus de 50 ans, l'étendue des terres agricoles est encore importante.

Types de mise en valeur :

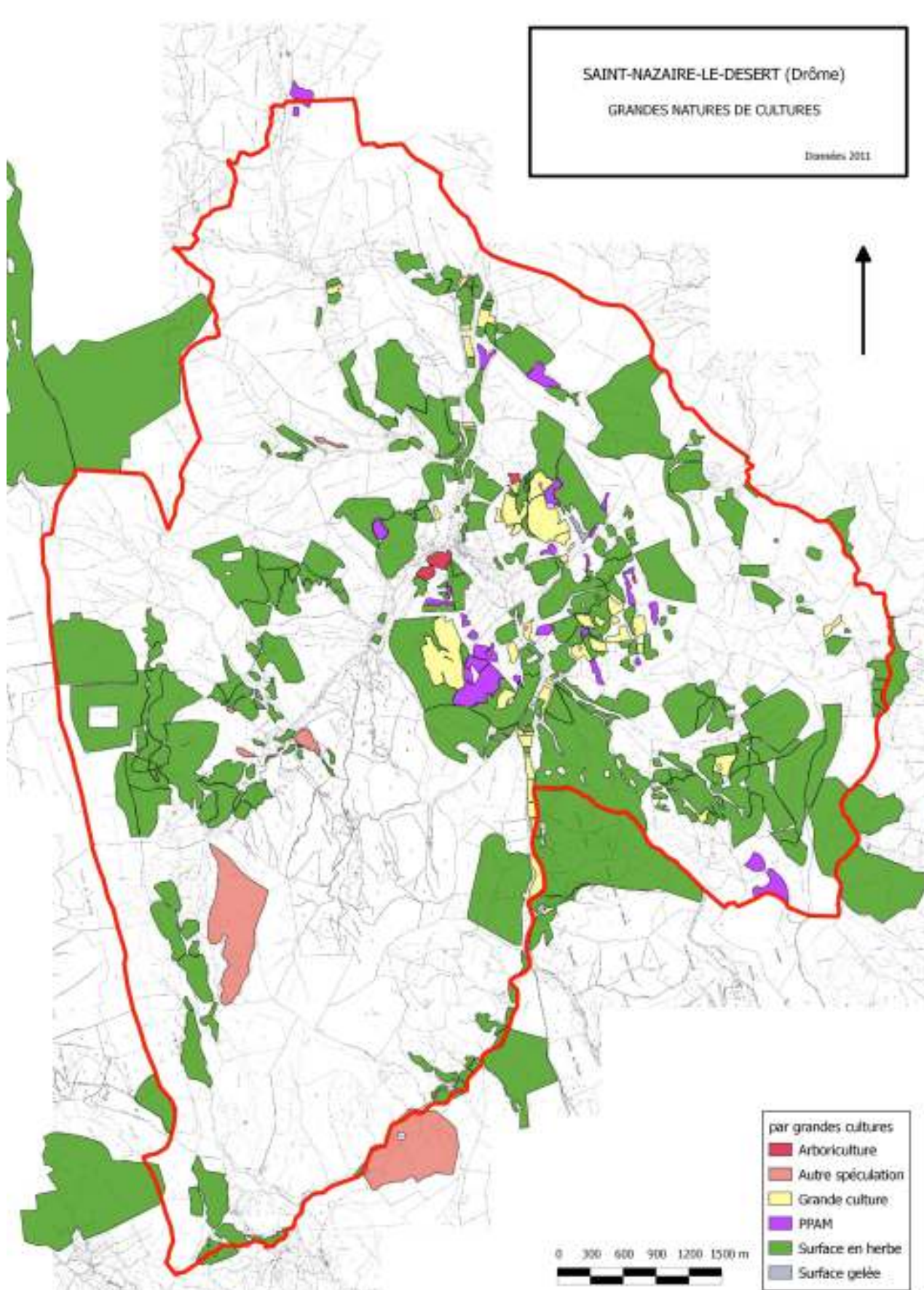
- pâtures, prairies et cultures fourragères : 92%
- terres labourées : 6%
- plantes à parfum, aromatiques, médicinales, à condiments : 2%.

Les terres labourables se trouvent sur les rares secteurs peu pentus et assez étendus, en aval du village ou sur des coteaux ; ce sont les meilleures terres de la commune.

Les pâtures et prairies sont de qualité très inégale : bonne qualité des terres mais petites parcelles morcelées au fond des vallées, qualité très variable sur les coteaux, vastes parcelles de landes sur les hauteurs.

En dehors du village, il n'y a pas de concurrence entre l'agriculture et l'urbanisation.

GRANDES NATURES DE CULTURE



Unités de culture déclarées à la PAC en 2011



Carte des unités foncières déclarées à la PAC en 2014 – extrait autour du village – source geoportail.gouv.fr

L'extrait de la carte PAC 2014 montre les enjeux de l'agriculture autour du village :

- un enjeu important au nord-est du village, avec un siège d'exploitation et des installations d'élevage en relation directe avec des prairies adjacentes ;
- quelques parcelles ponctuelles cultivées en fourrages ou en lavande au-dessus du village à l'est ;
- peu d'enjeux à moins de 1 km au sud-est du village dans la vallée de la Roanne, les grandes parcelles exploitées se trouvent plus au sud ;
- peu d'enjeux quantitatifs dans le vallon de la Lance, au sud-ouest, du village jusqu'à la ferme des Compères, même si les terres alluviales sont plutôt favorables.

La ferme et le secteur cultivé situés au nord-est du village constituent clairement un facteur limitant pour le développement urbain. Sur les autres secteurs, les types de cultures (prairie et cultures fourragères), les petites surfaces et le caractère isolé des parcelles cultivées ne représentent pas des enjeux significatifs.

Le zonage du PLU devra néanmoins faire le décompte précis des parcelles actuellement cultivées (déclarées ou non à la PAC) restant ou devenant urbanisables ou constructibles.

12.1.3. ZONES ET SECTEURS PROTÉGÉS OU CLASSÉS

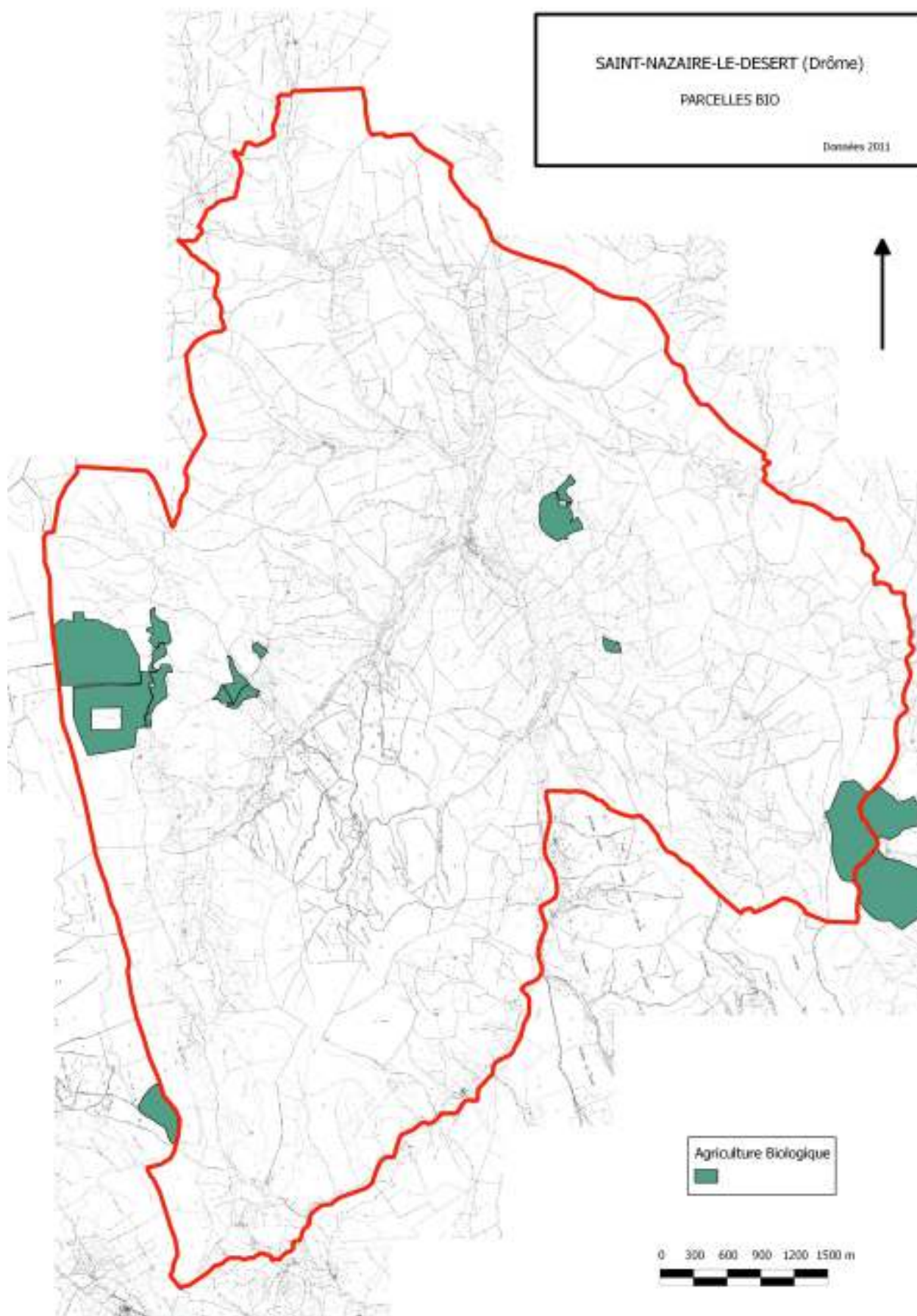
Il n'existe pas de zone agricole protégée délimitée sur le territoire communal en application de l'article L 112-2 du Code rural.

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : « Huile essentielle de lavande de Haute-Provence » et « Essence de lavande de Haute-Provence » (1 opérateur CUMA), « Picodon de la Drôme » (1 producteur de lait).

Appellations IGP : « Agneau de Sisteron » (3), « Miel de Provence », « Volailles de la Drôme », « Petit épeautre de Haute-Provence », « Farine de petit épeautre de Haute-Provence » ; IGP viticoles « Drôme » et « Méditerranée ».

Il n'y a pas en 2019 d'ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement) dans la commune.

TERRES CULTIVÉES EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE

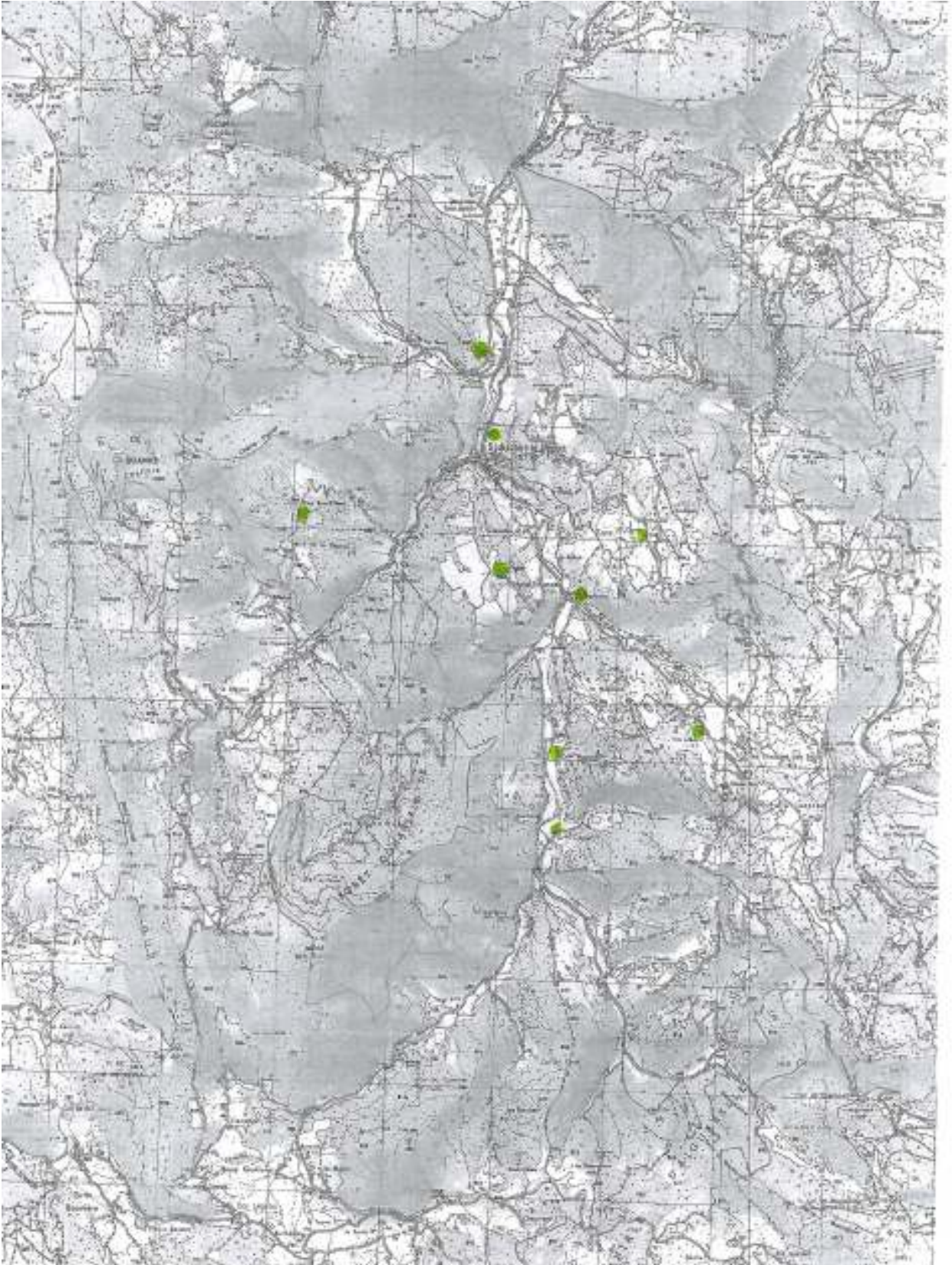


Parcelles cultivées en agriculture biologique

La commune comporte 344 ha de terres déclarées en agriculture biologique (terrains en herbe et grandes cultures) pour 5 opérateurs. Dans les faits, d'autres surfaces sont peut-être aussi cultivées en bio, mais n'apparaissent pas dans les déclarations à la PAC.

12.1.4. LOCALISATION DES SIÈGES ET INSTALLATIONS AGRICOLES

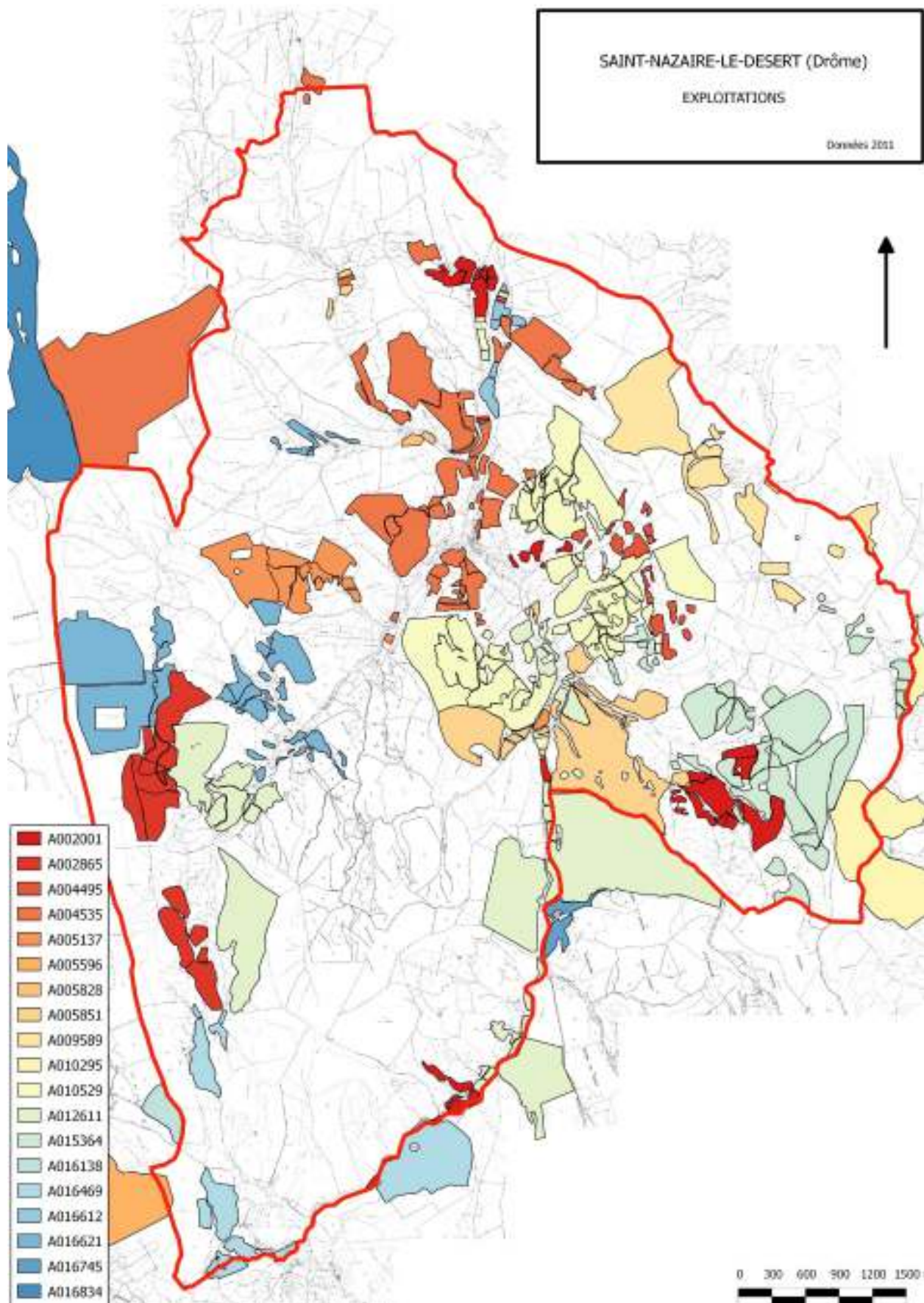
LOCALISATION DES INSTALLATIONS AGRICOLES



Localisation des installations agricoles 1/50000 environ

La plupart des sièges et des installations agricoles sont éloignées des zones d'habitation, à part une ferme au nord du village qui comporte des installations d'élevage et nécessite un périmètre de réciprocité (même si le cheptel de cette installation n'atteint pas 50 UGB (unités gros bétail) en 2015).

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL



Exploitations, d'après données DDT 2011

Les exploitations forment des domaines relativement cohérents, des ensembles de terrains relativement continus par rapport à la topographie complexe du territoire communal.

12.1.5. AGRICULTURE, SYNTHÈSE

L'agriculture est globalement une activité en fort déclin depuis plusieurs décennies, et ce déclin, qui n'est sans doute pas encore terminé, est lié à la difficulté d'exploiter des terres peu fertiles, peu accessibles et peu mécanisables. Pour autant, les terres agricoles et les conditions d'exploitation doivent être préservées autant que possible. Les terrains pouvant faire l'objet d'intérêts contradictoires entre l'agriculture, notamment sur les terrains pouvant être concernés par des productions AOC, doivent faire l'objet d'une argumentation particulière pour leur classement dans le PLU.

Autour du village, certains secteurs à enjeux forts pour l'agriculture ont été repérés, essentiellement au nord du village.

12.2. FORÊT

La forêt couvre environ 60% du territoire communal et est historiquement en expansion.

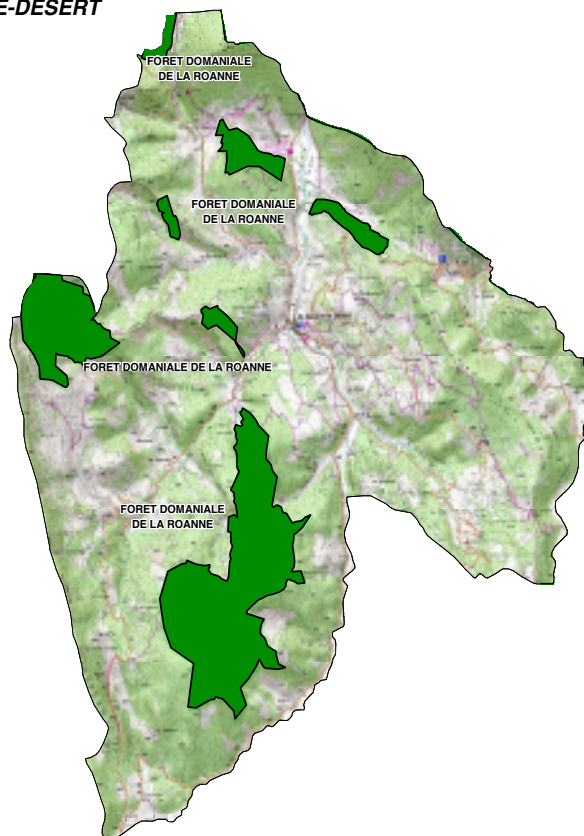
Les boisements sont de valeur très inégale :

- forêts domaniales et communales, soumises à des plans de gestion ;
- boisements spontanés issus de la déprise agricole ;
- plantations privées ayant remplacé des terres agricoles auparavant exploitées ;
- boisements de protection de versants abrupts, nécessaires au maintien des sols ;
- boisements

Les conditions d'exploitation de la forêt sont difficiles : forêts à croissance lente, essences peu valorisables en bois d'œuvre, éloignement des axes de communication ou des installations de valorisation potentielle.

12.2.1. FORÊTS DOMANIALES ET COMMUNALES

SAINT-NAZAIRE-LE-DESERT



Forêts soumises ONF (en vert foncé) - source : DDT de la Drôme MOP novembre 2010

Les forêts domaniales sont soumises à des Plans de gestion périodiques, précisant les conditions de gestion à la fois économique et équilibrée des massifs forestiers, pour préserver, renouveler ou améliorer leur potentiel tout en veillant aux intérêts environnementaux.

12.2.2. FORÊT PRIVÉE

Tous les autres boisements de la commune sont des bois privés,
Les parcelles de bois sont souvent morcelées sur des sols de qualité médiocre, avec une faible capacité de production et de renouvellement.

12.2.3. ESPACES BOISÉS CLASSÉS

Les articles 113-1 et L. 113-2 du Code de l'urbanisme permettent de définir des Espaces boisés classés (EBC) dans un PLU.

Article L. 113-1

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenants ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.

Article L. 113-2

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables.

Ce classement vise donc le maintien du caractère boisé d'un secteur. Les défrichements y sont interdits ainsi que tout autre mode d'occupation du sol. Par ailleurs, les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable sauf cas particuliers indiqués dans l'encadré ci-dessous.

Le classement doit être justifié dans le PLU et motivé par des enjeux clairement identifiés :

- la qualité paysagère : concerne les massifs boisés mais également les haies et plantations ; d'alignement remarquables, les parcs, les sujets d'exception (arbres isolés) ;
- la préservation d'écosystèmes particuliers : zones humides, forêts alluviales ;
- le maintien de corridors biologiques, notamment le long des cours d'eau ;
- la caractérisation de coupures d'urbanisation ;
- la protection contre les nuisances (boisements en bordure d'infrastructures routières).

Le POS de 1977 comportait une grande étendue d'EBC, qui correspondent à peu près aux forêts domaniales et communales. Ce classement n'est pas cohérent, il peut s'opposer à des mesures d'aménagement pour l'exploitation des ressources forestières, que les Plans de gestion précisent par ailleurs.

Par ailleurs, il n'y a pas de boisements inventoriés sur la commune qui correspondent aux critères particuliers des EBC.

12.3. ARTISANAT, COMMERCE, SERVICES

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert a été un chef-lieu de canton jusqu'en 1801, avant d'être supplantée par La Motte-Chalancon. Elle reste le cœur d'un bassin de vie rurale assez large et relativement fermé, ce qui explique une vitalité commerciale encore assez bonne.

12.3.1. COMMERCE ET ARTISANAT

Le village compte les commerces et petits ateliers artisanaux suivants :

- 1 bar restaurant « Bistrot du village » ;
- 1 épicerie boulangerie ;

- 1 magasin de produits régionaux ;
- 1 boutique d'artisanat local et oriental ;
- 1 hôtel restaurant « auberge du Désert » ;
- 1 brasserie (bière artisanale) ;
- 1 atelier et boutique d'articles en cuir.

C'est avant tout l'activité touristique estivale, avec le camping municipal et les nombreuses résidences secondaires, qui font fonctionner la plupart de ces activités. Plusieurs de ces commerces (épicerie, bar, auberge) sont cependant ouverts toute l'année et assurent une vie de village permanente qui rayonne sur toute la vallée. L'auberge assure par ailleurs la cantine pour les écoliers du village.

12.3.2. ACTIVITÉS TOURISTIQUES

Le camping municipal de Saint-Nazaire-le-Désert, situé au-dessus du village, est ouvert en été ; il compte 37 emplacements et 2 bungalows, avec un snack-bar et une piscine ouverte au public.



La piscine du camping municipal – source camping-stnazaire.fr

Plusieurs gîtes sont en location sur la commune.

Autres activités touristiques :

- 12 Itinéraires VTT, 17 circuits de vélo-tourisme
- 25 itinéraires balisés de randonnée pédestre
- baignades et pêche en rivière
- tennis municipal, terrains de jeux de boules
- escalade : 60 voies en falaise calcaire à Pennes-le-Sec (10 km)

12.3.3. SERVICES

Pas de services médicaux, para-médicaux et bancaires dans le village ; les plus proches se trouvent à Saillans, à 20 km, ou à Crest et Die, à 40 km.

12.4. SYNTHÈSE

L'activité économique (hors agriculture) de Saint-Nazaire-le-Désert repose sur la saison touristique d'été, d'une part sur le camping municipal, d'autre part sur un nombre croissant de résidences secondaires qui sont occupées pendant des périodes moyennes assez longues (lorsque l'on monte à Saint-Nazaire, c'est pour y rester un bon moment). Ce fonctionnement permet d'assurer aussi une vie de village permanente, qui rayonne dans toute la vallée de la Roanne.

13. ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

13.1. MAIRIE



Mairie, carte postale ancienne – source notrefamille.com

La mairie est située en face du pont de la RD 135 et du village, sur la rive gauche de la Roanne.

13.2. ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

L'école du village, située dans le même bâtiment que la mairie, comprend une classe unique.

Évolution des effectifs scolaires :

2002-2003 : 17 élèves

2003-2004 : 15

2004-2005 : 18

2005-2006 : 26

2006-2007 : 21

2007-2008 : 16

2008-2009 : 17

2009-2010 : 15

2010-2011 : 11

2011-2012 : 12

2012-2013 : 15

13.3. ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS

Office du tourisme de la vallée de la Roanne

Bibliothèque municipale

Salle des fêtes

Piscine municipale (dans le camping municipal, ouverte au public)

Tennis municipaux

13.4. ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES

Aire de dépôt de matériaux pour les services techniques au nord de la commune, au croisement de la RD 135 et de la route de Rochefourchat (RD 576).

Centre d'entretien des routes du Département et centre de sécurité incendie du SDIS 26, au-dessus du village.

13.5. SERVICES PUBLICS

L'agence postale est le seul service public situé dans le village.

Les autres services publics se trouvent à Saillans (20 km), Crest ou Die (40 km)

14. VOIRIE, CIRCULATION, DÉPLACEMENTS

14.1. VOIRIE

14.1.1. VOIRIE DÉPARTEMENTALE

Le territoire de la commune, à l'écart des grands axes de communication, est sillonné par un réseau dense de petites routes départementales :

- RD 135, depuis Saillans au nord, et vers Volvent, Chalancon et La Motte Chalancon vers le sud ;
- RD 135A, accès en cul-de-sac vers le Monestier (commune de Volvent) ;
- RD 596, accès en cul-de-sac à la commune de Rochefourchat depuis la RD 135 ;
- RD 202 du village vers le col de Muse et Bouvière, par la vallée de la Lance ;
- RD 271, boucle partant du village vers le sud-est ;
- RD 335 du village vers le col de Muse, par la vallée de la Roanne ;
- RD 627, vers le sud-est
- RD 173A, depuis la RD 335 vers Haute Gumiane ;

Il s'agit de petites routes de montagne demandant un entretien constant (chutes de pierres fréquentes après les pluies). Le village de Saint-Nazaire-le-Désert accueille un centre d'entretien des routes du Département de la Drôme.

Le plan de zonage au 1/2000 du POS de 1977 comporte des indications d'emprise et de trouée pour les routes départementales autour du village (emprises de 10 ou 15 m de largeur, pas de recul par rapport aux emprises).

Ces indications n'ont pas réellement de valeur réglementaire. Si certaines portions de voies présentent des enjeux particuliers, il appartient au maître d'ouvrage ou gestionnaire de la voie concernée de préciser les projets envisagés et les motifs qui permettraient de définir des Emplacements réservés (ER) dans le PLU.

Le Conseil départemental de la Drôme a établi un règlement de la voirie départementale, adopté le 27 décembre 2011, qui définit des marges de recul des constructions (d'habitation ou autres) par rapport à l'axe des voies, en dehors des agglomérations.

Pour la commune de Saint-Nazaire-le-Désert, les RD concernées sont :

- RD 135, 4° catégorie
- RD 135A, 4° catégorie
- RD 173 , 3° catégorie
- RD 173A, 4° catégorie
- RD 202 , 5° catégorie
- RD 335, 4° catégorie
- RD 596, 4° catégorie
- RD 627, 5° catégorie
- RD 835, 5° catégorie

Ces marges de recul doivent être prises en compte dans le règlement du PLU.

14.1.2. VOIRIE COMMUNALE

Un réseau très complet de petites voies et chemins communaux permet la desserte de chaque point du large territoire de la commune.

14.2. DÉPLACEMENTS

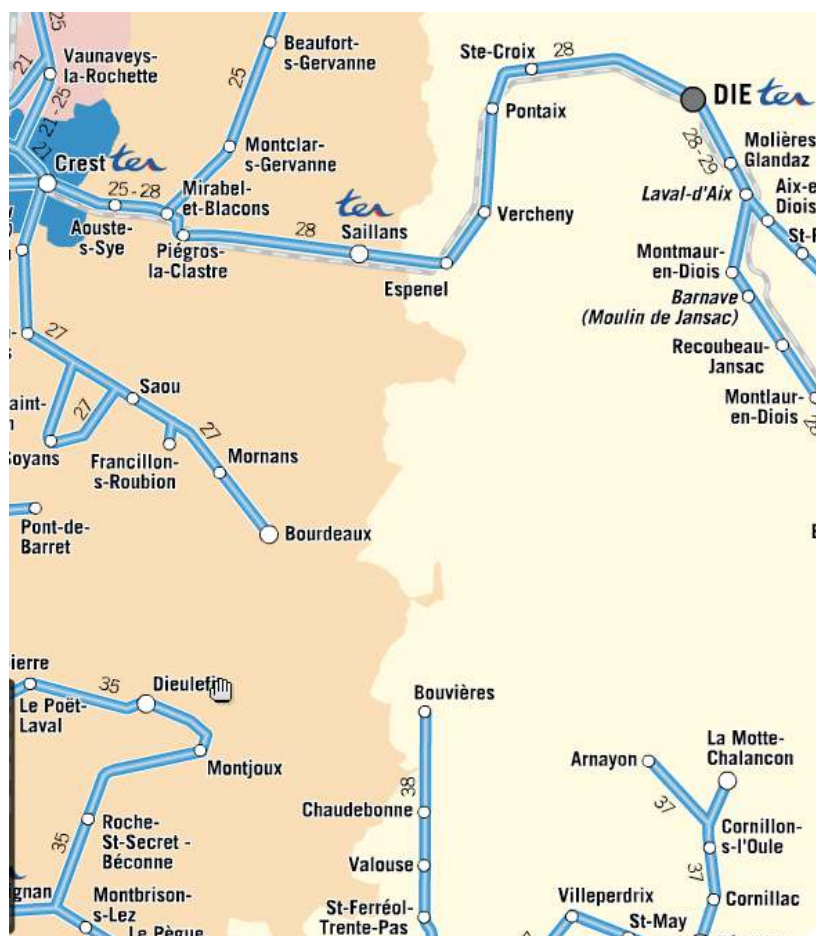
14.2.1. TRANSPORTS COLLECTIF

Saint-Nazaire-le-Désert est au cœur d'un vaste secteur non desservi par les lignes régulières départementales de cars et les trains régionaux.

La plus proche gare de TER sont situées à Saillans (à 20 km).

Les terminus de lignes régulières de cars (réseau départemental) les plus proches sont à :

- Espenel (ligne 28), à 20 km au nord, vers Crest, Die et Valence
- Bouvières : ligne 38, à 15 km au sud-ouest, vers Nyons ;
- La Motte Chalancon : ligne 37, à 20 km au sud-est, vers Nyons.



Réseau de lignes de cars et de trains régionaux, extrait du Plan-guide 2012-2013

source : <http://www.ladrome.fr/fr/les-services/transports/lignes-regulieres-et-horaires>

14.2.2. CIRCULATION AUTOMOBILE

L'automobile est le principal moyen de déplacement dans la commune et pour les échanges avec l'extérieur. Les routes connaissent un faible trafic local en dehors de la saison touristique estivale. En revanche, elles constituent en été des itinéraires touristiques appréciés des camping-cars, des motards et des cyclistes, avec une circulation périodique parfois soutenue.

L'une de ces itinéraires est emprunté pour des épreuves spéciales du Rallye de Monte-Carlo « historique », au départ du haut du village de Saint-Nazaire.

Le pont métallique sur la Roanne au nord du village, en face de la mairie, a été remplacé en 2016 par un nouveau pont au même endroit, après une déviation du trafic au nord du village sur la rive droite de la Roanne pendant les travaux. Le chemin du canal a été élargi et équipé de l'assainissement collectif à cette occasion.

14.2.3. STATIONNEMENT AUTOMOBILE

Le village est très compact et ne permet le stationnement le long des voies.

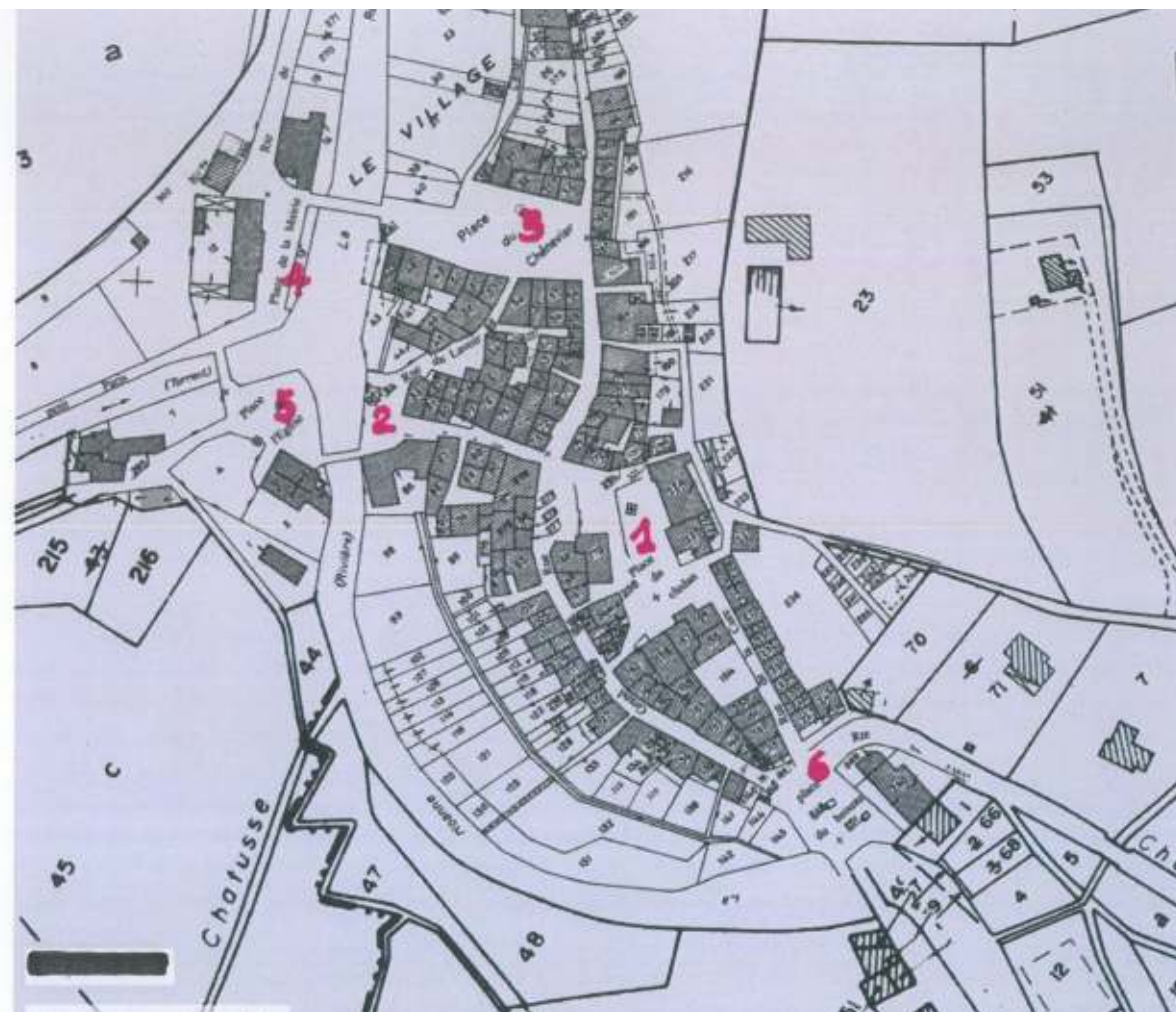
Il comporte cependant quelques petites poches de stationnement :

- au niveau de l'auberge, place du Clédan, 12 places environ (1) ;
- sur une petite place près du lavoir, 5 places environ (2).

Les principales capacités de stationnement plus ou moins organisé se trouvent aux portes du village :

- place du Chênevier, au nord, 15 places environ (3) ;
- place de la mairie, à l'entrée nord du village, sur la rive gauche de la Roanne, 6 à 7 places (4) ;
- près de l'église sur la rive gauche de la Roanne, 6 à 7 places (5) ;
- sur la place du Brouas, au sud du village, 10 à 12 places (6).

La capacité totale de 55 à 60 places de ces différents parkings permet de répondre aux différents besoins (résidents et visiteurs). Leur aménagement pourrait être plus précis et optimisé.



Le village, carte des parkings – source geoportail.gouv.fr

Le secteur du cimetière nécessiterait un accès plus commode et un parking spécifique.

Par ailleurs, un vaste parking a été aménagé en sortie sud du village sur la rive gauche de la Roanne, qui permet le stationnement des campings cars et permet leur approvisionnement en eau.

14.2.4. CHEMINS DE PROMENADE ET DE RANDONNÉE

Le territoire de la commune est parcouru par un réseau dense de chemins de promenade et de randonnée pédestres et équestres, en marge du GR9 (à l'ouest) et du GRP du Tour des baronnies (au sud).

15. BILAN DU POS ET POTENTIEL FONCIER DE DÉVELOPPEMENT

15.1. BILAN DU POS

Le POS de Saint-Nazaire-le-Désert a été approuvé le 21 février 1977 ; c'est le plus ancien POS du département de la Drôme.

Il n'a pas été révisé ni modifié depuis son approbation, du fait du faible dynamisme foncier et immobilier d'une part, et de la très grande étendue des zones urbanisées ou urbanisables, largement supérieures aux besoins du développement.

15.1.1. ZONAGE, CARACTÈRE DES ZONES

Le plan de zonage du POS distingue les zones suivantes, dont la vocation est définie dans le Rapport de présentation du POS de 1977 (NB : il n'y a pas de bilan des surfaces dans le POS de 1977, les surfaces données sont approximatives).

Zone UA : « Il s'agit là du village tel qu'il existe. La volonté du règlement est de lui conserver son caractère sans décourager les travaux d'entretien et de réparation des immeubles. »

Surface totale : 3 ha environ.

Zone UC (faussement indiquée comme zone UB dans le Règlement du POS) : « C'est la zone d'extension du village où pourra et devra être mis en place un réseau d'égout qui aboutira dans le futur à une station d'épuration. Cette zone UC n'a pas pour vocation d'accueillir uniquement de l'habitat mais également des équipements touristiques ou sociaux, tels que piscine, camping organisé, ou autres, voire artisanat ou entrepôts sans nuisances. »

Surface totale : 9 ha environ

Zone NA : « Il s'agit d'une zone réservée, où l'on admettra seulement les constructions nécessaires au maintien de l'agriculture existante. On pourra admettre des constructions si elles sont organisées en nombre suffisant pour qu'il soit possible aux constructeurs de financer eux-mêmes tous les équipements nécessaires ou s'il existe une convention avec la commune pour se répartir les frais. ON admettra alors qu'il s'agit d'une anticipation sur la vocation de la zone. Il est ici indispensable que les équipements soient réalisés avant utilisation des constructions. »

Surface totale : 25 ha environ.

Zone NB : « Il s'agit en fait de différents secteurs dont l'ensemble constitue la zone NB. (...) Dans cette zone existent des possibilités de construction sur 1000 m² ou 4000 m². Ce qui pour la région étudiée représente en fait des facilités de construction. C'est pourquoi des possibilités de construction ont été réparties avec deux volontés :

- 1) laisser construire ainsi là où il y a au moins un chemin carrossable ne nécessitant pas un entretien onéreux, et où on peut avoir facilement l'électricité et l'eau ;
 - 2) ne pas bouleverser les droits acquis de chaque propriétaire habitant qui est souvent un exploitant agricole.
- (...) »

Surface totale : 30 ha environ.

Zone NC : « Cette zone est constituée par parties du territoire communal affectées aux exploitations rurales (culture et élevage), les forêts et garrigues. On l'a subdivisée en deux sous-zones NCa et NCb.

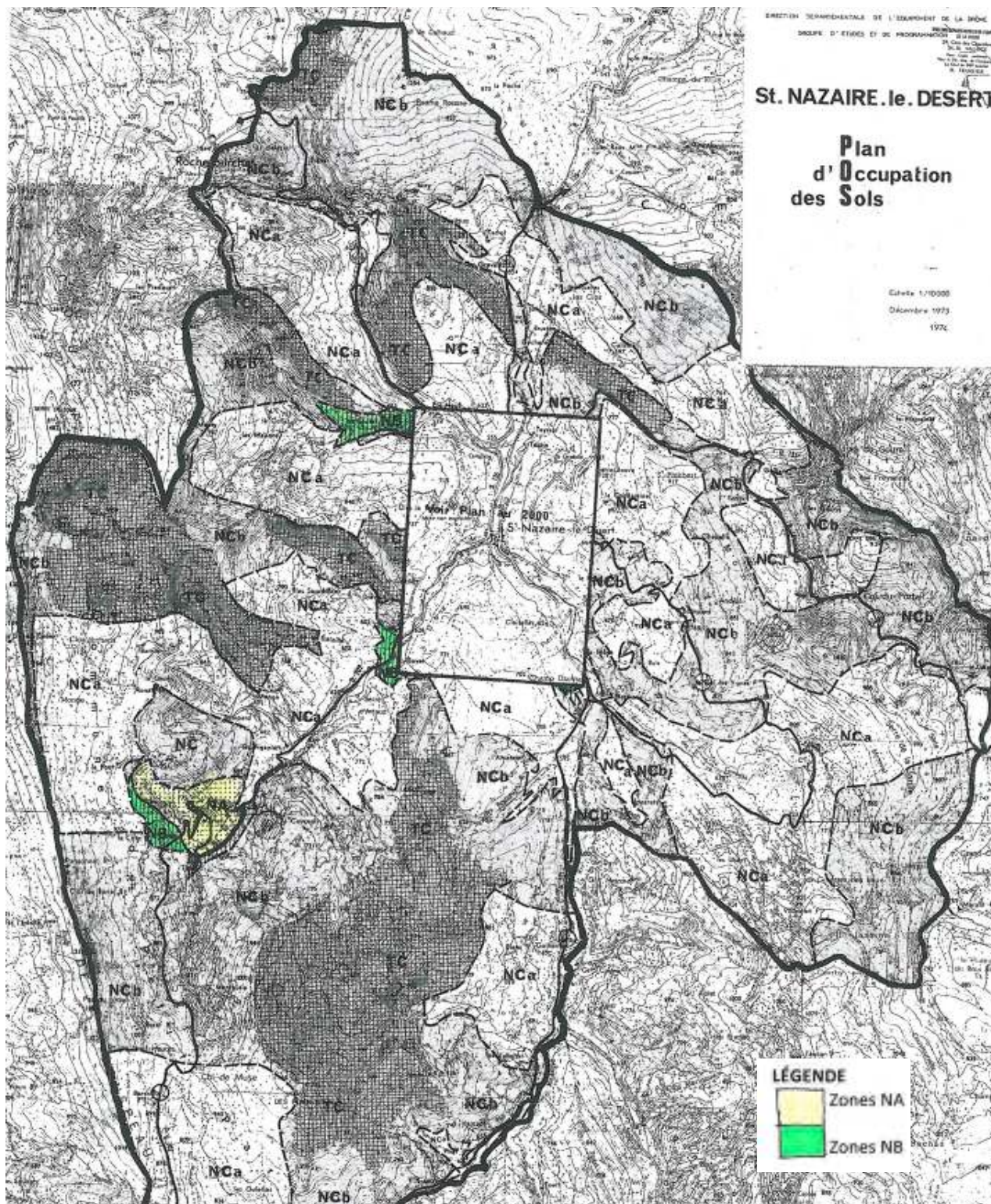
NCa correspond aux terrains reconnus de première valeur agricole dans une étude de réorganisation foncière et Ncb regroupe le reste, de moindre valeur.

NCa devra être protégé en priorité pour les besoins de l'agriculture, NCb doit être protégé pour des raisons de site. (...)

Une zone ND « où il est nécessaire de protéger les sites et où le contexte naturel ne permet aucune construction » est mentionnée dans le Rapport de présentation, mais ne correspond à aucun secteur du Plan de zonage.

15.1.2. ZONAGE, DÉLIMITATION DES ZONES

Compte tenu de l'étendue du territoire communal, le plan de zonage couvrant l'intégralité de la commune à l'échelle du 1/10000 sur fonds cartographique IGN. Les parties non agrandies correspondent essentiellement aux zones agricoles et naturelles (zones NCa et NCb) du POS, mais elles comportent aussi des parties de zones NA et NB.



POS de 1977, plan de zonage pour l'ensemble de la commune 1/10000 – extrait (sans échelle)

Les zones urbanisables (NA) ont été mises en couleur.

La partie autour du village a fait l'objet d'un plan de zonage détaillé au 1/2500.

15.1.3. RÈGLEMENT ÉCRIT

Les principales règles correspondant aux différentes zones sont les suivantes :

- zone UA : hauteur maximale de 12 m à l'égout, pas de COS ni de CES maximal ;
- zone UC : hauteur maximale de 9 m à l'égout, COS maximal de 0,80, pas de CES maximal ;
- zone NA : projet collectif possible ; COS maximal de 0,20 ou 0,60 selon les cas ;
- zone NB : projets possible sur des parcelles de surface supérieure à 1000 m² ou 4000 m² (selon assainissement collectif ou non), avec un COS maximal de 0,10 et une Surface de plancher construit maximale de 250 m² ;
- zone NC : constructions d'habitations et d'équipements d'intérêt général autorisées même en zone agricole, selon des conditions particulières de distance par rapport à des constructions proches.

Les règles de l'article 11 sur l'aspect extérieur des constructions sont relativement sommaires et difficiles à appliquer, sujettes à des interprétations délicates.

La formulation générale des règles est archaïque, elle n'est plus adaptée à l'évolution réglementaire et comporte de nombreux points devenus aujourd'hui illégaux ou inapplicables. Le règlement est à revoir en profondeur.

En termes d'application du règlement, on peut noter que le COS maximal élevé autorisé en zone UC (0,60) n'a jamais été vraiment utilisé ; au contraire, les constructions les plus récentes sont aussi les moins denses.

Les zones NB ont permis de réaliser des constructions au coup par coup le long des réseaux existants. Les zones NA, pour leur part, n'ont jamais pu être équipées pour l'urbanisation.

15.2. POTENTIEL FONCIER DE DÉVELOPPEMENT

Le potentiel foncier de développement a été établi en deux étapes :

- le POS de 1977 nécessite une analyse plus détaillée, qui montre que de nombreuses zones avaient un potentiel de développement fictif, illusoire, notamment en raison de la loi Montagne ;
- à partir de cette analyse, une enveloppe urbaine existante a été déterminée pour mesurer le potentiel de développement selon des critères stricts de continuité urbaine.

15.2.1. ANALYSE DES POTENTIELS THÉORIQUES DU POS

L'analyse des potentiels théoriques du POS repose sur les critères suivants :

- prise en compte de la notion de « continuité » au sens de la loi Montagne : de nombreux terrains voire des secteurs complets se trouvent notoirement en situation de discontinuité suivants les critères actuels de la réglementation ;
- desserte par les réseaux (eau potable et assainissement collectif notamment) ;
- prise en compte des risques naturels : certains secteurs, même s'ils ne sont pas mentionnés dans les documents de l'État sur les risques naturels, sont notoirement concernés par des risques de débordement torrentiel, par exemple ;
- prise en compte des enjeux agricoles : certains secteurs comprennent des terrains actuellement cultivés et déclarés à la PAC. Les terrains peuvent être de qualité agronomique inégale, avec des pentes parfois soutenues, mais ils sont parfois à proximité d'installations agricoles ou faire partie d'unités foncières importantes.

ZONE UA

La zone couvre la partie dense et compacte du village.

Surface : 3 ha environ.

Le potentiel de constructions nouvelles en zone UA est inexistant, il n'y a aucun terrain libre disponible et constructible. Seuls le renouvellement, la réhabilitation ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Il n'y a pas non plus de potentiel significatif de densification ou de division de grands bâtiments existants.

ZONE UC

La zone UC se développe essentiellement en amont du village.

Surface 9 ha environ.

Elle inclut le camping municipal et de nombreuses constructions réalisées depuis 1977, certaines dans les années 2000. Bien que le foncier soit peu optimisé, et en raison de contraintes de pente notamment, il n'y a plus de potentiel foncier disponible dans ce secteur.



Haut du village, secteurs en zone UC et NA - vue vers l'est depuis le Clot la Roche.

Un autre secteur de la zone UC, en limite nord du village, inclut une ferme agricole en activité avec ses terrains attenants.

Surface : 1 ha environ.

Ces terrains ne peuvent rester classés en zone U urbaine (U).

Un autre petit secteur de la zone UC se trouve au nord du village, au nord de la place du Chênevier, entre la Roanne et l'ancien canal du moulin (chemin du Canal).

Surface : 0,6 ha environ.

Ce secteur était jusqu'en 2016 mal desservi et insuffisamment équipé (accès par un chemin étroit et non viabilisé) pour être classé en zone urbaine (U). Il est en revanche plus accessible et équipé de l'assainissement collectif depuis la réalisation du réseau public en 2016. Il est dans la continuité immédiate du village ; il pourrait constituer une extension du village, à condition que son aménagement s'inscrive dans un projet d'ensemble. Situé dans le lit majeur ancien de la Roanne, il peut cependant être concerné par des faibles d'inondation.

ZONES NA EN CONTINUITÉ DE L'URBANISATION

ZONE NA HAUT DU VILLAGE (EST)

La zone NA du haut du village se trouve en prolongement de la zone UC du haut du village, de part et d'autre de la RD 135 à la sortie est du village.

Surface : 6,5 ha

La partie basse du secteur, en aval de la RD 135, peut être considérée comme en « *continuité* » au sens de la loi Montagne ; elle est également dans le prolongement logique des réseaux (eau potable et assainissement collectif).

En revanche, la partie amont, plus étendue, se trouve de l'autre côté de la RD et inclut en amont des terrains labourés, de bonne valeur agricole.

Pour faire valoir une notion de continuité et non un changement de « compartiment géographique » au sens de la loi Montagne, une vision globale de ce secteur est nécessaire, avec un aménagement transversal autour de la RD qui en fasse une « porte » et non une coupure symbolique. La partie haute du secteur devrait rester agricole.



Secteur Haut du village, zone NA, vue vers le nord depuis Closaux.

ZONES NA EN DISCONTINUITÉ DE L'URBANISATION

ZONE NA BAS DU VILLAGE (NORD)

Une petite zone NA se trouve en prolongement au nord de la zone UC au nord du village, entre la Roanne et le canal du moulin.

Surface : 0,3 ha

Ce petit secteur, desservi depuis 2016 par l'assainissement collectif se trouve dans la continuité du secteur UC mais il est trop éloigné des constructions existantes pour pouvoir être considéré comme en continuité de cette zone pas encore construite. Il est nécessaire de construire sur cette zone Uc avant d'envisager de la prolonger plus loin au nord.

ZONE NA SORTIE DU VILLAGE (SUD)

Le secteur NA au sud du village s'étire sur une longueur de plus de 300 m le long de la RD 335.

Surface : 3 ha environ.

Il comporte des terrains qui appartiennent en fait au tènement foncier d'une ancienne ferme, située au cœur de la zone. Dès lors, il apparaît que le périmètre de ce secteur est illusoire, la continuité d'un aménagement ne pouvant être assurée. Il se trouve en « discontinuité » au sens de la loi Montagne, d'autant que le talus bordant la RD rend techniquement difficile une multiplication d'accès directs sur la RD.

En revanche, ce secteur est situé à proximité du village, et dans un prolongement possible des réseaux (eau potable, assainissement). Un aménagement d'ensemble des terrains au sud de l'ancienne ferme serait possible sous réserves de la réalisation d'un accès correct depuis la RD 335, et d'un dérogation à la loi Montagne (« étude de discontinuité », projet soumis à avis de la CDNPS, Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).



L'entrée sud du village, vue depuis le secteur de Chessel et Closaux



Secteur de Chessel et Closaux, vue depuis le nord-ouest (depuis le Clot de la Roche) – à gauche, les maisons marquant l'entrée sud du village

ZONE NA PETIT PARIS (SOUS LA CHAPELLE)

Le POS de 1997 prévoyait une zone NA très isolée au sud-ouest de la colline, sur les hauteurs de l'ancienne commune du Petit Paris.

Surface : 3 ha environ.

Cette zone difficilement accessible (éloignée du village, route longue et étroite), non équipée (non raccordée au réseau public d'eau potable), est de plus

Il n'est pas réaliste de la conserver comme zone de future urbanisation.

ZONE NB VALLON DE LA LANCE (AU SUD-OUEST DU VILLAGE)

Le vallon de la Lance, à la sortie sud-ouest du village par la RD 202, est classé en zone NB sur une longueur de près d'un kilomètre.

Surface : plus de 12 ha.

Il s'est urbanisé progressivement pendant les 30 dernières années, avec une accélération lors de la période récente (années 2000, début des années 2010). Le taux de remplissage des terrains disponibles est environ de 2/3 en 2015. Cela permettrait de considérer que ce secteur obéit, en partie du moins, à la notion de « continuité » au sens de la loi Montagne, même si la densité est faible et le caractère plutôt diffus ; mais la forme urbaine nécessite d'être consolidée, précisée.

Les réseaux (eau potable et électricité) sont présents, l'assainissement non collectif est possible : cela permet de compléter l'urbanisation de ce secteur.

Le périmètre de la zone NB est très étendu et inclut des parties qui sont en « discontinuité ». Il nécessite d'être globalement revu, et l'ensemble du secteur devrait faire l'objet d'une « étude de discontinuité » au sens de la loi Montagne.

ZONE NB CHAMP DOMAS (AU SUD DU VILLAGE)

Le secteur NB de Champ Domas est situé à plus d'un kilomètre du village, au-dessus de la RD 335.

Surface : 6 ha environ.

Il comporte une construction ancienne qui a fait l'objet d'une demande d'extension.

Ce secteur est en « discontinuité » manifeste au regard de la loi Montagne. Par ailleurs, la plupart des terrains sont cultivés et déclarés à la PAC. En conséquence, il n'est pas possible de maintenir ce secteur en zone urbanisable.

ZONE NB DU PRÉ NEUF ET BOUTARY (AU NORD DU VILLAGE)

Le secteur classé en NB de Pré neuf et Boutary se trouve au nord de la commune, en remontant le vallon du ruisseau de Pémya.

Surface : 9 ha environ.

Le secteur est déjà occupé par un petit groupe de constructions (ancienne ferme de Boutary), et une ancienne ferme à Pré neuf.

Il est manifestement en « discontinuité » au sens de la loi Montagne. De plus, les terrains de Pré neuf situés dans le lit majeur du torrent de Prémya sont connus dans la mémoire locale pour être inondables. En conséquence, il ne semble pas possible de maintenir ce secteur en zone constructible.

ZONE NB DU PETIT PARIS

Le secteur NB du Petit Paris se trouve loin du village, autour d'une ferme le long de la RD 202, près de la zone NA du Petit Paris.

Surface : 3 ha environ.

Ce secteur est très isolé et manque d'équipements. Il est « discontinuité » manifeste au sens de la loi Montagne. En conséquence, il ne semble pas possible de maintenir ce secteur en zone urbanisable.

SYNTHÈSE ET CONCLUSION

Le potentiel du POS de 1977 peut sembler considérable, mais un examen précis des situations montre un décalage très important entre potentiel théorique et potentiel réaliste, en raison de nombreux problèmes :

- saturation des zones U (UA et UC) ;
- nombreux secteurs en « discontinuité » loi Montagne, y compris certaines parties de zones U du POS ;
- manque d'équipements et d'infrastructures.

Les secteurs qui représentent un potentiel réel, hors demandes de dérogation à la loi Montagne, sont les suivants :

- zone NA Haut du village (capacité indéterminée, surface de la zone à revoir) ;
- zone UC au nord de la place du Chénevier.

Parmi les secteurs qui sont en « discontinuité » relative, la zone NB du vallon de la Lance est déjà urbanisée, bénéficie des réseaux nécessaires et pourrait être consolidée.

Au total, les capacités de développement que présente le POS apparaissent largement fictives, ou en tout cas soumises à des conditions complexes.

Les autres secteurs nécessitent des aménagements d'ensemble : accès, desserte interne, optimisation du découpage foncier, extensions de réseaux, qui semblent disproportionnés par rapport aux perspectives de développement de la commune.

15.2.1. DÉTERMINATION DE L'ENVELOPPE URBAINE EXISTANTE

Indépendamment du POS de 1977, la définition de l'enveloppe urbaine existante est limitée aux secteurs déjà urbanisés et construits en continuité (au sens de la loi Montagne), parfois étendus aux terrains immédiatement voisins.

L'enveloppe urbaine existante (voir cartes suivantes) correspond ainsi à deux grands secteurs :

- le village dans ses limites actuelles ; la petite zone au nord de la place du Chénevier (« Sous le Béal ») n'est pas comptée dans l'enveloppe urbaine, malgré son équipement récent en assainissement, car son découpage foncier actuel est inadapté et nécessiterait un projet d'ensemble ;
- le vallon de la Lance : deux petits secteurs qui comprennent au moins 4 à 5 constructions existantes assez proches les uns des autres, avec quelques terrains limitrophes.

15.2.2. POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT POUR L'HABITAT

On peut observer plusieurs types de potentiels de développement pour l'habitat :

- 1/ potentiel foncier pour constructions nouvelles ;
- 2/ renouvellement urbain ;
- 3/ densification (nouvelles constructions ou division de grands bâtiments existants).

POTENTIEL FONCIER POUR CONSTRUCTIONS NOUVELLES

TABEAU DU POTENTIEL DE L'ENVELOPPE URBAINE EXISTANTE

Secteurs	Potentiel de constructions nouvelles	Surfaces (m²)	Surface moyenne par logement (m²)	Densité moyenne (logt/ha)
Village	3	4950	1650	6
Vallon de la Lance	5	8990	1800	5,5
TOTAL	8	13940	1740	5,7

LE VILLAGE

ENVELOPPE URBAINE EXISTANTE ET POTENTIEL FONCIER HABITAT – LE VILLAGE



Enveloppe urbaine existante et potentiel foncier pour l'habitat, le village – plan 1/5000

Le potentiel foncier du village est très faible, compte tenu de typologie de la maison individuelle qui est dominante et même totalement exclusive depuis 20 ans au moins.

D'autres formes d'habitat seraient possibles (habitat individuel groupé ou intermédiaire), mais elles sont très improbables car dans le tissu urbain existant les projets sont soumis à des initiatives individuelles, et aucun particulier ne prendra le risque de proposer une offre nouvelle.

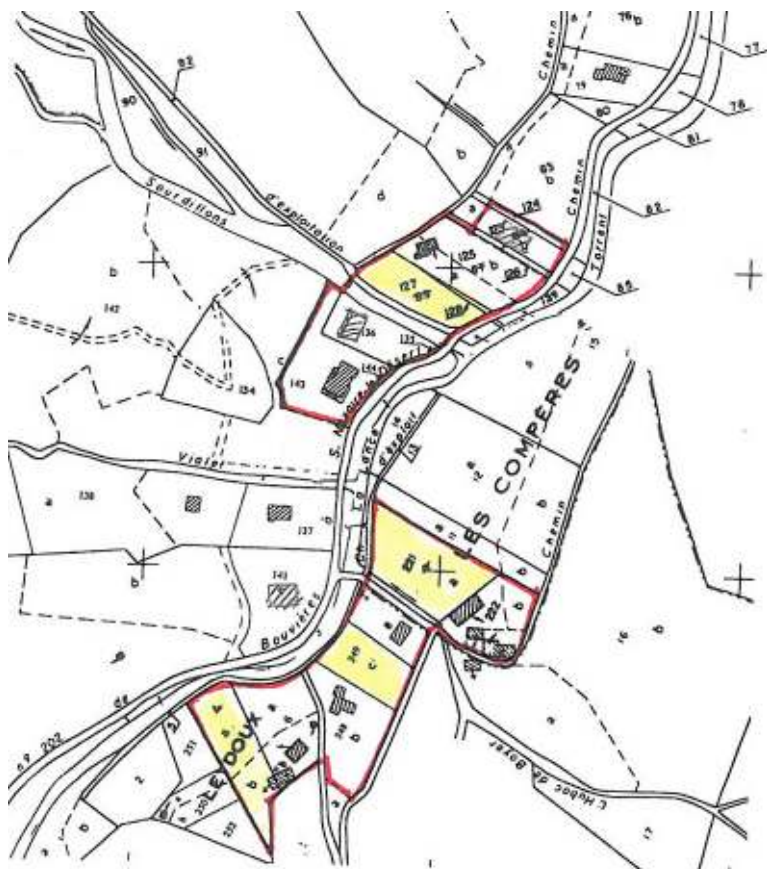
LE VALLON DE LA LANCE

Dans le vallon de la Lance, l'enveloppe urbaine retient deux groupes de 4 habitations ou plus distantes entre elles de moins de 50 m :

- au nord, sur la rive gauche de la Lance, un groupe de 4 constructions qui inclut une « dent creuse » de taille relativement modeste ;
- au sud, sur la rive droite de la Lance (Boyer), un groupe de 5 constructions existantes qui est étendu aux terrains immédiatement voisins et qui se trouvent donc en « continuité ».

Au total, ce secteur présente 4 terrains disponibles, dont l'un (parcelle 221), d'une surface de plus de 3000 m², peut être divisé en deux terrains constructibles.

Ce potentiel foncier est également très faible, si l'on reste dans les limites de la continuité au sens de la loi Montagne. L'enjeu pourrait être de relier ces deux poches d'urbanisation autour d'un pôle commun et de les étendre un peu ; mais cela nécessite une « étude de discontinuité » au sens de la loi Montagne.



Enveloppe urbaine existante et potentiel, le vallon de la Lance – plan 1/5000

AUTRES POTENTIELS POUR L'HABITAT

Le potentiel de renouvellement urbain est inexistant, il n'y a pas dans le village de constructions ou de terrains en friches permettant ce type d'opération.

Le potentiel de densification sur des terrains déjà construits ou de division de grands bâtiments en plusieurs logements est également inexistant. Aucune opération de ce type n'a eu lieu depuis plus de 20 ans, et la typologie des constructions existantes (de petite taille, sur des terrains très morcelés) ne le permet pas vraiment.

SYNTHÈSE DES POTENTIELS HABITAT – POTENTIEL THÉORIQUE/POTENTIEL RÉALISTE

Avec un potentiel théorique total de 8 constructions nouvelles (= 8 logements, compte tenu de la typologie de la production), l'enveloppe urbaine existante permet très peu de développement.

Cette faible capacité est le résultat, pour le village, d'une forme urbaine historique très compacte et relativement fermée, avec un relief qui rend la continuité difficile. Les constructions récentes sont déjà trop dispersées pour pouvoir assurer une continuité satisfaisante.

De plus, ce potentiel de 8 logements nouveaux n'est que théorique. Il est peu probable que les terrains disponibles soient tous construits dans les 10 à 12 ans de la durée référence du PLU, d'autant que la collectivité ne dispose d'aucun moyen réglementaire pour forcer les propriétaires à vendre ou à construire. Il est donc nécessaire, pour estimer un potentiel réaliste de développement, de définir et d'appliquer un coefficient de rétention ou d'inertie foncière.

Pour estimer ces probabilités, il est impossible de se référer à des constats antérieurs, aux périodes précédentes. Les taux d'inertie ou de rétention foncière ont été très élevés dans le passé, une part très importante des terrains théoriquement disponibles et constructibles dans le cadre du POS n'a pas été bâtie pendant 40 ans. Mais on a vu que le potentiel du POS de 1077 est largement fictif, illusoire, que ce soit en zone NB, en zone NA, et même parfois en zone U.

Cette situation antérieure ne constitue pas une base d'extrapolation fiable pour l'avenir, d'autant que les règles d'urbanisme sont amenées à changer. La raréfaction progressive du foncier devrait réduire progressivement ces taux d'inertie ; mais elle ne résout pas certaines situations de blocage et peut même augmenter leur incidence. En effet, le potentiel de mutations foncières (de cession de propriétés) est sujet à de nombreux facteurs délicats à apprécier :

- dynamique du marché foncier et immobilier : les prix du marché foncier et immobilier ont fortement augmenté pendant la décennie 1998-2008 et ont atteint un niveau qui peut décourager les acquéreurs individuels, mais peut aussi provoquer des opérations spéculatives ; de plus, le marché du foncier pour les résidences secondaires a ses niveaux, rythmes et conditions particulières ;
- conjoncture économique générale et locale : la solvabilité moyenne des ménages a atteint depuis 2008 une limite, qui a fait augmenter l'âge et le niveau de revenus moyens des acquéreurs potentiels, et a fait diminuer le potentiel moyen d'investissement dans l'immobilier ;
- types de comportements : confrontation entre des comportements patrimoniaux (qui visent à conserver un capital transmissible, avec une forte valeur affective) et des comportements spéculatifs (lorsque le besoin financier pousse des propriétaires à vendre rapidement au plus offrant, pour un rendement maximal) ;
- évolution des règlements d'urbanisme : la suppression par la loi ALUR de 2014 du COS maximal permet en principe une densification plus forte, mais d'autres règles plus complexes peuvent limiter la constructibilité et exigent une appréciation au cas par cas.

En fonction de ces différents facteurs, le taux d'inertie sur 10 ans a été estimé à 30% pour le foncier théoriquement disponible.

Pour un potentiel théorique de 8 logements nouveaux, le potentiel réaliste total serait donc de 5 à 6 logements dans l'enveloppe urbaine existante.

Compte tenu du faible potentiel total, on note que la différence est de toutes façons assez faible.

15.2.3. POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT POUR LES AUTRES FONCTIONS

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Il n'y a pas de zone d'activités sur la commune.

Plusieurs activités artisanales et de services sont installées dans la commune, les locaux d'activités sont alors plus ou moins étroitement associées à l'habitation des artisans.

Il existe une demande pour des terrains ou des locaux d'activités, qui permettrait l'installation de nouvelles activités ou le développement plus commode d'activités existantes. Cette demande est cependant latente, dans la mesure où il n'y a pas d'offre correspondante. Les artisans qui souhaiteraient installer ou développer leur activité sont soumis aux prix du foncier de l'habitat.

La création d'un potentiel de développement réservé aux activités économiques peut être envisagée dans le cadre du PLU.

ÉQUIPEMENTS PUBLICS

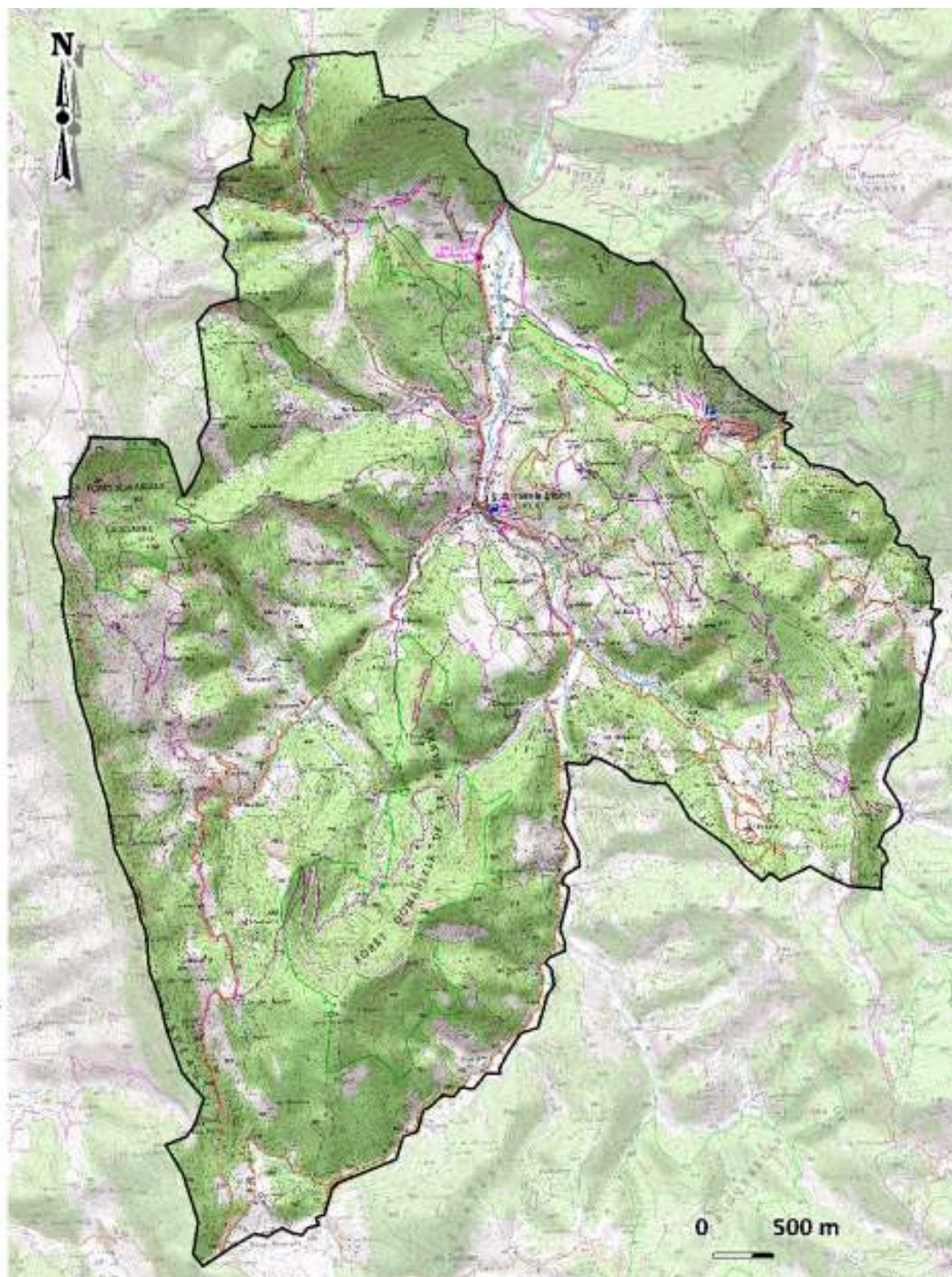
Tout comme il n'y a pas eu de foncier consommé en 10 ans (entre 2005 et 2014) par la réalisation d'équipements publics, il n'y a pas de potentiel spécifiquement réservé aux équipements publics dans la commune.

16. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, MILIEUX PHYSIQUES

16.1. GÉOGRAPHIE

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert se situe dans le quart sud-est du département de la Drôme, entre le Diois et les Baronnies. Elle est localisée à environ 15 km à l'est de Dieulefit, 25 km au nord-est de Nyons, 25 km au sud-est de Crest et 20 km au sud-ouest de Die.

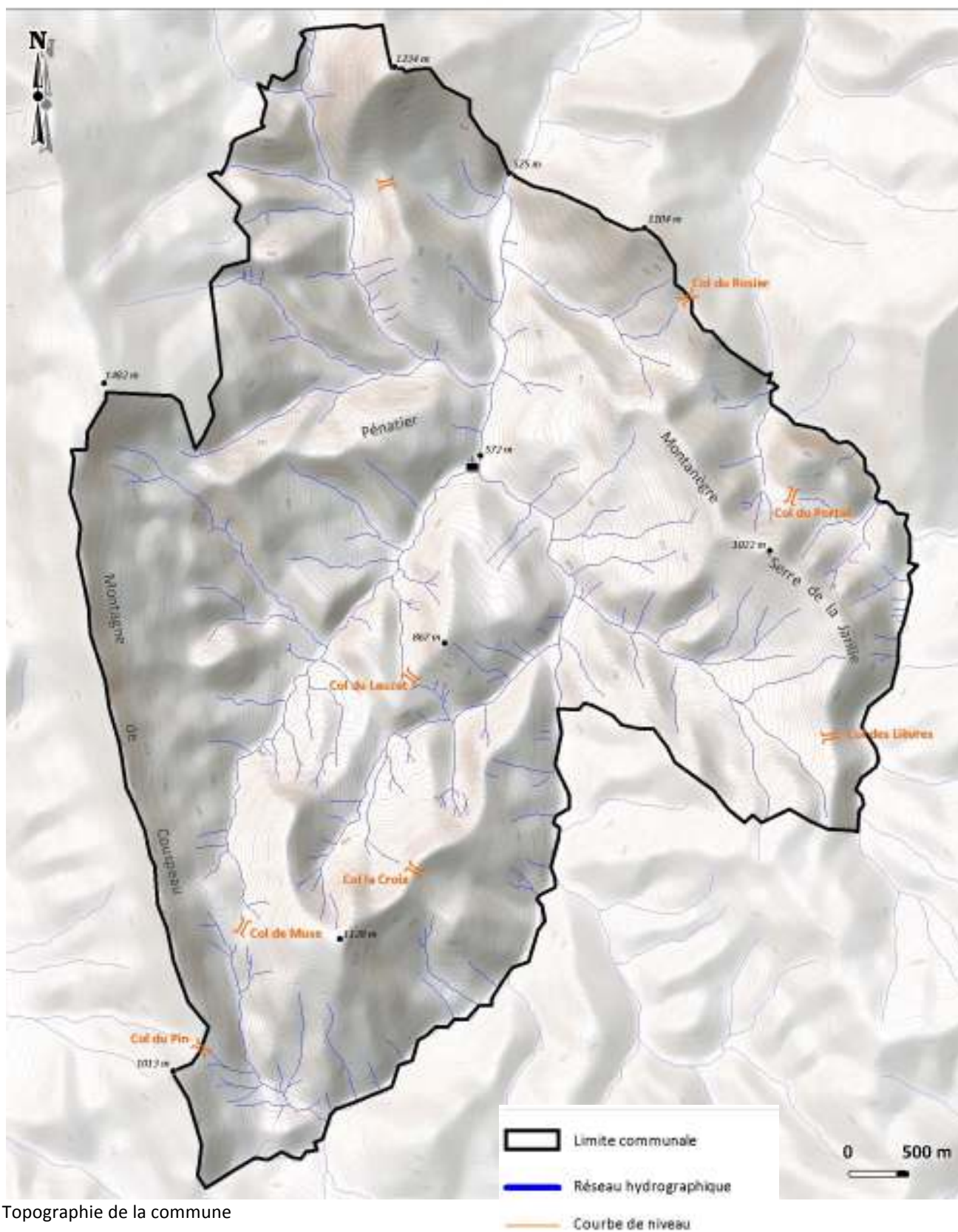
Son territoire repose sur une superficie d'environ 46,62 km² pour une population de 144 habitants (INSEE, 2006), soit une densité de 3,1 habitants/km².



Situation géographique de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert

16.2. TOPOGRAPHIE

La carte suivante présente le contexte topographique de la commune.



Topographie de la commune

Sources : IGN, BD Carthage, FranceTop.fr

Le territoire communal s'étend entre 527 m (la Roanne) et 1447 m (montagne de Couspeau), soit environ 920 m de dénivelé. Le relief communal se découpe en plusieurs unités topographiques délimité par le réseau hydrographique. Les zones plates sont rares et se concentrent quasi exclusivement dans les fonds de vallée, sur les dépôts alluvionnaires.

Les principaux hameaux se situent aux altitudes suivantes :

Village principal : environ 580 m

Les Chauvins : environ 650 m

Les Graves : environ 530 m

Les Boutarys : environ 640 m

Les Guillens : environ 780 m

La Condamine : environ 700 m

Le Gap : environ 750 m

Bertrane : environ 590 m

Fébie : environ 800 m

Villardon : environ 860 m

Boyer : environ 600 m

Les Figaniers : environ 650 m

Claménier : environ 760 m

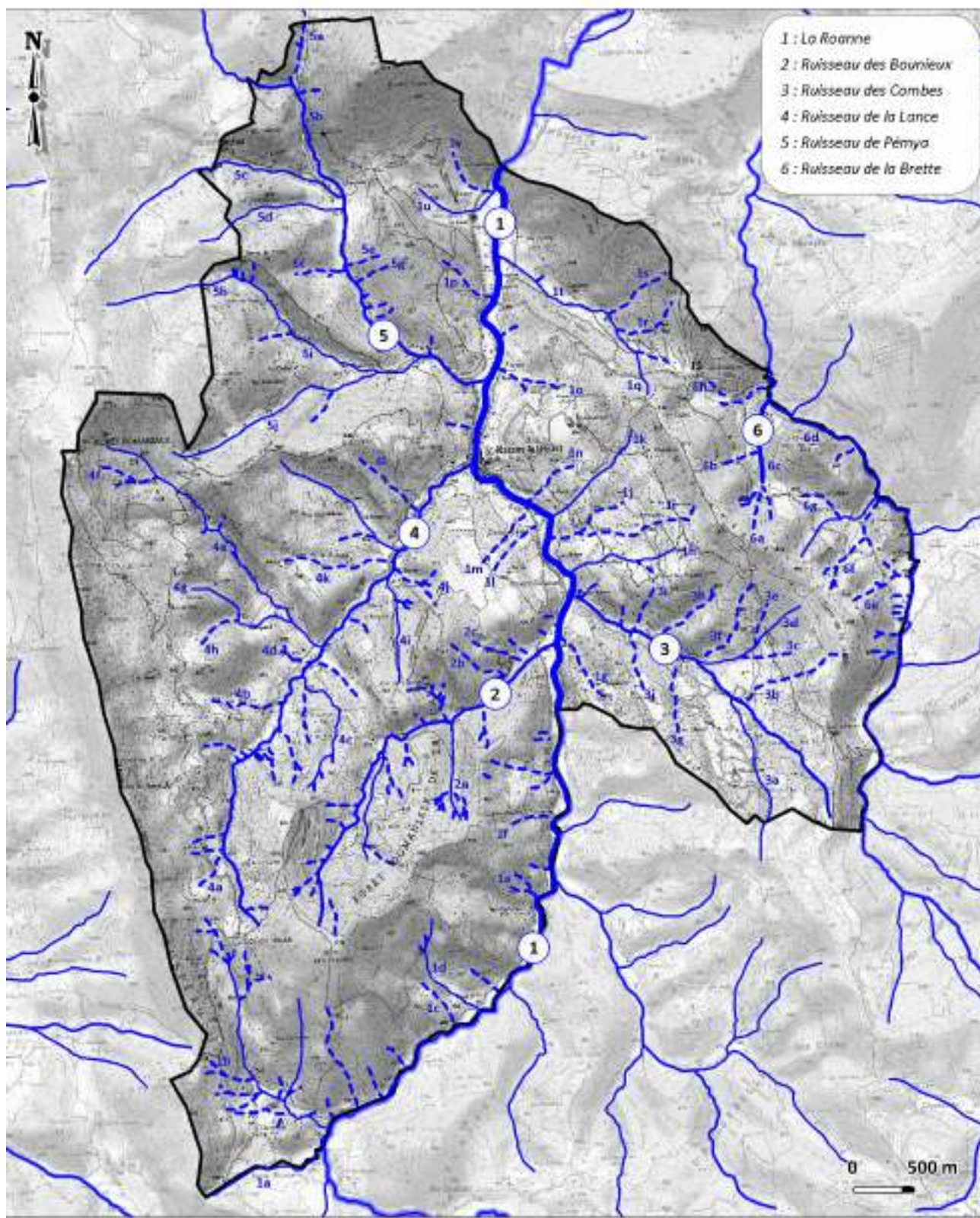


Topographie de la commune, depuis la montagne de Couspeau

16.3. MILIEUX AQUATIQUES

16.3.1. STRUCTURE DU RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

La structure du réseau hydrographique sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert est présentée sur la carte en page suivante.



- Limite communale
- Réseau hydrographique principal
- - - Réseau hydrographique temporaire (talwegs, fossés...)

Sources : IGN, BDCarthage
Réseau hydrographique sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert

Le territoire communal est situé dans le bassin versant de la Roanne. La rivière traverse la commune du nord au sud. Plusieurs affluents plus ou moins pérennes (ruisseaux, ravins, torrents...) viennent alimenter la rivière. Il s'agit, d'amont en aval⁴ :

② Ruisseau des Bounieux (rive gauche de la Roanne). Ses affluents sont, d'amont en aval :

le ravin de Malavert (2a),

le ravin de Pochon (2b),

le ravin de Chancel (2c),

③ Ruisseau des Combes (rive droite de la Roanne). Ses affluents sont, d'amont en aval :

le torrent de la Jacine (3a),

le torrent des Lèbres (3b),

le torrent de la Gérille (3c),

le torrent du Serre (3d),

le torrent du Faiby (3e),

le torrent du Gabare (3f),

le torrent de Clavelle (3g),

le torrent du Poutry (3h),

le ravin des Vignes (3i),

le ravin de Serre Long (3j),

④ Ruisseau de la Lance (rive gauche de la Roanne). Ses affluents sont, d'amont en aval :

le ravin de Gourdin (4a),

le ravin de Marou (4b),

le ravin des Pignes (4c),

le ruisseau des Figaniers (4d),

le ruisseau de Coste-Chaude (4e),

le ravin des Figaniers (4f),

le ravin de Lonjarret (4g),

le ravin de Chantverre (4h),

le ravin des Compaires (4i),

le ravin de l'Hubac de Boyer (4j),

le ravin de Violet (4k),

le ravin de Brame-Fan (4l),

⑤ Ruisseau de Pémya (rive gauche de la Roanne). Ses affluents sont, d'amont en aval :

le ravin Notre-Dame (5a),

la Combe des Chavins (5b),

le ravin de la Combe du Fond (5c),

le ravin du Poupouret (5d),

le ravin des Cotes Rates (5e),

le ravin des Allandieux (5f),

le ravin du Lauzas (5g),

le ravin des Chaberts (5h),

le ravin du Boutary (5i),

le ravin des Maisons (5j),

⑥ Ruisseau de la Brette (rive droite de la Roanne – confluence hors commune). Ses affluents au niveau du territoire communal sont, d'amont en aval :

le ravin des Terrasses (6a),

le ravin de l'Echarène (6b),

le ravin des Gourys (6c),

le ruisseau de Volvent (6d),

le torrent du Gap (6e),

le ravin de la Gérille (6f),

le ravin du Couvent (6g),

le ravin des Guillens (6h),

Les autres affluents non pérennes directs de la Roanne sont, d'amont en aval :

le ravin des Chapelets (1a),

le ravin du Pin (1b),

le ravin de Font-Vive (1c),

le ravin de la Touque (1d),

le ravin des Gavins (1e),

le ravin des Galiens (1f),

⁴ Remarque : certains ravins matérialisés sur la carte n'ont pas de toponymes (selon le cadastre)
SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

le ravin des Noyarets (1g),
le ravin du Rat (1h),
le ravin de Monte-Nègre (1i),
le ravin de Renate (1j),
le ravin des Barbiers (1k),
le ravin de Pourcier (1l),
le ravin de Chessel (1m),
le ravin du Rose (1n),
le ravin de Casaque (1o),
le ravin du Grand Hubac (1p),
le ravin de Saint-Philibert (1q),
le ravin du Trac (1r),
le ravin des Blaches (1s),
le ravin des Clots (1t),
le ravin de Réchas (1u),
le ravin de Gamaure (1v).
La Roanne

La Roanne tient son nom de « arona », signifiant source. La rivière traversant le territoire communal prend sa source au pied de la montagne d'Angèle sur la commune d'Arnayon, à quelques kilomètres au sud de Saint-Nazaire-le-Désert. La Roanne est un affluent en rive gauche de la Drôme, après avoir parcouru presque 34 km, sur un bassin versant d'environ 229 km². Son code hydrographique est V4250500.

16.3.2. DÉBITS CARACTÉRISTIQUES

La Banque Hydro ne dispose d'aucune donnée sur les débits caractéristiques de la Roanne. Cependant, des modélisations réalisées par l'IRSTEA / ONEMA à l'échelle de la France entière à partir de la BD Carthage et du réseau de mesures de la Banque Hydro ont permis une estimation des débits. Notons que les valeurs proposées n'ont pas de portées réglementaires à moins d'être validées au cas par cas par la police de l'eau pour des dossiers spécifiques. Elle comporte cependant des erreurs dont les origines peuvent être multiples : imperfection des méthodes, données biaisées, complexité des hydrologies locales, perturbations liés à l'homme, incohérence du tracé de certaines sous-zones hydro, ... Trois valeurs sont proposées : les valeurs moyennes auxquelles il faut se reporter, et des valeurs min et max qui ont plusieurs fonctions : fixer des ordres de grandeurs et apprécier la fiabilité de la donnée (si VAL_MAX – VAL_MIN est supérieur à VAL_MOY, on peut considérer l'estimation trop imprécise).

Tronçon	Surface bassin versant	Module5	QMNA56
La Roanne du ravin des Chapelets au ravin de la Touque	12 km ²	Min : 113 l/s Moy : 150 l/s Max : 200 l/s	Min : 1 l/s Moy : 9 l/s Max : 153 l/s
La Roanne du ravin de la Touque au ruisseau de Trébou	16 km ²	Min : 150 l/s Moy : 199 l/s Max : 265 l/s	Min : 1 l/s Moy : 13 l/s Max : 222 l/s
La Roanne du ruisseau de Trébou au ruisseau des Bounieux	29 km ²	Min : 261 l/s Moy : 347 l/s Max : 462 l/s	Min : 2 l/s Moy : 26 l/s Max : 443 l/s
La Roanne du ruisseau des Bounieux au ruisseau des Combes	34 km ²	Min : 304 l/s Moy : 404 l/s Max : 538 l/s	Min : 2 l/s Moy : 31 l/s Max : 528 l/s
La Roanne du ruisseau des Combes au ravin du Rat	38 km ²	Min : 343 l/s Moy : 457 l/s Max : 608 l/s	Min : 2 l/s Moy : 35 l/s Max : 596 l/s
La Roanne du ravin du Rat au ravin des Barbiers	39 km ²	Min : 348 l/s Moy : 463 l/s Max : 616 l/s	Min : 2 l/s Moy : 36 l/s Max : 613 l/s
La Roanne du ravin des Barbiers au ruisseau de la Lance	41 km ²	Min : 352 l/s Moy : 489 l/s Max : 679 l/s	Min : 3 l/s Moy : 38 l/s Max : 547 l/s
La Roanne du ruisseau de la	53 km ²	Min : 457 l/s	Min : 3 l/s

⁵ Le module correspond au débit moyen inter annuel, c'est une synthèse des débits moyens annuels (QMA) d'un cours d'eau sur une période de référence

⁶ Le QMNA est une valeur du débit mensuel d'étiage atteint par un cours d'eau pour une année donnée (5 ans, en l'occurrence). Il permet d'apprécier statistiquement le plus petit écoulement d'un cours d'eau sur cette période donnée.

Tronçon	Surface bassin versant	Module5	QMNA56
Lance au ruisseau de Pémya		Moy : 634 l/s Max : 880 l/s	Moy : 47 l/s Max : 679 l/s
La Roanne du ruisseau de Pémya au ravin des Clots	67 km²	Min : 579 l/s Moy : 804 l/s Max : 1116 l/s	Min : 4 l/s Moy : 56 l/s Max : 806 l/s
La Roanne du ravin des Clots au ravin de Réchas	69 km²	Min : 603 l/s Moy : 837 l/s Max : 1161 l/s	Min : 4 l/s Moy : 59 l/s Max : 849 l/s

Débits caractéristiques calculés selon différents tronçons de la Roanne

16.3.3. QUALITÉ DES EAUX

La Roanne

L'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée dispose de données de qualité des eaux superficielles du bassin versant. La station de mesure en activité la plus proche est celle de Saint-Benoit-en-Diois, située à quelques kilomètres en aval du territoire communal. Elle est par conséquent représentative de la qualité des eaux de la Roanne.

Les données de qualité de la Roanne entre 2005 et 2016 sont synthétisées dans le tableau suivant.

Années	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Hydromorphologie	Etat écologique	Etat chimique
2016	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE	TBE	BE	BE
2015	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE	TBE	BE	BE
2014	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE	TBE	BE	BE
2013	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE	TBE	BE	BE
2012	TBE	TBE	TBE	BE	BE	TBE	TBE	TBE	BE	BE
2011	TBE	TBE	TBE	BE	BE	TBE	TBE	TBE	BE	BE
2010	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	TBE	TBE	TBE	BE	BE
2009	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	TBE	TBE	BE	BE
2008	TBE	TBE	TBE	TBE		BE	TBE	TBE	BE	BE
2007	TBE	TBE	BE	BE		TBE	TBE	TBE	BE	
2006	TBE	TBE	TBE	TBE		BE	TBE	TBE	BE	
2005	TBE	TBE	TBE	TBE		BE	TBE	TBE	BE	

Etat écologique : TBE : Très bon état / BE : Bon état / MOY : Etat moyen / MED : Etat médiocre / MAUV : Etat mauvais

Etat chimique : BE : Bon état / MAUV : Non atteinte du bon état

Sur le plan écologique et chimique, la Roanne présente une très bonne qualité générale.

Les autres cours d'eau

Compte tenu de leur faible importance, les autres cours d'eau de la commune ne disposent de peu de données, qui se justifient de plus par leur caractère non pérenne au cours de l'année (assecs estivaux). Le tableau suivant synthétise les données de débit et de qualité disponibles dans la bibliographie (modélisation IRSTEA / ONEMA).

Nom du cours d'eau	Surface bassin versant	Module	QMNA5	Qualité des eaux (source : SDAGE RM)
Ravin de la Touque	1 km²	Min : 7 l/s Moy : 9 l/s Max : 12 l/s	Min : 0 l/s Moy : 1 l/s Max : 22 l/s	-
Ruisseau des Bounieux (avant confluence avec la Roanne)	3 km²	Min : 27 l/s Moy : 37 l/s Max : 50 l/s	Min : 0 l/s Moy : 2 l/s Max : 44 l/s	-
Ruisseau des Combes (avant confluence avec la Roanne)	4 km²	Min : 35 l/s Moy : 47 l/s	Min : 0 l/s Moy : 3 l/s	-

Nom du cours d'eau	Surface bassin versant	Module	QMNA5	Qualité des eaux (source : SDAGE RM)
la Roanne)		Max : 64 l/s	Max : 66 l/s	
Ravin de Lonjarret (avant confluence avec le ruisseau de Coste-Chaude)	1 km ²	Min : 12 l/s Moy : 16 l/s Max : 22 l/s	-	-
Ruisseau de Coste-Chaude (avant confluence avec la Roanne)	4 km ²	Min : 32 l/s Moy : 42 l/s Max : 56 l/s	Min : 0 l/s Moy : 1 l/s Max : 17 l/s	-
Ruisseau de la Lance (avant confluence avec la Roanne)	11 km ²	Min : 95 l/s Moy : 127 l/s Max : 169 l/s	Min : 0 l/s Moy : 5 l/s Max : 85 l/s	Etat écologique : bon Etat chimique : bon
Ravin de la Combe du Fond (avant confluence avec le ruisseau de Pémya)	2 km ²	Min : 23 l/s Moy : 30 l/s Max : 40 l/s	Min : 0 l/s Moy : 1 l/s Max : 17 l/s	-
Ravin de Boutary (avant confluence avec le ruisseau de Pémya)	4 km ²	Min : 40 l/s Moy : 53 l/s Max : 71 l/s	Min : 0 l/s Moy : 1 l/s Max : 17 l/s	-
Ruisseau de Pémya (avant confluence avec la Roanne)	12 km ²	Min : 115 l/s Moy : 156 l/s Max : 212 l/s	Min : 0 l/s Moy : 7 l/s Max : 119 l/s	Etat écologique : bon Etat chimique : bon
Ravin des Clots	1 km ²	Min : 9 l/s Moy : 12 l/s Max : 16 l/s	Min : 0 l/s Moy : 1 l/s Max : 22 l/s	-
Ruisseau de Volvent (avant confluence avec le ruisseau de la Brette)	33 km ²	Min : 298 l/s Moy : 397 l/s Max : 528 l/s	Min : 2 l/s Moy : 31 l/s Max : 528 l/s	-
Ruisseau de la Brette (après confluence avec le ruisseau de Volvent)	35 km ²	Min : 316 l/s Moy : 420 l/s Max : 559 l/s	Min : 2 l/s Moy : 33 l/s Max : 562 l/s	Etat écologique : bon Etat chimique : bon

Caractéristiques des autres cours d'eau de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert

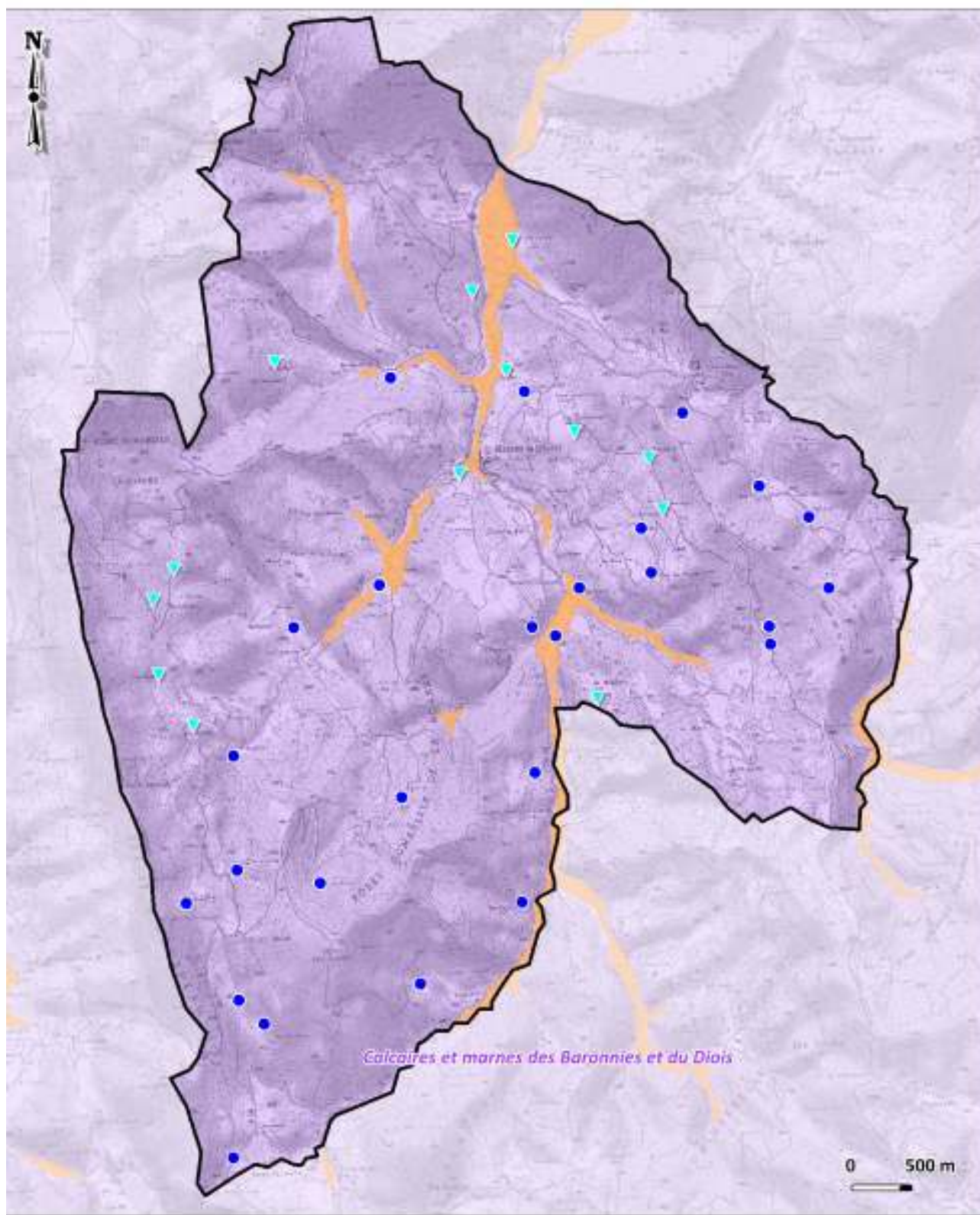
16.3.4. EAUX SOUTERRAINES

La commune s'inscrit dans le massif du Diois. L'interprétation de la carte géologique permet de préciser le contexte hydrogéologique. On peut recenser plusieurs types d'aquifères sur le territoire communal :

- l'aquifère karstique : c'est assurément le plus important en termes de ressources. Il se développe dans les formations calcaires qui présentent une perméabilité en grand. La ressource souterraine est par ailleurs exploitée par le captage de Couspeau, sur la commune voisine de Rochefourchat et alimentant en eau potable Saint-Nazaire-le-Désert. L'alternance de roches perméables (calcaires) et imperméables (marnes) donne à leur contact de nombreuses sources (résurgences), une trentaine selon la carte IGN.

- les alluvions de fond de vallée : les cours d'eau, de par leur activité, ont déposé au cours du temps des matériaux plus ou moins perméables au niveau lit majeur, identifiés sur la carte géologique Fz1, Fz2 et Fy4. Ils peuvent receler un aquifère dont les dimensions paraissent modestes au regard de la faible emprise latérale des dépôts. Cette ressource potentielle reste mal connue, les circulations d'eau dans les éboulis : une partie des versants de la commune est tapissée d'éboulis de taille variable. La perméabilité qu'offrent ces formations permet des circulations d'eau souterraine en leur sein. Ces ressources sont néanmoins faibles et des sources au pied des éboulis peuvent constituer des exutoires à ces systèmes aquifères.

La lecture conjointe de la carte géologique et la carte IGN permet de dresser le contexte hydrogéologique du territoire ci-après.



Contexte hydrogéologique de la commune

16.3.5. CONTEXTE INSTITUTIONNEL

Le SDAGE Rhône-Méditerranée

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, le SDAGE, « fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau » (article 3).

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert fait partie du SDAGE Rhône-Méditerranée.

La portée juridique du SDAGE

L'article 3 de la Loi sur l'Eau, codifié aux articles L 212-1 et L 212-2 du code de l'environnement, précise : « les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec leurs dispositions.

Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions de ces schémas directeurs ».

Le SDAGE 2016-2021

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, le SDAGE, « fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau » (art.3).

Le site fait partie du SDAGE Rhône-Méditerranée.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 et le Programme de mesures qui l'accompagne ont été arrêtés par le Préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 et sont entrés en vigueur le 21 décembre 2015 consécutivement à la publication de l'arrêté au Journal officiel de la République française. Ils fixent la stratégie 2016-2021 du bassin Rhône-Méditerranée pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

Le SDAGE est composé de neuf orientations fondamentales :

- ✓ OF n°0 : S'adapter aux effets du changement climatique
- ✓ OF n°1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- ✓ OF n°2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- ✓ OF n°3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- ✓ OF n°4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- ✓ OF n°5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- ✓ OF n°6 : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- ✓ OF n°7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- ✓ OF n°8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Pour la directive cadre sur l'eau, l'unité d'évaluation de l'état des eaux et des objectifs à atteindre est la masse d'eau (souterraine ou superficielle).

La masse d'eau correspond à tout ou partie d'un cours d'eau ou d'un canal, un ou plusieurs aquifères, un plan d'eau (lac, étang, retenue, lagune), une portion de zone côtière. Chacune des masses d'eau est homogène dans ses caractéristiques physiques, biologiques, physicochimiques et son état.

L'état d'une masse d'eau est qualifié par :

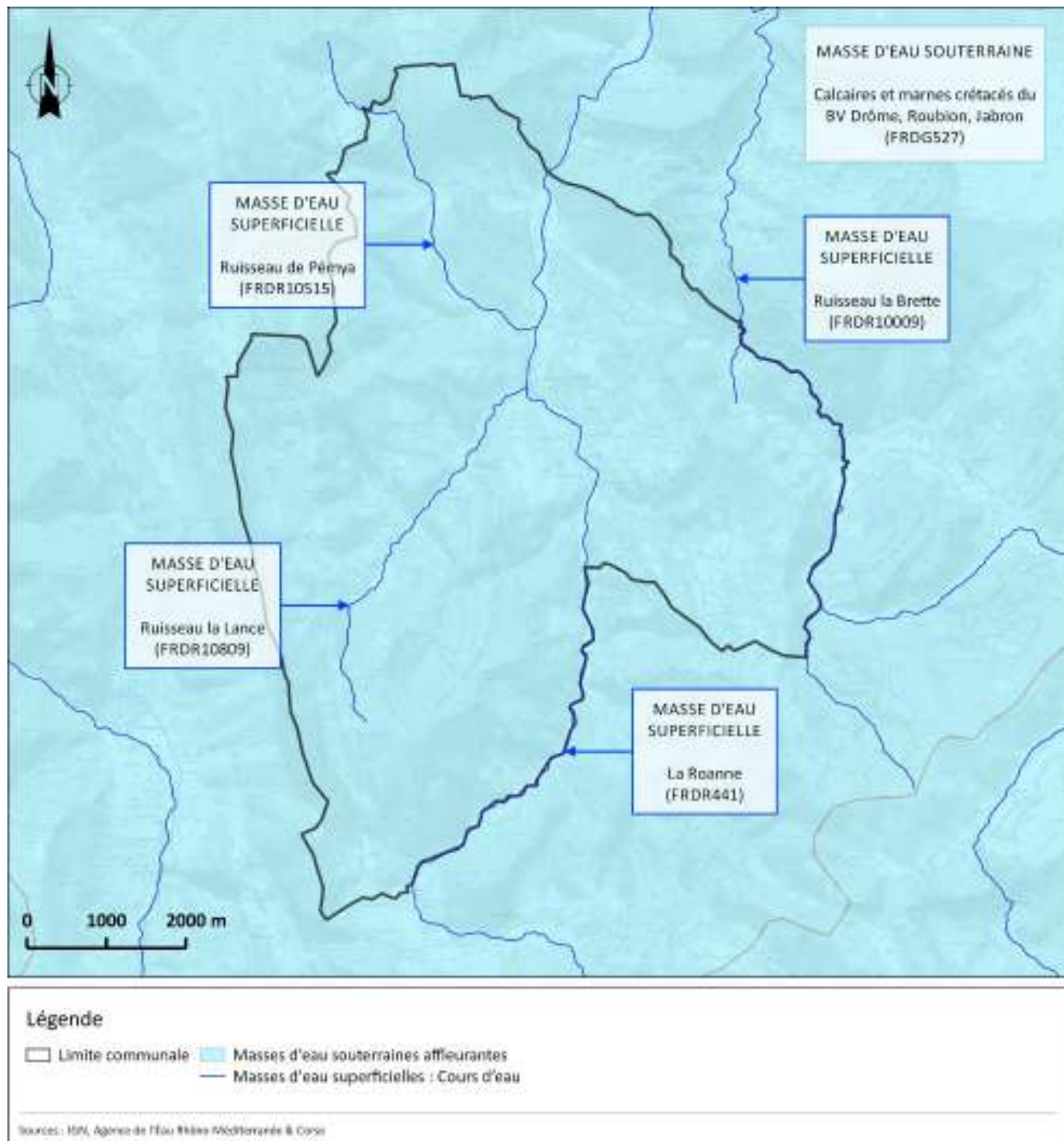
- l'état chimique et l'état écologique pour les eaux superficielles ;
- l'état chimique et l'état quantitatif pour les eaux souterraines.

Masses d'eau superficielle	Masses d'eau souterraine
<u>Évaluation de l'état chimique</u> Déterminé en mesurant la concentration de 41 substances prioritaires (métaux lourds, pesticides, polluants industriels) dans le milieu aquatique. Si la concentration mesurée dans le milieu dépasse une valeur limite pour au moins une substance, alors la masse d'eau n'est pas en bon état chimique. Cette valeur limite, appelée norme de qualité environnementale (NQE), est définie de manière à protéger la santé humaine et l'environnement.	<u>Évaluation de l'état quantitatif</u> Une masse d'eau souterraine est en bon état quantitatif lorsque les prélèvements d'eau effectués ne dépassent pas la capacité de réalimentation de la ressource disponible, compte tenu de la nécessaire alimentation des eaux de surface.
<u>Évaluation de l'état écologique</u> S'appuie sur des éléments de qualité biologique, physico-chimique et hydromorphologique permettant un bon	<u>Évaluation de l'état chimique</u> Une masse d'eau souterraine présente un bon état chimique lorsque les concentrations en certains

équilibre de l'écosystème. Ainsi, le bon état écologique de l'eau requiert non seulement une bonne qualité d'eau mais également un bon fonctionnement des milieux aquatiques.	polluants (nitrates, pesticides, arsenic, cadmium...) ne dépassent pas des valeurs limites fixées au niveau européen, national ou local (selon les substances) et qu'elles ne compromettent pas le bon état des eaux de surface.
---	--

Masses d'eau concernées et définition des objectifs de bon état

Les masses d'eau souterraine et superficielle sur le territoire sont présentées sur la carte suivante.



Masses d'eau du SDAGE sur le territoire communal

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est concernée par :

- 4 masses d'eau superficielle :

FRDR441 : la Roanne,

FRDR10809 : Ruisseau de la Lance,

FRDR10515 : Ruisseau de Pémya,

FRDR10009 : Ruisseau de la Brette.

- 1 masse d'eau souterraine :

FRDG527 : Calcaires et marnes crétacés du BV Drôme, Roubion, Jabron.

Leur état et la définition des objectifs fixés par le SDAGE pour ces différentes masses d'eau sont présentés dans les tableaux ci-après.

Masse d'eau superficielle

		Objectif d'état écologique				
Code	Nom	Objectif d'état	Statut*	Echéance	Motivations en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
FRDR441	La Roanne	bon état	MEN	2015	-	-
FRDR10809	Ruisseau de la Lance	bon état	MEN	2015	-	-
FRDR10515	Ruisseau de Pémya	bon état	MEN	2015	-	-
FRDR10009	Ruisseau de la Brette	bon état	MEN	2015	-	-

* : MEN : Masse d'eau naturelle

		Objectif d'état chimique			
Code	Nom	Echéance sans ubiquiste*	Echéance avec ubiquiste*	Motivations en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
FRDR441	La Roanne	2015	2015	-	-
FRDR10809	Ruisseau de la Lance	2015	2015	-	-
FRDR10515	Ruisseau de Pémya	2015	2015	-	-
FRDR10009	Ruisseau de la Brette	2015	2015	-	-

* : Une substance est dite ubiquiste quand elle est persistante, bio accumulatrice et toxique

Masse d'eau souterraine

		Objectif d'état quantitatif		Objectif d'état chimique	
Code	Nom	Objectif d'état	Echéance	Objectif d'état	Echéance
FRDG527	Calcaires et marnes crétacés du BV Drôme, Roubion, Jabron	Bon état	2015	Bon état	2015

Le SAGE

Définition

Il s'agit d'un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le SDAGE. Le périmètre et le délai dans lequel il est élaboré sont déterminés par le SDAGE ; à défaut, ils sont arrêtés par le ou les préfets, le cas échéant sur proposition des collectivités territoriales intéressées. Le SAGE est établi par une Commission Locale de l'Eau représentant les divers acteurs du territoire, soumis à enquête publique et est approuvé par le préfet. Il est doté d'une portée juridique : le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau. Les

documents d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme et carte communale) doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE. Le schéma départemental des carrières doit également être compatible avec les dispositions du SAGE.

La commune fait partie du SAGE de la Drôme.

Le SAGE de la Drôme couvre une superficie d'environ 1812 km² et est porté par le Syndicat Mixte de la rivière Drôme et ses affluents. Il a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°2013182-0019 du 1^{er} juillet 2013.

Les enjeux et les objectifs associés pour le SAGE Drôme sont :

Enjeu n°1 : Pour une gestion durable des milieux aquatiques

o Objectif 1A : Faire prendre conscience aux acteurs du territoire de l'importance des milieux aquatiques

Enjeu n°2 : Pour un bon état quantitatif des eaux superficielles et souterraines

o Objectif 2A : Déterminer puis maintenir les débits et niveaux piézométriques objectifs par une répartition optimisée des volumes prélevables entre usages

o Objectif 2B : Maintenir les débits objectifs par une réduction des prélèvements en période d'étiage tout en prenant en compte un accès à l'eau pour le secteur agricole

o Objectif 2C : Atteindre le bon état quantitatif des eaux souterraines et nappes d'accompagnement par la gestion et la sécurisation des réseaux d'eau potable

Enjeu n°3 : Pour une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines et une qualité baignade

o Objectif 3A : Atteindre une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines

o Objectif 3B : Atteindre la qualité baignade des eaux superficielles

o Objectif 3C : Connaître et préserver les masses d'eau souterraines et nappes d'accompagnement à forte valeur patrimoniale dans une perspective d'un usage eau potable prioritaire

Enjeu n°4 : Pour préserver et valoriser les milieux aquatiques, restaurer la continuité écologique et conserver la biodiversité

o Objectif 4A : Améliorer la connaissance, protéger et valoriser les zones humides

o Objectif 4B : Restaurer la continuité écologique des cours d'eau pour les rendre favorables au développement de la biodiversité

o Objectif 4C : Stopper la perte de la biodiversité

Enjeu n° 5 : Pour un bon fonctionnement et une dynamique naturelle des cours d'eau

o Objectif 5A : Définir et gérer l'espace fonctionnel des cours d'eau du bassin versant de la Drôme

o Objectif 5B : Pour atteindre le profil d'équilibre, favoriser la dynamique naturelle ou la stabilisation du lit des cours d'eau du bassin versant par une gestion globale et équilibrée du transport solide

Enjeu n°6 : Pour gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

o Objectif 6A : Réduire l'aléa

o Objectif 6B : Réduire la vulnérabilité

o Objectif 6C : Savoir mieux vivre avec le risque

Enjeu n°7 : Pour un territoire « vivant » et en harmonie autour de la rivière

o Objectif 7A : Concilier les usages et l'intérêt des usagers « amateurs » de la rivière

o Objectif 7B : Promouvoir un tourisme « vert » sur le bassin versant

o Objectif 7C : Promouvoir une éducation à l'environnement pour nos générations futures

Enjeu n°8 : Pour un suivi du SAGE à travers la mise en place d'un observatoire

o Objectif 8A : Evaluer et suivre l'atteinte des objectifs du SAGE

o Objectif 8B : Construire et mettre en place des systèmes d'alertes

o Objectif 8C : Informer et sensibiliser

Le contrat de milieu

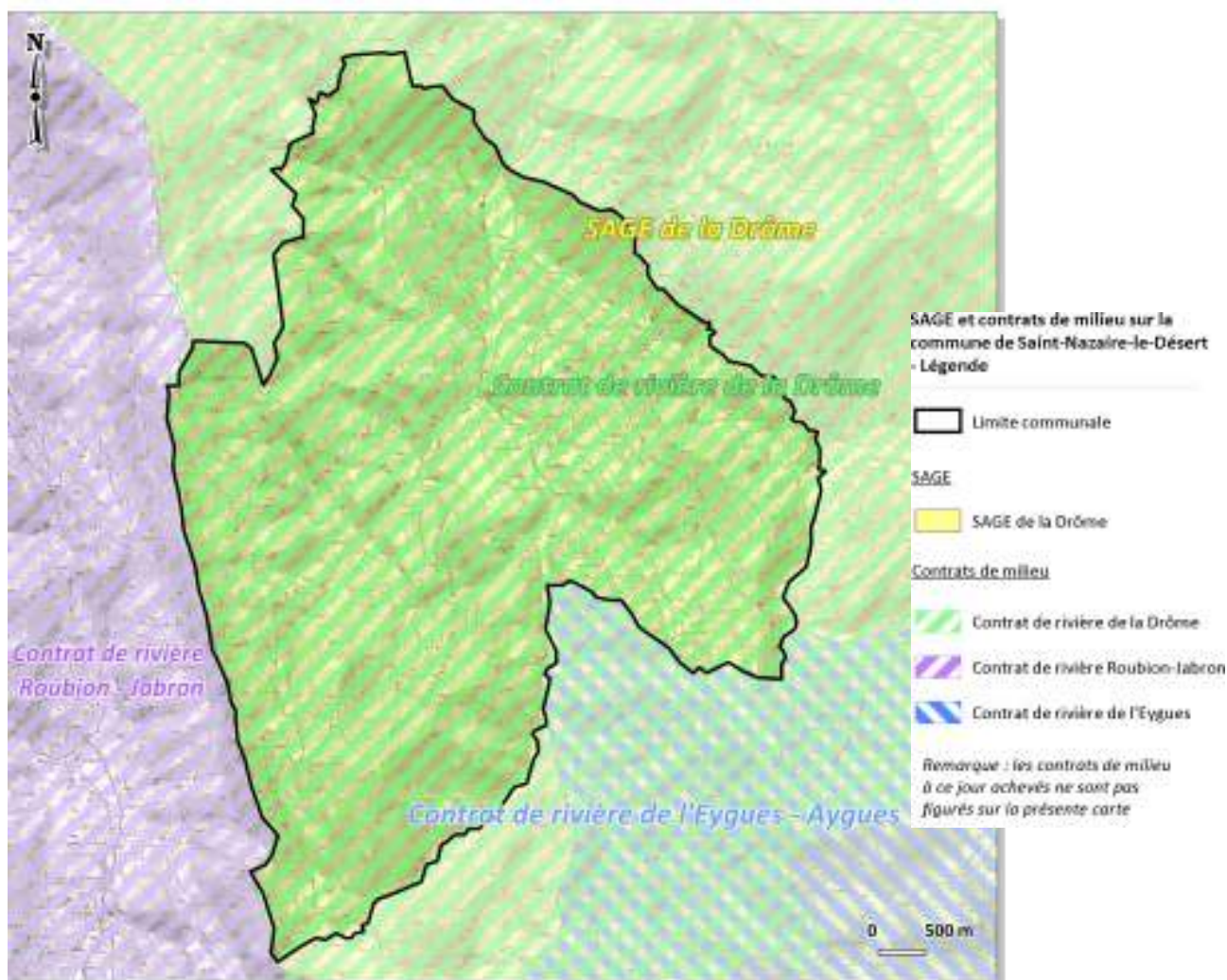
Définition

Institués par la circulaire du 5 février 1981, les contrats de milieux (rivière, lac, nappe, baie...) sont des outils d'intervention à l'échelle de bassin versant. Ils définissent et mettent en œuvre un programme d'actions (études, travaux...).

Comme les SAGE, les contrats déclinent les objectifs majeurs du SDAGE sur leur bassin versant et fixent des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau. A la différence des SAGE, ils n'ont pas de portée juridique et leur objet essentiel est d'aboutir à un programme d'actions de réhabilitation et de gestion d'un milieu.

SAGE et contrat de milieu sont donc deux outils complémentaires, l'un établissant un « projet commun pour l'eau » assorti de règles de bonne conduite, l'autre permettant le financement d'actions. La durée moyenne d'un contrat est de 5 ans.

La commune fait partie du premier et du second contrat de rivière de la Drôme et Haut-Roubion, tous deux achevés.

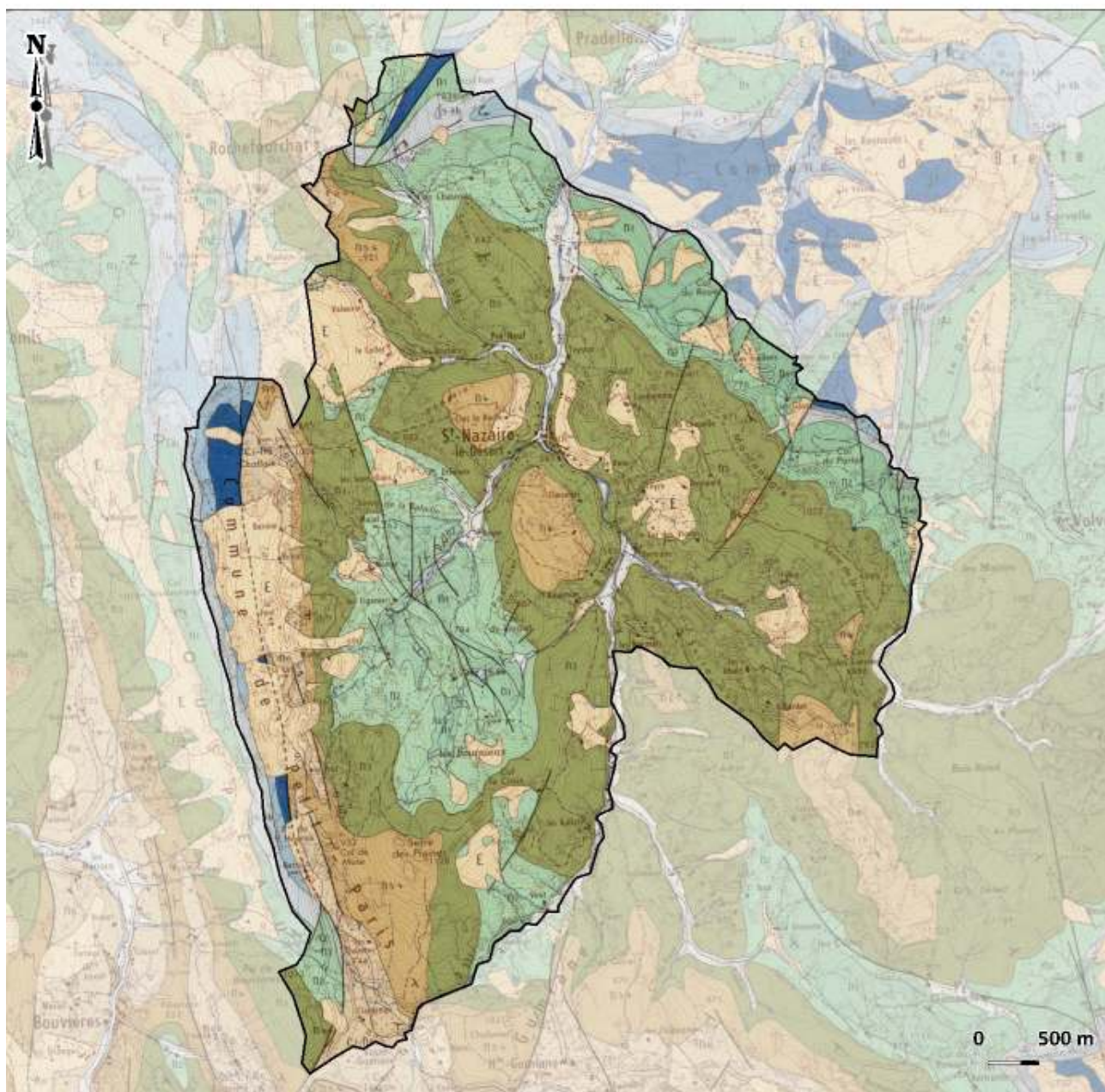


SAGE et contrat de milieu sur le territoire communal

16.4. GÉOLOGIE




Sources : Infoterre – BRGM, notice géologique de Dieulefit (XXXI-38)










La carte géologique du territoire communal est présentée ci-après.



Carte géologique de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert

Les terrains de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert sont essentiellement composés de formations du Secondaire, de type calcaires et marnes qui se traduisent d'ailleurs dans le paysage du territoire. On retrouve d'ailleurs toute la série allant du Tithonique au Gargasien. Ces formations anciennes sont recouvertes par endroit par des dépôts d'origine récente (Quaternaire), issus du fonctionnement des cours d'eau (la Roanne, la Lance, les Combes, la Pémya...) ou du travail de l'érosion (éboulis). Quelques failles ont été identifiées et sont globalement orientées Nord / Sud à Nord-Est / Sud-Ouest. Le tableau suivant synthétise les différentes formations géologiques rencontrées sur la commune ainsi que leurs caractéristiques et la localisation des affleurements.

	Figuré	Nom	Âge	Caractéristiques	Localisation des affleurements sur la commune
Secondaire		Argovien	-161,2 ± 4 à - 155,7 ± 4 Ma	Alternance de bancs de calcaires marneux bruns à patine jaune brunâtre et de marnes plus ou moins indurées	Pourtour Ouest, Nord et Nord-Est
		Kimméridgien inférieur	- 155,7 ± 4 à -150,8 ± 4 Ma	Alternance régulière de calcaires marneux et de marnes, en bancs bien lités.	Partie est, au niveau de la montagne de Couspeau
		Tithonien	-150,8 ± 4 à -145,5 ± 4 Ma	Le Tithonique forme à la partie sommitale du Jurassique une	Pourtour Ouest, Nord et Nord-Est

	Figuré	Nom	Âge	Caractéristiques	Localisation des affleurements sur la commune
				falaise calcaire verticale, au rôle morphologique majeur	
		Barriasien	-145,5 ± 4 à -140,2 ± 3 Ma	Formation calcaire	Périphérie Nord-Est et moitié Sud-Ouest
		Valanginien	-140,2 ± 3 à -136,4 ± 2 Ma	Formation essentiellement marneuse, admettant des passées marno-calcaires	Périphérie Nord-Est et moitié Sud-Ouest
		Hauterivien	-136,4 ± 2,0 à -130 ± 1,5 Ma	Alternance régulière et monotone de bancs de calcaires à patine jaune et de marnes (0,20 à 0,40 m)	Une large partie de l'intérieur du territoire communal
		Barrémien	-130 ± 1,5 Ma	Formation calcaire	Centre de la commune et quelques affleurements en partie Est
		Barrémo-Bédoulien	-125 ± 1 Ma	Deux barres calcaires séparées par un niveau marneux	Moitié Est de la commune (secteurs de Serre la croix, col de Muse)
		« Les marnes bleues »	Entre le Gargasien et l'Albien	Épaisse formation marneuse, à intercalations grésosableuses ou calcaires	Périphérie Ouest
		Gargasien	-125 ± 1 à -112 ± 1 Ma	Prédominance marneuse avec quelques passées calcaires	Périphérie Ouest
Quaternaire		Alluvions actuelles et récentes	-	Limons et lits de graviers à éléments très hétérométriques	Abords des cours d'eau : la Roanne, la Lance, le ravin des Combes, le ravin de Pémya...
		Eboulis	-	Brèches de pente, etc. Bien développés au pied des falaises tithoniques et à un moindre degré au pied des reliefs turoniens et barrémiens	Répartis de manière homogène sur l'ensemble des versants de la commune

Formations géologiques affleurantes sur la commune et leurs principales caractéristiques

Par ailleurs, les différents sondages de la Banque du sous-sol (BSS) disponibles auprès du BRGM ne fournissent pas de renseignements sur la succession lithologique au niveau communal.

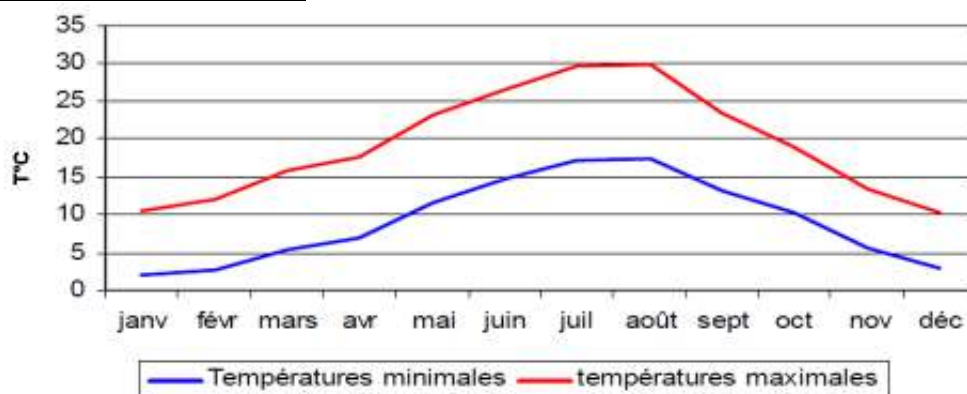
16.5. CLIMAT

Sources : ville de Nyons, dossier de candidature au classement en station climatique 2007 (station météorologique la plus proche et la plus représentative)

16.5.1. CONTEXTE GÉNÉRAL

Le climat du secteur est de type méditerranéen. Les précipitations sont modérées, avec des étés chauds et des hivers doux.

16.5.1. TEMPÉRATURES

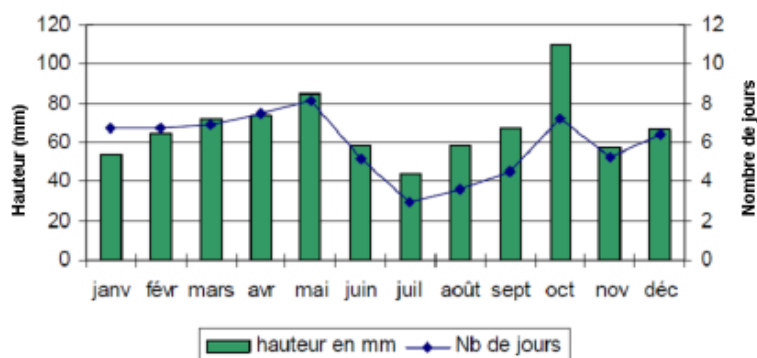


Moyenne des températures minimales et maximales à Nyons sur la période 1990-2003

La moyenne annuelle des températures est d'environ 14,2°C. Les mois les plus chauds sont ceux de juillet et août, où les températures moyennes minimales sont d'environ 17°C et les maximales d'environ 30°C. On compte en moyenne 99 jours à plus de 25°C.

Les mois les plus doux sont ceux de décembre et janvier avec environ 2°C. On remarquera l'absence de température moyenne minimale négative. On compte peu de jours de gel, en moyenne 26, essentiellement entre décembre et février. Il est très rare qu'il gèle pendant toute une journée.

16.5.3. PRÉCIPITATIONS



Précipitations moyennes à Nyons sur la période 1971-1989

Il pleut en moyenne environ 813 mm/an, un peu inférieur à la moyenne nationale (867 mm, source : Aquastat). Le mois le plus pluvieux est généralement celui d'octobre (110,5 mm) tandis que le plus sec est celui de juillet (44,6 mm). On compte en moyenne 71 jours de précipitations supérieures à 1 mm. Les précipitations orageuses peuvent être très intenses, la plus forte précipitation enregistrée s'est produite le 30 juillet 1991 : 147mm en 24h.

Vents

La rose des vents et les données statistiques à la station de Nyons sont présentés ci-après.

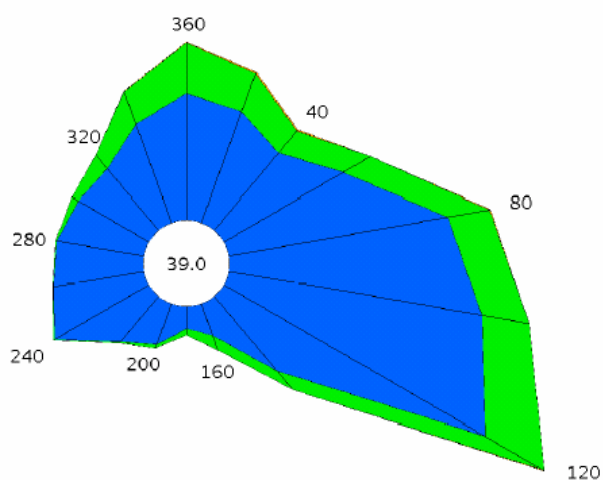
Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

Tableau de répartition

Nombre de cas étudiés : 37829

Manquants : 155

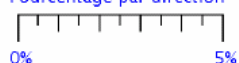


Dir.	[1.5;4.5 [[4.5;8.0 [> 8.0 m/s	Total
20	2.9	1.0	+	3.9
40	2.4	0.7	+	3.2
60	3.4	0.8	+	4.1
80	5.4	1.0	+	6.5
100	6.3	1.2	+	7.4
120	7.4	1.6	+	9.0
140	2.4	0.6	+	3.0
160	0.8	0.4	+	1.2
180	0.5	0.2	+	0.7
200	1.1	+	+	1.2
220	1.4	+	+	1.5
240	2.6	+	0.0	2.7
260	2.2	+	0.0	2.3
280	2.1	+	0.0	2.2
300	2.0	0.2	0.0	2.2
320	2.0	0.4	+	2.4
340	2.5	0.8	+	3.4
360	3.1	1.2	+	4.3
Total	50.5	10.3	0.2	61.0
[0;1.5 [39.0

Groupe de vitesses (m/s)



Pourcentage par direction

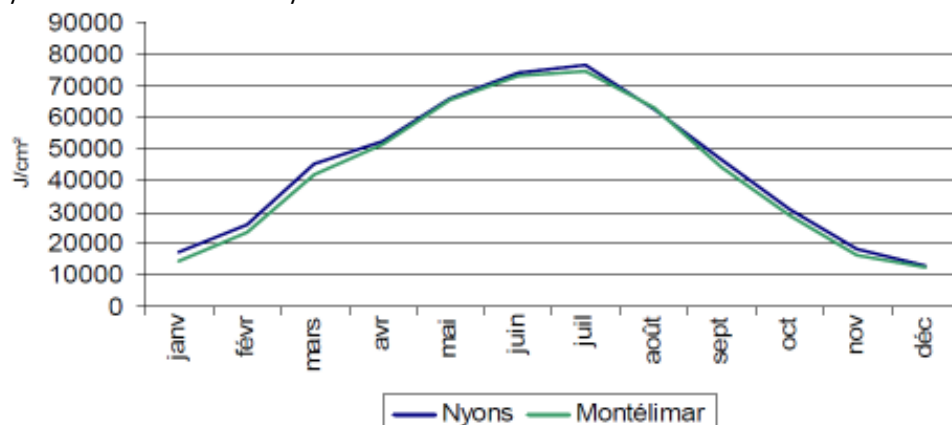


Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

Les vents dominants sont de secteur Est à Sud-Est (20% d'entre eux).

Ensoleillement

Le rayonnement solaire s'exprime en Joules /cm², il mesure l'intensité lumineuse. Le graphe ci-après compare le rayonnement mensuel de Nyons à celui de Montélimar.



Cumul mensuel de rayonnement à Nyons et Montélimar (moyenne 1994-2003)

L'insolation à la station de Nyons est bonne, du fait du contexte méditerranéen : environ 2375,2 heures par an.

17. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITÉ

17.1. INVENTAIRES GÉNÉRAUX

17.1.1. FLORE

Le Conservatoire botanique national alpin (CBNA) dispose de quelques données communales pour les espèces végétales. Notons que ces données ne sont pas exhaustives.

Nom latin du taxon	Nom Français du taxon	Protections Actives
Carex spicata Hudson	Laïche en épi	
Centaureum erythraea Rafn	Petite centaurée ombellée	
Ophrys araneola Reichenb. (b.)	Ophrys araignée	Convention Washington Annexe C1 & Cueillettes Rhône-Alpes 26 (Drôme)
Orchis purpurea Hudson	Orchis pourpre	Convention Washington Annexe C1 & Cueillettes Rhône-Alpes 26 (Drôme)
Stellaria holostea L.	Stellaire holostée	

17.1.2. FAUNE

Plusieurs bases de données et contacts ont été pris en compte afin d'identifier les espèces animales observées sur la commune. Il s'agit de :

- la LPO Drôme,
 - l'Institut National de Protection de la Nature (INPN),
 - le Schéma Départemental de Vocation Piscicole (SDVP), révision de 2010.
- Ces données ne sont pas exhaustives et ne sont pas géolocalisées.

Mammifères

Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
Belette d'Europe	Mustela nivalis Linnaeus, 1766	INPN
Blaireau européen	Meles meles (Linnaeus, 1758)	LPO Drôme
Castor d'Europe	Castor fiber Linnaeus, 1758	LPO Drôme
Cerf élaphe	Cervus elaphus	LPO Drôme
Chamois	Rupicapra rupicapra	LPO Drôme
Chevreuil	Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)	INPN
Ecureuil roux	Sciurus vulgaris	LPO Drôme
Fouine	Martes foina (Erxleben, 1777)	INPN
Hermine	Mustela erminea	LPO Drôme
Lièvre d'Europe	Lepus europaeus	LPO Drôme
Marthe	Martes martes	INPN
Renard roux	Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)	INPN
Sanglier	Sus scrofa Linnaeus, 1758	INPN

Chiroptères

Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
Grand rhinolophe	Rhinolophus ferrumequinum (Schreber, 1774)	INPN
Oreillard gris	Plecotus austriacus (J.B. Fischer, 1829)	INPN
Petit Rhinolophe	Rhinolophus hipposideros (Bechstein, 1800)	INPN

Oiseaux

Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
Autour des Palombes	Accipiter gentilis	LPO Drôme
Bergeronnette grise	Motacilla alba	LPO Drôme
Bergeronnette des ruisseaux	Motacilla cinerea	LPO Drôme
Bruant ortolan	Emberiza hortulana	LPO Drôme

Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
Bruant zizi	Emberiza cirius	LPO Drôme
Buse variable	Buteo buteo	LPO Drôme
Chardonneret élégant	Carduelis carduelis	LPO Drôme
Cincle plongeur	Cinclus cinclus	LPO Drôme
Circaète Jean-le-Blanc	Circaetus gallicus	LPO Drôme
Corneille noire	Corvus corone corone	LPO Drôme
Coucou gris	Cuculus canorus	LPO Drôme
Engoulevent d'Europe	Caprimulgus europaeus	LPO Drôme
Faucon crécerelle	Falco tinnunculus	LPO Drôme
Fauvette à tête noire	Sylvia atricapilla	LPO Drôme
Fauvette passerinette	Sylvia cantillans (Pallas, 1764)	INPN
Geai des chênes	Garrulus glandarius	LPO Drôme
Grimpereau des jardins	Certhia brachydactyla C.L. Brehm, 1820	INPN
Grive draine	Turdus viscivorus	LPO Drôme
Grive litorne	Turdus pilaris	LPO Drôme
Grive mauvis	Turdus iliacus	LPO Drôme
Hirondelle de fenêtre	Delichon urbicum	LPO Drôme
Hypolaïs polyglotte	Hippolaïs polyglotta	LPO Drôme
Huppe fasciée	Upupa epops	LPO Drôme
Martinet noir	Apus apus	INPN
Merle noir	Turdus merula	LPO Drôme
Mésange charbonnière	Parus major	LPO Drôme
Mésange huppée	Parus cristatus	LPO Drôme
Mésange nonnette	Parus palustris	LPO Drôme
Moineau domestique	Passer domesticus	LPO Drôme
Pic épeiche	Dendrocopos major	LPO Drôme
Pic vert	Picus viridis	INPN
Pie bavarde	Pica pica	LPO Drôme
Pie-grièche à tête rousse	Lanius senator	LPO Drôme
Pie-grièche écorcheur	Lanius collurio	LPO Drôme
Pinson des arbres	Fringilla coelebs	LPO Drôme
Pinson du Nord	Fringilla montifringilla	LPO Drôme
Pipit des arbres	Anthus trivialis	INPN
Pouillot de Bonelli	Phylloscopus bonelli	LPO Drôme
Pouillot véloce	Phylloscopus collybita	INPN
Roitelet à triple bandeau	Regulus ignicapilla	LPO Drôme
Rosignol philomèle	Luscinia megarhynchos	INPN
Rougegorge familier	Erithacus rubecula	LPO Drôme
Rougequeue à front blanc	Phoenicurus phoenicurus	LPO Drôme
Rougequeue noir	Phoenicurus ochruros	LPO Drôme
Serin cini	Serinus serinus	LPO Drôme
Tarier des prés	Saxicola rubetra	LPO Drôme
Tarier pâtre	Saxicola torquatus	LPO Drôme
Tourterelle turque	Streptopelia decaocto	LPO Drôme
Traquet motteux	Oenanthe oenanthe	LPO Drôme
Vautour fauve	Gyps fulvus	LPO Drôme

Reptiles

Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
Coronelle girondine	Coronella girondica (Daudin, 1803)	INPN
Couleuvre vipérine	Natrix maura	LPO Drôme
Lézard des murailles	Podarcis muralis	LPO Drôme

Amphibiens

Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
------------	-----------	---------------------------

Crapaud commun	Bufo bufo	INPN
Insectes		
Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
Protaetia opaca	Protaetia opaca	INPN

Poissons (la Roanne, des sources à la confluence avec la Courance)

Nom commun	Nom latin	Source données / remarque
Barbeau fluviatile	Barbus fluviatilis	SDVP 2010
Barbeau méridional	Barbus meridionalis	SDVP 2010
Blageon	Leuciscus souffia	SDVP 2010
Chabot	Cottus gobio	SDVP 2010
Chevesne	Leuciscus cephalus	SDVP 2010
Loche franche	Nemacheilus barbatulus	SDVP 2010
Spirilin	Alburnoides bipunctatus	SDVP 2010
Truite commune	Salmo trutta fario	SDVP 2010
Vairon	Phoxinus phoxinus	SDVP 2010

Le territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert présente une grande diversité faunistique, liée à l'importance et à la diversité des habitats naturels.

La présence de cavités souterraines liées au karst permet la présence de plusieurs espèces de chauves-souris, telles que le petit et grand rhinolophe.

17.2. MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS

17.2.1. ZONE NATURA 2000

Définition

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent.

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

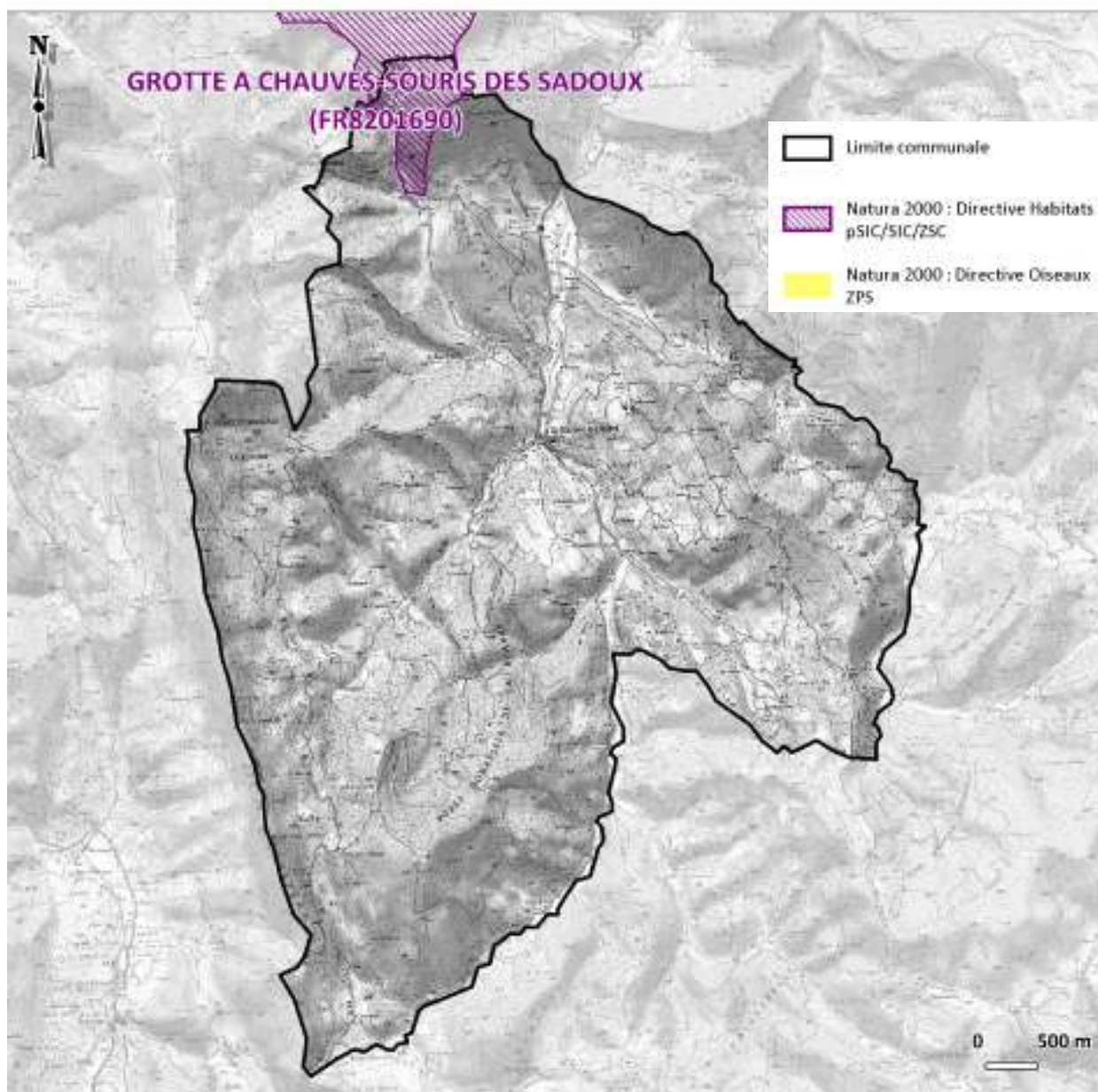
La volonté de mettre en place un réseau européen de sites naturels correspond à un constat : la conservation de la biodiversité ne peut être efficace que si elle prend en compte les besoins des populations animales et végétales, qui ne connaissent pas les frontières administratives entre États. Ces derniers sont chargés de mettre en place le réseau Natura 2000 subsidiairement aux échelles locales.

Le réseau Natura 2000 correspond à deux types de protection particulière :

Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), instaurées par la Directive Habitats de 1992 et dont l'objectif est la conservation des sites écologiques (biotopes)

Les Zones de Protection Spéciale (ZPS), instaurées par la Directive Oiseaux de 1979 et issues des anciennes ZICO (Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux). Il s'agit de zones jugées particulièrement importantes pour la conservation des oiseaux au sein de l'Union, que ce soit pour leur reproduction, leur alimentation ou simplement leur migration

La carte ci-après présente les zones Natura 2000 par rapport au territoire communal.



Zones Natura 2000 sur le territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert

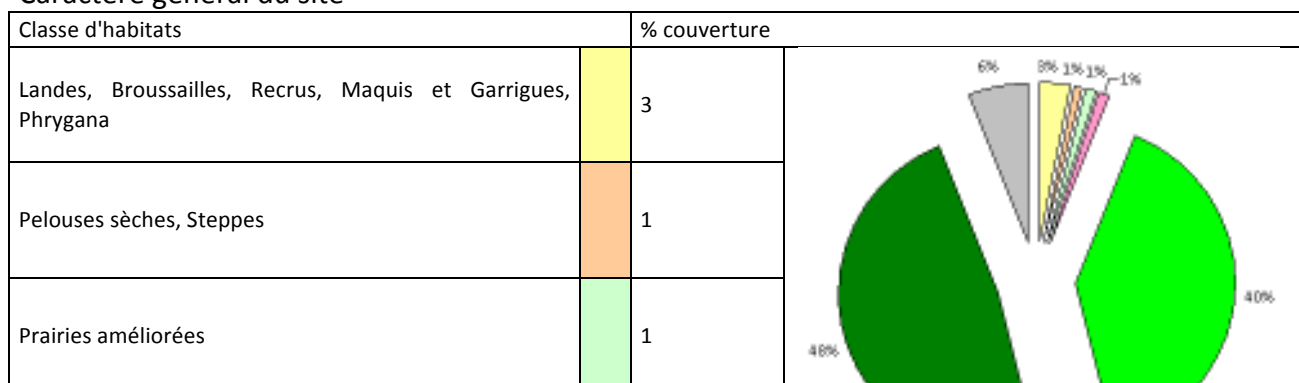
La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est concernée par la zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux (Directive Habitats – SIC n°FR8201690).

Celle-ci est localisée au niveau de l'extrémité nord de la commune, sur moins de 2% du territoire saint-nazarais.

Les caractéristiques de ces zones sont présentées ci-après.

SIC n° FR8201690 « Grotte à chauves-souris des Sadoux »

Caractère général du site



Autres terres arables		1	
Forêts caducifoliées		40	
Forêts de résineux		48	
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente		6	

Habitats du SIC « grotte à chauves-souris des Sadoux »

La grotte des Sadoux (principale grotte du site) est située dans le Diois (Drôme), sur la commune de Pradelle, sur le territoire de la forêt domaniale de la Roanne. L'entrée de la cavité, orientée à l'est, se situe à 840 m d'altitude sur un coteau de forte pente de la vallée de la Courance.

Creusée par l'action récurrente de la tectonique et de la dissolution du calcaire par l'eau, cette grotte est une vaste cavité qui présente un développement souterrain total de 310 m.

Le sentier qui y mène est peu marqué et passe dans des barres rocheuses, ce qui rend son accès relativement difficile. Les terrains environnant la cavité sont constitués de zones rocheuses, de garrigues et de boisements de chênes pubescents et de pins sylvestres.

Qualité et importance

Le site abrite une population dense et abondante de plusieurs espèces de chauves-souris : le Minioptère de Schreibers, le Grand et le Petit Murin, le Grand et le Petit Rhinolophes. Les effectifs, toutes espèces confondues, étaient de 2200 individus fin juin 1995 et de 3800 fin juin 2003, jeunes de l'année inclus.

Les effectifs de Minioptères ont fortement chuté en 2002, comme partout en France (probablement par suite de maladie). On assiste à une ré-augmentation progressive des effectifs : 2500 individus en 2004, 3000 en 2005.

Le Minioptère de Schreibers, le Grand et le Petit Murin se reproduisent sur le site, principalement dans la grotte naturelle des Sadoux

La grotte des Sadoux abrite en effet une importante colonie de parturition de Minioptères de Schreibers. Ce rassemblement est par ordre d'importance de ses effectifs le second de Rhône-Alpes. Cette cavité est primordiale pour la conservation de cette espèce non seulement en Drôme, mais aussi en France. En effet, au niveau national seulement 95 sites rassemblent 115 000 individus durant la période de reproduction (S.F.E.P.M., 1995). Il est aussi intéressant de noter que la grotte des Sadoux abrite un intéressant regroupement de Grand Rhinolophe en hiver.

La grotte des Sadoux est un site dont l'intérêt chiroptérologique est connu depuis 1978. L'intérêt remarquable de ce site a été reconnu au travers de l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF de type 1 et de type 2), ainsi que de l'inventaire des Espaces Naturels Sensibles de la Drôme. De plus, cette grotte est une réserve naturelle volontaire depuis 1991 (future réserve régionale).

Sept autres espèces de chiroptères (annexe IV de la directive Habitats) fréquentent également ce site (individus isolés contactés au détecteur d'ultrasons).

Vulnérabilité

Toutes les espèces de chauves-souris présentes sur le site sont vulnérables aux dérangements que peuvent occasionner les visiteurs, surtout pendant les périodes d'hivernage et de reproduction.

Au début des années 90, une grille a été posée par la FRAPNA à l'entrée de la grotte des Sadoux, afin de garantir la tranquillité des espèces de chiroptères la fréquentant.

Espèces présentes

Mammifères visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil :

Nom	Population			Evaluation du site			
	Migr Nidif.	Migr. Hivern.	Migr. Etape	Population	Conservation	Isolement	Globale
Rhinolophus hipposideros (Grand Rhinolophe)	-	Présente	Présente	D Non significative	-	-	-
Rhinolophus	-	15	5 individu(s)	C	B	C	B

ferrumequinum (Petit Rhinolophe)		individu(s)		2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
Myotis blythii (Petit Murin)	300-400 individu(s)	-	-	C 2%≥p>0%	B Bonne	C Non-isolée	B Bonne
Miniopterus schreibersii (Minioptère de Schreibers)	2300 individu(s)	-	1000 individu(s)	B 15%≥p>2%	B Bonne	C Non-isolée	B Bonne
Myotis myotis (Grand Murin)	300-400 individu(s)	-	-	C 2%≥p>0%	B Bonne	C Non-isolée	B Bonne

Autres espèces importantes de mammifères

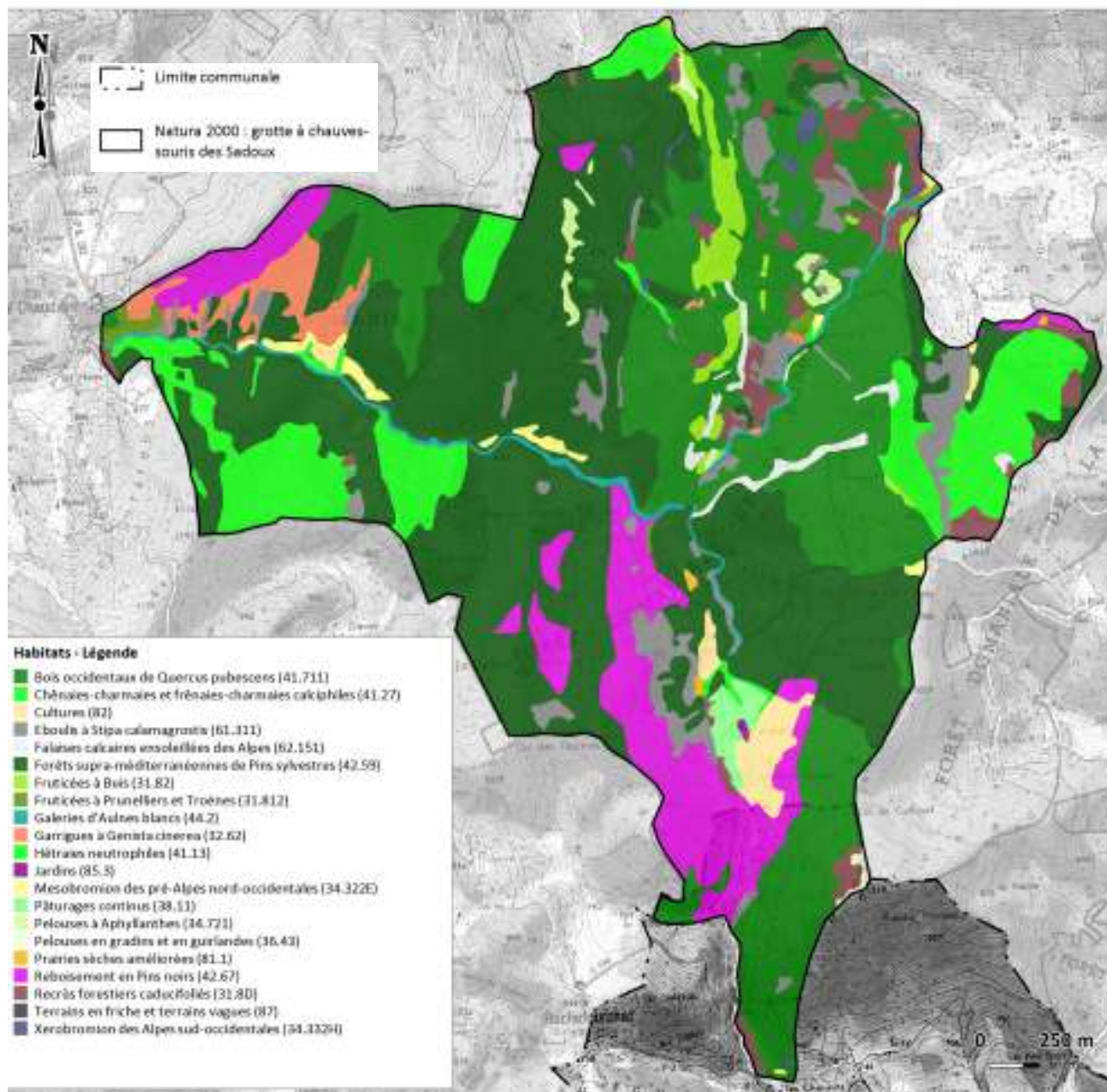
Nom	Population	Motivation
Nyctalus leisleri (Noctule de Leisler)	Présente	Liste Rouge Nationale
Hypsugo savii (Vespère de Savi)	Présente	Liste Rouge Nationale
Myotis daubentoni (Murin de Daubenton)	Présente	Liste Rouge Nationale
Eptesicus serotinus (Sérotine commune)	Présente	Liste Rouge Nationale
Myotis nattereri (Murin de Natterer)	Présente	Liste Rouge Nationale
Pipistrellus kuhli (Pipistrelle de Kuhl)	Présente	Liste Rouge Nationale
Pipistrellus pipistrellus (Pipistrelle commune)	Présente	Liste Rouge Nationale

Habitats d'intérêt communautaire

CODE	% couverture	Représentativité	Superficie relative	Statut de conservation	Evaluation globale
91E0-Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) *	1	A Excellente	C 2% > p > 0	B Discontinu	B Bonne
9150-Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion	9	A Excellente	C 2% > p > 0	B Discontinu	B Bonne
5110-Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)	15	A Excellente	C 2% > p > 0	B Discontinu	B Bonne
6210-Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	1	A Excellente	C 2% > p > 0	C Très discontinu	C Faible
8130-Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles	5	A Excellente	C 2% > p > 0	B Discontinu	B Bonne
8210-Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	1	A Excellente	C 2% > p > 0	B Discontinu	B Bonne
8310-Grottes non exploitées par le tourisme	0	A Excellente	C 2% > p > 0	B Discontinu	B Bonne

* : habitat prioritaire

La carte des habitats de la zone Natura 2000 est présentée ci-après.

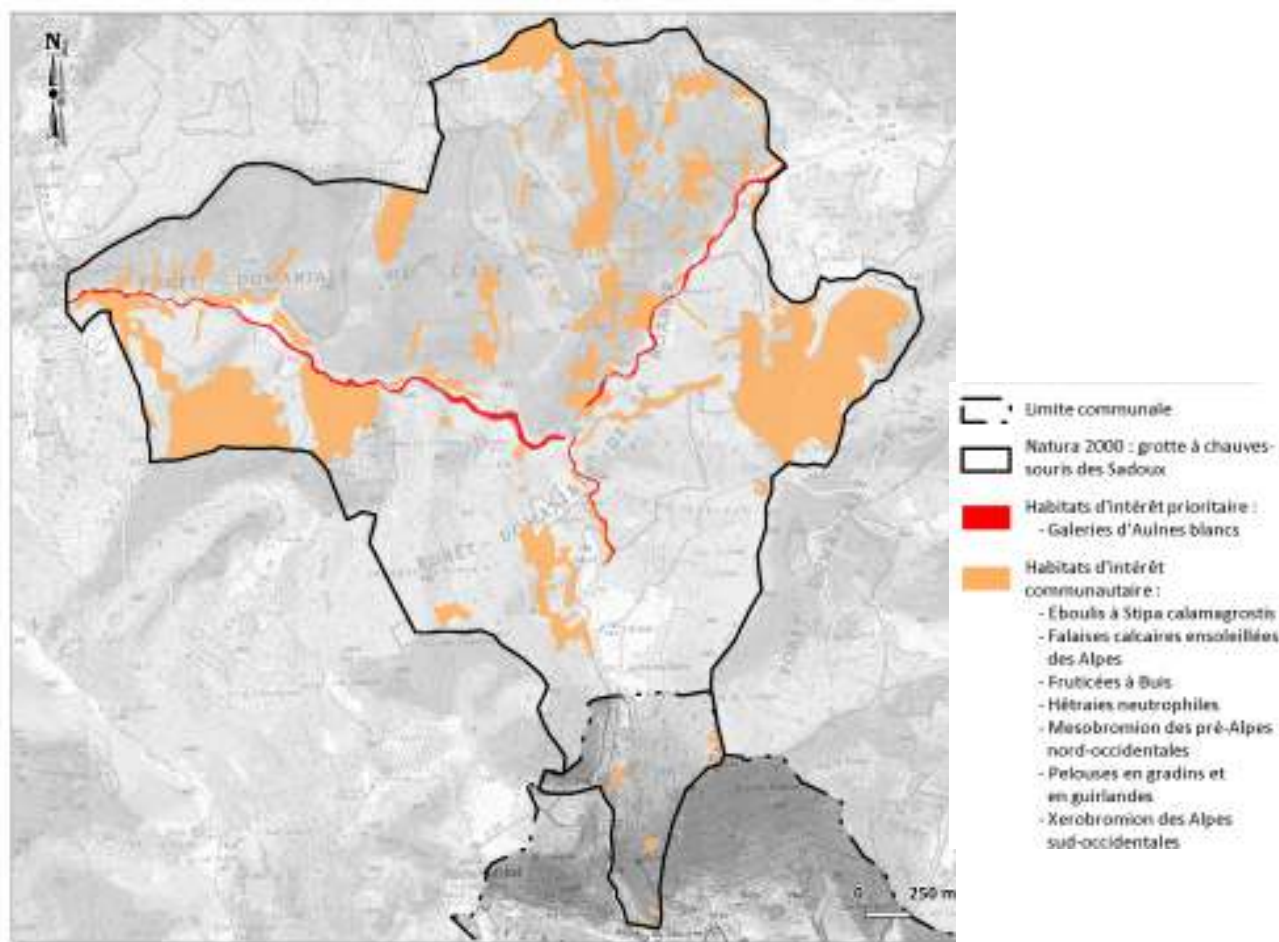


Carte des habitats du SIC de la grotte à chauves-souris des Sadoux

Un total de 21 habitats différents a été inventorié dans la zone Natura 2000. Ces derniers présentent un intérêt écologique varié selon leur nature, on distingue (source : Directive 92/43/CEE) :

- les habitats d'intérêt non communautaire (NC) : habitat ne présentant pas d'intérêt particulier de conservation,
- les habitats d'intérêt communautaire (IC) : habitats qui sont en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, ont une aire de répartition naturelle réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte, constituent des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou à plusieurs des sept régions biogéographiques suivantes: alpine, atlantique, boréale, continentale, macaronésienne, méditerranéenne et panonique,
- les habitats d'intérêt prioritaire (PR) : habitats naturels en danger de disparition.

La carte ci-après met en évidence les seuls habitats d'intérêt communautaire et prioritaire sur la zone protégée.



Habitats d'intérêt communautaire et prioritaire du SIC de la grotte à chauves-souris des Sadoux

Les habitats d'intérêt communautaire et prioritaire ne concerne qu'environ 20% de la zone Natura 2000, essentiellement dans la partie nord. Seuls 30 ha se situent sur le territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert (soit 1,1%).

Le tableau suivant synthétise l'ensemble des types, statuts et surfaces d'habitats ainsi que leur part respective sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert.

Code CB	Libellé CB	Statut	Ensemble de la zone Natura 2000		Sur la commune de Saint-Nazaire	
			Surface totale (m²)	%	Surface totale (m²)	%
31.812	Fruticées à Prunelliers et Troènes	NC	52906.44	0.40	0.00	0.00
31.82	Fruticées à Buis	IC	240142.21	1.82	0.00	0.00
32.62	Garrigues à Genista cinerea	NC	217224.72	1.65	0.00	0.00
34.721	Pelouses à Aphyllanthes	NC	67798.84	0.51	0.00	0.00
36.43	Pelouses en gradins et en guirlandes	IC	22877.84	0.17	12582.88	1.61
38.11	Pâturages continus	NC	83227.31	0.63	0.00	0.00
41.13	Hêtraies neutrophiles	IC	1270944.13	9.65	0.00	0.00
41.27	Chênaies-charmaies et frênaies-charmaies calciphiles	NC	52950.73	0.40	0.00	0.00
41.711	Bois occidentaux de Quercus pubescens	NC	3366786.15	25.56	523337.44	67.05
42.59	Forêts supra-méditerranéennes de Pins sylvestres	NC	4998564.44	37.95	0.00	0.00
42.67	Reboisement en Pins noirs	NC	1103739.4	8.38	177042.99	22.68
44.2	Galeries d'Aulnes blancs	PR	135698.52	1.03	0.00	0.00
61.311	Eboulis à Stipa calamagrostis	IC	683887.307	5.19	14078.91	1.80
62.151	Falaises calcaires ensoleillées des Alpes	IC	112258.7	0.85	0.00	0.00
81.1	Prairies sèches améliorées	NC	13234.19	0.10	0.00	0.00

Code CB	Libellé CB	Statut	Ensemble de la zone Natura 2000		Sur la commune de Saint-Nazaire	
			Surface totale (m²)	%	Surface totale (m²)	%
82	Cultures	NC	165058.52	1.25	4048.18	0.52
85.3	Jardins	NC	4826.64	0.04	0.00	0.00
87	Terrains en friche et terrains vagues	NC	517.258	0.00	0.00	0.00
31.8D	Recrûs forestiers caducifoliés	NC	436412.34	3.31	45819.46	5.87
34.322E	Mesobromion des pré-Alpes nord-occidentales	IC	93847.42	0.71	1503.15	0.19
34.332H	Xerobromion des Alpes sud-occidentales	IC	50176.76	0.38	2120.99	0.27

Total	13173079.87	780534
-------	-------------	--------

Statut : NC : non communautaire / IC : intérêt communautaire / PR : intérêt prioritaire

17.2.2 ZNIEFF

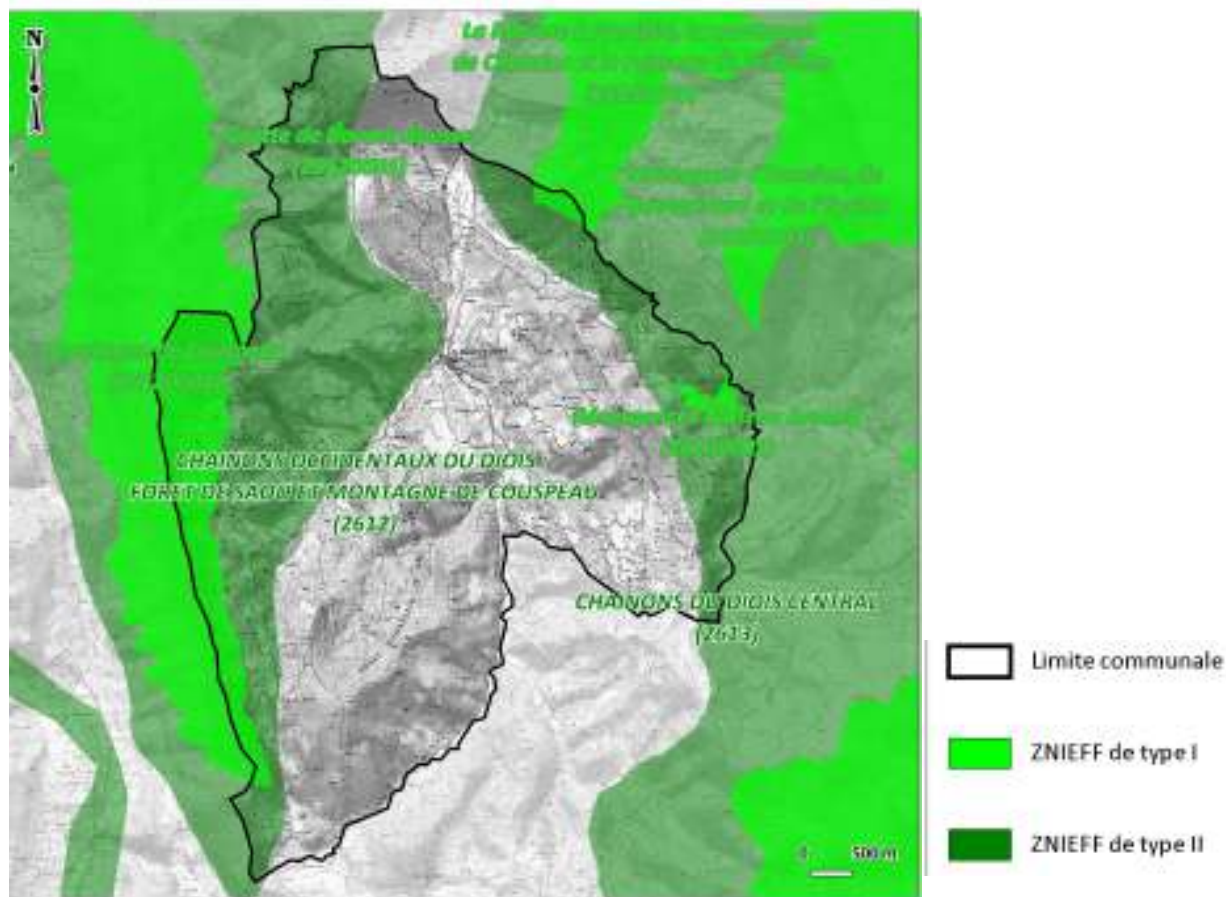
Définition

Une Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur la plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue ainsi l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs.

On distingue deux types :

- les zones de type I sont des secteurs d'une superficie généralement limitée, caractérisées par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées ;
- les zones de type II sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte notamment du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

La localisation des ZNIEFF par rapport au territoire communal est présentée sur la carte ci-après.



ZNIEFF sur le territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est concernée par :

- 4 ZNIEFF de type I :

Grotte de Baume Rousse (n°26120003),

La Roanne à Pradelle, la montagne de Chabrier et le ruisseau de la Brette (n°26130002),

Montagne de Couspeau (n°26120001),

Résurgences du Trou Arnaud (n°26130001).

- 2 ZNIEFF de type II :

Chainons du Diois central (n°2613),

Chainons occidentaux du Diois : forêt de Saou et montagne de Couspeau (n°2612).

La description et les caractéristiques de chacun de ces espaces sont présentées ci-après (source : DREAL Rhône-Alpes).

Grotte de Baume Rousse (ZNIEFF de type I - n°26120003)

Surface totale : 1,51 ha

Cette ZNIEFF couvre une surface de 1,51 ha et est en totalité sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert. Elle occupe environ 0,03% du territoire communal.

Niveau de connaissance

Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance
Milieux naturels	3	Coléoptères	0	Mollusques	0
Amphibiens	-	Libellules	0	Poissons	-
Mammifères	3	Orthoptères	0	Végétaux supérieurs	0
Oiseaux	0	Papillons	0	Mousses, lichens	0
Reptiles	0	Crustacés	-		
Légende : 0 = prospection nulle ou quasi inexistante 1 = prospection insuffisante 2 = prospection assez bonne 3 = bonne prospection					

Description et intérêt du site

La grotte de Baume Rousse est située dans les montagnes du Diois, quelques kilomètres à l'est du petit village de Rochefourchat. Cette petite grotte abrite trois espèces de chauves-souris en hivernage : le Grand Rhinolophe, le Petit Rhinolophe et l'Oreillard méridional.

La Roanne à Pradelle, la montagne de Chabrier et le ruisseau de la Brette (n°26130002)

Surface totale : 707,32 ha

Cette ZNIEFF couvre une surface de 707,32 ha et s'étend sur 4 communes dont Saint-Nazaire-le-Désert. Elle occupe environ 0,37 % du territoire communal.

Niveau de connaissance

Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance
Milieux naturels	0	Coléoptères	0	Mollusques	0
Amphibiens	0	Libellules	0	Poissons	2
Mammifères	1	Orthoptères	0	Végétaux supérieurs	1
Oiseaux	2	Papillons	0	Mousses, lichens	0
Reptiles	0	Crustacés	0		
Légende : 0 = prospection nulle ou quasi inexistante 1 = prospection insuffisante 2 = prospection assez bonne 3 = bonne prospection					

Description et intérêt du site

Cet ensemble naturel est constitué de ruisseaux et petites rivières, de pentes boisées et barres rocheuses. Le ruisseau de la Brette a creusé de belles gorges sauvages, appréciées l'été pour leurs fraîcheurs, et se jette dans la Roanne un peu en aval du village de Pradelle. Entre la Roanne et la Brette, une crête montagneuse orientée vers le N-O culmine à un peu moins de 1000 m d'altitude à la montagne de Chabrier. L'intérêt naturaliste local est lié au caractère sauvage

et difficilement accessible du site, qu'il s'agisse des cours d'eau ou des pentes rocheuses. Le Castor d'Europe fréquente les bords des eaux, et remonte le bassin de la Roanne jusqu'à cette zone, où l'on peut détecter ses signes de présence en suivant les cours d'eau. Une petite population de Chamois peut être observée sur les pentes rocheuses. L'observation de l'Aigle royal reste difficile, en raison de la discrétion du grand rapace. Juste au-dessus, les pâturages entourant la Servelle sont pour lui des terrains de chasse de prédilection.

Montagne de Couspeau (n°26120001)

Surface totale : 2209,07 ha

Cette ZNIEFF couvre une surface de 2209,07 ha et est à cheval sur 3 communes dont Saint-Nazaire-le-Désert. Elle occupe environ 6,82 % du territoire communal.

Niveau de connaissance

Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance
Milieux naturels	0	Coléoptères	0	Mollusques	0
Amphibiens	0	Libellules	0	Poissons	-
Mammifères	0	Orthoptères	0	Végétaux supérieurs	2
Oiseaux	3	Papillons	0	Mousses, lichens	0
Reptiles	0	Crustacés	0		
Légende : 0 = prospection nulle ou quasi inexistante 1 = prospection insuffisante 2 = prospection assez bonne 3 = bonne prospection					

Description et intérêt du site

La montagne de Couspeau est formée d'un anticlinal qui dessine une longue crête dénudée orientée nord-sud. Sur ses versants, les contrastes sont très marqués entre la végétation xérophile (recherchant la sécheresse) de hêtraie-chênaie méditerranéenne, et la végétation montagnarde avec la hêtraie-sapinière relique de la forêt de Rochefourchat. La montagne de Couspeau se révèle être un site très intéressant pour les formations végétales de pelouses. Les landes de la Montagne de Couspeau recèlent de passereaux remarquables, des espèces montagnardes (Pipit spioncelle et Traquet motteux) et des espèces méditerranéennes (Pipit rousseline, Fauvette pitchou et Fauvette orphée). Le site abrite aussi une petite population de Chamois. La crête de la montagne de Couspeau assure le lien entre la montagne d'Angèle (région des Baronnie) et les Trois-Becs de la forêt de Saoû. Les prairies sont pâturées par un troupeau d'ovins en estive. Sur le versant nord de la montagne de Couspeau, au nord-est du Grand Delmas, une belle hêtraie-sapinière relique, la forêt de Rochefourchat, a subsisté. On peut encore y admirer quelques très vieux arbres. Cette forêt est située dans un petit vallon frais entre 1150 et 1400 m d'altitude. Les botanistes signalent ici des formations végétales de qualité, liées à ce milieu forestier plutôt rare dès que l'on s'avance dans le midi de la France. Dans ce type de boisement, les vieux arbres peuvent offrir des cavités propices à la reproduction d'espèces remarquables, comme certains oiseaux cavernicoles et des coléoptères sapro-xylophages. La Chouette de Tengmalm se reproduit dans cette forêt. Les populations animales et végétales sont en lien avec les boisements de même type que l'on trouve dans la forêt de Saoû : Trois Becs, Grande Combe et Grand Pommerol. Le vallon marneux des sources de la Courance forme une petite zone humide située à l'est du col de la Chaudière. Les pentes marno-argileuses sont un élément important dans le paysage du Diois et des Baronnie. Elles correspondent à des formations géologiques qui se sont formées dans la "fosse Voconciennne" à l'ère secondaire. Sur le plan écologique, se sont des écosystèmes dynamiques caractérisés par l'imperméabilité du substrat et la mobilité de la marne. L'érosion et les glissements de terrain sont les composantes principales de la dynamique de telles formations. Cette dynamique est favorable à l'"auto-entretien" des micro-zones humides qui peuvent se créer dans le vallon. Le site a été identifié pour sa grande richesse entomologique, notamment pour les papillons diurnes.

Résurgences du Trou Arnaud (n°26130001)

Surface totale : 28,31 ha

Cette ZNIEFF couvre une surface de 28,31 ha et est à cheval sur 3 communes dont Saint-Nazaire-le-Désert. Elle occupe environ 0,60 % du territoire communal.

Niveau de connaissance

Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance	Catégorie	Niveau de connaissance
Milieux naturels	0	Coléoptères	0	Mollusques	0
Amphibiens	0	Libellules	0	Poissons	0
Mammifères	2	Orthoptères	0	Végétaux	0

				supérieurs	
Oiseaux	0	Papillons	0	Mousses, lichens	0
Reptiles	0	Crustacés	0		
Légende : 0 = prospection nulle ou quasi inexistante 1 = prospection insuffisante 2 = prospection assez bonne 3 = bonne prospection					

Description et intérêt du site

Le Trou Arnaud est une résurgence, aux sources de la Brette, venue des montagnes situées à l'ouest de Volvent. La plus grande des sauterelles européennes, la Magicienne dentelée, a été observée dans les milieux chauds des abords de cette cavité il y a plus de trente ans. Cette prédatrice de criquets et de sauterelles recherche les fourrés sur des pentes arides. Récemment, le Petit Rhinolophe y a été découvert. Il est possible que cette chauve-souris s'y reproduise.

Chainons du Diois central (n°2613)

Surface totale : 19 646 ha

Cette ZNIEFF couvre une surface de 19646 ha et est à cheval sur 22 communes dont Saint-Nazaire-le-Désert. Elle occupe environ 10,56 % du territoire communal.

Description et intérêt du site

Dès le passage du col du Rousset, les traits déjà méridionaux du Diois offrent un contraste saisissant avec le climat montagnard du Vercors central. Sillonné par la Drôme et dominé par l'imposant massif du Glandasse, le Diois peut être considéré comme l'une des portes de la Provence. La lavande y est, avec la vigne, l'une des cultures traditionnelles. Le vaste ensemble décrit ici délimite les chaînons du Diois central, au sud de la vallée de la Drôme et de la ville de Die.

A l'image des reliefs situés plus à l'ouest (Forêt de Saou et Couspeau...), les formations végétales méditerranéennes sont ici dominantes, mais l'altitude autorise le développement d'un important étage supra-méditerranéen marqué par la présence de hêtraies. Il présente un grand intérêt botanique (avec des stations de plantes particulièrement rares, telles que la Pivoine officinale, et de nombreuses espèces des Alpes du sud parvenant ici en limite d'aire : Cotonéaster du Dauphiné, Cytise de Sauze, Fritillaire du Dauphiné...) et faunistique (notamment ornithologique, par exemple en ce qui concerne les oiseaux rupicoles, et entomologique). Une telle diversité va de pair avec la variété des expositions et des formations végétales représentées. Le secteur abrite enfin un karst caractéristique des Préalpes du sud. Ce type de karst est caractérisé par sa discontinuité, du fait des mouvements tectoniques, des variations de faciès et de l'érosion intervenue durant la période miocène. Le peuplement faunistique du karst du Diois est relativement bien connu. Certaines espèces (par exemple un coléoptère tréchiné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au Vercors et au Diois. Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par plusieurs vastes zones de type I (principaux massifs, bois, pelouses ou cours d'eau...). Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées), en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces remarquables (dont certaines exigeant par ailleurs de vastes territoires vitaux, telles que l'Aigle royal), qu'il s'agisse d'oiseaux (des Cassenoix moucheté ou Venturon montagnard des sommets jusqu'aux fauvettes méditerranéennes et au Moineau soulcie...), mais aussi de mammifères (Castor d'Europe, colonies importantes de Chamois, chiroptères...), de batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune), d'insectes (papillons Apollon, Pique-prune, Proserpine...) ou de poissons (Barbeau méridional).

Le Tétrasyre parvient ici en de son aire de répartition ; ses effectifs subissent néanmoins localement une diminution rapide, probablement imputable à la modification des habitats favorables à l'espèce. Le zonage souligne également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône. En ce qui concerne les secteurs karstiques, la sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. L'ensemble présente par ailleurs un intérêt paysager et biogéographique, compte-tenu de la cohabitation souvent insolite d'animaux ou de plantes appartenant aux domaines montagnard et méditerranéen.

Chainons occidentaux du Diois : forêt de Saou et montagne de Couspeau (n°2612)

Surface totale : 12614 ha

Cette ZNIEFF couvre une surface de 12614 ha et est à cheval sur 19 communes dont Saint-Nazaire-le-Désert. Elle occupe environ 32,40 % du territoire communal.

Description et intérêt du site

Le vaste ensemble naturel décrit ici englobe les reliefs du haut-bassin du Roubion autour du synclinal perché de la forêt du Saou et de l'anticlinal de Couspeau. Appartenant déjà essentiellement au domaine méditerranéen, il comporte un étage de végétation supra-méditerranéen avec encore quelques hêtraies. La présence de calcaires gréseux explique la fréquence des sols siliceux. Il présente un grand intérêt botanique (avec des stations de plantes aussi rares que la Pivoine officinale) et faunistique (notamment sur le plan ornithologique et surtout entomologique, avec la présence d'insectes endémiques) du fait de la diversité des formations végétales représentées, accrue par le fort contraste existant entre adrets accueillant des stations de plantes méridionales (Grand Ephédre, Achillée tomenteuse, Ophrys de la Drôme et Orchis de Provence, présence de quatre espèces de genévriers dont le Genévrier thurifère...), et ubacs propices au maintien d'espèces montagnardes (sapinières reliques...) ; plusieurs plantes endémiques des Alpes sud-occidentales sont présentes (Androsace de Chaix, Panicaud blanche-épine...). La flore compte par ailleurs quelques remarquables messicoles (plantes associées aux cultures traditionnelles), comme la Nielle des blés. La forêt de Saou est également identifiée au titre de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Le secteur abrite enfin un karst caractéristique des Préalpes du sud. Ce type de karst est caractérisé par sa discontinuité, du fait des mouvements tectoniques, des variations de faciès et de l'érosion intervenue durant la période miocène. Le peuplement faunistique du karst du Diois est relativement bien connu. Certaines espèces (par exemple un coléoptère tréchiné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au Vercors et au Diois. Dans le domaine de la faune, les chauves-souris sont ainsi particulièrement bien représentées à la Grotte des Sadoux, qui présente un intérêt de niveau international pour celles-ci, avec l'observation d'effectifs importants appartenant à quatre espèces différentes. Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables (notamment les deux massifs principaux) sont retranscrits par plusieurs vastes zones de type I représentant un fort pourcentage des superficies. En dehors de celles-ci, d'autres secteurs peuvent s'avérer remarquables, par exemple pour l'entomofaune (cas des stations de papillons Proserpine, Hermite, Damier de la Succise et Zygène cendré connues des versants dominant le village des Tonils, ou de celles d'Ecrevisse à pattes blanches connues le long de la haute vallée de la Bine sous le Col de la Chaudière...). Il traduit la cohérence de cet ensemble écologique peu perturbé par les grands aménagements. Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées), en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces remarquables (dont certaines exigeant par ailleurs de vastes territoires vitaux, telles que l'Aigle royal), qu'il s'agisse d'oiseaux (des Crave à bec rouge et Accenteur alpin aux fauvelles méditerranéennes...), mais aussi de mammifères (colonies importantes de Chamois, chiroptères...), de batraciens (Pelodyte ponctué) ou d'insectes (Pique-prune, papillons Apollon).

17.2.3. ZONES HUMIDES

Définition

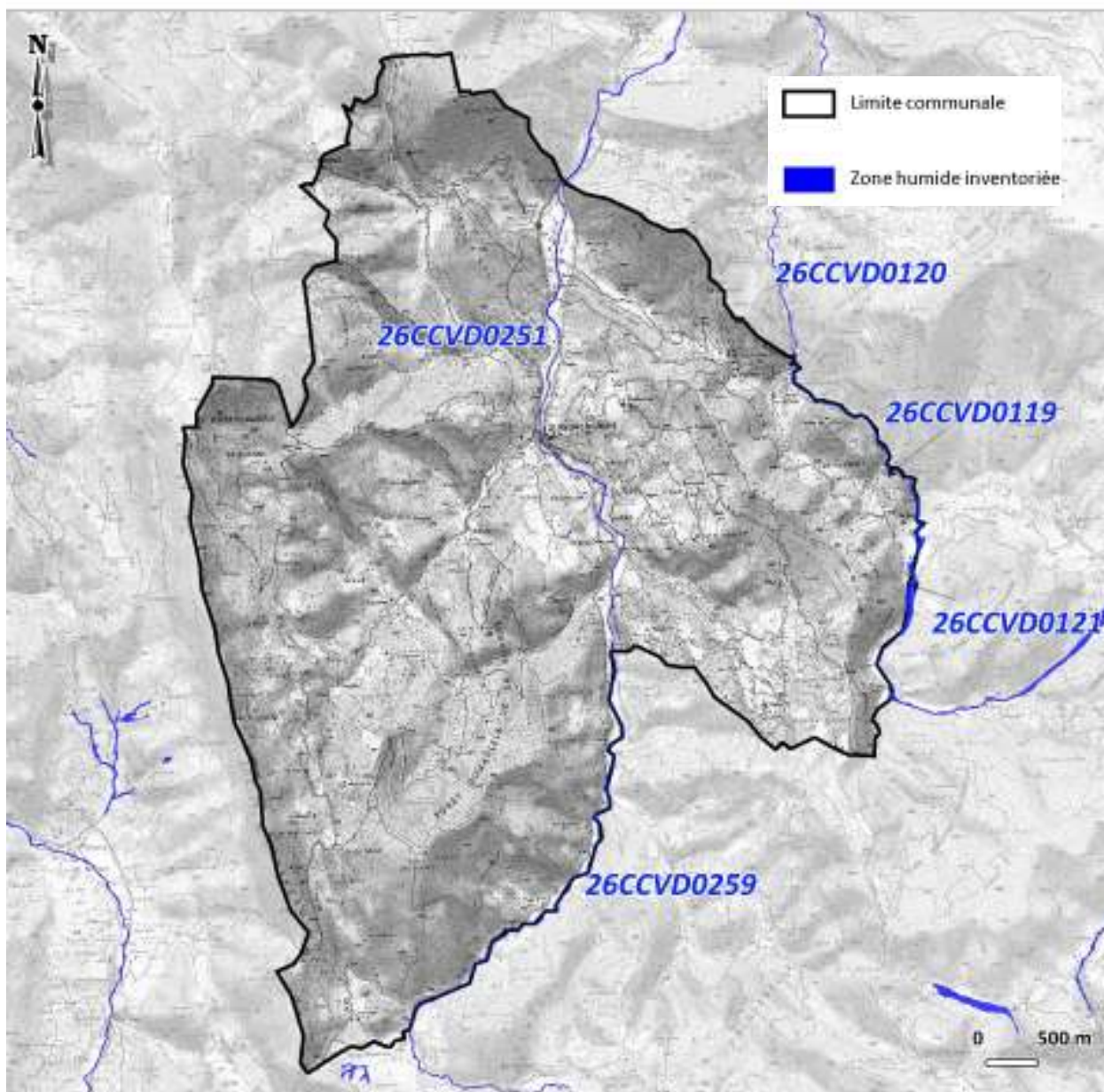
Selon la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, « les zones humides sont des terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Ce texte réglementaire a été complété par l'arrêté ministériel du 1er octobre 2009 (modifiant l'arrêté du 24 juin 2008) dans le but d'améliorer l'application de la rubrique 3.3.1.0 « Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais » du régime de déclaration ou autorisation des installations, ouvrages, travaux, et activités au titre de la loi sur l'eau.

Par conséquent, 2 critères fondamentaux doivent désormais être étudiés pour délimiter une zone humide :

- les couches pédologiques représentatives des zones humides : les histosols et les réductisols (engorgement d'eau permanent) ainsi que certaines rédoxisols (Art. 1er – 1°) ;
- la végétation hygrophile : communauté végétale formée d'espèces demandant à être régulièrement alimentée en eau et se développant principalement dans les stations humides. Cette végétation est déterminée soit à partir de l'identification et de la quantification des espèces représentatives de zones humides (liste proposée dans l'arrêté ministériel), soit en fonction de la présence d'habitat humide caractéristique (Art. 1er – 2°).

Le CREN de la Drôme a réalisé un inventaire des zones humides sur le département. La cartographie à l'échelle de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert est présentée ci-après.



Zones humides inventoriées sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert

Les données mettent en évidence la présence de 5 grandes zones humides sur le territoire communal, chacune étant inféodée aux principaux cours d'eau et aux résurgences :

- zone humide « Gorges de la Brette et du Volvent » (n° 26CCVD0120),
- zone humide « Haute Roanne » (n° 26CCVD0259),
- zone humide « Moyen cours de la Roanne » (n° 26CCVD0251),
- zone humide « Trou Arnaud » (n° 26CCVD0119),
- zone humide de la haute vallée du Volvent (n° 26CCVD0121).

Les caractéristiques et les différents intérêts de ces zones humides sont présentés ci-après (source : CREN 26, DREAL Rhône-Alpes).

Zone humide « Gorges de la Brette et du Volvent » (n° 26CCVD0120)

Fonctions écologiques, valeurs socio-économiques, intérêt patrimonial

Fonctions hydrobiologiques : fonction de régulation hydraulique, expansion naturelle des crues (contrôle des crues, écrêtement des crues, stockage des eaux de crues, prévention des inondations), soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes phréatiques, émergence des nappes phréatiques, recharge et protection des nappes phréatiques),

Fonctions biologiques : fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales, connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore), zone particulière liée à la reproduction,

Valeurs socio-économiques : sans objet

Intérêt patrimonial : sans objet

Zone humide « Haute Roanne » (n° 26CCVD0259)

Fonctions écologiques, valeurs socio-économiques, intérêt patrimonial

Fonctions hydrobiologiques : fonction de régulation hydraulique, expansion naturelle des crues (contrôle des crues; écrêtement des crues; stockage des eaux de crues; prévention des inondations), soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes phréatiques, émergence des nappes phréatiques, recharge et protection des nappes phréatiques),

Fonctions biologiques : fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales, connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore), zone particulière liée à la reproduction,

Valeurs socio-économiques : sans objet

Intérêt patrimonial : sans objet

Zone humide « Moyen cours de la Roanne » (n° 26CCVD0251)

Fonctions écologiques, valeurs socio-économiques, intérêt patrimonial

Fonctions hydrobiologiques : expansion naturelle des crues (contrôle des crues; écrêtement des crues; stockage des eaux de crues; prévention des inondations), soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes phréatiques, émergence des nappes phréatiques, recharge et protection des nappes phréatiques),

Fonctions biologiques : fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales, connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore), zone particulière liée à la reproduction,

Valeurs socio-économiques : sans objet

Intérêt patrimonial : sans objet

Zone humide « Trou Arnaud » (n° 26CCVD0119)

Fonctions écologiques, valeurs socio-économiques, intérêt patrimonial

Fonctions hydrobiologiques : soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes phréatiques, émergence des nappes phréatiques, recharge et protection des nappes phréatiques),

Fonctions biologiques : sans objet

Valeurs socio-économiques : sans objet

Intérêt patrimonial : sans objet

Zone humide de la haute vallée du Volvent (n°26CCVD0121)

Fonctions écologiques, valeurs socio-économiques, intérêt patrimonial

Fonctions hydrobiologiques : expansion naturelle des crues (contrôle des crues; écrêtement des crues; stockage des eaux de crues; prévention des inondations), ralentissement du ruissellement, soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes phréatiques, émergence des nappes phréatiques, recharge et protection des nappes phréatiques), fonctions d'épuration (rétention de sédiments et de produits toxiques; recyclage et stockage de matière en suspension; régulation des cycles trophiques par exportation de matière organique; influence sur les cycles du carbone et de l'azote),

Fonctions biologiques : fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales, connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore),

Valeurs socio-économiques : sans objet

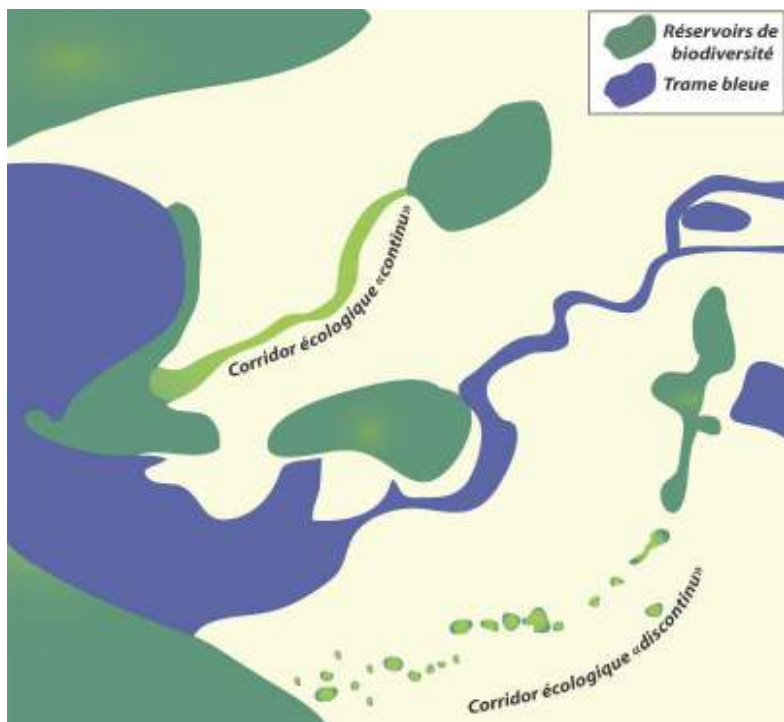
Intérêt patrimonial : sans objet

17.2.4. TRAME VERTE ET BLEUE, SRCE (SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE)

La Trame verte et bleue (TVB) est un outil d'aménagement du territoire dont l'objectif est d'enrayer la perte de biodiversité en intégrant pleinement les questions socio-économiques.

La loi « Grenelle 2 » de juillet 2010 définit la TVB comme l'assemblage de 3 composantes complémentaires :

- des réservoirs de biodiversité qui sont des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non, est la plus riche ou la mieux représentée...
- ...reliés de manière fonctionnelle par des corridors écologiques permettant le déplacement des espèces,
- et une composante aquatique, la Trame bleue, constituée de certains cours d'eau, lacs, zones humides,...



Exemple de schéma de Trame verte et bleue

Issu des lois Grenelle (loi du 3 Août 2009 et loi du 12 Juillet 2010), le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) identifie et favorise la mise en œuvre de mesures opérationnelles bénéfiques à la TVB régionale. Il est opposable aux documents de planification et d'urbanisme, ainsi qu'aux projets de l'Etat et des collectivités dans un rapport de prise en compte.

La TVB rhônalpine se compose :

- des réservoirs de biodiversité (basé sur les zones Natura 2000, ZNIEFF, APPB, RNCFS...etc) ;
- des espaces perméables (terrestres, aquatiques, agricoles) ;
- des corridors terrestres ou aquatiques, connectant les milieux entre eux.

Le SRCE de la région Rhône-Alpes a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 16/07/2014.

- des corridors terrestres ou aquatiques, connectant les milieux entre eux.

Le SRCE de la région Rhône-Alpes a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 16/07/2014.

17.3. CONTINUUMS ÉCOLOGIQUES

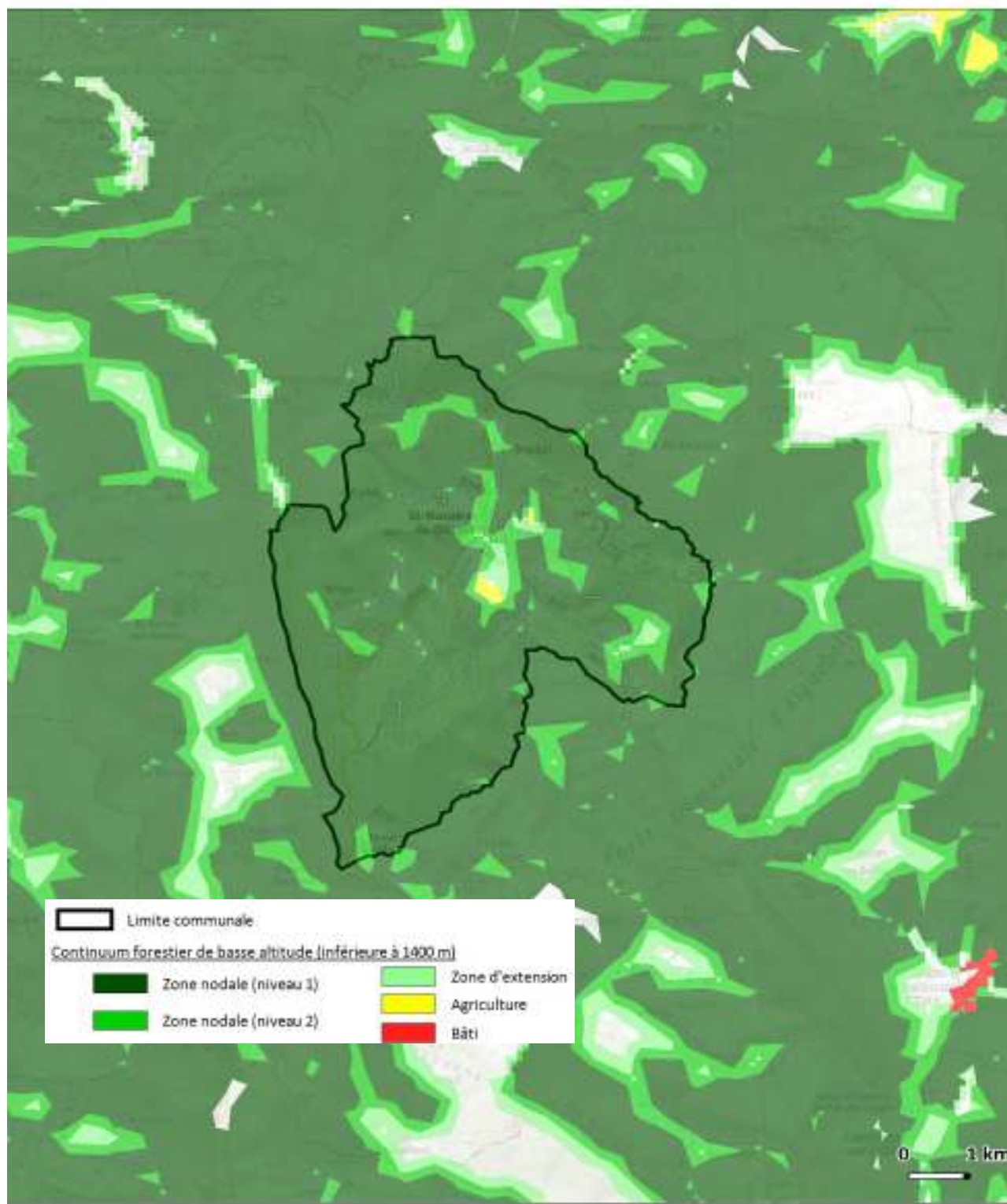
Les cartes qui suivent représentent l'étude du Réseau écologique de Rhône-Alpes (cartoRERA) publiée en 2009.

Dans l'étude régionale, sept continuums ont ainsi été identifiés : continuum forestier de basse altitude, continuum des forêts et pâturages d'altitude, continuum des zones aquatiques et humides, continuum des zones thermophiles sèches, continuum des zones agricoles extensives et des lisières (+ continuum des zones rocheuses d'altitude, continuum des landes subalpines : absents sur la zone d'étude).

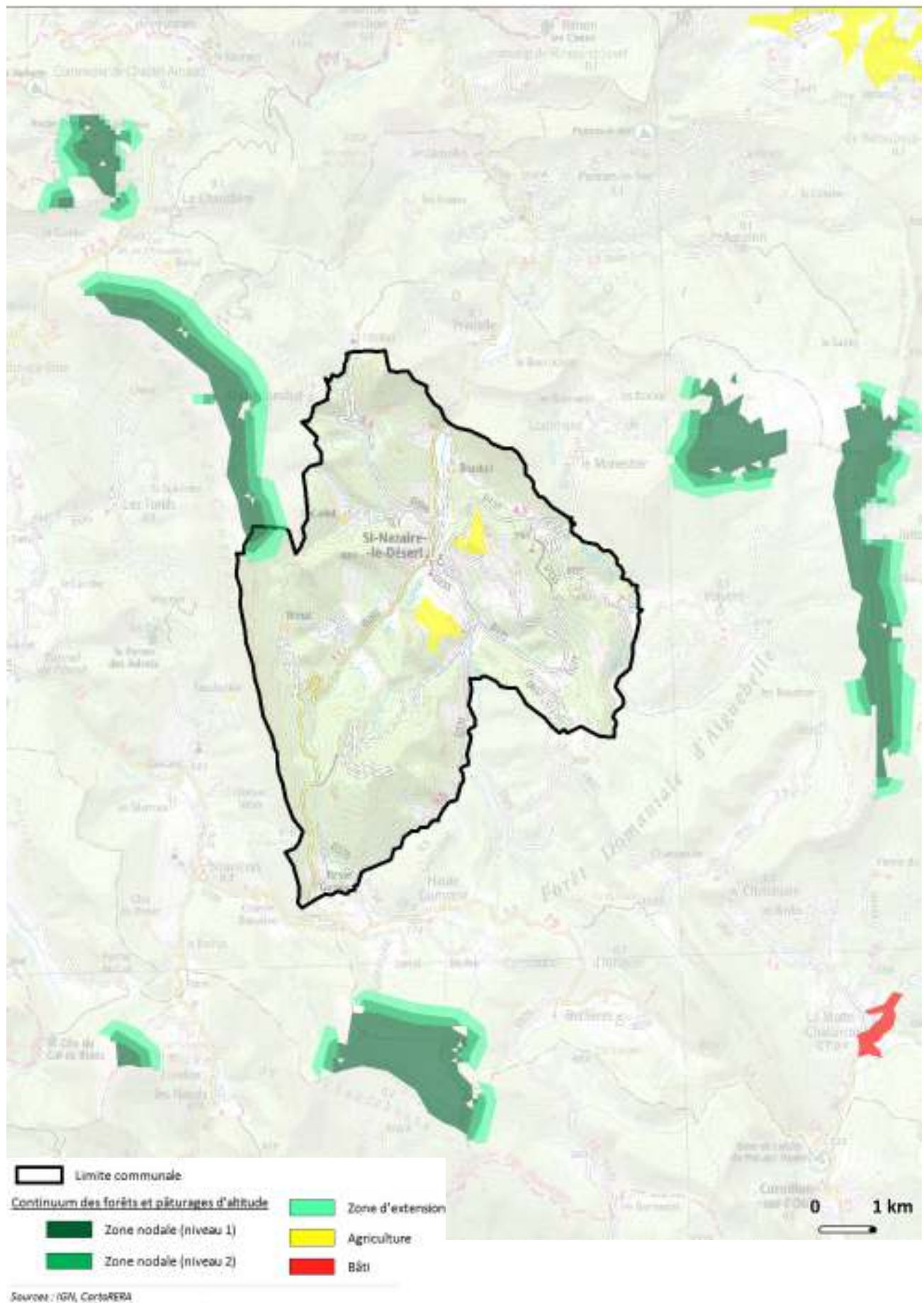
Leur construction s'est appuyée sur une modélisation prenant en compte :

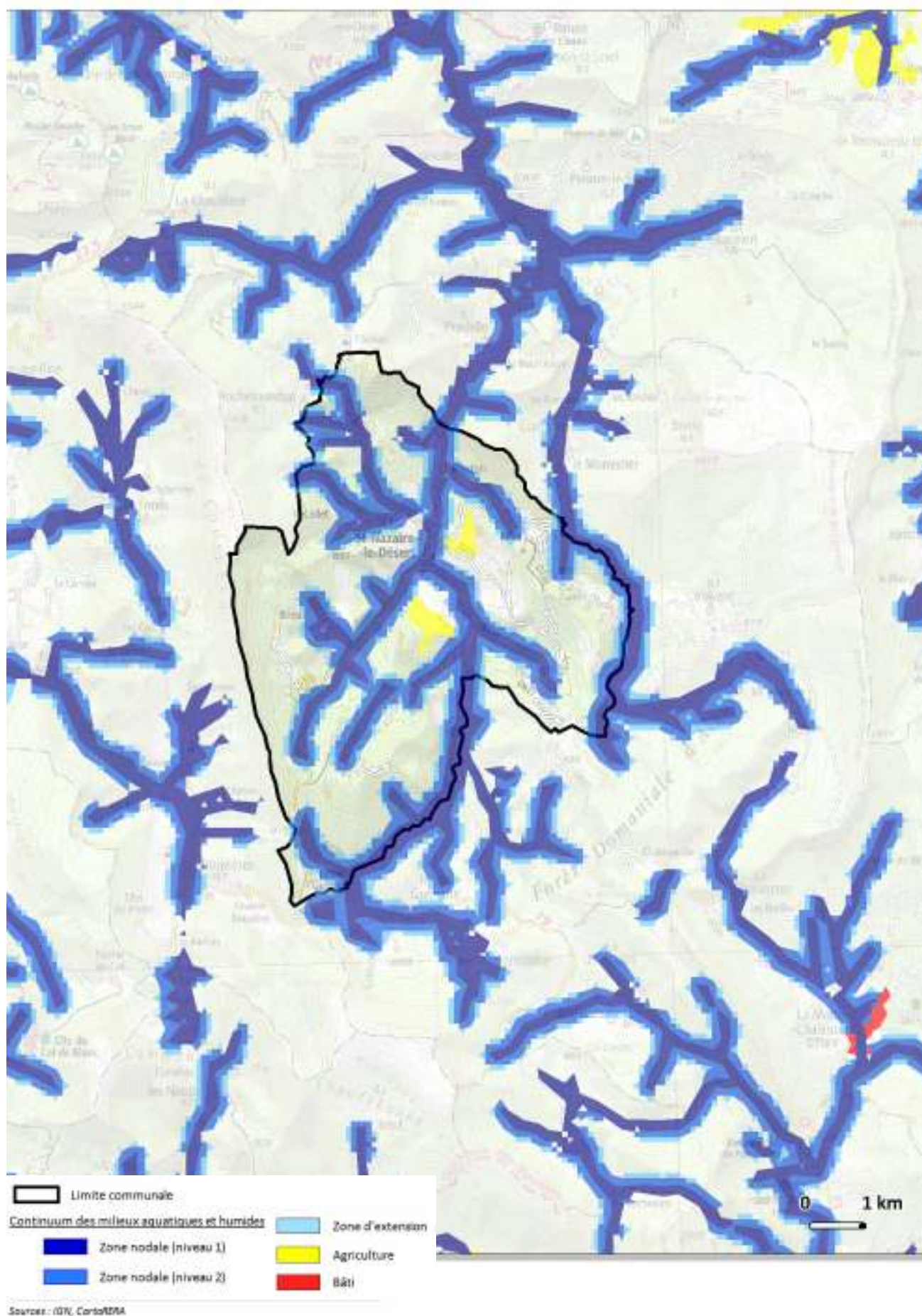
- les types d'occupation du sol et leur perméabilité au regard de différents groupes d'espèces,
- les modalités de déplacement des espèces dans ces différents milieux,
- les obstacles et les points de franchissement connus (réseau routier, réseau ferré, passages à faune, autres ouvrages de génie civil, barrage...).

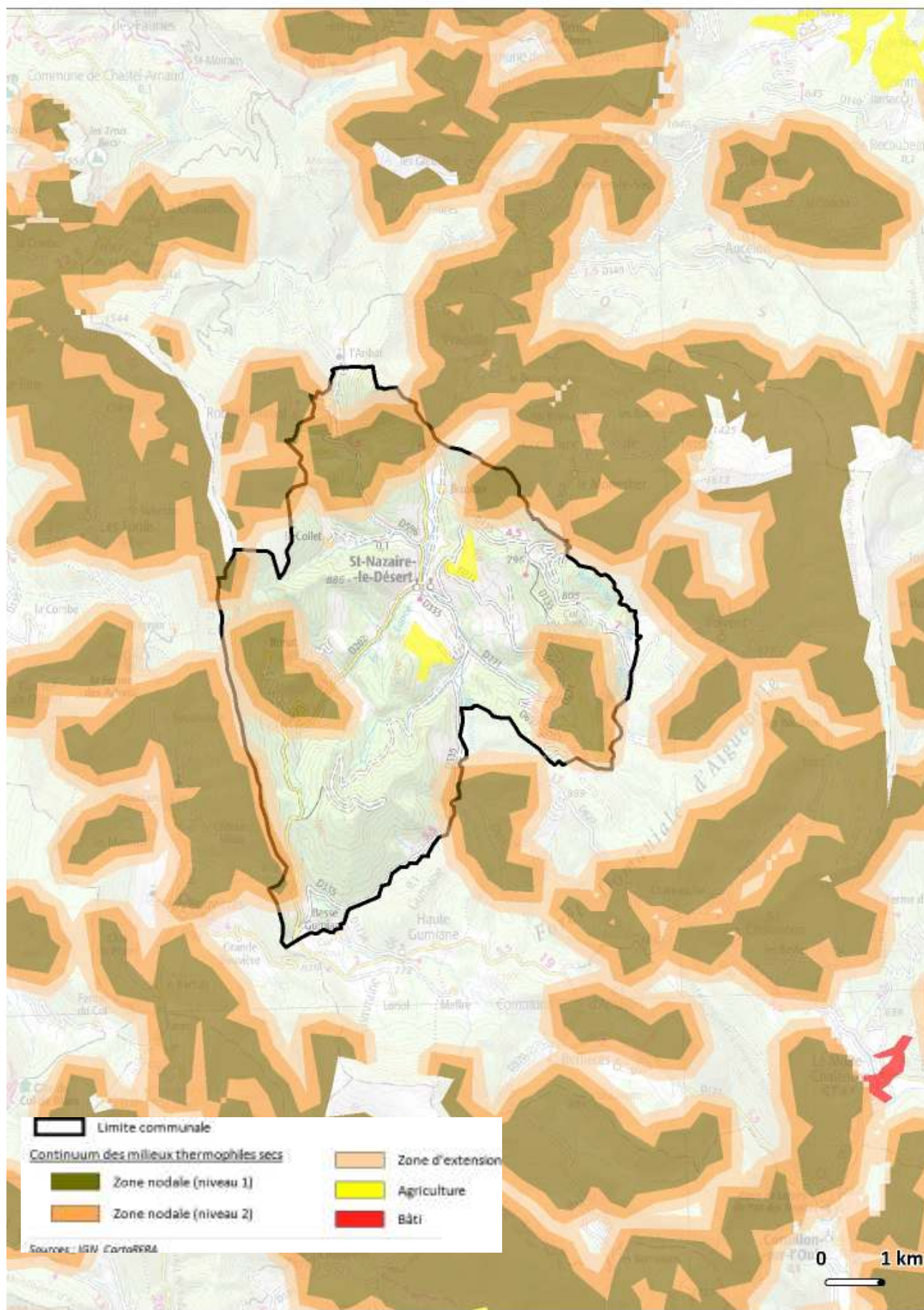
La trame des potentialités des réseaux écologiques de Rhône-Alpes (trame en dégradé de brun) résulte du cumul de ces continuums. Elle traduit la potentialité de déplacement des espèces.



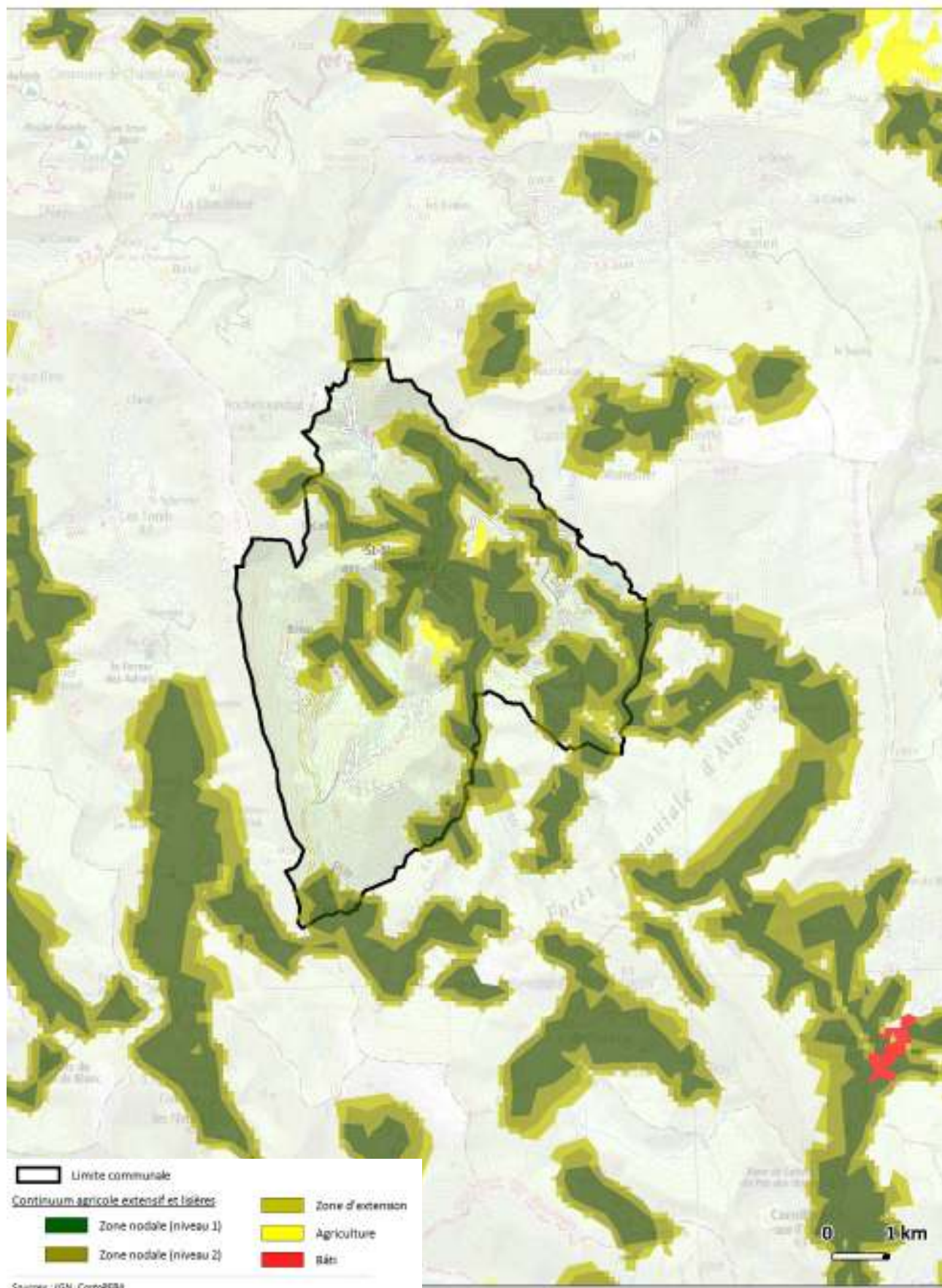
Continuum forestier de basse altitude







Continuum des milieux thermophiles secs



Continuum agricole extensif et lisières



Les principaux éléments de la trame verte et bleue définie dans le SRCE au niveau de Saint-Nazaire-le-Désert sont présentés sur la carte ci-après.



Légende


Réservoirs de biodiversité :

 Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

 - Objectif associé : à préserver
 - Objectif associé : à remettre en bon état

 Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)


Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

 Perméabilité forte

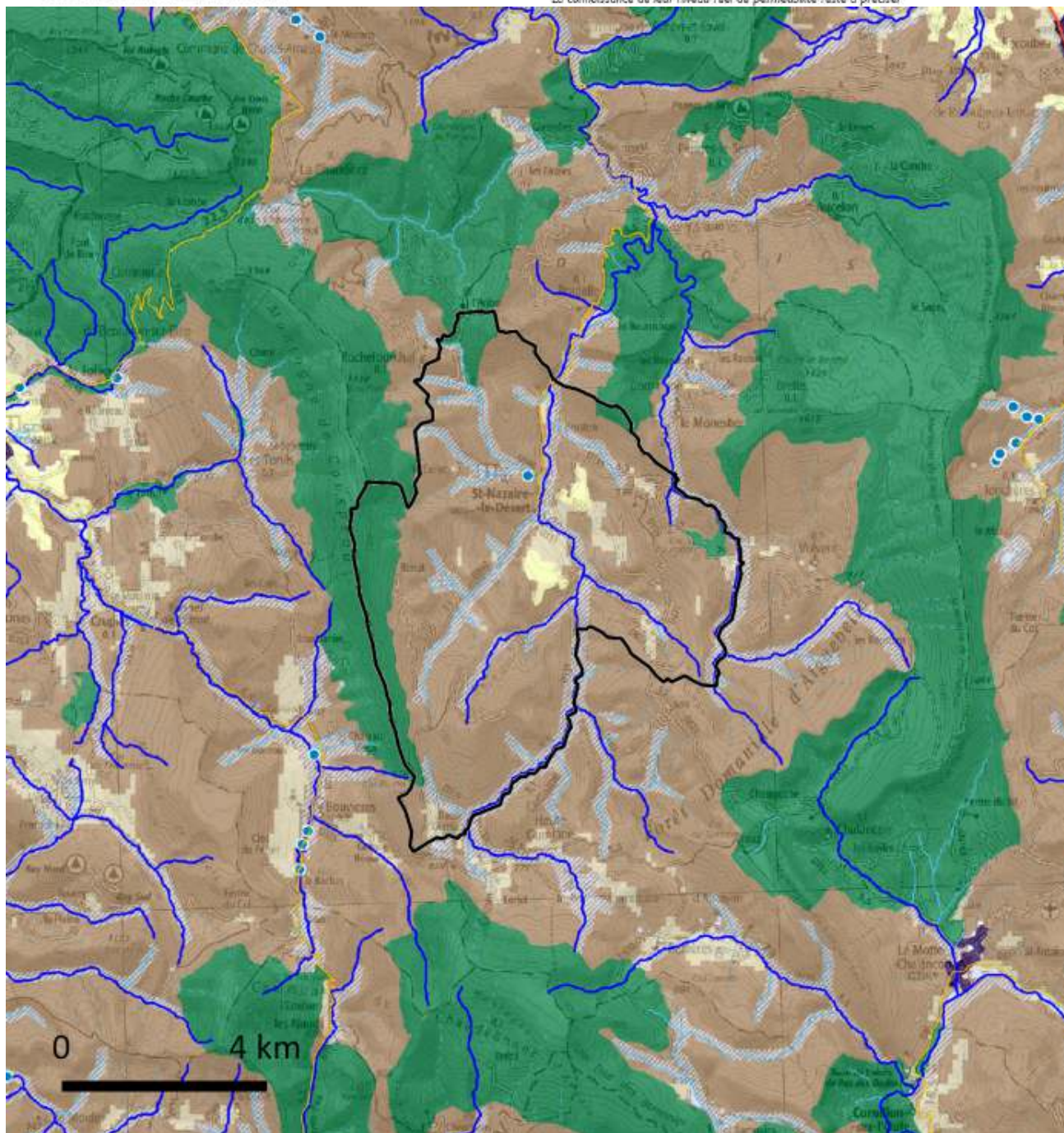
 Perméabilité moyenne

 Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)

 Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser



Cartographie du SRCE Rhône-Alpes dans le secteur de Saint-Nazaire-le-Désert

Le territoire ne présente aucun grand corridor d'importance régional. Il comporte toutefois plusieurs cours d'eau d'intérêt écologique reconnus pour la trame bleue (la Roanne, le ruisseau des Bounieux, le ruisseau des Combes et le ruisseau de la Brette).

Le territoire est majoritairement composé d'espaces perméables terrestres qui constituent des continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité. Ces derniers (en vert sur la carte) sont assez éparés et correspondent aux ZNIEFF de type I (Montagne de Couspeau, Grotte de Baume Rousse, la Roanne de Pradelle, la montagne de Chabrier et le ruisseau de la Brette et les résurgences du Trou Arnaud) et à la zone Natura 2000 de la grotte à Chauve-souris des Sadoux.

Les zones les plus favorables pour les corridors se situent au niveau des vallées (prédominance de la trame bleue). Toutefois, la majeure partie des cours d'eau de la commune présente un étiage (assez) pendant une grande partie de l'année. Seule la Roanne est globalement pérenne. Cependant, on note la présence de seuils au niveau du chef-lieu, pouvant constituer un obstacle au déplacement de la faune piscicole.

Du fait de l'homogénéité du couvert forestier au niveau communal en termes d'emprise, il n'y a pas de véritable corridor écologique d'importance territoriale. Une analyse à l'échelle cadastrale permettrait néanmoins d'affiner le réseau écologique.

17.4. AUTRES ZONAGES ET INVENTAIRES NATURALISTES

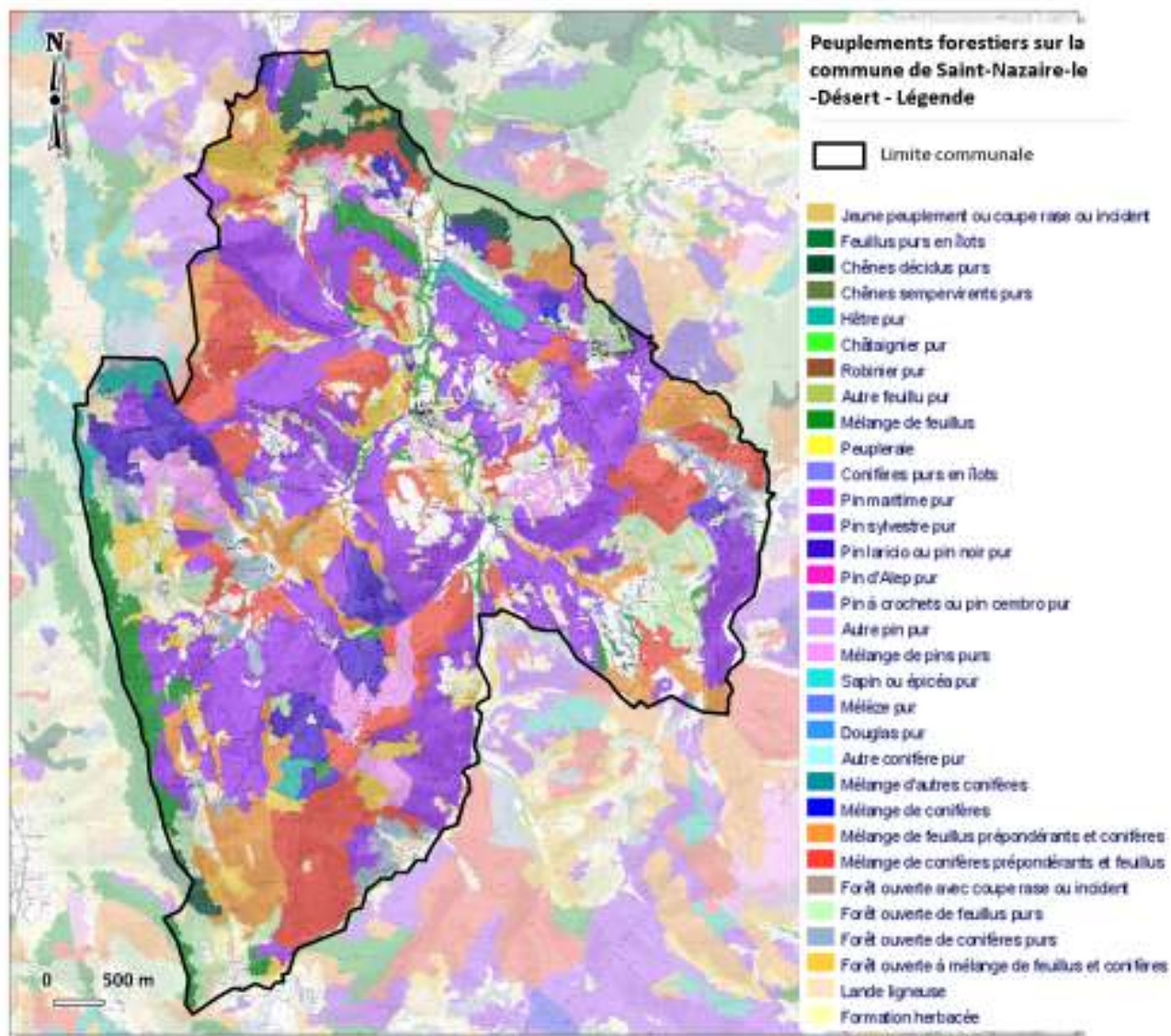
Le tableau suivant rend compte de la situation de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert vis-à-vis des autres zonages et inventaires du patrimoine naturel identifiés par la DREAL Rhône-Alpes.

Type de zonage / inventaire du patrimoine naturel	Nom et localisation par rapport à la commune de Riez
Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)	à 36 km au nord-ouest (ensemble des freydières)
ZICO	à 6 km au nord-ouest (Forêt de Saou)
Parc National	à 60 km au nord-est (Ecrins)
Parc Naturel Régional	à 15 km au nord (Vercors)
RAMSAR	à 110 km au Sud-Ouest (Camargue)
Tourbières (sites)	à 15 km à l'Est (Marais de Beaurières)
Réserve de Biosphère (RBS)	à 35 km au Sud (Mont Ventoux)
Réserve Naturelle Nationale (RNN)	à 25 km au Nord-Ouest (Hauts plateaux du Vercors)

Seule la ZICO de la forêt de Saou peut présenter une continuité écologique avec le territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert.

PEUPLEMENTS FORESTIERS

L'Inventaire forestier national (IFN) dispose des données concernant les peuplements forestiers sur le territoire français. Au niveau de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert, ces différents peuplements sont présentés sur la carte suivante.



Peuplements forestiers sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert

Au sens de l'IFN, la couverture forestière sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert représente environ 85% du territoire.

Les principaux peuplements rencontrés sont composés de pin sylvestre, de mélange de conifères et feuillus. On retrouve dans une moindre mesure les peuplements suivants : hêtre pur, pin laricio, pin noir pur, mélange de feuillus, forêt ouverte à mélange de feuillus et conifères, forêt ouverte de conifères purs, forêt ouverte de feuillus purs, mélange de pins purs et des formations herbacées.

18. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

18.1. RISQUES NATURELS

La commune ne dispose pas de Plan de prévention des risques (PPR). Toutefois, des documents ou études diverses existent et permettent de caractériser les aléas sur le territoire communal.

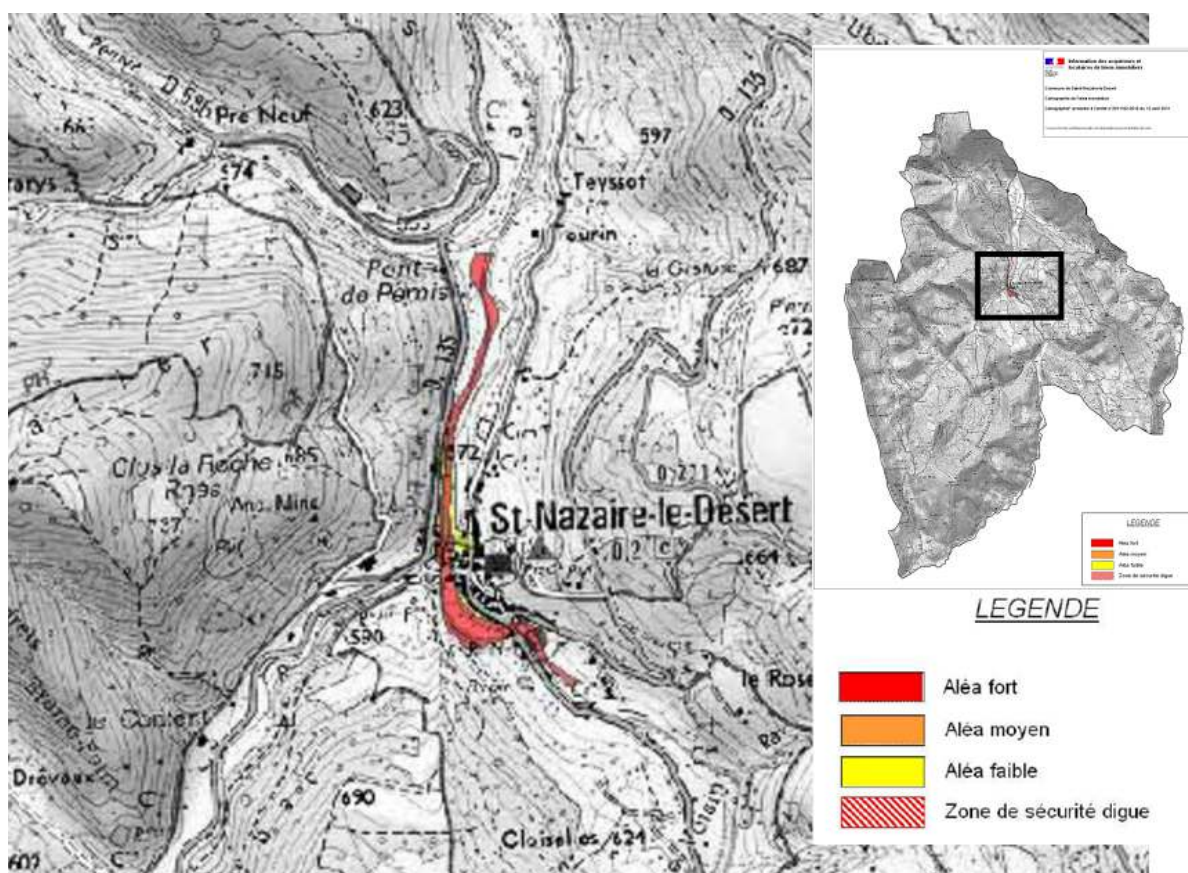
La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est soumise à 4 types de risques :

- risque inondation,
- risque mouvement de terrain,
- risque feu de forêt,
- risque sismique.

18.1.1. RISQUE INONDATION

Définition (source DDRM 04) : une inondation est une montée des eaux, plus ou moins rapide, dans une zone habituellement hors d'eau. Le risque inondation résulte du croisement de deux composantes : l'eau qui peut sortir du lit habituel d'écoulement de la rivière ou remonter à la surface du sol et l'homme qui s'installe dans la zone inondable avec toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités. Différents types d'inondations peuvent se produire selon la nature du cours d'eau et les aménagements effectués par l'homme, tant dans le cours d'eau lui-même que dans l'ensemble du bassin versant (inondation par débordement de cours d'eau, inondations liées aux crues torrentielles des fleuves et rivières, inondations liées aux crues torrentielles des torrents, Inondation par ruissellement pluvial ou par refoulement des réseau, etc.).

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est concernée par le projet de PPR de la Drôme et ses affluents (dont fait partie la Roanne), prescrit par arrêté préfectoral le 11/12/2008. En 2019, ce PPR n'est pas encore approuvé. Toutefois, une carte d'aléa dans le secteur du chef-lieu a été réalisée en 2011 et est présentée ci-après.



Carte de l'aléa inondation à Saint-Nazaire-le-Désert

Source : Fiche synthétique descriptive des risques pour l'application de l'article L 125-5 I, II et III du code de l'environnement - Annexe à l'arrêté préfectoral n° : 2011102-0015 du 12 avril 2011

La carte d'aléa a été réalisée par modélisation hydraulique d'une crue de fréquence centennale (c'est dire une crue qui a un risque sur cent de se produire tous les ans) pour la Roanne.

La modélisation a permis de déterminer la hauteur d'eau et la vitesse du courant, en tout point de la zone affectée par les débordements et les possibles ruptures de digues en crue centennale. L'aléa ainsi déterminé a été cartographié en trois classes, définies selon la dangerosité de la crue en fonction de la grille ci-après.

Hauteur d'eau en m	> à 1	Fort	Fort	Fort
	De 0,5 à 1	Moyen	Fort	Fort
	De 0 à 0,5	Faible	Moyen	Fort
	De 0 à 0,2	De 0,2 à 0,5	> à 0,5	
Vitesse d'écoulement (m/s)				

Les limites des classes traduisent le risque encouru par les personnes. Ainsi il est très difficile de se déplacer dans un courant dont la vitesse est supérieure à 0,2 m/s et dont la hauteur d'eau est supérieure à 0,5 m. Cela devient impossible lorsque la hauteur dépasse 1 m ou la vitesse 0,5m/s.

La zone hachurée en rouge représente les secteurs directement impactés par une rupture de digue, dans lesquels l'effet de vague animée par des vitesses de courant très élevées aurait des conséquences graves pour les vies et les biens.

Les aléas d'inondation étudiés touchent les terrains situés le long de la Roanne, dans son lit mineur et son majeur situés au pied du village, traditionnellement occupés par des jardins potagers privés.

Ces informations appellent à éviter toute construction aux abords du lit de la Roanne ; toutefois, elles manquent de précision et certaines situations peuvent nécessiter des informations topographiques complémentaires. En l'état, la carte d'aléas doit être prise en compte mais n'est techniquement pas assez précise pour pouvoir être retranscrite à l'échelon parcellaire dans le zonage du PLU.

Par ailleurs, il convient de noter que le risque d'érosion, sans débordement, peut être important le long des ravins et vallats. Pour se prémunir de ce risque une zone d'aléa fort de 20 m est instituée de part et d'autre de leur axe. Ces ravins et vallats sont repérables sur les cartes topographiques IGN (trait plein ou pointillé bleu) et sur les fonds cadastraux.

Deux arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle ont été inventoriés sur la commune (source : prim.net) vis-à-vis d'événements d'inondation.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
Inondations et coulées de boue	30/09/1993	01/10/1993	11/10/1993	12/10/1993
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	05/01/1994	15/01/1994	12/04/1994	29/04/1994

Arrêtés de catastrophe naturelle pour des inondations à Saint-Nazaire-le-Désert

La carte d'aléas d'inondation de la Roanne au niveau du village a été complétée par une carte « Intégration du risque inondation dans le PLU » réalisée par les services de l'État en septembre 2017, qui croise les aléas et les enjeux et définit des secteurs de risques correspondant à des prescriptions particulières. Ce document n'est pas réglementairement opposable en janvier 2020 ; il doit cependant être pris en compte dans le PLU et être intégré au règlement graphique pour définir les conditions de constructibilité dans ces secteurs. Il est joint aux annexes du PLU.



Carte « Intégration du risque inondation dans le PLU », DDT 26, septembre 2017 – extrait sur le village (sans échelle)
SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

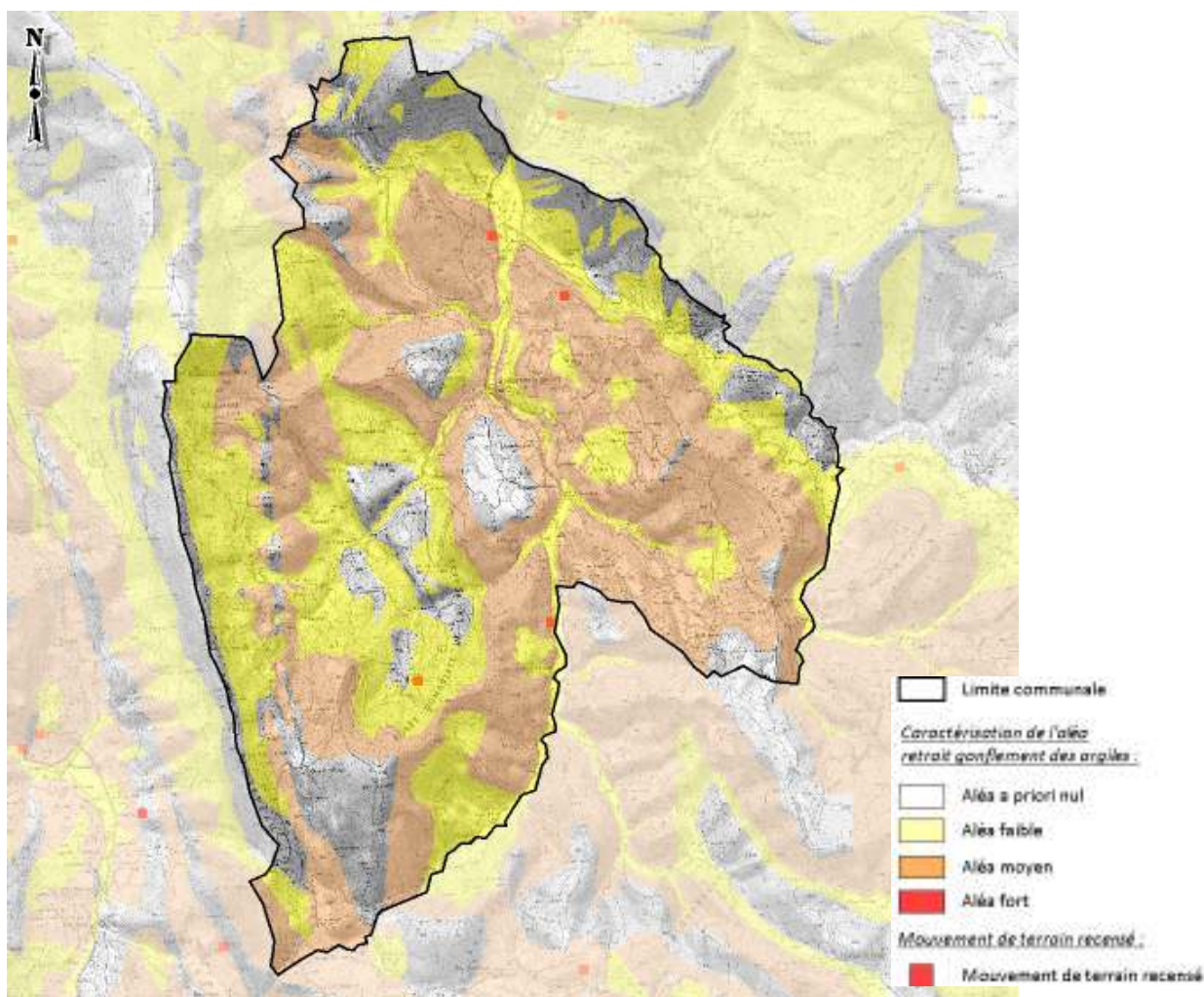
18.1.2. RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

Définition (source : DDRM 04)

Les mouvements de terrain sont des déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou résultant d'activités humaines (origine anthropique). Ils dépendent notamment de la nature et de la disposition des couches géologiques (sol et sous-sol), ainsi que des efforts qui y sont appliqués. Les volumes en jeu sont compris entre quelques mètres cubes et quelques millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres en quelques secondes). Les mouvements lents entraînent une déformation progressive des terrains pas toujours perceptible par l'homme, causant des fissures dans les bâtiments. Les désordres peuvent se révéler si graves pour la sécurité des occupants que la démolition des bâtiments s'impose. Ils touchent majoritairement les biens.

Les mouvements rapides touchent les personnes, avec des conséquences souvent dramatiques. Ces mouvements ont aussi des conséquences sur les infrastructures (bâtiments, voies de communication...), allant de la dégradation à la ruine totale.

Ces zones sont présentées sur la carte ci-après.



Aléa retrait/gonflement des argiles et mouvements de terrain sur la commune

Un arrêté de reconnaissance de catastrophe naturelle a été inventorié sur la commune (source : prim.net) vis-à-vis d'événements de mouvement de terrain.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	05/01/1994	15/01/1994	12/04/1994	29/04/1994

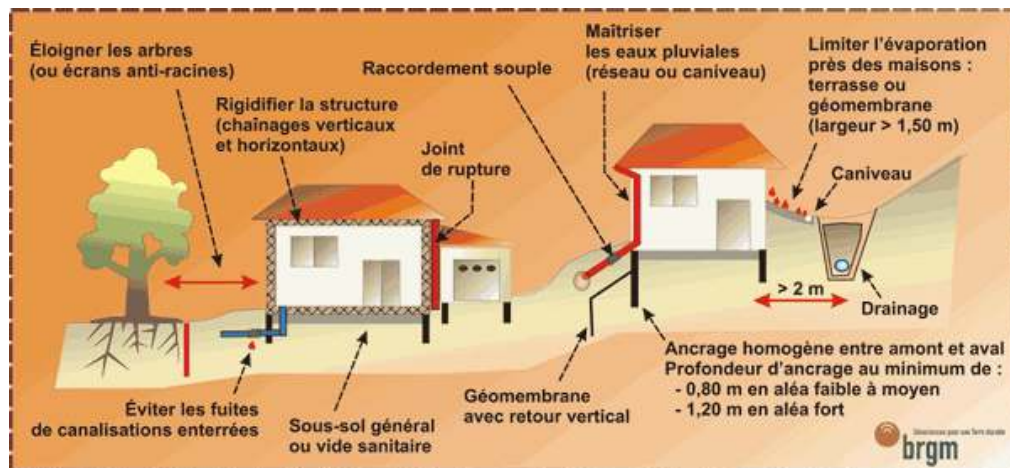
Tableau 1 - Arrêtés de catastrophe naturelle pour des inondations à Saint-Nazaire-le-Désert

Une grande partie du territoire communal est concerné par les aléas faible et moyen liés au retrait gonflement des argiles. Elle correspond aux couches géologiques suivantes :

- n3, n6, et C1-n6 pour l'aléa moyen,
- j5, j8a-6, n2, Fz et E pour l'aléa faible.

Les matériaux composant ces roches présentent en effet un risque de variation de volume du fait de leur teneur en argile (cas des marnes notamment). Notons que cette approche reste théorique et tributaire de la justesse de la carte géologique. Des hétérogénéités peuvent exister selon les secteurs.

Le BRGM donne des informations pratiques pour construire sur les zones concernées par cet aléa (source : argiles.fr). Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques principes suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur.



Les fondations sur semelle doivent être suffisamment profondes pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation. A titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une construction sur vide sanitaire ou avec sous-sol généralisé est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.

Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix.

La structure du bâtiment doit être suffisamment rigide pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux.

Deux éléments de construction accolés, fondés de manière différente ou exerçant des charges variables, doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.

Tout élément de nature à provoquer des variations saisonnières d'humidité du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être le plus éloigné possible de la construction. On considère en particulier que l'influence d'un arbre s'étend jusqu'à une distance égale à au moins sa hauteur à maturité.

Sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géomembrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation.

En cas de source de chaleur en sous-sol (chaudière notamment), les échanges thermiques à travers les parois doivent être limités par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie. Il peut être préférable de positionner de cette source de chaleur le long des murs intérieurs.

Les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.

Par ailleurs, la base de données nationale des mouvements de terrain du BRGM (<http://www.mouvementsdeterrain.fr>) a inventorié 4 phénomènes récents sur la commune. Il s'agit, du nord au sud :

- un glissement de terrain (n° 62600730) à proximité des Graves – date non précisée. Aucun dommage causé par le phénomène,
- un glissement de terrain (n° 62600729) à proximité de la Condamine – date non précisée. Aucun dommage causé par le phénomène,
- un glissement de terrain (n° 62600727) à proximité du Villaret – date non précisée. Aucun dommage causé par le phénomène,

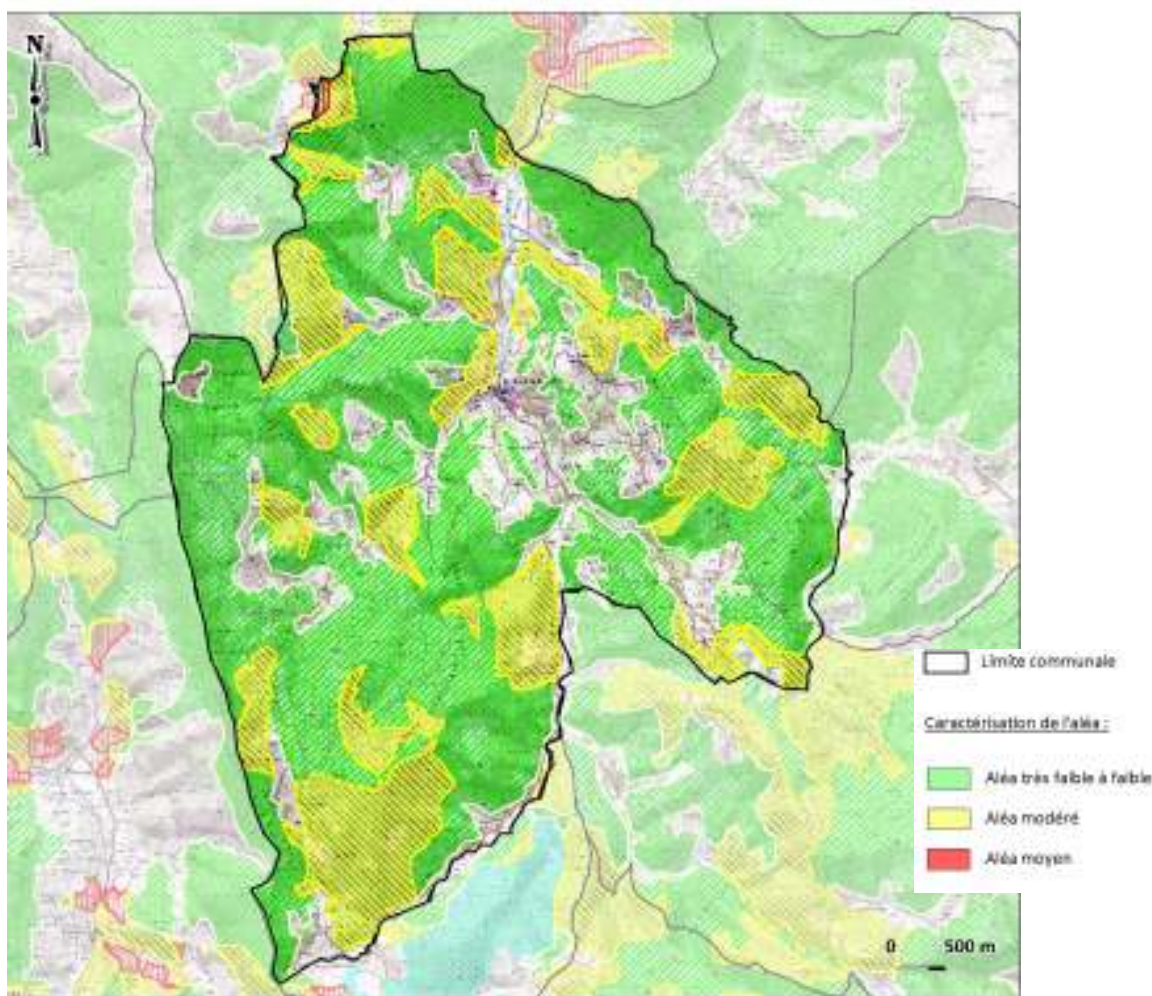
- un glissement de terrain (n° 62600986) au niveau des Bournieux – date non précisée. Aucun dommage causé par le phénomène,

Le risque lié aux mouvements de terrain sur la commune peut dans l'ensemble être qualifié de faible à moyen suivant les zones.

18.1.3. RISQUE FEU DE FORÊT

Définition (source : DDRM 26)

Un feu de forêt est un incendie qui se propage à l'intérieur d'une formation boisée (landes, maquis, garrigues compris), d'une surface minimale de un hectare, quelle que soit par ailleurs l'importance de la surface parcourue.



Aléa feu de forêt sur la commune

Pour se déclencher et progresser, le feu a besoin des 3 conditions suivantes :

- une source de chaleur : une flamme, une étincelle dont l'homme, très souvent, est à l'origine par imprudence et accident dans la plupart des cas (travaux agricoles et forestiers, cigarettes, barbecues, dépôts d'ordures,...etc – près de 90% des cas dans la Drôme), ou malveillance ;
- un comburant : l'oxygène de l'air ;
- un combustible : la végétation.

Le risque de feu est plus lié à l'état de la forêt (sécheresse, disposition des différentes strates, état d'entretien, densité, relief, teneur en eau,...etc). De ce fait, la distinction entre feuillus et conifères n'a pas vraiment lieu d'être. Par ailleurs, l'importance du vent est déterminante dans la propagation du risque incendie.

Approche historique du risque

La base de données Prométhée porte sur les inventaires des incendies de forêt de la région méditerranéenne. Elle a été lancée en 1973 et couvre 15 départements du Sud-Est, dont la Drôme. Au niveau de la commune de Saint-Nazaire-

le-Désert, seul un incendie a été recensé datant du 7 août 2003. Il a été causé par la foudre et a couvert une faible surface (environ 50 m²).

La DDT de la Drôme (ex-DAFF) a réalisé en 2002 une cartographie de l'aléa incendie de forêt à l'échelle du département. Les résultats obtenus permettent un affichage du risque à l'échelle du 1/100000ème, la lecture au niveau de la parcelle cadastre n'est par conséquent pas permise. Le document permet néanmoins d'identifier les zones à enjeu sur le territoire communal.

La commune est concernée de façon faible à modérée à l'aléa feu de forêt. La carte met en évidence plusieurs zones d'aléa moyen dispersées sur le territoire communal.

On rappellera par ailleurs la réglementation nationale et départementale relative à l'usage du feu :

- circulaire du 18 novembre 2011 relative à l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts,
- arrêté préfectoral n° 08-0011 réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage préventif des incendies de forêt.

18.1.4. RISQUE SISMIQUE

Définition (source : DDRM 04)

Un séisme est provoqué par une rupture brutale des roches le long d'un plan de faille. Cette rupture génère des ondes sismiques. Le passage des ondes à travers le sol provoque des vibrations qui peuvent être ressenties à la surface. En surface, un tremblement de terre peut dégrader ou détruire des bâtiments, produire des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles.

La durée et la fréquence des vibrations qui sont transmises aux bâtiments conditionnent l'importance des dégâts. Un séisme peut aussi provoquer des glissements de terrain, des chutes de blocs, une liquéfaction des sols meubles imbibés d'eau, des avalanches dans les régions montagneuses ou des raz-de-marée (tsunami) dans les secteurs littoraux.

D'après le nouveau zonage sismique de la France applicable au 1er mai 2011, la commune de Saint-Nazaire-le-Désert fait partie de la zone de sismicité 3 (modérée). Les règles de construction des bâtiments sont définies dans l'arrêté du 22 octobre 2010.

18.2. RISQUES TECHNOLOGIQUES

Il n'existe pas sur la commune de risque technologique signalé.

19. EAU POTABLE, RESSOURCES ET DISTRIBUTION

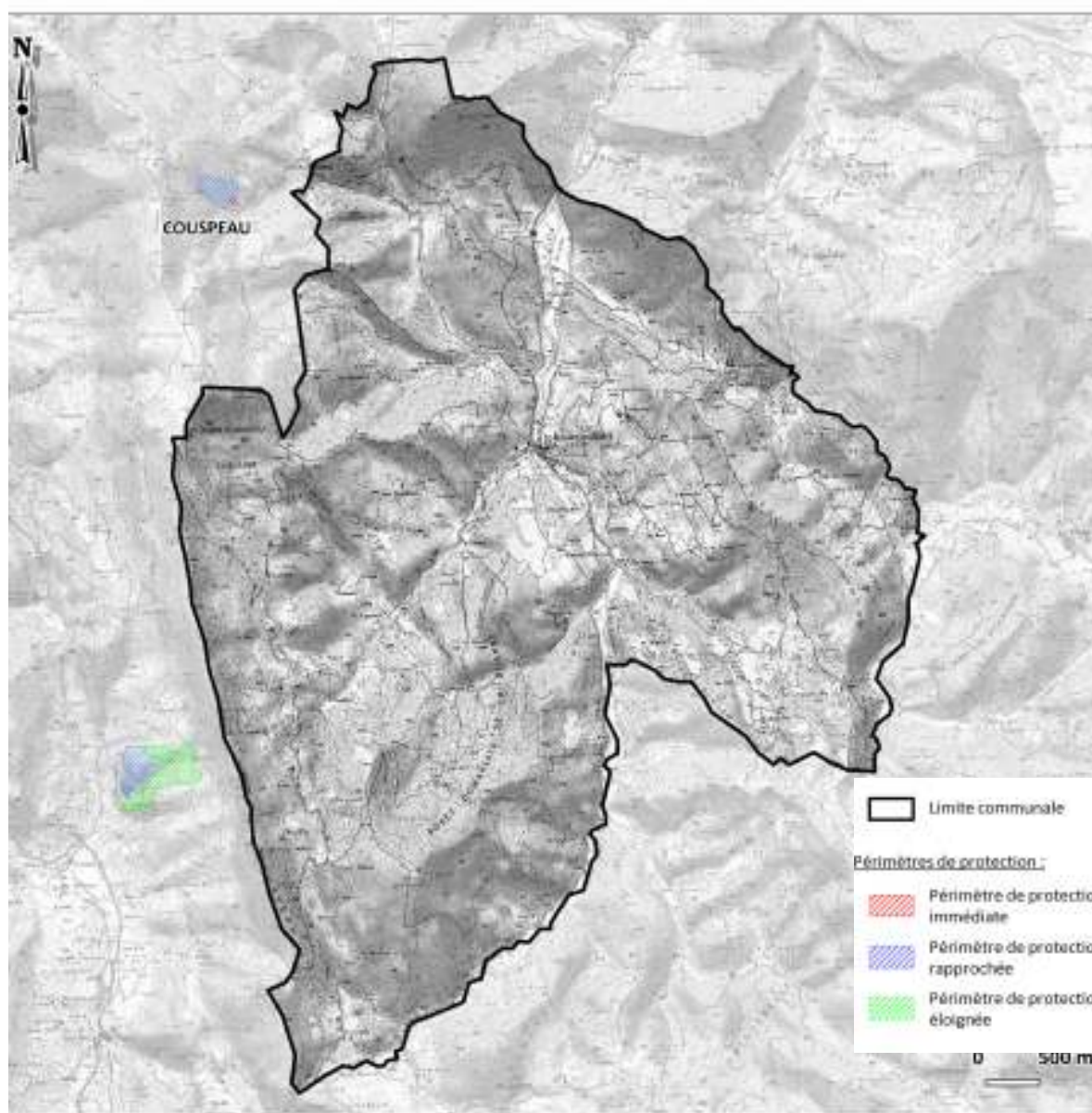
19.1. RESSOURCES

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est alimentée par des sources captées sur la commune voisine de Rochefourchat (captage « amont » et captage « aval »). Elles forment le captage de Couspeau.

Le captage amont exploite une source émergeant au pied d'une zone fracturée affectant une alternance de bancs calcaires et de minces interlits marneux. Quant au captage aval, il exploite une émergence en pied d'éboulis reposant sur un substratum argileux mais dont le débit s'explique par l'apport d'un accident tectonique.

Le captage de Couspeau bénéficie de périmètres de protection, instauré en 1997. Ils sont situés sur la commune voisine de Rochefourchat, comme le montre la figure suivante.

Il n'y a pas de périmètre de protection des ressources en eau sur la commune.

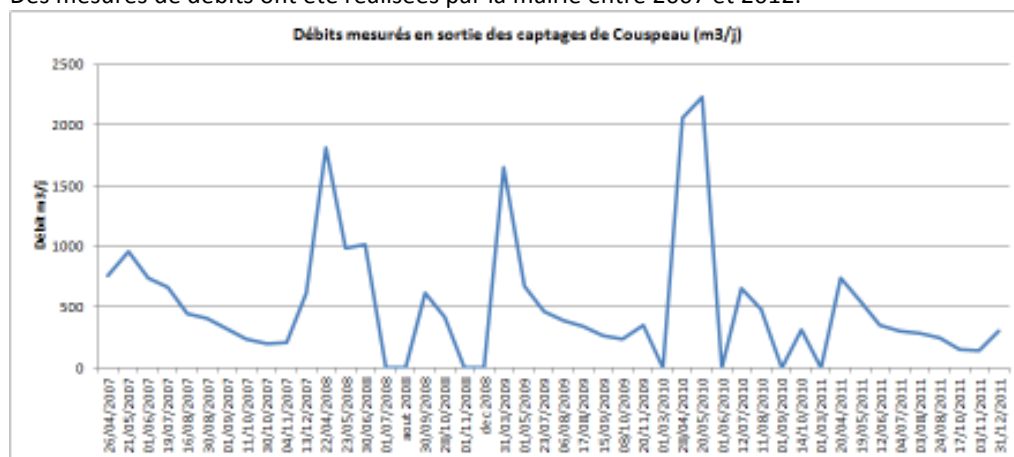


Périmètres de protection du captage de Couspeau à Rochefourchat

La DUP réalisée en 1997 fixe les conditions d'exploitation limitées à :

- 36 m³/h en débit instantané,
- 860 m³/j en débit journalier.

Des mesures de débits ont été réalisées par la mairie entre 2007 et 2012.



Débits mesurés en sortie de captage

On note de grandes variations des débits, liés au contexte karstique de la ressource. Quelques relevés sans débits ont été relevés.

Par ailleurs, de nombreuses constructions isolées sont alimentées par des sources privées.

19.2. ADDUCTION ET DISTRIBUTION

19.2.1. RÉSEAU D'EAU POTABLE

L'eau captée sur la commune de Rochefourchat, après avoir desservi 2 habitations isolées, est dirigée vers le réservoir de Chancel, au-dessus du chef-lieu (volume : 200 m³ – alt. 640 m). Il distribue 52 habitations du village (« Haut service »).

Le trop-plein de ce réservoir est dirigé vers le réservoir de Chatusse (volume : 90 m³ – alt. 588 m). Il distribue 100 habitations et 4 fontaines du village (« Bas service »).

L'eau excédentaire rejoint ensuite la rivière de la Lance.

Le synoptique suivant résume le fonctionnement du réseau public d'eau potable.

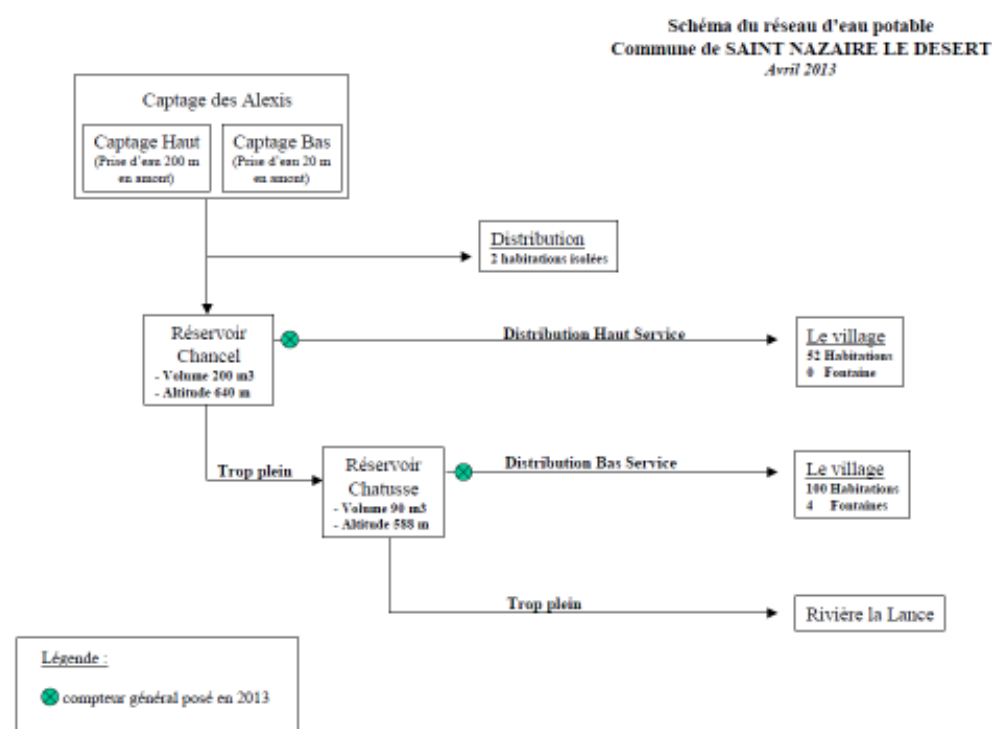
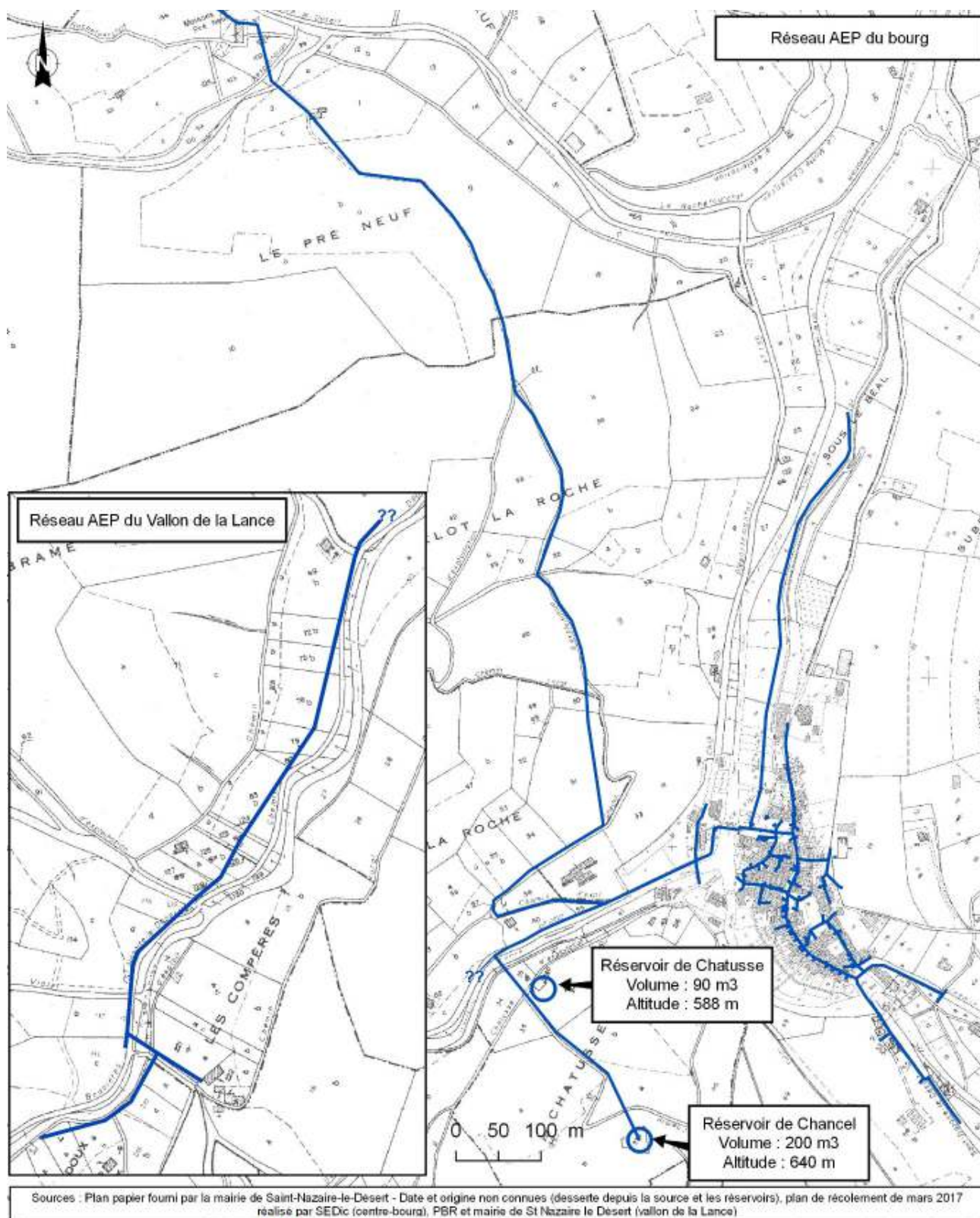


Schéma du réseau d'eau potable (source : CG26/mairie de Saint-Nazaire)

Le réseau d'eau potable est présenté sur la carte ci-après. La partie du centre du village a été reprise dans le cadre des travaux d'assainissement.

La localisation des réseaux provient du plan de récolement fourni par la société SEDic (plan de mars 2017). La partie du vallon de la Lance a été renumérisée à partir des informations transmises par la mairie de Saint-Nazaire-le-Désert.



Réseau AEP à Saint-Nazaire-le-Désert

19.2.2. CONSOMMATION ET BESOINS

La commune ne dispose pas en 2017 d'information sur la consommation d'eau potable. Il est toutefois prévu l'installation en 2018 de compteurs, qui permettront une quantification de la ressource utilisée, mais également des fuites possibles.

D'après les différentes analyses de l'ARS, la qualité générale de l'eau distribuée est bonne. On note toutefois de très légers dépassements en termes de coliformes totaux.

Le réseau d'assainissement collectif au niveau du bourg a été mis en service en 2016, il remplace l'ancien réseau unitaire. Les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration au nord, construite à cette occasion.

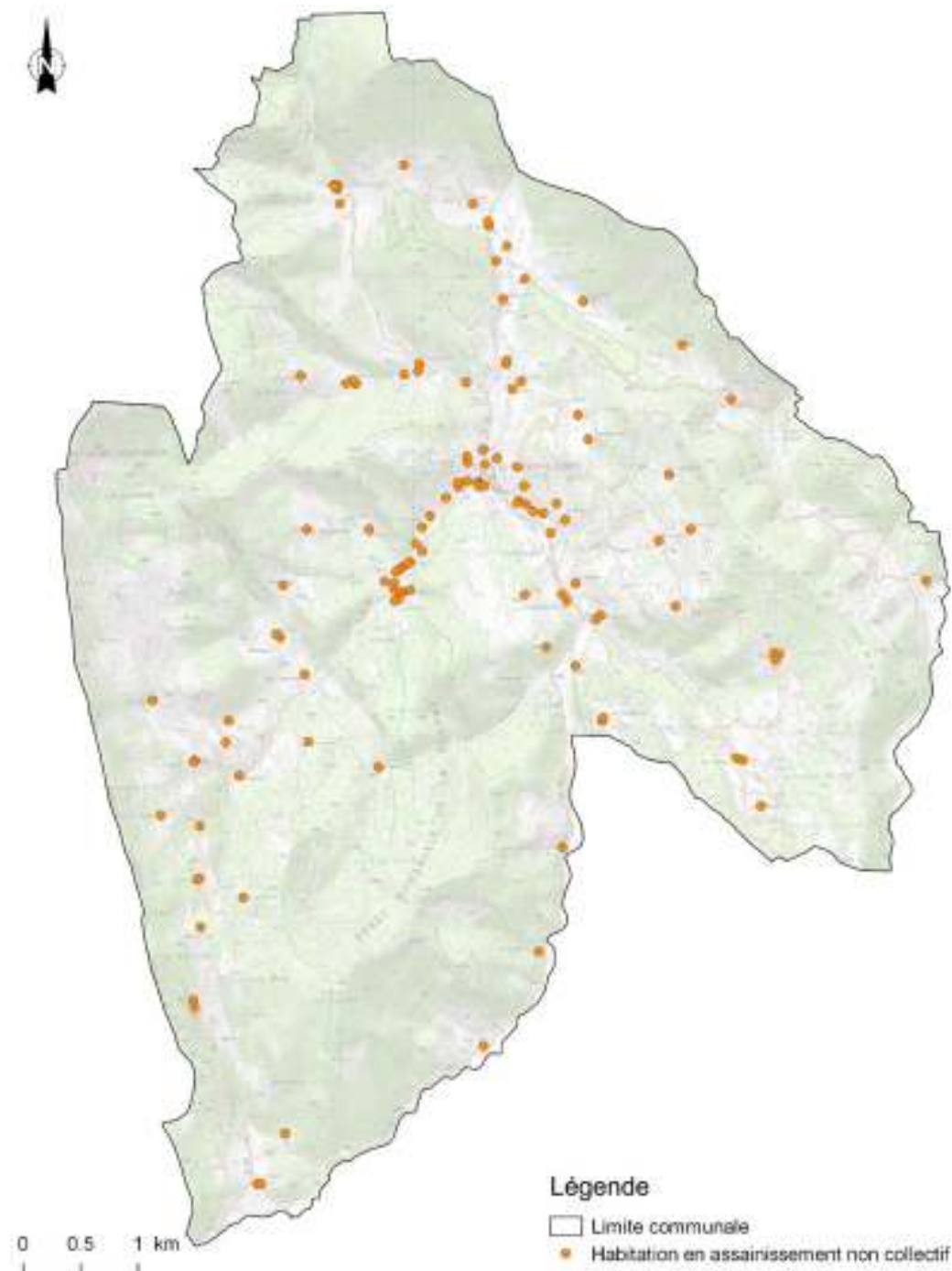
L'ensemble des habitations n'est pas raccordé au réseau de collecte. Au total 120 habitations le sont, de la façon suivante :

Secteurs	Permanent	Maximale
Chef-lieu	65 EH	135 EH
Extension secteur Mairie	15 EH	15 EH
Raccordement futur		20 EH
Total	80 EH	170 EH

La population permanente raccordée correspond à une production de 65 EH (Equivalent-Habitant).

La station d'épuration réalisée est dimensionnée pour une charge de 170 EH, de type filtre planté de roseaux. Les réseaux mis en place sont de diamètre 200 mm en PVC.

20.3. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Localisation des habitations bénéficiant d'un système d'assainissement non collectif

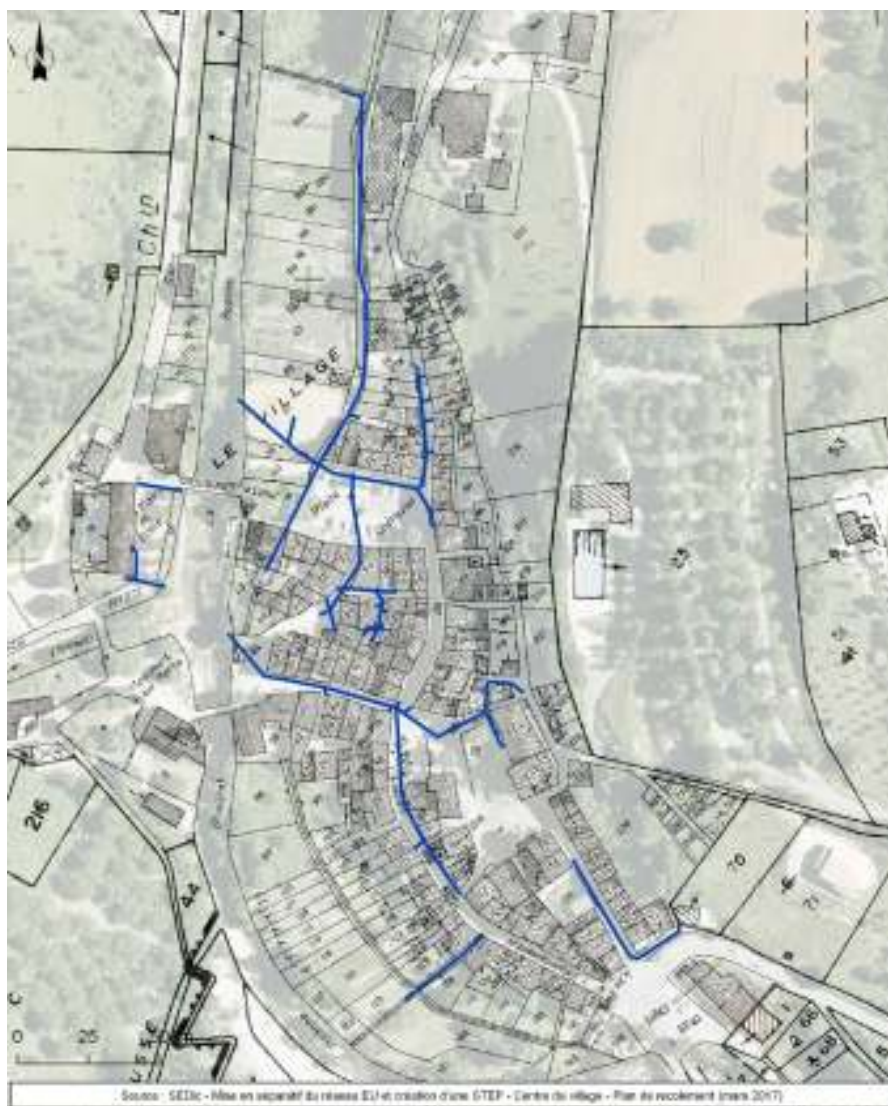
Pour les habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif, elles disposent de systèmes d'assainissement non collectif (ANC) pour le traitement de leurs eaux usées.

Le contrôle des installations est réalisé par la Communauté de Communes du Diois, à travers sa compétence SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif). A ce titre, elle dispose de la liste complète des habitations en ANC.

Cette liste a été transmise dans le cadre de l'élaboration du PLU, elle date de début 2017 et est donc à jour vis-à-vis des travaux d'assainissement collectif réalisés au niveau du bourg. A l'été 2017, d'après la Communauté de Communes du Diois, aucun contrôle n'avait été effectué sur les 125 installations d'ANC de Saint Nazaire le Désert, sauf dans le cadre de ventes immobilières.

20.4. EAUX PLUVIALES

Dans le cadre de la mise en séparatif du réseau d'assainissement, un réseau d'eau pluvial a été installé au niveau du bourg. Le milieu récepteur est le cours d'eau de la Lance.



Réseaux d'eaux pluviales au niveau du bourg de Saint-Nazaire-le-Désert

20.5. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

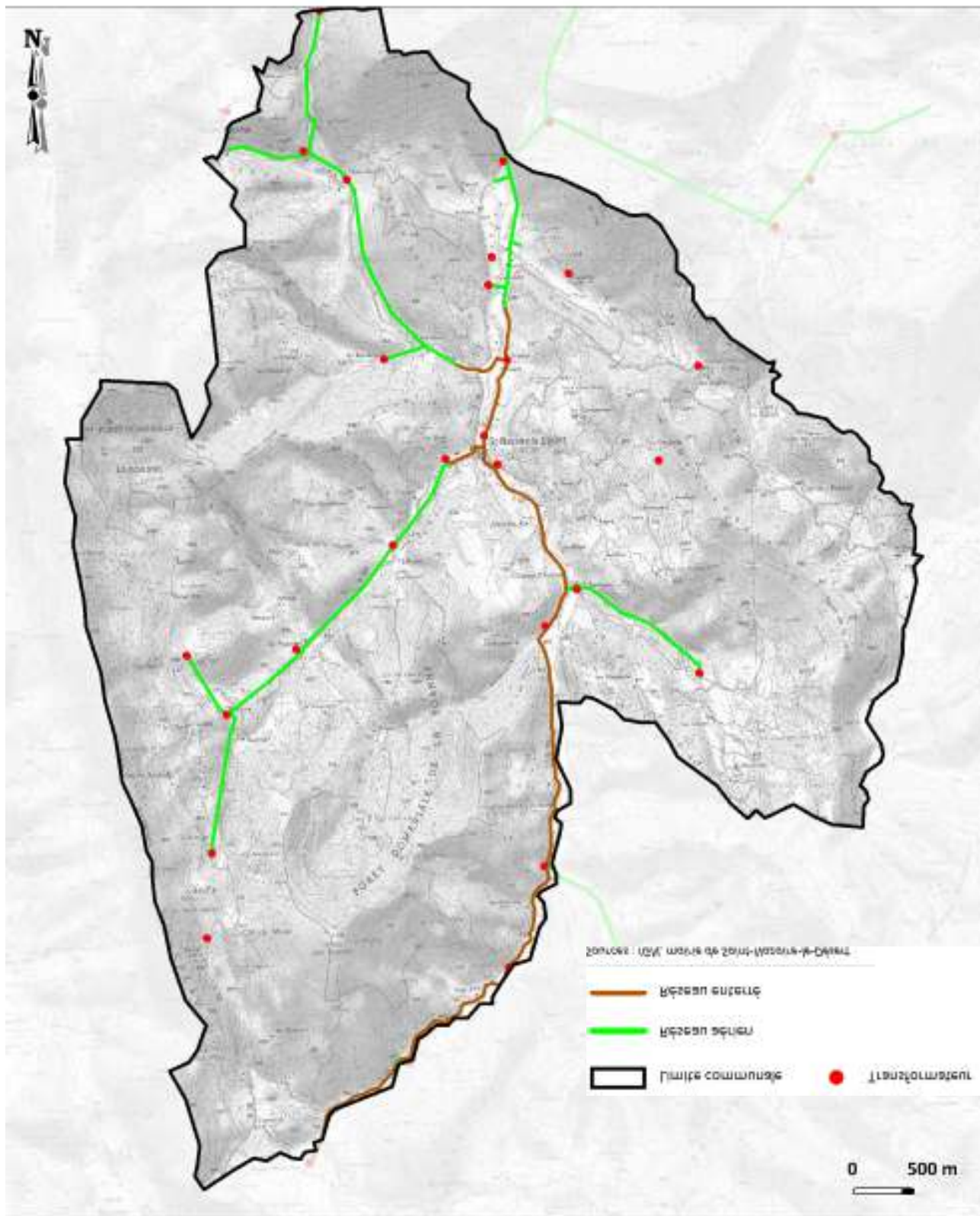
En parallèle avec l'élaboration du PLU, la commune a fait réaliser un zonage réglementaire d'assainissement collectif, qui définit les périmètres dans lesquels le raccordement au réseau d'assainissement collectif est obligatoire. Ce zonage a été établi en cohérence avec le zonage du PLU. Le projet de zonage réglementaire d'assainissement collectif a été soumis à enquête publique en même temps que le projet de PLU, du 21 octobre au 21 novembre 2019.

Le zonage d'assainissement collectif est joint aux annexes du PLU.

21. AUTRES RÉSEAUX

21.1. RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

Le plan du réseau électrique basse tension est présenté ci-après.



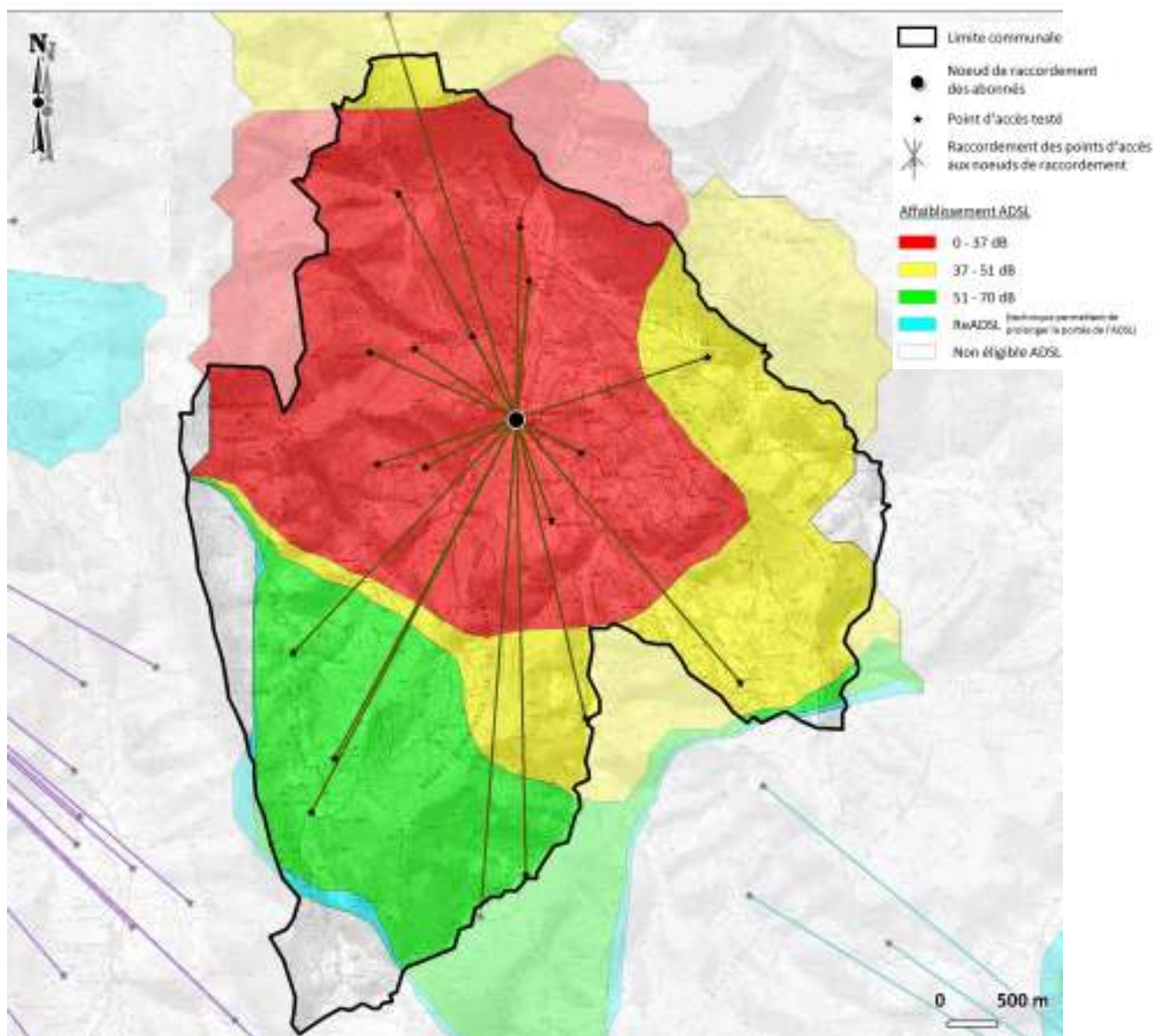
Plan du réseau basse tension sur la commune

Les principaux secteurs d'habitation sont couverts par le réseau électrique. Une partie est en souterrain (chef-lieu et vallée de la Roanne).

21.2. RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'accès aux réseaux de télécommunication est essentiellement filaire, par le réseau téléphonique d'Orange.

La DREAL Rhône-Alpes dispose d'une cartographie des zones couvertes par l'ADSL ainsi que le taux d'affaiblissement de la ligne.



Couverture ADSL et taux d'affaiblissement de la ligne

On remarque que le coeur de la commune est relativement bien desservi par l'ADSL.

21.3. ÉNERGIES

21.3.1. AUTRES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION

Il n'y a pas de réseau de distribution de gaz sur la commune.

21.3.2. POTENTIALITÉS EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

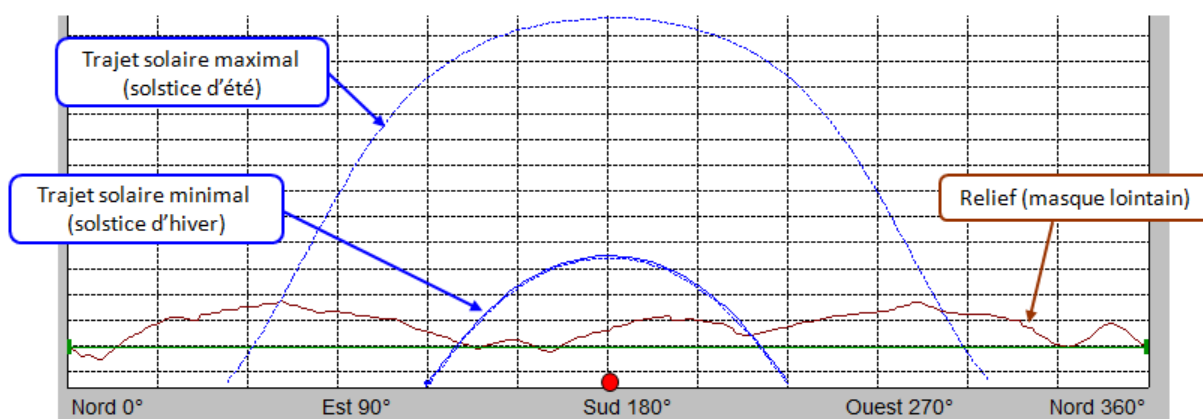
Le département de la Drôme dispose d'un schéma éolien sur son territoire. Il définit les gisements disponibles, recense les potentialités de raccordement électrique et les confronte aux différents enjeux environnementaux, de servitude, de paysage et des différentes protections réglementaires.

D'après la carte de synthèse, la commune de Saint-Nazaire-le-Désert est située en zone inopportune ou peu propice. Ce type d'énergie n'est donc pas envisageable sur la commune.

ÉNERGIE SOLAIRE

Le chapitre sur le climat a montré le bon ensoleillement sur la région (environ 2375,2 heures par an). Il faut toutefois tenir compte du contexte orographique dans lequel la commune s'inscrit.

La figure suivante montre les masques solaires au niveau du chef-lieu.



Durée du jour au solstice d'hiver : 7h15 (durée théorique ne prenant pas en compte l'exposition et les masques proches)

Durée du jour au solstice d'été : 12h46 (durée théorique ne prenant pas en compte l'exposition et les masques proches)

GÉOTHERMIE

Il existe très peu d'information sur les capacités des aquifères de la commune. Seules les zones situées sur des alluvions peuvent faire l'objet d'une géothermie. Cela nécessiterait toutefois des investigations plus approfondies pour connaître la géométrie de l'aquifère et ses caractéristiques (perméabilité, transmissivité...etc). En première approche, cette filière semble peu opportune sur la commune (aquifères a priori d'une faible capacité et soumis à de fréquents épisodes de sécheresse).

Réseau de chaleur

RÉSEAUX DE CHALEUR

Il n'y a pas de réseau de chaleur sur la commune.

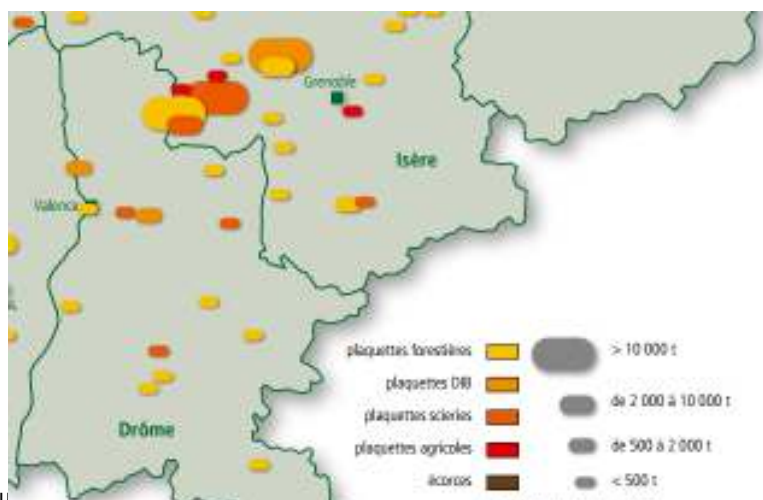
RESSOURCES BOIS-ÉNERGIE

Source : Atlas des filières d'approvisionnement en bois-énergie en Rhône-Alpes, ADEME, 2008

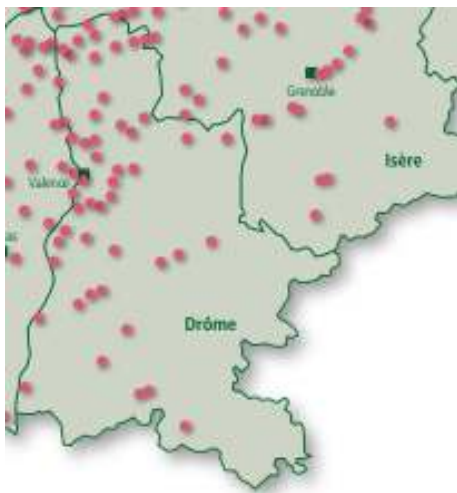
Fin 2008, la région Rhône-Alpes compte 126 fournisseurs de bois déchiqueté (appelé «plaquettes» par les professionnels) pour les chaudières automatiques. À ce nombre, il convient de rajouter 9 producteurs de granulés implantés sur le territoire rhône-alpin.

Localisation des entreprises productrices de bois-énergie (hors granulés)

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé



La Drôme comptait en 2008 un total de 13 producteurs de bois-énergie.



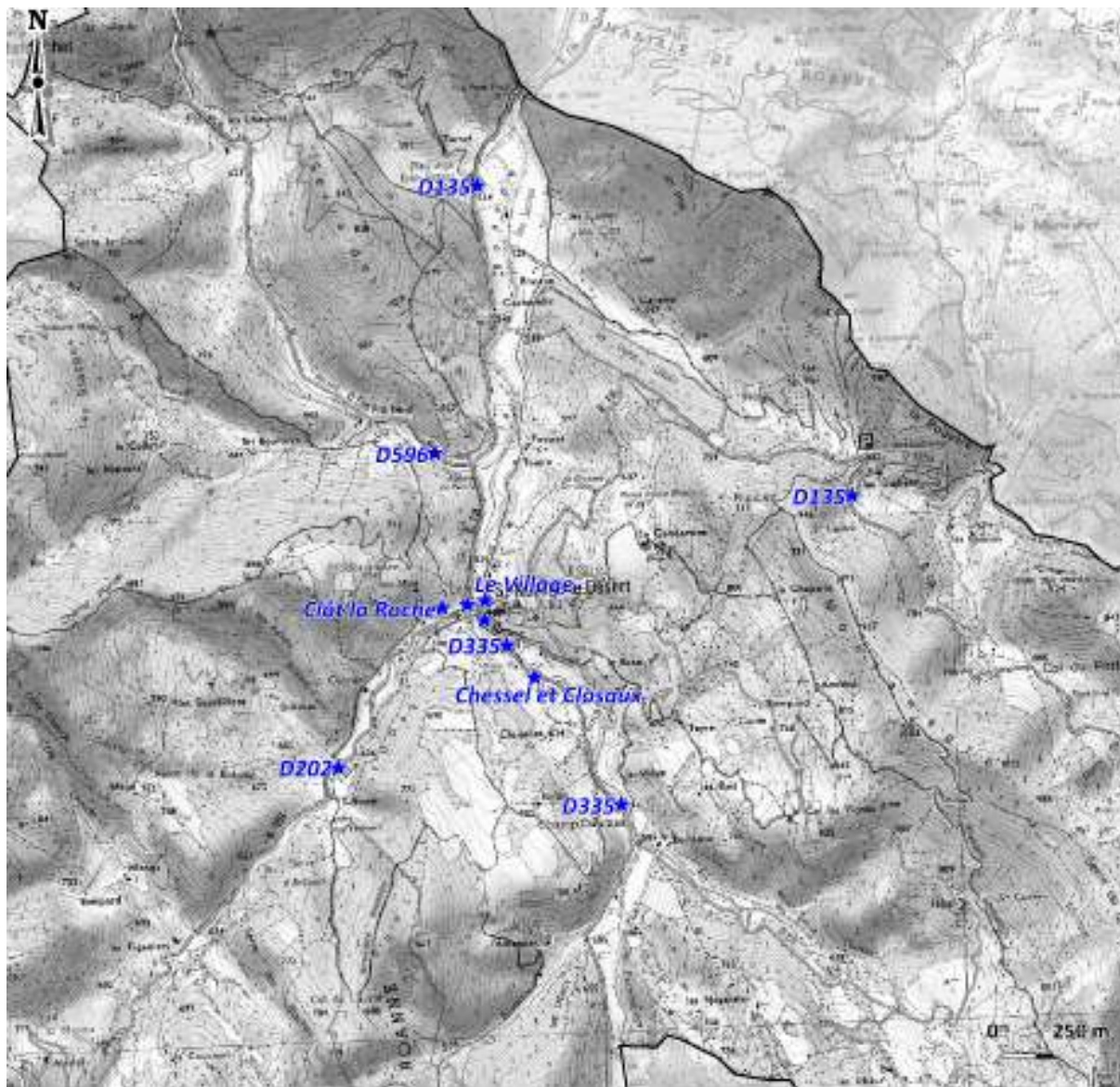
Localisation des distributeurs de granulés en sacs en Rhône-Alpes en août 2009 (non exhaustif)

En 2009, le département de la Drôme comptait une cinquantaine de distributeurs de granulés en sacs (recensement non exhaustif). Ceux-ci sont pour l'essentiel localisés dans la vallée du Rhône. Peu sont présents à proximité de Saint-Nazaire-le-Désert.

22. DÉCHETS, POLLUTIONS ET NUISANCES

22.1. DÉCHETS

La Communauté de communes du Diois est l'organisme responsable de la collecte des déchets ménagers. En été (période de vacances), la collecte des ordures ménagères a lieu le mardi et le samedi. Le reste de l'année, elle a lieu le lundi. Il existe 11 points de collecte (bacs de 660 L) sur la commune, localisés sur la carte ci-après.



Points de collecte des ordures ménagères à Saint-Nazaire-le-Désert

Les noms, type et nombre de bacs d'ordures ménagères sont synthétisés dans le tableau suivant.

Nom	Nombre de bac OM 660 litres
D135 (les Graves)	1
D596 (Grand Pré)	2
Clôt la Roche	1
Le Village (D202)	3
Le Village (D135)	6
Le Village (D135)	3

Nom	Nombre de bac OM 660 litres
D335 (Pont Roanne)	3
Chessel et Closaux	4
D135 (les Guillens)	1
D202 (Boyer)	1
D335 (les Granges)	2

Caractéristiques des points de collecte des ordures ménagères à Saint-Nazaire-le-Désert

Par ailleurs, d'après les informations de la Communauté de Communes, il n'y a pas de point d'apport volontaire pour le recyclage sur la commune.

En revanche, l'EPCI dispose de plusieurs déchèteries. La plus proche d'entre elles est celle de la Motte-Chalançon. Les déchets acceptés sont les papiers, cartons, verres, ferrailles et encombrants.

22.2. SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS

Le recensement des sites pollués, potentiellement pollués et les activités pouvant porter atteinte à la qualité des sols se base sur les données du BRGM (BASIAS, BASOL) et du MEDDTL (ICPE, IREP).

22.2.1. SITES BASOL

Le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement et la Direction générale de la prévention et des risques disposent d'une base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués), BASOL, appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Il n'y a aucun site BASOL sur le territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert.

22.2.2. SITES BASIAS

Le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, en partenariat avec le BRGM, dispose d'une Base de données sur les anciens sites industriels et activités de services (BASIAS) pour l'ensemble du territoire français.

Il n'y a aucun site BASIAS sur le territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert.

22.2.3. SITES IREP

Le registre français des émissions polluantes (iREP) a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air et dans le sol ainsi que la production et le traitement de déchets dangereux et non dangereux des installations industrielles, des stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants et des élevages.

Il n'y a aucun site iREP sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert.

22.2.4. ICPE (INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT)

La définition d'une ICPE est donnée par le Livre V, Titre I, art. L 511-1 du Code de l'environnement (ancienne loi du 19 juillet 1976). Une installation classée pour la protection de l'environnement est une installation fixe dont l'exploitation présente des risques pour l'environnement. Exemples : usines, élevages, entrepôts, carrières, etc.


La DREAL Rhône-Alpes dispose d'un inventaire cartographique des ICPE soumise à autorisation sur la région.

Il n'y a aucune ICPE soumise à Autorisation sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert.

22.3. QUALITÉ DE L'AIR

La qualité de l'air sur le territoire rhônalpin est surveillée par le réseau ATMO Rhône-Alpes, qui dispose de plusieurs stations de mesure sur la région. Il existe 5 types de stations de mesures en fonction des sites : industriels, ruraux, urbains, périurbains et trafics. Le site d'étude est de type rural. La station de mesure la plus proche du site est celle de la Drôme Provençale (Dieulefit), dont les caractéristiques sont présentées ci-après.

Information station de mesure	
Longitude	5.27897 °
Latitude	44.56945 °
Altitude	550 m
Distance site	-

Information station de mesure	
Photos de la station (source : ATMO Rhône-Alpes)	Type de station : rurale
	
Paramètres mesurés pris en compte	Dioxyde d'azote (NO ₂), Ozone (O ₃), Poussières en suspension (PM ₁₀).

Les données présentées ci-après ont été recueillies auprès d'ATMO Rhône-Alpes, via la base de données de leur site internet www.atmo-rhonealpes.org, pour les années 2009-2010-2011. Les seuils utilisés sont issus de la réglementation en vigueur : décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air. Les paramètres utilisés sont : les particules en suspension (PM₁₀), le dioxyde d'azote (NO₂) et l'ozone (O₃).

Ce décret définit un certain nombre de termes employés ici :

- objectif de qualité, un niveau à atteindre à long terme et à maintenir, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement dans son ensemble ;

- valeur cible, un niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné, et fixé afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble.

Valeur limite, un niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser, et fixé sur la base des connaissances scientifiques afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble ;

- seuil d'information et de recommandation, un niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de groupes particulièrement sensibles au sein de la population et qui rend nécessaires l'émission d'informations immédiates et adéquates à destination de ces groupes et des recommandations pour réduire certaines émissions ;

- seuil d'alerte, un niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgence.

22.3.1. LES POUSSIÈRES EN SUSPENSION

Définition

Il s'agit en fait d'un mélange complexe de substances minérales et organiques, qui peuvent être d'origine naturelle ou anthropique. Seules les particules les plus fines, dont le diamètre moyen est inférieur à 15 µm, restent en suspension dans l'air.

Les particules analysées par le matériel ont un diamètre moyen inférieur à 10 µm : on les appelle les "PM 10". Ces particules représentent la fraction dangereuse car elles correspondent à celles pénétrant dans les voies respiratoires. Les plus grosses particules sont rejetées par le système respiratoire.

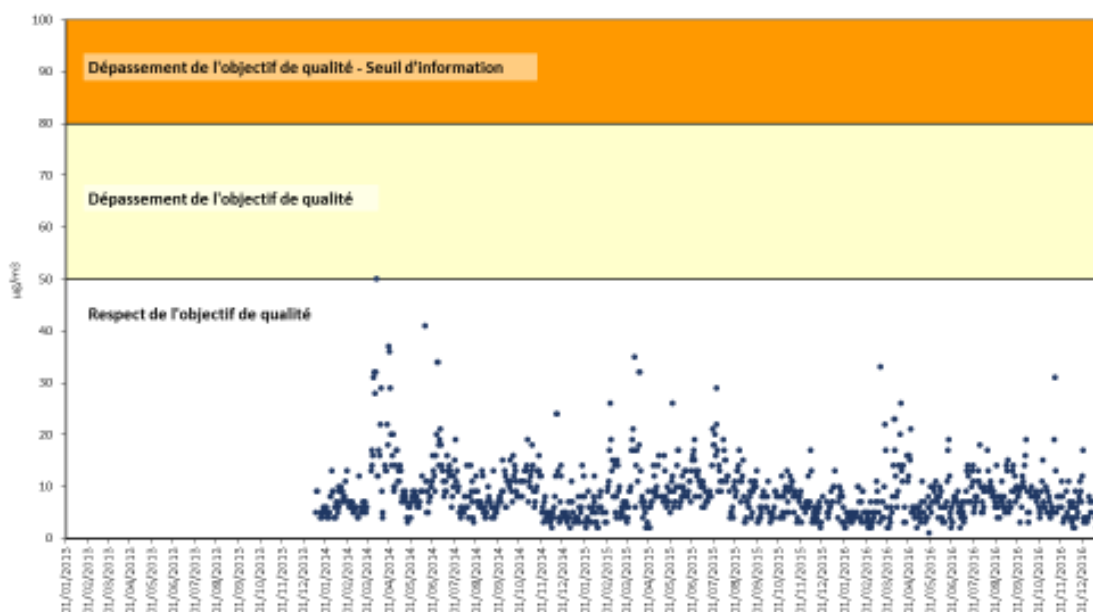
Les particules en suspension dans l'air d'origine anthropique proviennent à la fois de l'industrie (procédés industriels, chaufferies...) et du trafic automobile (suies, usure...). Les véhicules diesel sont les principaux émetteurs routiers puisqu'ils génèrent des particules très fines, dont le diamètre est inférieur à 0,5 µm.

Les particules fines (inférieures à 2,5 µm) véhiculent souvent, par adsorption, des composés toxiques comme les hydrocarbures ou des métaux lourds dans les voies respiratoires inférieures, c'est-à-dire jusqu'aux alvéoles. Ces particules peuvent ainsi avoir des propriétés mutagènes et cancérogènes.

Surtout chez l'enfant ou les personnes sensibles, les particules fines peuvent irriter les voies respiratoires ou altérer la fonction respiratoire.

Polluants	Norme	Paramètre	Valeur en µg/m ³	Dépassements autorisés
PM₁₀ Poussières en suspension	Objectif de qualité	moyenne annuelle	30	-
	Valeur Limite	moyenne annuelle	40	-
		moyenne journalière	50	35 (en jour par an)
	Seuil d'information	moyenne journalière	80	-
	Seuil d'alerte	moyenne journalière	125	-

Evolution de la concentration en PM10 à la station de Saint-Nazaire-le-Désert (période 2013-2016)



Concentrations journalières en PM10 entre 2013 et 2016 à la station de Saint-Nazaire-le-Désert

On ne recense que 1 dépassement sur les 4 années de mesure. Les valeurs les plus élevées se concentrent exclusivement en période hivernale (chauffage des foyers couplé à des périodes de brouillard qui limitent la dispersion des particules fines). En termes de moyenne annuelle, les valeurs varient entre 5,8 et 9,8 µg/L, respectant très largement l'objectif de qualité.

La qualité de l'air dans le secteur sur le plan des PM10 peut être qualifiée de bonne.

22.3.2. LE DIOXYDE D'AZOTE (NO2)

Définition

Les oxydes d'azote, symbolisés par NOx, comprennent en particulier le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO2).

Ils résultent principalement de la combinaison à hautes températures de l'azote (N2) et de l'oxygène (O2) de l'air. Ils sont principalement émis par les véhicules à moteurs, mais aussi par les installations de combustion industrielles.

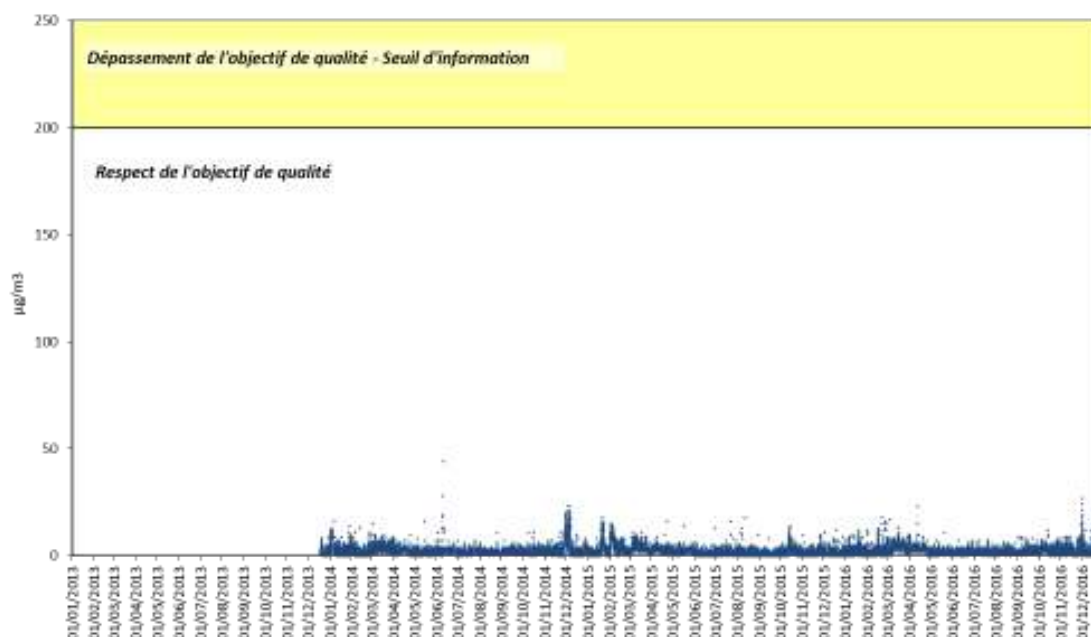
Le NO est un polluant primaire puisqu'il est directement émis, par les véhicules en particulier. Le NO2 qui se forme ensuite très rapidement au contact de l'air est donc un polluant secondaire, mais il reste très présent au centre ville aux abords des voies de circulation, tant est si bien qu'il est souvent traité comme un polluant primaire, traceur de la pollution automobile.

Seul le NO2 est considéré comme toxique aux concentrations habituellement rencontrées dans l'air ambiant, c'est pourquoi c'est aussi le seul à être réglementé au niveau européen avec les oxydes d'azote (NOx).

Chez les asthmatiques, il peut entraîner une altération de la fonction respiratoire, une hyper réactivité bronchique. Chez les enfants, il augmente la sensibilité des bronches aux infections microbiennes.

Polluants	Norme	Paramètre	Valeur en µg/m³	Dépassements autorisés
NO ₂	Objectif de qualité	moyenne annuelle	40	-
	Valeur Limite	moyenne annuelle	48-40*	-
		moyenne horaire	200**	175 (en heure par an)
		moyenne horaire	240-200*	18 (en heure par an)
	Seuil d'information	moyenne horaire	200	-
Dioxyde d'Azote	Seuil d'alerte	moyenne horaire	400	-

Evolution de la concentration en NO₂ à la station de Saint-Nazaire-le-Désert (période 2013-2016)



Concentrations horaires en NO₂ entre 2013 et 2016 à la station de Saint-Nazaire-le-Désert

Les concentrations horaires en dioxyde d'azote sont très largement inférieures au seuil d'information. La moyenne sur 4 ans est d'environ 2 µg/L.

La qualité de l'air sur le plan du NO₂ peut être qualifiée d'excellente.

22.3.3. L'OZONE (O₃)

Définition

L'ozone, comme d'autres oxydants, est issu réaction photochimique (sous l'action des rayons U.V. solaires) de composés appelés précurseurs, présents dans l'atmosphère.

C'est un polluant dit "secondaire" puisqu'il pas directement émis par une source (à contrario des polluants dits primaires). Outre périphérie des grandes agglomérations, l'ozone se retrouve aussi dans de plus forte proportion lorsque l'altitude s'élève.

C'est un oxydant puissant qui peut provoquer irritations oculaires, des migraines, des toux, et une altération pulmonaire, surtout chez les enfants et les asthmatiques.

Concrètement, l'ozone est formé à partir de polluants primaires (oxydes d'azote, composés organiques volatils...), qui sont principalement émis par les véhicules. Sous l'action de vents faibles, la masse d'air polluée se déplace à l'extérieur de la ville. Dans le même temps, le soleil transforme les polluants primaires, et par recombinaisons, apparaît l'ozone. Au centre des villes, l'ozone disparaît car il a la particularité d'être détruit en présence de polluants primaires.

Polluants	Norme	Paramètre	Valeur en µg/m ³	Dépassements autorisés
O ₃	Objectif de qualité	moyenne glissante sur 8 heures	120	-
	-	-	-	-
	Seuil d'information	moyenne horaire	180	-
	Seuil d'alerte	moyenne horaire	240	-
Ozone	Objectif de qualité pour la protection de la végétation	moyenne journalière	65	-

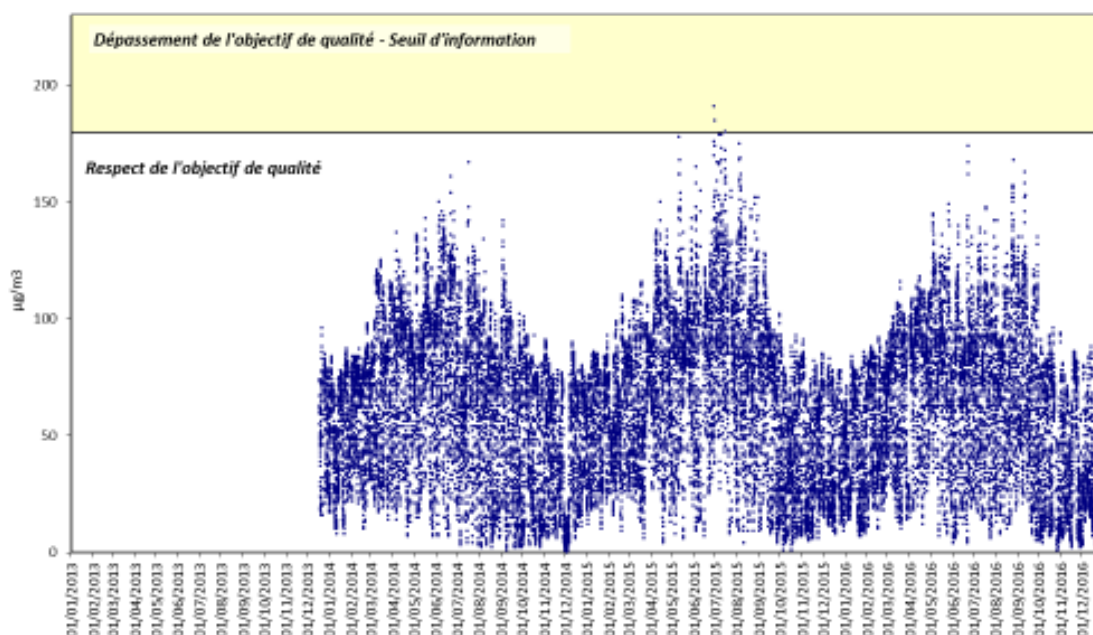
de la

n'est

la

des

Evolution de la concentration en O₃ à la station de Saint-Nazaire-le-Désert (période 2013-2016)



Concentrations horaires en O₃ entre 2013 et 2016 à la station de Saint-Nazaire-le-Désert

Les concentrations horaires en ozone varient de manière cyclique au cours de l'année. Les dépassements de l'objectif de qualité sont très rares.

Sur le plan de l'ozone, la qualité de l'air peut être qualifiée de bonne.

22.4. ENVIRONNEMENT SONORE

22.4.1. CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE

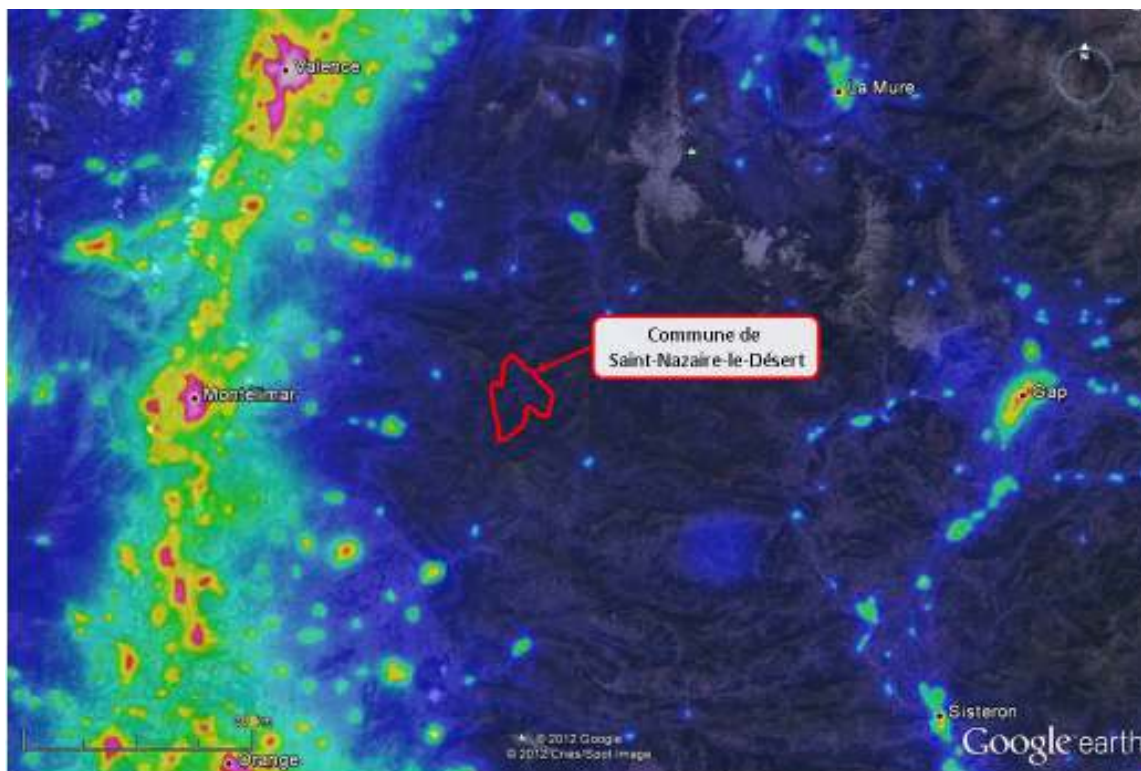
La commune de Saint-Nazaire-le-Désert n'est pas concernée par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre.

Il n'existe pas de carte de bruit à l'échelle communale. L'appréciation de l'ambiance acoustique ne peut s'effectuer que de manière qualitative. Etant donné le caractère rural prononcé, il n'y a pas d'activité susceptible de créer des nuisances sonores.

22.5. POLLUTION LUMINEUSE

L'association Avex a réalisé une modélisation de la pollution lumineuse sur la France entière. A l'échelle de la commune, la cartographie est présentée ci-après.

On constate un contraste fort entre la vallée du Rhône sujette à une importante pollution lumineuse, du fait de la concentration des grandes villes (Montélimar, Valence, Orange) et le secteur du Diois préservé des nuisances lumineuses nocturnes. La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est localisée dans un secteur à l'écart des pollutions lumineuses.



Source : AVEK / Frédéric Topolier - <http://avex-asso.org/>

Blanc : 0-15 étoiles visibles (trois planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grande métropole régionale et nationale.

Magenta : 15-40 étoiles visibles. Les principales constellations commencent à être reconnaissables.

Rouge : 40-150 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent. Au télescope, certains Messiers se laissent apercevoir.

Orange : 150-250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, la pollution est omniprésente, mais quelques coins de ciel plus noirs apparaissent, typiquement moyenne banlieue.

Jaune : 250-500 étoiles : Pollution lumineuse encore forte. La Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions. Certains Messiers parmi les plus brillants peuvent être perçus à l'œil nu.

Vert : 500-1000 étoiles : grande banlieue tranquille, faubourg des métropoles, Voie Lactée souvent perceptible, mais très sensible encore aux conditions atmosphériques, typiquement les halos de pollution lumineuse occupent qu'une partie du ciel et montent à 40-50° de hauteur.

Cyan : 1000-1500 étoiles : La Voie Lactée est visible la plupart du temps (en fonction des conditions climatiques) mais sans éclats, elle se distingue sans plus.

Bleu : 1500-2000 : Bon ciel, la Voie Lactée se détache assez nettement, on commence à avoir la sensation d'un bon ciel, néanmoins, des sources éparpillées de pollution lumineuse sabotent encore le ciel et effaçaient en seconde réflexion, le ciel à la verticale de l'observateur.

Bleu nuit : 2000-3000 : Bon ciel : Voie Lactée présente et assez puissante. Les halos lumineux sont très lointains et dispersés, ils n'affectent pas notablement la qualité du ciel.

Noir : + 3000 étoiles visibles, plus de problèmes de pollution lumineuse décelable à la verticale sur la qualité du ciel. La pollution lumineuse ne se propage pas au dessus de 6° sur l'horizon.

Pollution lumineuse dans le secteur de Saint-Nazaire-le-Désert (source : AVEK)

La photographie suivante, prise depuis la montagne de Couspeau, permet de situer les zones de pollution lumineuse par rapport à la commune. (©Sylvain Clapot, avril 2013)



Pollution lumineuse depuis le point culminant de la commune

22.5. LUTTE CONTRE L'AMBROISIE

Le Code de la santé publique prévoit, à travers ses articles L. 1338-1 et 1338-5, de lutter contre le risque d'une plante invasive, l'ambroisie.

Cette préoccupation se traduit notamment par l'arrêté préfectoral n° 26-2019-07-05-003 du 5 juillet 2019, pour le suivi des terrassements et des plantations lors de travaux publics ou de construction de bâtiment. Les constructeurs doivent se conformer à cet arrêté, même si cela ne peut se traduire par des mesures d'urbanisme réglementaire.

23. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, SYNTHÈSE

La carte ci-après présente les différents enjeux recensés sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert.

MILIEUX NATURELS

La zone Natura 2000 de la grotte à chauve-souris des Sadoux est située à l'extrémité nord du territoire, dans un contexte naturel et à l'écart du chef-lieu de Saint-Nazaire. Elle concerne principalement un bassin versant sur les communes voisines de la Chaudière et Pradelle. La réalisation du projet de PLU ne devrait avoir aucun effet sur la fonctionnalité de ce site naturel.

Les ZNIEFF de type I sont elles aussi localisées en périphérie de la commune et préservées de l'urbanisation.

Les zones humides inventoriées en 2005 se limitent au seul lit mineur des principaux cours d'eau de la commune (la Roanne, ruisseau des Bounieux, ruisseau des Combes, ruisseau de la Lance, ruisseau de Pémya, ruisseau de la Brette). Ces derniers ne sont pas tous pérennes au cours de l'année.

EAU POTABLE

Seul le village et le vallon de la Lance sont alimentés par le réseau public d'eau potable. Les ressources sont abondantes et de bonne qualité, et le réseau a été rénové en 2016 à l'occasion des travaux sur l'assainissement collectif.

On notera également de nombreuses sources et fontaines, liées au contexte géologique. Beaucoup d'entre elles sont utilisées pour des besoins privés.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune s'est dotée d'un nouveau réseau complet d'assainissement collectif, qui a été mis en service en 2016 et qui couvre la totalité du village.

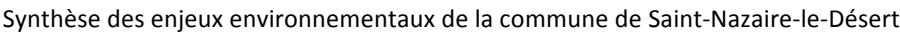
Le zonage d'assainissement collectif doit être cohérent avec les capacités de développement de l'urbanisation.

Les autres secteurs plus ou moins isolés autorisent l'assainissement non collectif et sont régis par un SPANC (Service public de l'assainissement non collectif).

RISQUES NATURELS

La Roanne présente un risque d'inondation qui concerne le pied du village.

Une carte d'aléa a été réalisée au niveau de la zone à enjeu humain que représente le chef-lieu. Une partie des basses terrasses sont concernées par cet aléa.



PARTIE 2

NÉCESSITÉ DES RÈGLES

JUSTIFICATION DES CHOIX

EXPLICATION DÉTAILLÉE DES MODIFICATIONS

24. ANTÉRIORITÉS ET CONTEXTE GÉNÉRAL

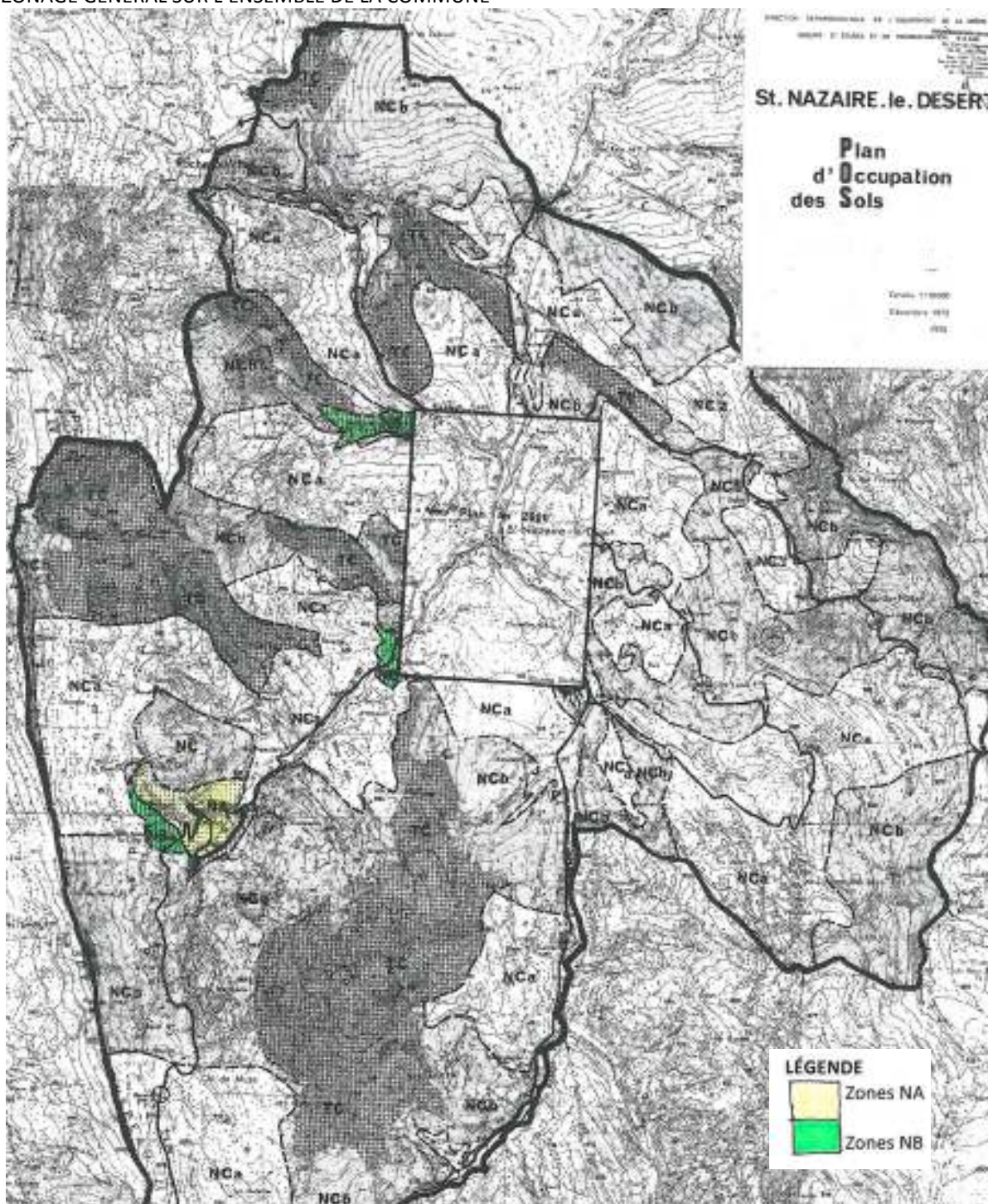
Avant le présent PLU, la commune de Saint-Nazaire-le-Désert disposait d'un POS (Plan d'occupation des sols) approuvé le 21 février 1877.

Depuis le 27 mars 2017, le POS de la commune est devenu caduque et c'est le RNU (Règlement national d'urbanisme) qui régit le droit des sols.

L'évolution des documents d'urbanisme est présentée du POS de 1977 au présent PLU.

24.1. POS DE 1977

ZONAGE GÉNÉRAL SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE



POS de 1977, plan de zonage pour l'ensemble de la commune 1/10000 – extrait (sans échelle)

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

[illegible]

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

Le zonage du POS de 1977 définit les zones suivantes :

Zone UA : 3 ha environ	village exclusivement
Zone UC : 9 ha environ	périphérie du village
Zone NA : 25 ha environ	secteurs d'urbanisation future (
Zone NB : 30 ha environ	secteurs de développement périphériques ou diffus
Zone NC : (surface non précisée)	zone agricole
Zone ND : (surface non précisée)	zone naturelle
Surface totale de la commune :	47 km ² (environ 4700 ha)

24.2. MOTIFS DE L'ÉLABORATION DU PLU

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert a décidé d'engager la révision de son POS en PLU par délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2010.

La révision du POS a été rendue nécessaire en raison de sa non-conformité, suite aux évolutions législatives et réglementaires récentes dans le domaine de l'urbanisme.

25. ORIENTATIONS DU PADD

Le PADD (Projet d'aménagement et de développement durables) a fait l'objet d'un débat en Conseil municipal le 13 juin 2016.

Le PADD aborde toutes les thématiques prévues à l'article L. 101-2 du Code de l'urbanisme selon le sommaire suivant :

1 - ORIENTATIONS GÉNÉRALES D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME :

POUR UNE IDENTITÉ VILLAGEOISE PRÉSERVÉE ET UN DÉVELOPPEMENT MAÎTRISÉ

2 - DÉMOGRAPHIE ET HABITAT :

PROLONGER LA CROISSANCE POUR CONSOLIDER LA VIE DU VILLAGE, AVEC PRIORITÉ AUX PROJETS D'ENSEMBLE

3 - ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES :

PRÉSERVER L'AGRICULTURE, PROMOUVOIR L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

4 - ENVIRONNEMENT, ESPACES NATURELS :

PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR L'EXISTANT

5 - RISQUES NATURELS :

SE TENIR À L'ÉCART DES RISQUES RECONNUS

6 - RESSOURCES, INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX :

CONSOLIDER ET OPTIMISER LES RÉSEAUX

7 - TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS :

LIMITER LES DÉPLACEMENTS INTERNES, OPTIMISER LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

8 - ÉQUIPEMENTS PUBLICS :

OPTIMISER LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

9 - PAYSAGE ET PATRIMOINE :

PRÉSERVER UN CARACTÈRE DE « VILLAGE »

10 - MODÉRATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE :

LIMITER L'ÉTALEMENT URBAIN, OPTIMISER TOUTES LES OPPORTUNITÉS FONCIÈRES

25.1. ORIENTATIONS GÉNÉRALES, CADRES DE RÉFÉRENCE

25.1.2. « LOI MONTAGNE », ARTICLES L. 122-5 À L. 122-11 ET L. 122-15 DU CODE DE L'URBANISME

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert se trouve intégralement en zone de montagne.

Les orientations générales du PADD, son Schéma et le Règlement graphique du PLU, recherchent la continuité maximale du développement par rapport à l'urbanisation existante.

Le hameau isolé des Chauvins, au nord-ouest du village, est un hameau ancien comportant 5 ou 6 constructions traditionnelles dans un périmètre resserré ; même si le PLU ne prévoit pas d'extension de ce hameau, il est légitime de lui reconnaître ce statut et de le classer en zone urbain (U).

Le vallon de la Lance, au sud-ouest du village, constitue une structure urbaine peu dense et linéaire, récente, mais qui commence à former une continuité relative de l'habitat. La commune présente très peu de secteurs de développement potentiel en continuité du village et ce secteur comporte un potentiel immédiat de construction sur des terrains déjà équipés. En conséquence, la commune souhaite faire reconnaître le statut d'urbanisation existante et consolider ce secteur en permettant le remplissage des dents creuses et la densification.

Ce secteur étant considéré par les services de l'État comme en « discontinuité » par rapport à l'urbanisation existante, la commune présente parallèlement à son PLU une « étude de discontinuité » pour recevoir l'avis de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites) avant l'enquête publique du PLU.

Le seul secteur d'extension de l'urbanisation envisagé dans le schéma du PADD est le secteur du haut du village. Ancienne zone NA du POS, ce secteur se trouve en prolongement direct du village vers l'amont et se trouve donc en continuité de l'urbanisation existante.

25.1.3. SAGE (SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX) RHÔNE-MÉDITERRANÉE 2016-2021

Les orientations générales du PADD, son Schéma et le Règlement graphique du PLU, en n'apportant aucun changement significatif dans l'équilibre du territoire communal et des cours d'eau en particulier, s'inscrivent dans le cadre général des exigences du SDAGE 2016-2021 (voir PRÉAMBULE).

25.1.4. SRCE (SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE) RHÔNE-ALPES

Le Schéma régional de cohérence écologique de la région Rhône-Alpes a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.

Le SRCE indique les réservoirs de biodiversité et les principaux corridors écologiques mettant en relation les milieux naturels.

Le PLU, à travers les orientations du PADD traduites ensuite dans le règlement graphique (plans de zonage) et écrit, respecte la continuité des corridors écologiques, y compris pour ceux qui ont été identifiés en plus de ceux du SRCE. Les secteurs d'extension de l'urbanisation prévus par le PLU sont mineurs et n'élargissent pas de manière importante le contour général de l'urbanisation existante. Ils ne réduisent pas la liberté de mouvement des espèces animales terrestres, ni les réservoirs de biodiversité présents sur la commune.

25.1.5. PORTER-À-CONNAISSANCE DU PRÉFET DE LA DRÔME

Le Porter-à-connaissance du Préfet de la Drôme a été communiqué à la commune par lettre du 6 juillet 2011. Un PAC complémentaire a été adressé par le Préfet à la commune le 1^{er} juillet 2014.

Le PLU de Saint-Nazaire-le-Désert, dans son PADD et sa traduction réglementaire, prend en compte tous les éléments du PAC de la Préfecture de la Drôme.

25.2 JUSTIFICATIONS DÉTAILLÉES

Le PADD (Projet d'aménagement et de développement durables) décline les choix de la commune selon les diverses thématiques demandées par l'article L. 151-5 du Code de l'urbanisme.

25.2.1. ORIENTATIONS GÉNÉRALES D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME

Orientations du PADD

POUR UNE IDENTITÉ VILLAGEOISE PRÉSERVÉE ET UN DÉVELOPPEMENT MAÎTRISÉ

- Prendre en compte les diverses contraintes (risques naturels, loi Montagne, proximité d'installations agricoles) pour définir les limites durables de l'urbanisation, essentiellement autour du village ;
- Préserver l'identité du village, en évitant la dispersion de l'habitat et en définissant des limites durables à l'urbanisation ;
- Promouvoir un projet d'ensemble sur le haut du village, en limitant la création d'infrastructures nouvelles et en optimisant les réseaux existants ou projetés
- Reconnaître l'identité spécifique du hameau des Chauvins, même si son potentiel de développement reste très limité ;
- Consolider l'urbanisation, déjà largement engagée, de Boyer et du vallon de la Lance à l'ouest du village, autour d'une nouvelle polarité publique ;
- Permettre l'évolution limitée des constructions isolées ;
- Autoriser le changement de destination de quelques anciennes constructions agricoles isolées et desservies par les réseaux structurants.

Le POS de Saint-Nazaire-le-Désert prévoyait des capacités de développement disproportionnées et largement illusoires, qui n'ont d'ailleurs pas été utilisées en 40 ans. En revanche, la commune se trouve depuis les années 2010 dans une situation marquée de pénurie d'offre foncière qui ne permet pas de répondre à une demande soutenue, tant en résidences principales qu'en résidences secondaires.

Le PLU prévoit de réduire très fortement les anciennes zones NB et NA et de consolider le village. Il reconnaît le caractère de hameau des Chauvins, avec son groupement compact de constructions anciennes, sans permettre pour autant son extension.

Le vallon de la Lance constitue au sud-ouest du village un secteur déjà en bonne partie construit et équipé, où les enjeux agricoles sont relativement faibles. Bien que ce secteur ne soit pas considéré comme en « continuité » au sens de la loi Montagne, la commune veut d'abord faire reconnaître une réalité existante, et permettre un remplissage complet et une densification de ce secteur (cf. « étude de discontinuité » parallèlement au dossier du PLU).

25.2.2. DÉMOGRAPHIE ET HABITAT

Orientations du PADD

PROLONGER ET MAÎTRISER LA CROISSANCE, AVEC PRIORITÉ AUX PROJETS D'ENSEMBLE

- Permettre la réhabilitation des logements anciens
- Dégager un potentiel nouveau de résidences permanentes ou secondaires
- Permettre une augmentation de la population permanente d'environ 30 habitants en 12 ans, avec un rythme moyen de constructions nouvelles d'environ 1,25 logement par an (soit environ 15 logements sur 12 ans, hors réhabilitation ou reconversion). Cette moyenne ne correspond pas nécessairement à un rythme régulier et diffus
- Permettre l'augmentation du parc de résidences secondaires pour assurer le renouvellement des générations, à un rythme d'environ 1,25 logement par an (soit environ 15 logements sur 12 ans, hors réhabilitation ou reconversion)
- Promouvoir un projet d'ensemble sur le haut du village, en limitant la création d'infrastructures nouvelles et en optimisant les réseaux existants ou projetés

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert a connu depuis les années 1990 un déclin de sa population permanente, mais a pu maintenir sa vitalité grâce à son camping et un parc important de résidences secondaires. Bon nombre de ces résidences secondaires sont devenus depuis environ 10 ans les résidences principales des mêmes propriétaires, qui se sont domiciliés de façon permanente sur place. Ce cycle long de mutation de résidences secondaires en résidences principales est le fruit d'une manière d'habiter particulière, d'un lieu isolé où l'on choisit de rester pour des durées de plus en plus longues.

Cette mutation a aussi tendance à diminuer le parc de résidences secondaires réellement disponibles ; cela nécessite de pouvoir le renouveler, à un rythme modéré mais régulier. Cela produit une situation foncière immobilière qui s'est nettement tendue depuis les années 2010, avec une réduction notable des logements vacants et un potentiel quasi inexistant dans les bâtiments existants (reconversion ou division de grands bâtiments). Cela explique la volonté municipale de permettre de répondre à la diversité des demandes.

Sur la répartition entre résidences principales et résidences secondaires, le scénario proposé correspond aux réalités observées lors des 10 dernières années. Le PLU ne fournit cependant pas des outils efficaces pour mettre en œuvre ces scénarios avec précision ; la commune engagera d'autres moyens pour chercher à maîtriser l'offre.

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert a fixé son objectif de développement démographique à environ 60 habitants nouveaux (soit environ 30 logements nouveaux) sur 10 ans. Cet objectif est compatible avec le PLH de la CCD.

Les besoins en logements nouveaux prennent en compte la diminution tendancielle du taux d'occupation des logements (nombre de personnes par logement) et le « point mort démographique ».

25.2.3. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Orientations du PADD

PRÉSERVER L'AGRICULTURE, PROMOUVOIR DES ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES

- Respecter des distances significatives entre l'habitat et les installations d'élevage pour préserver les installations viables, voire permettre leur extension
- Préserver les conditions d'accès et de continuité optimales pour les exploitations viables, avec une définition précise des limites de l'urbanisation.
- Permettre l'installation ou le développement d'activités artisanales dans le village
- Permettre l'exploitation des ressources forestières, avec des infrastructures et installations adaptées à la sylviculture
- Permettre le développement des activités liées au tourisme et à l'agro-tourisme

L'activité économique la plus notable sur la commune est l'agriculture, même si elle occupe un nombre d'actifs de plus en plus réduit. L'objectif de la commune en matière économique est d'abord de conforter l'agriculture, en

veillant aux conditions d'exploitation des installations existantes et à rendre possible la réalisation de nouvelles installations.

Les contours de l'urbanisation sont corrigés pour prendre en compte les installations agricoles existantes au nord du village.

Les extensions de l'urbanisation touchent ne concernent que des terrains à faible valeur agricole, de petite taille ou enclavés, non viables à long terme.

Des activités artisanales et de services existent ou souhaiteraient se développer, mais ne disposent pas d'une offre immobilière ou foncière nécessaire. Le PLU réserve certains secteurs à ces activités, notamment au nord du village.

L'agro-tourisme est un moyen de diversifier et de consolider l'activité agricole. Deux STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée) sont prévus sur la ferme Bompard à Montanègue et sur la ferme de Clamenier, pour associer à des reprises d'exploitations agricoles des activités d'accueil à la ferme.

Les orientations du PADD pourraient autoriser de nouveaux STECAL du même type, si des besoins, des opportunités et des initiatives concrètes apparaissent.

25.2.4. ENVIRONNEMENT, ESPACES NATURELS

Orientations PADD

PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR L'EXISTANT

- Garantir l'intégrité des milieux naturels et des continuités écologiques, en maintenant l'urbanisation à l'écart des secteurs sensibles.

Le zonage du PLU respecte les continuités écologiques et les milieux naturels sensibles. Les extensions de l'urbanisation sont en prolongement du village et ne devraient pas occasionner de coupures significatives dans les continuums écologiques.

La zone Natura 2000 est très à l'écart du village et de toute possibilité de développement de l'urbanisation. Son équilibre fonctionnel ne sera pas affecté par le PLU.

25.2.5. RISQUES NATURELS

Orientations PADD

SE TENIR À L'ÉCART DES RISQUES RECONNUS

- Prendre en compte les risques naturels reconnus, en tenant à l'écart des aléas forts et moyens toute extension de l'urbanisation ou nouvelle construction
- Limiter les aménagements possibles des constructions existantes en zones de risques, par des conditions et des prescriptions adaptées

Les risques naturels présents sur la commune sont essentiellement des risques d'inondation et de débordements torrentiels.

La commune, sur la base des études dont elle dispose (Carte d'aléas, éléments d'étude du PPR), prend en compte attentivement les risques naturels dans le zonage du PLU.

Le PLU évite toute extension de l'urbanisation sur des terrains soumis à des risques naturels notables.

25.2.6. RESSOURCES, INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX

Orientations PADD

CONSOLIDER ET OPTIMISER LES RÉSEAUX

- Optimiser les réseaux existants et projetés, et faire participer les projets nouveaux à leur amélioration éventuelle
- Optimiser les réseaux électrique et de télécommunications existants, en évitant toute extension incontrôlée de l'urbanisation

La ressource en eau potable permet un développement significatif de la commune, bien au-delà des objectifs du PLU.

Le nouveau réseau d'assainissement collectif permet le développement du et permet de raccorder les nouvelles extensions de l'urbanisation, sans travaux considérables.

Les réseaux d'électricité et de communications numériques existent dans tous les secteurs urbanisés. Leur renforcement ne dépend pas de la commune mais des opérateurs commerciaux. Le PLU prévoit cependant que les nouvelles zones d'extension de l'urbanisation seront équipées pour recevoir les nouveaux réseaux.

25.2.7. TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

Orientations PADD

LIMITER LES DÉPLACEMENTS INTERNES, PRIVILÉGIER LA VIE LOCALE ET OPTIMISER LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

- Permettre l'élargissement ponctuel de certaines voies, pour des raisons de sécurité et de commodité
- Favoriser la proximité et les déplacements doux dans l'organisation du village, avec des parcours de promenade mieux aménagés
- Définir des normes de stationnement adaptées aux besoins et aux situations, notamment pour la reconversion des constructions anciennes

Le PLU doit permettre un aménagement de certaines voies, notamment avec des emplacements réservés permettant d'élargir les emprises et d'aménager des parcs de stationnement là où cela est nécessaire.

Les normes minimales de stationnement doivent permettre de favoriser la réhabilitation des constructions anciennes du village.

25.2.8. ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Orientations PADD

OPTIMISER LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Prévoir des réserves foncières pour de nouveaux équipements publics et d'intérêt collectif

Le PLU doit prévoir des réserves foncières pour la réalisation de nouveaux équipements publics communaux et intercommunaux, selon les besoins et les opportunités.

25.2.9. PAYSAGE ET PATRIMOINE

Orientations PADD

PRÉSERVER UN CARACTÈRE DE VILLAGE

- Intégrer les constructions nouvelles dans des périmètres cohérents d'urbanisation
- Définir des règles permettant une bonne insertion des nouvelles constructions, en maintenant l'identité du village

Les limites de l'urbanisation permettent de maintenir les ouvertures et coupures paysagères existantes. Les règles du règlement écrit permettent de préserver l'unité architecturale du village.

25.2.10. MODÉRATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Orientations PADD

OPTIMISER TOUTES LES OPPORTUNITÉS

- Limiter le zonage au potentiel de développement défini à échéance de 12 ans environ
- Réduire de manière très significative les zones d'extension de l'urbanisation (zones NA et NB du POS), dans la limite de 3,5 ha pour les zones AU
- Intégrer dans les projets d'ensemble une volonté d'économie de l'espace : tendre vers un objectif de consommation maximale moyenne de 800 m² de terrain « utile » par construction nouvelle d'habitation en zone d'extension de l'urbanisation (hors habitat diffus)

Le potentiel foncier de remplissage dans l'enveloppe urbaine existante du village est très faible, avec une probabilité de réalisation incertaine (taux d'inertie ou de rétention foncière) et des modalités de remplissage (rythme, densité) ne peuvent pas être maîtrisées par des moyens réglementaires.

En revanche, les secteurs d'extension de l'urbanisation peuvent faire l'objet de conditions d'aménagement et d'objectifs programmatiques.

Les secteurs d'extension de l'urbanisation (zones AU) du haut du village, qui représentent environ 65% du potentiel de nouvelles constructions, font l'objet d'une OAP (orientation d'aménagement et programmation), avec une indication de programme optimal qui doit permettre de respecter l'objectif du PADD.

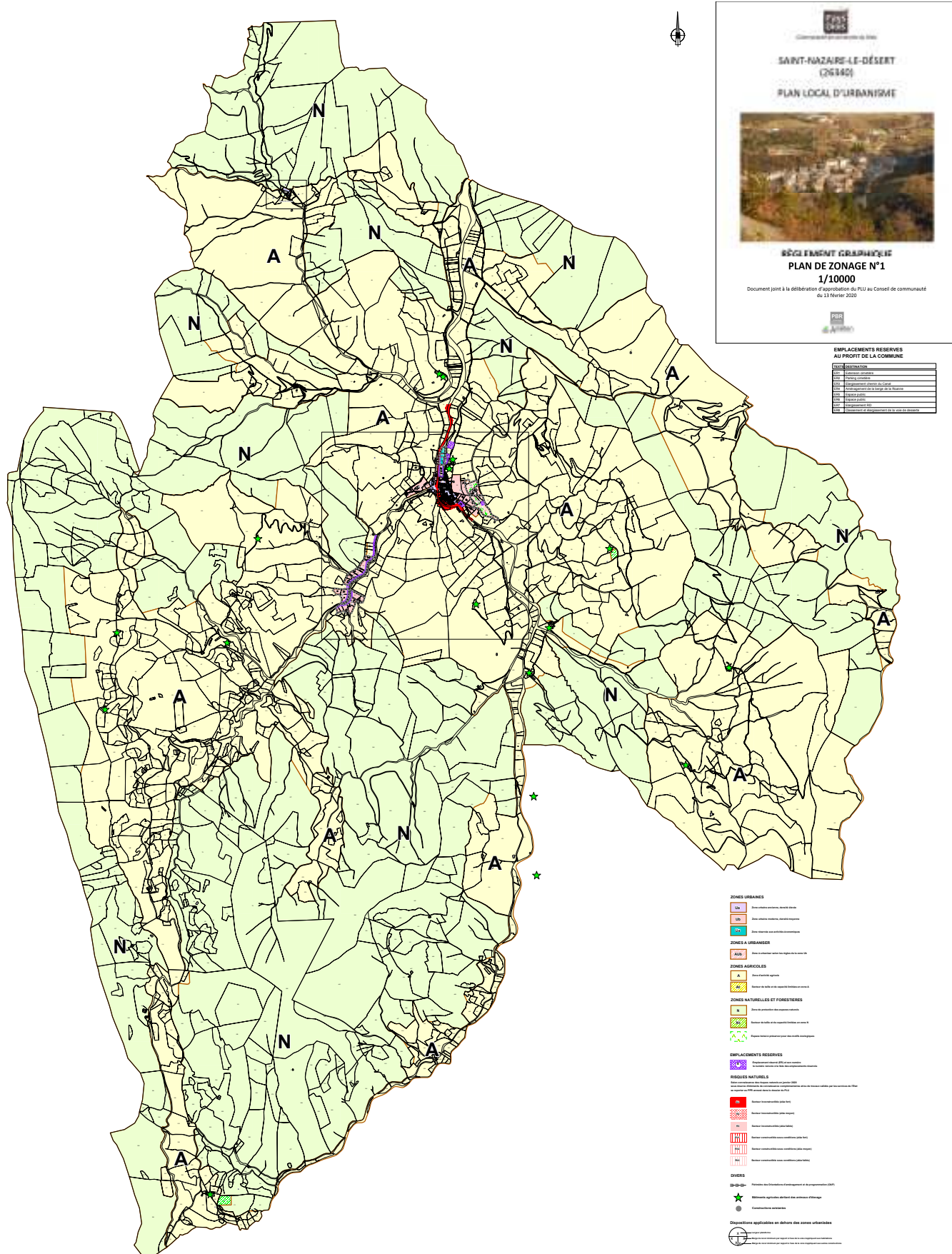
La surface de terrain « utile » exclut les parties de ces zones qui sont inconstructibles pour des raisons environnementales (risques naturels, végétation à préserver, fortes pentes).

26. RÈGLEMENT GRAPHIQUE (ZONAGE)

26.1. ZONAGE DU PLU, EXTRAITS 1/5000

Règlement graphique, légende (extraits)



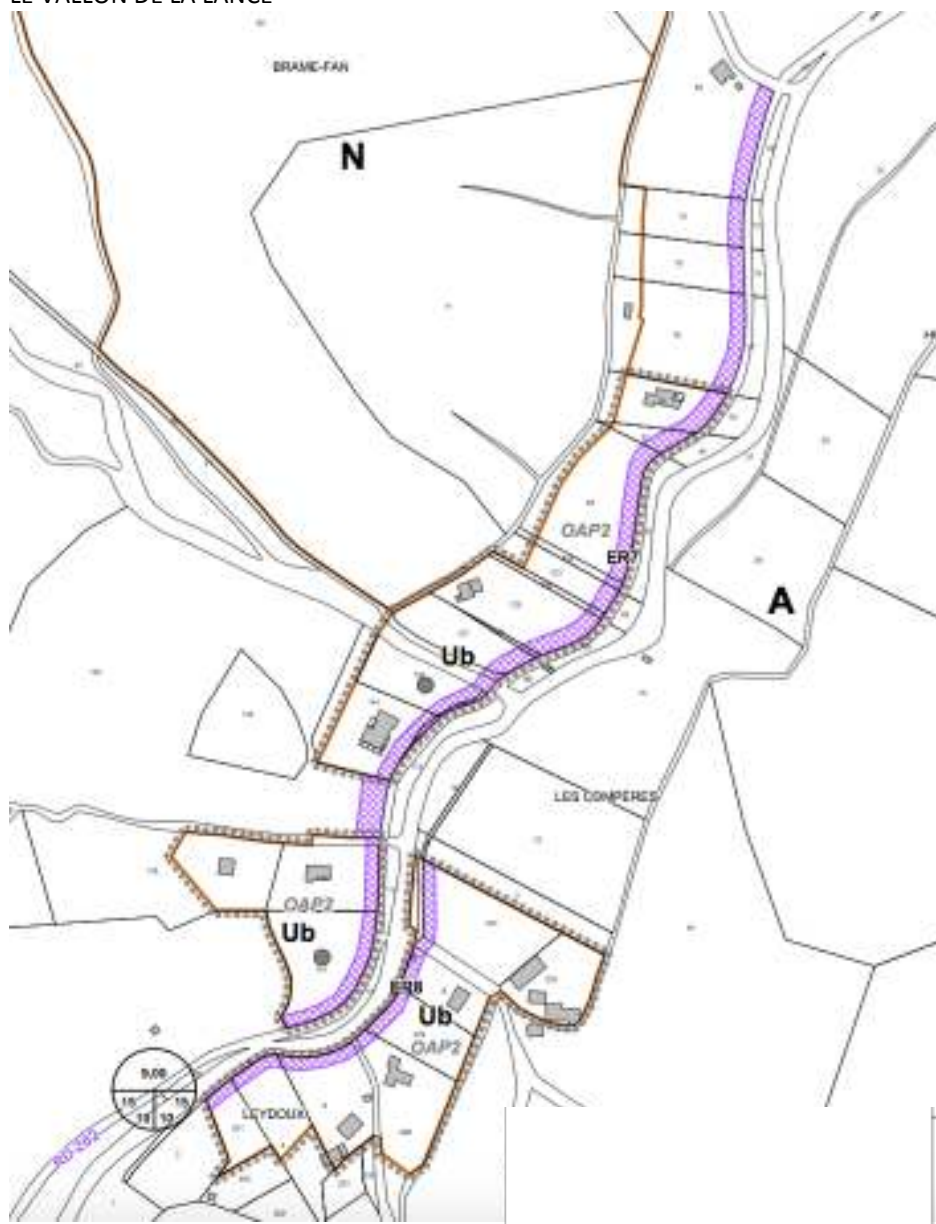


Règlement graphique, ensemble de la commune – sans échelle (1/50000 environ)

LES CHAUVINS



178



PLU, règlement graphique - le vallon de la Lance - extrait 1/5000

26.2. NOMENCLATURE ET ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DES ZONES

26.2.1. ÉVOLUTION DE LA NOMENCLATURE ET DE L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DES ZONES

Le contour général des zones urbanisées et constructibles est fortement réduit par rapport au POS antérieur (voir cartes ci-après ÉVOLUTION DU ZONAGE, DU POS AU PLU).

Évolution du POS au PLU, selon l'évolution législative :

- les zones U (urbaines) restent les zones U qui comprennent les zones Ua, Ub et Ue ;
- la zone NA (zone naturelle d'urbanisation future) indiquée ou non devient la zone Aub (à urbaniser sous conditions) ;
- la zone NCa (agricole) devient la zone A, la zone NCb devient la plupart du temps la zone N ;
- la zone ND (naturelle) devient la zone N.

La zone NB est supprimée.

Les hameaux anciens situés en zone NB ainsi que terrains équipés et déjà construits situés en zone NB répondent aux conditions nécessaires pour être classés en zone urbaine (U).

Des terrains non bâtis classés en zone NB dans le POS peuvent être classés en zone Ub (zone urbaine) lorsqu'ils s'inscrivent dans une continuité urbaine rigoureuse, lorsqu'ils font déjà partie de l'enveloppe urbaine existante (telle

que définie dans le diagnostic) ou lorsqu'ils sont inclus dans « l'étude de discontinuité » loi Montagne (vallon de la Lance).

Tous les autres terrains non bâtis en zone NB du POS sont classés en zone A (agricole) ou N (naturelle).

Le partage entre zones agricoles et zones naturelles est revu, en donnant la priorité à l'activité agricole existante (selon carte des déclarations à la PAC) et au maintien d'espace ouverts.

26.2.2. ZONES U

Les zones U correspondent aux parties déjà urbanisées et équipées de la commune (village, hameau des Chauvins, vallon de la Lance).

La zone Ua correspond au centre du village et au hameau des Chauvins, sous une forme traditionnelle dense. La zone Ua est destinée essentiellement à l'habitat, tout en admettant les activités sans nuisances.

La zone Ub correspond aux parties urbanisées de la commune sous une forme moins dense, avec des formes urbaines et des gabarits correspondant à l'habitat urbain ou pavillonnaire moderne (depuis 1950 environ), en extension du village. Un secteur de la zone Ub est en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'une étude de discontinuité qui a reçu un avis favorable de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

La zone Ue correspond à une partie urbanisable (déjà équipée) de la commune, à vocation d'activités économiques, essentiellement artisanales. La zone Ue est exclusivement réservée aux activités sans nuisances. Ce secteur est en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'une étude de discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'une étude de discontinuité qui a reçu un avis favorable de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

26.2.3. ZONES AU

La zone AU correspond à des terrains non bâtis, non équipés ou insuffisamment équipés par rapport à leur capacité.

Le PLU prévoit plusieurs secteurs classés en zone AUb, dont le corps de règles est similaire à la zone Ub.

La zone AUb correspond à des secteurs naturels ou agricoles non ou insuffisamment équipés, permettant sous conditions des extensions de l'urbanisation à vocation dominante d'habitation, selon les règles de la zone Ub.

L'urbanisation de chaque secteur est soumise à la réalisation des réseaux nécessaires selon un aménagement d'ensemble.

Les secteurs situés en zone AUb sont en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et ont fait l'objet d'une étude de discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'une étude de discontinuité qui a reçu un avis favorable de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

26.2.4. ZONE A

La zone A correspond à des terrains à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique. Il s'agit d'une zone dont l'occupation et l'utilisation sont réservées à l'accueil et au développement des activités agricoles.

Des extensions limitées des constructions d'habitation existantes sont possibles (voir RÈGLEMENT ÉCRIT, évolution détaillée ci-après).

Les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés en cas de stricte nécessité.

Un STECAL (Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées) est prévu en zone A pour permettre l'évolution d'activités existantes, la diversification des activités liées à l'agriculture, dans le strict respect du caractère de la zone.

Ce STECAL est en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'une étude de discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne qui a reçu un avis favorable de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

26.2.5. ZONE N

La zone N correspond à des zones naturelles et forestières faisant l'objet d'une protection particulière en raison soit de la qualité du site, soit de l'intérêt écologique, faunistique et floristique, soit de risques naturels et de nuisances, soit pour affirmer la continuité d'un espace d'intérêt écologique ou une coupure de l'urbanisation.

Seules y sont tolérées les constructions et occupations du sol susceptibles de s'inscrire dans cette vocation, ceci en quantité limitée et sous conditions.

Les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés en cas de stricte nécessité.

La zone N couvre une grande partie du territoire communal. Elle recouvre notamment la zone Natura 2000 et des zones d'inventaire de milieux naturels remarquables (ZNIEFF).

Un STECAL (Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées) est prévu en zone N pour permettre l'évolution d'activités existantes, la diversification des activités liées à l'agriculture, dans le strict respect du caractère de la zone. Ce STECAL est en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'une étude de discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne qui a reçu un avis favorable de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

26.3. BILAN DES SURFACES

Le bilan des surfaces permet de mesurer l'évolution par rapport au document d'urbanisme antérieur (POS de 1977) et de voir l'étendue des différentes zones, et la proportion qu'elles représentent par rapport à la superficie totale de la commune.

Les chiffres concernant le POS antérieur sont cependant sujets à caution et ont une signification toute relative, en raison d'une absence de base de données numériques pour le POS, et de principes de délimitation qui ont pu évoluer dans le PLU (inclusion ou non des voies limitrophes des zones, par exemple).

26.3.1. ÉVOLUTION DES SURFACES DU POS AU PLU

TABLEAU COMPARATIF POS/PLU DES SURFACES EN m2 ET EN ha

POS		PLU	
Zones urbaines ou NB (1)	Surfaces ha	Zones urbaines	Surfaces m2 (ha)
UA village et Chauvins)	3 ha	Ua	49316 m2 (4,93 ha)
UC (périphérie du village)	9 ha	Ub village	58175 m2 (5,82 ha)
		Ue	5921 m2 (0,59 ha)
NB	30 ha	Ub vallon de la Lance	49686 m2 (4,97 ha)
Total zones U ou NB	41 ha	Total zones U	163098 m2 (16,3 ha)
Zones à urbaniser		Zones à urbaniser	
NA	25 ha	AUb1	7497 m2 (0,75 ha)
		AUb2	16920 m2 (1,69 ha)
Total zones NA	25 ha	Total zones AU	24417 m2 (2,4 ha)
Zones agricoles		Zone agricole	
NC, NCa, NCb	Non indiqué	A	22042888 m2 (2204,29 ha)
Total zones NC	Non indiqué	Total zone A	2 204,3 ha
Zones naturelles		Zones naturelles	
ND	Non indiqué	N	20105405 m2 (2010,54 ha)
Total zones ND	Non indiqué	Total zones N	2 010,6 ha
TOTAL COMMUNE (2)	47 km2 = 4700 ha env.	TOTAL COMMUNE (2)	4 628 ha

NOTA 1 : une partie de la zone NB du POS est intégrée de fait aux zones urbaines, aménagée et en partie construite depuis plus ou moins longtemps.

NOTA 2 : les surfaces des zones du POS et celles du PLU ne sont pas calculées de la même manière (pas de plans numériques pour le POS), ce qui explique certains écarts. Les écarts vraiment significatifs sont ceux concernant les zones U et NA du POS, et les zones U et AU du PLU ; les écarts sur les zones NC et ND du POS et A et N du PLU, qui concernent de très grandes étendues, sont peu significatifs.

L'évolution du zonage est représentée par les cartes ci-après.

ÉVOLUTION DU ZONAGE, DU POS AU PLU – LE VILLAGE 1/5000



ÉVOLUTION DU ZONAGE, DU POS AU PLU – LES CHAUVINS 1/5000



ÉVOLUTION DU ZONAGE, DU POS AU PLU – LE VALLON DE LA LANCE 1/5000



26.3.2. ÉVOLUTION DE LA ZONE UA

Le périmètre de la zone Ua du village est peu modifié par rapport au POS de 1977. Il se limite toujours au centre ancien du village.

Ce sont essentiellement Des différences de modes de calculs qui expliquent les écarts de chiffres.

La zone Ua inclut le hameau des Chauvins. La petite surface de ce hameau amène peu de modifications dans le bilan général des surfaces.

26.3.3. REMPLACEMENT DE LA ZONE UC PAR LA ZONE Ub

La zone Ub remplace la zone UC du POS mais recouvre le même caractère et les mêmes conditions.

La superficie totale de cette zone diminue sensiblement, elle passe de 9 à moins de 6 ha.

Elle diminue notamment au nord du village, avec le déclassement en zone N des terrains les plus proches de la Roanne, le déclassement de terrains se trouvant à proximité d'installations agricoles, et surtout des terrains se trouvant en amont du camping, qui ne sont pas encore viabilisés et qui sont en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne.

En revanche, la zone Ub intègre les terrains en zone NB du POS qui ont été équipés et construits (dans le vallon de la Lance par exemple). Ce secteur est en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'une étude de discontinuité qui a reçu un avis favorable de la CDNPOS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

26.3.4. ÉVOLUTION DE LA ZONE NB VERS LA ZONE Ub

La zone Ub intègre les terrains en zone NB du POS qui ont été équipés et construits (dans le vallon de la Lance notamment).

Ce secteur se trouve en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et doit faire l'objet d'un avis de la CDNPS à partir d'une étude de discontinuité.

26.3.5. CRÉATION DE LA ZONE Ue (ACTIVITÉS)

Des terrains au nord du village, dans le secteur « Sous le Béal », sont classés en zone Ue pour être réservés aux locaux d'activités.

Ces terrains, actuellement occupés par d'anciens jardins privés (agriculture non professionnelle et situés un peu à l'écart du village, dans un secteur peu visible, sont correctement desservis par le chemin du Canal et se prêtent bien, après un nécessaire remembrement (parcelles actuellement souvent trop petites) à un développement d'activités commerciales ou artisanales sous une forme dense.

Ce secteur est en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et a fait l'objet d'un avis favorable de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites) à partir d'une étude de discontinuité.

26.3.6. ÉVOLUTION DES ZONES À URBANISER (NA) EN ZONES AUb

Le total des zones AU est très inférieur à celui des zones NA du POS (de 25 ha à moins de 3,5 ha) :

- délaissement des zones NA de Petit Paris et à Boutary ;
- délaissement de la zone NA près du cimetière ;
- délaissement de la zone NA au sud du village à Barrachi ;
- réduction de la zone NA en amont du village à l'est.

Les zones NA du POS étaient très largement surdimensionnées par rapport au rythme de développement de la commune, et n'ont jamais été aménagées en 40 ans. De plus, la plupart d'entre elles se trouvaient en « discontinuité » de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne.

Les nouvelles zones AUb correspondent aux besoins réels de développement de la commune (cf. PADD). Les secteurs correspondants sont en discontinuité de l'urbanisation existante au sens de la loi Montagne, et ont fait l'objet d'une étude de discontinuité et d'un avis favorable de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

26.3.7. SUPPRESSION DE LA ZONE NB

La zone NB couvrait une étendue très importante dans le POS. Elle est supprimée pour les raisons suivantes :

- les terrains équipés et construits en zone NB du POS sont régularisés et classés en zone urbaine (Ub), dans le vallon de la Lance par exemple (voir ci-dessus) ;
- dans la plupart des cas, les terrains non bâtis et non équipés sont classés en zone agricole ou naturelle (A ou N) ;
- dans certains cas, des terrains en zone NB du POS sont classés en zone urbaine (Ub), lorsqu'ils disposent en fait des réseaux (eau potable, électricité) et sont en continuité immédiate par rapport aux constructions traditionnelles.

Seule une petite partie de la zone NB correctement desservie par les réseaux et comportant des habitations est classée en zone urbaine (Ub), pour 5 ha environ. Cela concerne essentiellement la zone Ub du vallon de la Lance.

26.3.8. ÉVOLUTION DE LA ZONE AGRICOLE (A)

L'évolution globale des surfaces des zones agricoles montre une diminution importante des surfaces classées en zone agricole. Cela provient notamment du changement de nomenclature alors que la définition de la zone NCb du POS correspondait davantage à une zone naturelle ; la zone ND (naturelle) est presque absente du POS de 1977. La plupart des zones NCb du POS sont logiquement classées en zone N.

Ces grands écarts de calcul masquent une augmentation de la zone A par rapport aux zones urbaines et à urbaniser, du fait de la suppression de nombreuses zones NA (-22 ha), de la zone NB (-24 ha) ou de la réduction des zones U : au total, ce sont environ 50 ha de terrains théoriquement constructibles du POS de 1977 qui sont devenus inconstructibles.

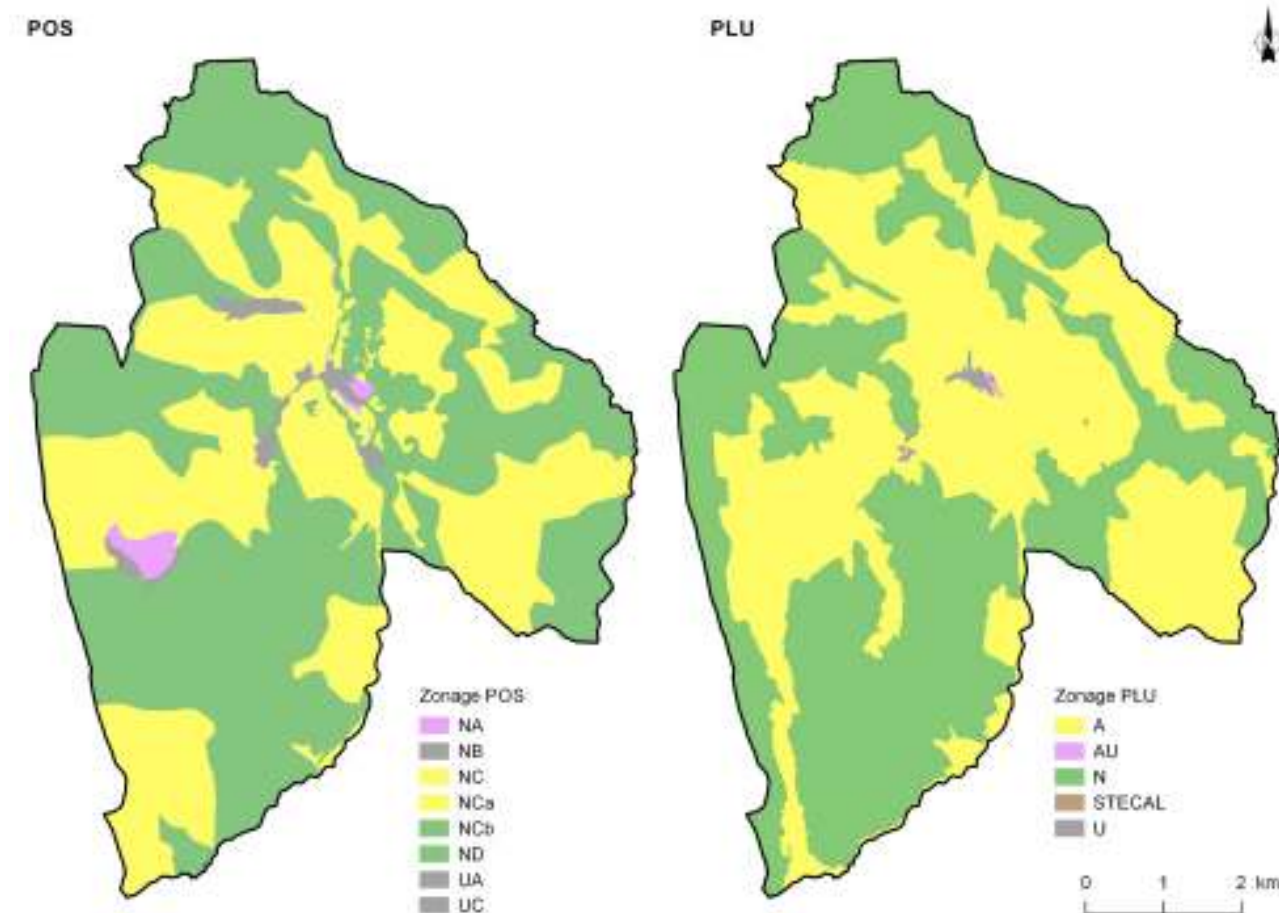
La zone agricole a été vérifiée par rapport aux unités de culture déclarées à la PAC (en 2016) et élargie de façon à former des entités géographiques cohérentes, correspondant à une véritable vocation agricole.

26.3.9. ÉVOLUTION DE LA ZONE NATURELLE (N)

La zone N du PLU correspond essentiellement à la zone NCb du POS. Des ajustements ont été réalisés par rapport à la zone A (agricole).

26.3.10. ÉVOLUTION DU ZONAGE, SYNTHÈSE

ÉVOLUTION DU ZONAGE DU POS AU PLU, ENSEMBLE DE LA COMMUNE



D'après POS de 1977 et projet de PLU

Le zonage réglementaire traduit les orientations majeures du PADD, dont le point 1 : **POUR UNE IDENTITÉ VILLAGEOISE PRÉSERVÉE ET UN DÉVELOPPEMENT MAÎTRISÉ**, ET LE POINT 2 : **PROLONGER ET MAÎTRISER LA CROISSANCE, AVEC PRIORITÉ AUX PROJETS D'ENSEMBLE**, à travers leurs déclinaisons détaillées.

Par rapport au POS de 1977, le total des zones urbaines diminue légèrement (de 12 ha à environ 10 ha), en déclassant des terrains non équipés ou en discontinuité de l'urbanisation existante, et ce malgré la prise en compte des zones NB du POS qui sont aujourd'hui urbanisées et construites.

Les zones à urbaniser (NA du POS, AU du PLU) sont en très forte diminution (de 25 à 3,5 ha), tandis que les zones NB du POS (30 ha) disparaissent complètement.

Du fait de ces évolutions, l'ensemble des zones A et N augmente sensiblement. Cette évolution vient essentiellement de la mise en cohérence du zonage avec un dimensionnement précis des zones à urbaniser par rapport aux besoins de la commune, avec des objectifs d'économie foncière pour les nouvelles zones à urbaniser.

Proportions des différentes zones par rapport à la superficie de la commune (4634 ha) :

- zones U : 16,3 ha, soit 0,35%
- zones AUb : 2,4 ha environ soit 0,07%
- zones A : 2204,3 ha soit 48%
- zones N : 2010,6 ha, soit 43%.

26.4. BILAN DES POTENTIELS ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE D'ESPACE PAR L'URBANISATION

26.4.1. BILAN DES POTENTIELS ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE D'ESPACE PAR L'HABITAT

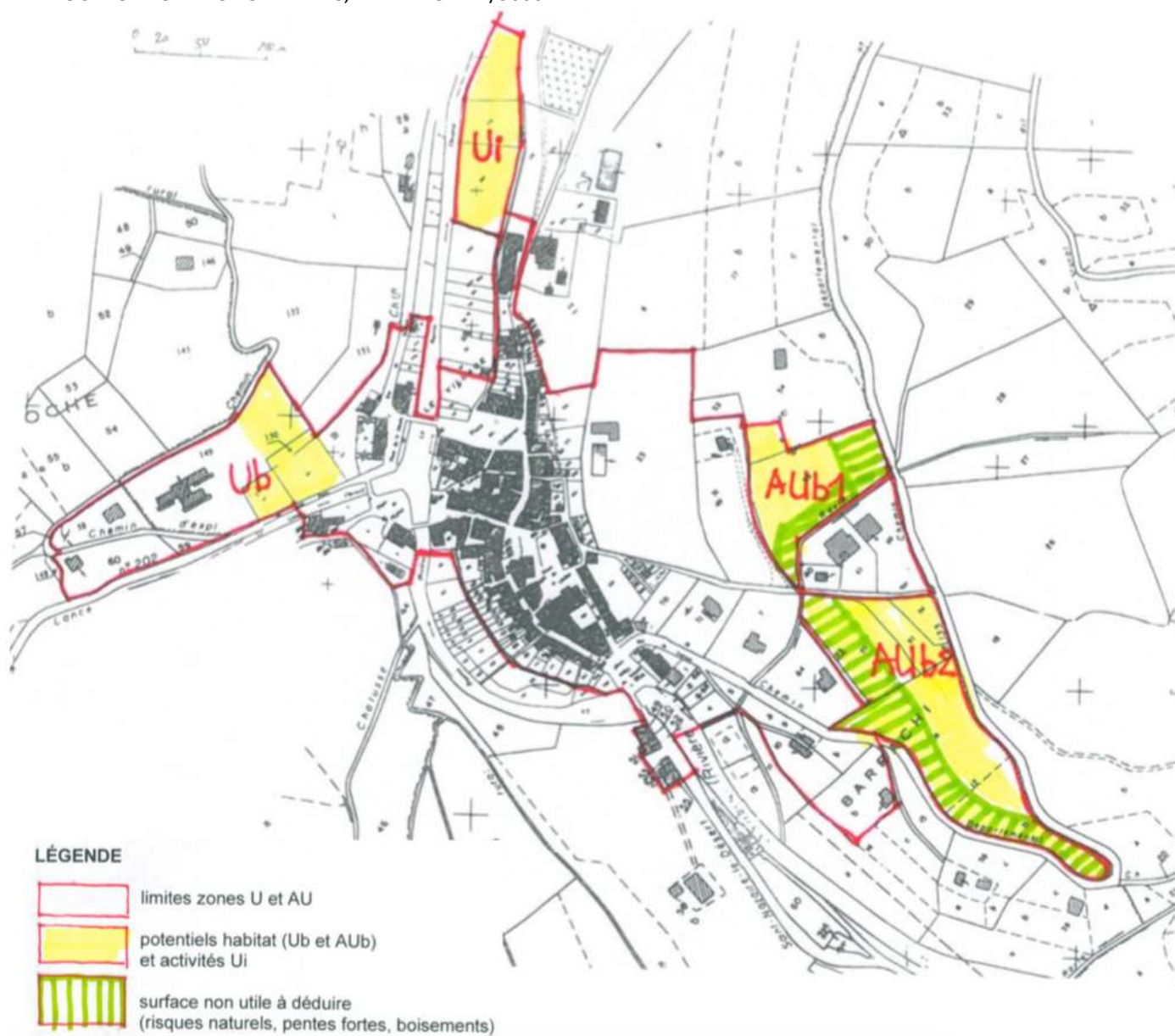
LOCALISATION DES POTENTIELS

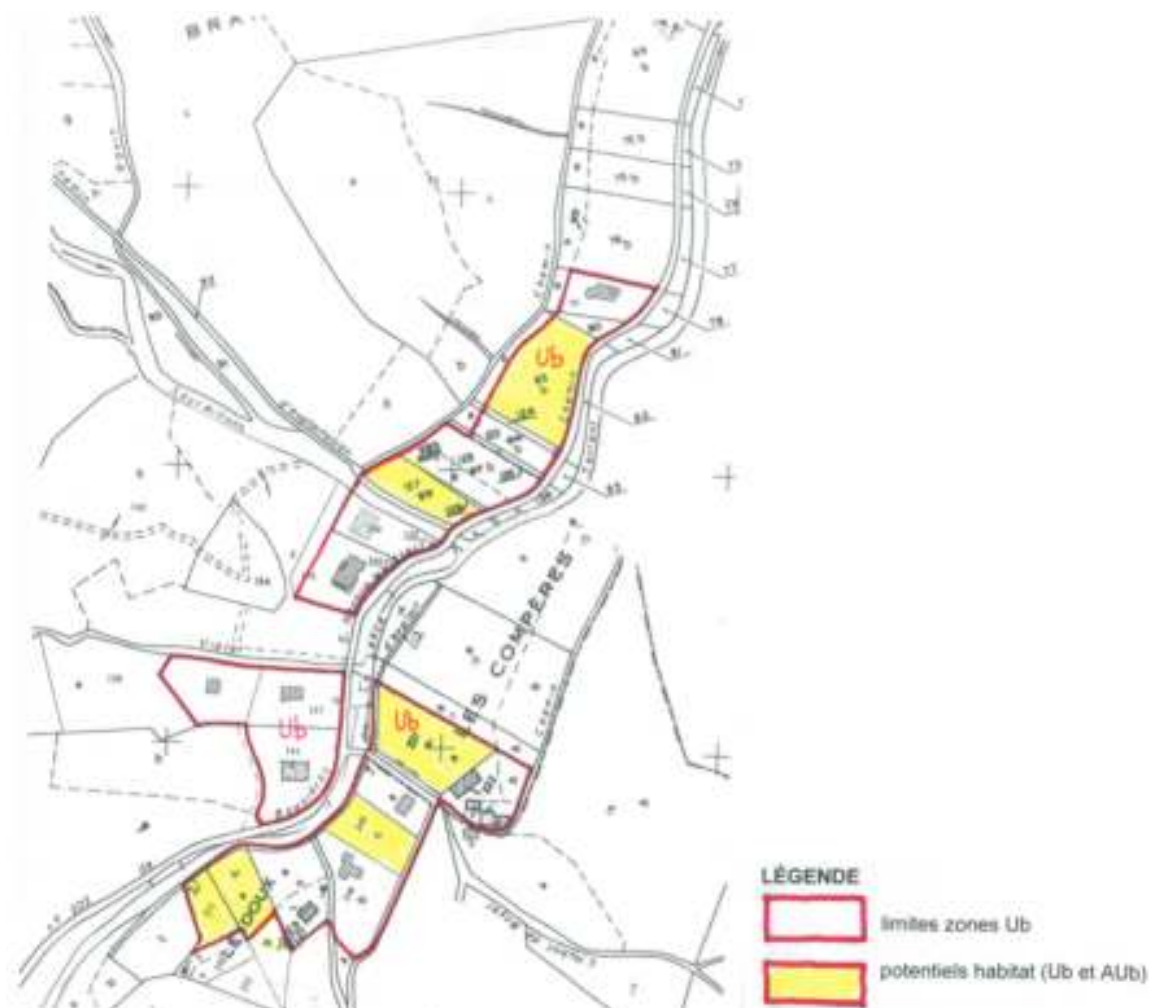
Les potentiels de développement sont analysés sur les deux secteurs :

- le village ;
- le vallon de la Lance.

La zone Ua des Chauvins se limite aux constructions existantes et ne comporte pas de réel potentiel de développement.

LOCALISATION DES POTENTIELS, LE VILLAGE – 1/5000





LOCALISATION DES POTENTIELS, LE VALLON DE LA LANCE– 1/5000

POTENTIELS THÉORIQUE/RÉALISTE DU PLU ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE PAR L'HABITAT

Zones/secteurs	Surfaces (m2) brutes/ utiles(1)	Potentiel théorique (logements)	Potentiel réaliste (2) ou optimal	Surface utile moyenne de terrain par construction nouvelle (3)	Gisement foncier brut (1)
Zone U Village	4950	3	2	1650	0,5 ha
Zone U Vallon de la Lance	11000	9	9	1450	1,6 ha
TOTAL ZONES U	-/15950	12	11	1500	2,1 ha
Zones AUB1	7497/4400	5	5	900	0,75 ha
Zone AUb2	16920/8000	10	10	800	1,69 ha
TOTAL ZONES AU	24417/12200	15	15	815	2,44 ha
ENSEMBLE	61170/49920	27	26	1080	4,55 ha

(1) voirie comprise pour les secteurs d'extension (entre 10 et 20% selon les secteurs), surfaces brutes / surfaces utiles après déduction des surfaces non constructibles (risques naturels, parties en forte pente, etc.)

(2) voir coefficient d'inertie foncière défini dans le DIAGNOSTIC

(3) surface de terrain réellement consommée, hors foncier non utilisé

(4) gisement foncier correspondant au potentiel théorique, avant application du coefficient d'inertie ou de probabilité

Les potentiels réalistes prennent en compte un coefficient d'inertie de 30% (cf. Diagnostic). Il ne s'appliquent qu'au potentiel foncier de remplissage de l'enveloppe urbaine existante, sur lequel la commune n'a pas de véritables outils réglementaires de maîtrise de la densité de construction.

Pour les zones AU, les programmes optimaux sont définis et maîtrisables dans le cadre des OAP (orientations d'aménagement et de programmation) sur chacune de ces zones.

Avec un total de 26 nouveaux logements potentiels, le potentiel du PLU est compatible avec l'objectif du PADD de la commune de permettre la réalisation de 30 nouveaux logements en 12 ans (orientation n°1 : **PROLONGER ET MAÎTRISER LA CROISSANCE, AVEC PRIORITÉ AUX PROJETS D'ENSEMBLE**).

Compte tenu des facteurs d'incertitude portant sur les mutations foncières en zone urbaine, sans outil réglementaire de maîtrise foncière, et d'une durée de référence de 12 ans, ce bilan prévisionnel entre dans une marge raisonnable de compatibilité.

La consommation prévisionnelle d'espace par l'habitat neuf est en moyenne d'environ 1080 m² par nouvelle construction. Elle est la plus réaliste, compte tenu de l'absence d'outils réglementaires pouvant exiger une densité minimale ou une subdivision des terrains en zone urbaine. Le potentiel de subdivision des terrains de plus de 3000 m² a été pris en compte de façon aussi réaliste que possible.

Il faut surtout comparer cette prévision avec la consommation réelle d'espace de la période récente (2005-2014), qui était nettement supérieure (en moyenne 3210 m² de terrain par nouvelle construction). La réduction de la consommation d'espace envisagée est donc très importante.

Le PLU, par le zonage et par les OAP (Orientations d'aménagement et de programmation), permet une évolution très importante de la consommation moyenne de terrain en remplissage du tissu urbain déjà constitué.

La consommation prévisionnelle d'espace par l'habitat neuf s'établit à 815 m² (en surface « utile ») par construction nouvelle dans les zones AU. Cela peut également sembler encore élevé, alors que les OAP (Orientations d'aménagement et de programmation) sont en mesure de définir un programme minimal ou optimal. Mais outre que cette moyenne inclut la voirie nécessaire à l'aménagement de ces secteurs, avec parfois des ratios élevés liés à des choix qualitatifs, cette consommation d'espace est très inférieure à celle du remplissage du tissu urbain existant.

Le PLU va dans le bon sens en permettant là encore une diminution très significative de la consommation d'espace par l'habitat.

SYNTHÈSE

Même si les moyennes prévisionnelles de consommation d'espace peuvent sembler encore élevées, il faut prendre en compte les particularités de la commune d'une part, et des terrains aménageables d'autre part.

La commune a connu ces dernières années une consommation d'espace par l'habitat très élevée, du fait de l'absence d'outils réglementaires ; le PLU prévoit une forte diminution de cette consommation.

Le faible potentiel de remplissage du tissu urbain existant, même en incluant le vallon de la Lance, fait reposer sur les zones AU la majeure partie (presque les deux tiers) du développement urbain attendu. Les OAP ont recherché sur les zones AU un compromis optimal entre conditions du terrain (pentes parfois fortes, accès à aménager), l'incidence parfois forte d'aménagements qualitatifs (voirie et espaces publics hors voirie, qui représentent des ratios relativement élevés) et une typologie d'habitat

La consommation d'espace prévisionnelle respecte l'orientation 10 du PADD :

OPTIMISER TOUTES LES OPPORTUNITÉS

- Limiter le zonage au potentiel de développement défini à échéance de 10 ans environ

- Réduire de manière très significative les zones d'extension de l'urbanisation (zones NA et NB du POS), dans la limite de 3,5 ha pour les zones AU

- Intégrer dans les projets d'ensemble une volonté d'économie de l'espace : vers un objectif de consommation maximale moyenne de 1000 m² de terrain « utile » par construction nouvelle d'habitation en zone d'extension de l'urbanisation (hors habitat diffus)

(NB : ce dernier objectif ne concerne que les secteurs d'extension de l'urbanisation (zones AU), dans la mesure où le remplissage au coup par coup du potentiel de l'enveloppe urbaine ne permet pas de maîtriser les densités).

26.4.2. BILAN DES POTENTIELS ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE D'ESPACE PAR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Une zone urbaine réservée aux activités économiques (commerce et artisanat sans nuisances) est créée au nord du village, la zone Ue. La création de cette zone, qui était en zone NA dans le POS de 1977, est un peu à l'écart de la tache urbaine existante pour mieux préserver le caractère du village. Cette zone correspond à des besoins réels et son impact sur l'étalement urbain et sur des espaces agricoles ou naturels est très faible.

POTENTIEL ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE PAR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Zones /secteurs	Surface	Potentiel	Surface de terrain par construction nouvelle	Gisement foncier
Zone Ue	5921 m ²	3 à 5 lots	Non déterminée	0,59 ha

Le zonage du PLU et la nouvelle zone Ue traduisent l'orientation 3 du PADD : **PRÉSERVER L'AGRICULTURE, PROMOUVOIR DES ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES** et notamment son orientation détaillée : *Permettre l'installation ou le développement d'activités artisanales dans le village.*

26.4.3. BILAN DES POTENTIELS ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE D'ESPACE POUR LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Plusieurs emplacements réservés sont prévus pour permettre l'extension ou la création d'équipements publics. Tous ces emplacements réservés (hors ceux concernant la voirie et les espaces publics) se trouvent dans l'enveloppe urbaine et ne consomment aucun espace agricole ou naturel.

POTENTIEL ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE PAR LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Zones /secteurs	Surfaces	Potentiel	Surface de terrain par construction nouvelle (3)	Gisement foncier
ER hors enveloppe urbaine	0 ha	Néant (voirie et espaces publics)	Sans objet	0 ha
Total	0 ha			

Le zonage du PLU et les projets d'extension des équipements publics traduisent l'orientation 8 du PADD : **OPTIMISER LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS.**

Les surfaces prévues pour le développement des équipements publics sont minimales et n'impactent pas la tache urbaine. Elles n'ont pas d'incidence sur les surfaces de bonnes terres agricoles.

26.4.4. BILAN DES POTENTIELS ET CONSOMMATION PRÉVISIONNELLE D'ESPACE, SYNTHÈSE

Dans l'ensemble, l'impact des secteurs d'extension pour l'habitat et des projets d'équipements publics est faible dans l'évolution de tache urbaine. Les secteurs d'extension pour l'habitat sont en prolongement direct de l'urbanisation existante (haut du village), ou une structure urbaine encore parfois trop peu dense est consolidée en zone U (vallon de la Lance).

26.5. PRISE EN COMPTE DES ÉLÉMENTS DE PAYSAGE ET DE PATRIMOINE

Il n'existe pas de monument historique inscrit à Saint-Nazaire-le-Désert.

Il existe sur la commune des d'édifices ou d'éléments de paysage remarquables, mais ceux-ci ne nécessitent pas forcément des mesures réglementaires de protection. Plusieurs édifices ou éléments de patrimoine intéressants ont été identifiés dans le diagnostic, ils ont souvent déjà été restaurés et les règles du règlement écrit ont semblé suffisantes pour préserver leur caractère.

Les nombreux éléments du « petit patrimoine » appartiennent pour la plupart à la commune et ne sont pas menacés. Ils ne nécessitent pas d'inventaire et de mesures réglementaires spécifiques.

26.6. PRISE EN COMPTE DE SECTEURS RÉSERVÉS POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS DE CATÉGORIES PARTICULIÈRES

La commune fait partie d'un PLH (Programme local de l'habitat) pour la période 2012-2017, qui fixe des objectifs à atteindre en matière de réalisation de logements de catégories particulières.

La commune possède en 2017 4 logements locatifs sociaux (LLS), ce qui représente environ 0,5% des résidences principales de la commune.

C'est un taux de LLS (logements locatifs sociaux) très faible ; mais la taille et la situation de la commune ne lui donnent pas vocation à accueillir une proportion importante de LLS, même si une demande potentielle existe.

Pour veiller à maintenir un équilibre social et générationnel correct et pour diversifier l'habitat dans les 10 prochaines années, la commune pourra prévoir avec certains bailleurs sociaux des logements locatifs sociaux et/ou pour personnes âgées dans les secteurs les plus proches du centre du village. Mais les opportunités sont trop incertaines pour être réglementées dans le cadre du PLU.

26.7. PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

La connaissance des risques naturels se limite aux alentours du village (carte d'aléas inondation de 2011 et carte « Intégration des risques inondation dans le PLU de 2017) et est transcrite sur le Règlement graphique par des trames correspondant à la nature et à l'importance des risques.

Ces éléments ont été pris en compte dans la délimitation des zones urbaines.

Ils figurent dans les annexes du PLU.

Les éléments de connaissance et de maîtrise des risques naturels sont susceptibles d'évoluer ; tout projet devra prendre en compte les risques connus au moment de la construction.

En dehors du secteur du village, conditions de constructibilité s'apprécient selon l'article R 111-2 du Code de l'urbanisme, sous réserve d'éléments de connaissance complémentaires et/ou de travaux validés par les Services de l'État.

Le PLU traduit donc le point 5 du PADD :

SE TENIR À L'ÉCART DES RISQUES RECONNUS

- Prendre en compte les risques naturels reconnus, en tenant à l'écart des aléas forts et moyens toute extension de l'urbanisation ou nouvelle construction
- Limiter les aménagements possibles des constructions existantes en zones de risques, par des conditions et des prescriptions adaptées

26.8. PRISE EN COMPTE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert dispose en 2019 d'un réseau d'assainissement collectif séparatif qui dessert tous les secteurs déjà urbanisés du village, et qui peut desservir les zones d'extension de l'urbanisation de l'urbanisation (zones Aub) situées en amont du village ainsi que la zone Ue prévue au nord du village.

Le zonage réglementaire d'assainissement est cohérent avec le PLU.

Le présent PLU nécessite des extensions très limitées du réseau d'assainissement collectif (en dehors du réseau interne des opérations prévues dans les zones AU).

Le PLU, à travers notamment la localisation des secteurs d'extension, traduit l'orientation 6 du PADD :

CONSOLIDER ET OPTIMISER LES RÉSEAUX

- Optimiser les réseaux existants et projetés, et faire participer les projets nouveaux à leur amélioration éventuelle.

26.9. PRISE EN COMPTE DE LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU POTABLE

Le réseau public communal est alimenté par des sources et des réseaux d'eau potable provenant d'autres communes limitrophes.

Il n'existe pas de captages utilisés et protégés sur le territoire de la commune.

Les ressources et les réseaux d'eau potable sont suffisants pour supporter le développement urbain envisagé.

Le PLU, à travers notamment la localisation des secteurs d'extension, traduit l'orientation 6 du PADD :

CONSOLIDER ET OPTIMISER LES RÉSEAUX

- Optimiser les réseaux existants et projetés, et faire participer les projets d'aménagement à leur amélioration ou à leur extension éventuelle

26.10. PRISE EN COMPTE DES HABITATIONS ISOLÉES EN ZONE AGRICOLE OU NATURELLE

Le PLU régularise et intègre en zone urbaine (Ua et Ub) un certain nombre de constructions d'habitation existantes situées dans les zones NB du POS. En revanche, il maintient en zone A (agricole) ou N (naturelle) des constructions d'habitation isolées qui sont éloignées d'autres constructions et ne constituent pas des « groupes de constructions traditionnelles » (au sens de la loi Montagne).

Cette situation concerne environ 75 habitations existantes sur le territoire communal (y compris les habitations liées à des exploitations agricoles).

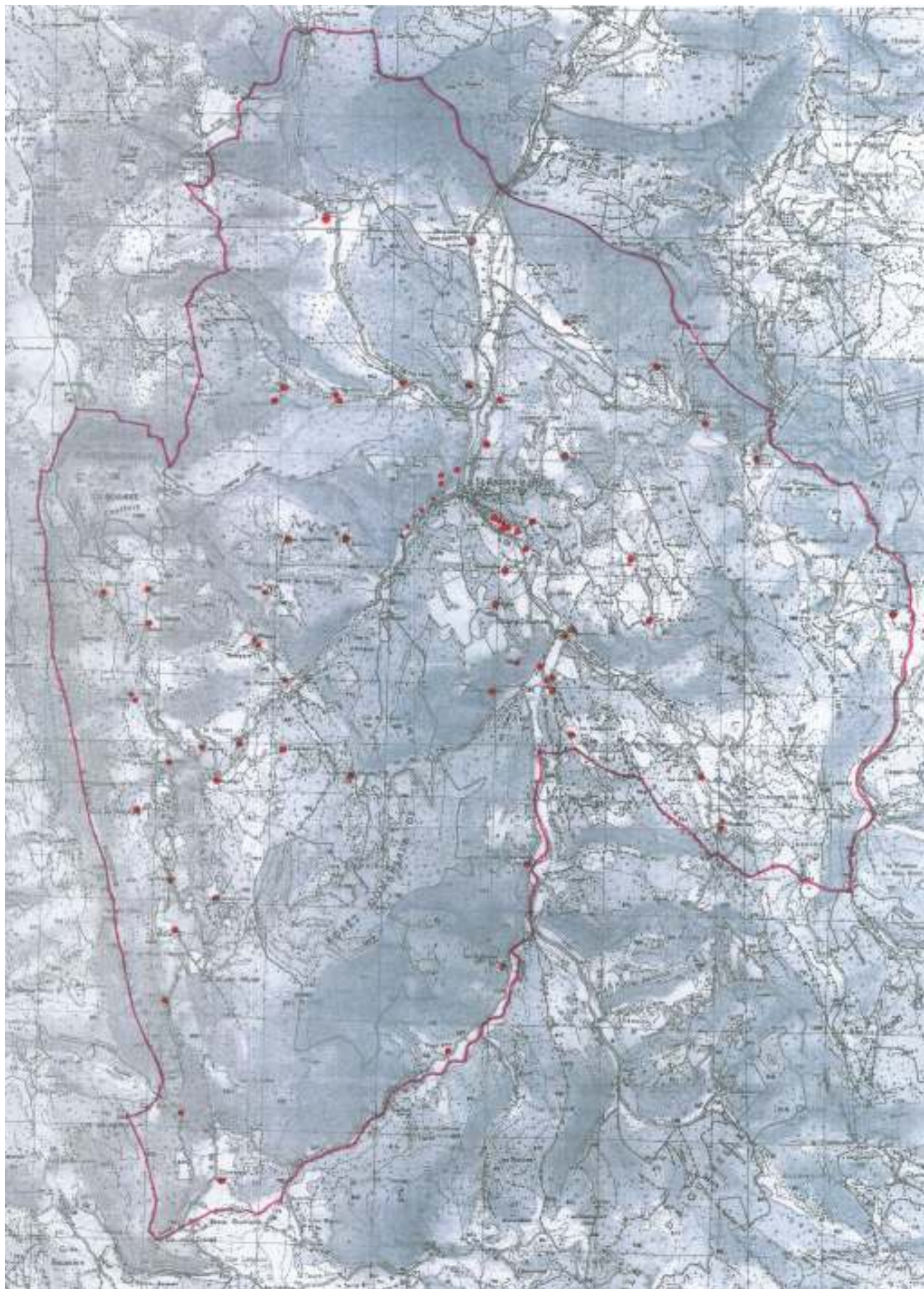
Les constructions d'habitation existantes en zone agricole ou naturelle ne nécessitent pas de zonage spécifique. Les terrains concernés ne peuvent pas faire l'objet de constructions d'habitation nouvelles. Ces constructions isolées ont cependant la possibilité, selon le règlement écrit du PLU, de réaliser des extensions limitées (voir RÈGLEMENT ÉCRIT ci-après).

Le diagnostic a envisagé le cas des constructions isolées, anciennement agricoles, qui pourraient faire l'objet d'un changement de destination au titre de l'article L. 151-11 du Code de l'urbanisme. Il n'a cependant pas identifié des constructions de ce type pouvant répondre à des critères de mise en valeur précis : accessibilité, ressource en eau, réseau électrique, etc.

Par ces mesures, le zonage du PLU respecte l'orientation 3 du PADD :

PRÉSERVER L'AGRICULTURE, PROMOUVOIR DES ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES

- *Respecter des distances significatives entre l'habitat et les installations d'élevage pour préserver les installations viables, voire permettre leur extension*
- *Préserver les conditions d'accès et de continuité optimales pour les exploitations viables, avec une définition précise des limites de l'urbanisation.*
- *Permettre l'installation ou le développement d'activités artisanales dans le village*
- *Permettre l'exploitation des ressources forestières, avec des infrastructures et installations adaptées à la sylviculture*
- *Permettre le développement des activités liées au tourisme et à l'agro-tourisme.*



Carte des constructions isolées en zone agricole ou naturelle (sans échelle)

27. RÈGLEMENT ÉCRIT

Avant le présent PLU, la commune de Saint-Nazaire-le-Désert disposait d'un Plan d'occupation des sols (POS) approuvé en 1977.

Le règlement écrit de ce POS était ancien, il contenait plusieurs dispositions rendues illégales ou caduques par les importantes évolutions législatives intervenues depuis.

Le règlement écrit a en conséquence été entièrement revu, pour intégrer ces évolutions législatives et apporter davantage de clarté et de précision à de nombreuses dispositions. Sur le fond, il reprend cependant les mêmes bases que le règlement du POS.

Il adopte par ailleurs la mise en forme du règlement codifiée par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et par le décret du 28 décembre 2015.

En termes de contenu, les principales règles ont relativement peu changé par rapport au POS, leurs objectifs et principes sont globalement respectés.

27.1. PRÉAMBULE

Le Règlement écrit comporte un PRÉAMBULE.

Bien que ce préambule n'aie pas une portée véritablement réglementaire, il a semblé important pour la commune de rappeler des règles générales et des références portant sur d'autres domaines législatifs qui sont parfois méconnues du public voire même des professionnels.

Ce préambule ne prétend pas être exhaustif, bien sûr, mais rassemble de nombreuses informations utiles et importantes pour éviter des contentieux réglementaires.

27.2. ÉVOLUTION DU RÈGLEMENT, TITRES I À IV

Les points qui suivent expliquent les modifications apportées au règlement du POS antérieur et aux dispositions applicables aux différentes zones.

27.2.1. NOUVELLES DÉNOMINATIONS DES ZONES

ÉVOLUTION DE LA NOMENCLATURE DES ZONES

Du POS de 1977 au présent PLU

La zone UA	devient	la zone Ua
La zone UC	devient	la zone Ub
La zone Ue		est créée
La zone NA	devient	la zone AU
La zone NB		est supprimée
La zone NC	devient	la zone A (ou N pour la zone NCb)
La zone ND	devient	la zone N

27.2.2. NOUVELLES DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Le décret du 29 décembre 2015 a redéfini les destinations et sous-destinations réglementaires du Code de l'urbanisme, à prendre en compte pour les demandes d'autorisation d'urbanisme et pouvant faire l'objet d'interdictions ou de limitations selon la vocation des différentes zones.

DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS - ÉVOLUTION AVANT / APRÈS DÉCRET DU 29/12/2015

AVANT (POS ou ancien PLU)	APRÈS (nouveau PLU)
Exploitation agricole ou forestière	1. Exploitation agricole ou forestière 1.1. Exploitation agricole 1.2. Exploitation forestière
Habitation	2. Habitation 2.1. Logement 2.2. Hébergement
Commerce Artisanat Hébergement hôtelier	3. Commerce et activités de service 3.1. Artisanat et commerce de détail 3.2. Restauration 3.3. Commerce de gros 3.4. Activités de service avec accueil de clientèle 3.5. Hébergement hôtelier et touristique 3.6. Cinéma
Constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif (CINASPIC)	4. Équipements d'intérêt collectif et services publics 4.1. Bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques 4.2. Locaux techniques et industriels des administrations publiques 4.3. Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale 4.4. Salles d'art et de spectacles 4.5. Équipements sportifs 4.6. Autres équipements recevant du public
Bureaux Industrie Entrepôt	5. Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire 5.1. Industrie 5.2. Entrepôt 5.3. Bureau 5.4. Centre de congrès et d'exposition

27.2.3. ÉCRITURE DES RÈGLES – CORRESPONDANCES DU POS AU PLU

Le décret du 29 décembre 2015 a redéfini l'organisation des articles du règlement du PLU. Les articles sont répartis selon la nouvelle organisation qui suit.

Cette évolution est également valable par rapport au POS de 1985 et au PLU de 2012.

ÉVOLUTION DE LA NOMENCLATURE ET DU CONTENU DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

POS	PLU
TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES Champ d'application du règlement Division du territoire en zones Autres réglementations	PRÉAMBULE Servitudes d'utilité publique Risques naturels et technologiques Autres réglementations (dont adaptations mineures) TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES Lexique
TITRES II, III, IV ET V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES (U, NA, NC, ND)	TITRES II, III, IV ET V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES (U, AU, A, N)
Vocation et caractère de la zone Article 1. Occupations et utilisations admises Article 2. Occupations et utilisations du sol interdites	CHAPITRE I - Affectation des zones et destinations des constructions Article 1. Destinations et sous-destinations Article 2. Interdictions et limitation de certains usages et affectations des sols 2.1. Interdictions 2.2. Limitations sous conditions Article 3. Mixité fonctionnelle et sociale 3.1. Mixité fonctionnelle 3.2. Mixité sociale
Article 5. Caractéristiques des terrains	CHAPITRE II - Caractéristiques architecturales, naturelles et paysagères (Article supprimé)

Article 6. Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques Article 7. Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Article 8. Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété Article 9. Emprise au sol Article 10. Hauteur maximale des constructions Article 14. Coefficient d'occupation du sol Article 15 Dépassement du COS Article 11. Aspect extérieur Article 13. Espaces libres et plantations – espaces boisés classés Article 12. Stationnement des véhicules	Article 4. Volumétrie et implantation des constructions 4.1. Implantation par rapport aux voies et aux espaces publics 4.2. Implantation par rapport aux limites séparatives 4.3. Implantation des constructions sur un même terrain 4.4. Emprise au sol des constructions 4.5. Hauteurs des constructions (article supprimé) (article supprimé) Article 5. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère - Aspect extérieur des constructions Article 6. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions 6.1. Perméabilité des sols, coefficient de pleine terre ou de biotope 6.2. Plantations Article 7. Stationnement
Article 3. Accès et voiries Article 4. Desserte par les réseaux - eau - assainissement et eaux pluviales - électricité et téléphone - desserte TDF	CHAPITRE III - Équipement et réseaux Article 8. Desserte par les voies publiques ou privées Article 9. Desserte par les réseaux - eau potable - assainissement et eaux pluviales - électricité - téléphone et réseaux numériques - déchets

Dans la nouvelle rédaction du règlement, aucun article n'est obligatoire. Certains sont mentionnés mais ne font pas forcément l'objet de dispositions réglementaires.

27.2.4. ÉVOLUTION DÉTAILLÉE DES DIFFÉRENTES RÈGLES DU POS AU PLU

L'évolution détaillée des différents articles du règlement est présentée dans le tableau ci-dessous, qui montre pour chaque article les modifications apportées.

ÉVOLUTION DÉTAILLÉE DES RÈGLES DU POS DE 1977 AU PLU

Du POS	Au PLU
Caractère de la zone	Article 1. Destination s et sous-destinations
Définition des zones selon localisation et objectifs généraux	Vocation générale des différentes zones selon destinations dominantes
PAS DE ZONE UB	ZONE Ub créée pour remplacer la zone UC
PAS DE ZONE UE	ZONE Ue créée , réservée aux activités économiques hors agriculture
ZONE NA : zone naturelle d'urbanisation future	ZONE AUb : zone d'urbanisation future réglementée, sous condition d'un projet d'ensemble
ZONE NB : zone naturelle constructible sous réserve de réalisation des équipements nécessaires	ZONE NB supprimée
ZONES NCa et NCb Zone NCb plus proche de ND	ZONE A – avec 1 STECAL
ZONE ND	ZONE N - avec 1 STECAL

<p>Article 1. Types d'occupations et utilisations du sol interdits</p> <p>Zones U, NA, NB :</p> <ul style="list-style-type: none"> - locaux agricoles non interdits - établissements dangereux, insalubres ou incommodes - certaines destinations mal définies <p>Référence à des définitions obsolètes ou à des critères d'appréciation peu précis</p> <p>ZONE NA</p> <ul style="list-style-type: none"> - constructions isolées - lotissements de moins de 1 hectare <p>ZONE NB</p> <ul style="list-style-type: none"> - les « ensembles » et certains « lotissements » ... <p>ZONE NC</p> <ul style="list-style-type: none"> - habitations sauf logements d'agriculteurs - commerce, artisanat et services non interdits - campings non interdits en NCb <p>ZONE ND</p> <p>« Tout mode d'occupation du sol est interdit »</p>	<p>Article 2.1. Constructions et occupations du sol interdites</p> <p>Destinations globalement inchangées sauf exceptions indiquées ci-dessous</p> <p>ZONES Ua, Ub, AUb :</p> <ul style="list-style-type: none"> - locaux agricoles, forestiers et industriels interdits <p>Destinations correspondant aux définitions du Code de l'urbanisme</p> <p>ZONE Ue</p> <p>Habitation interdite, sauf logement de fonction</p> <p>ZONE AUb</p> <p>Mêmes règles que pour la zone Ub, à condition d'une opération d'aménagement d'ensemble sur chacun des secteurs</p> <p>ZONE SUPPRIMÉE</p> <p>ZONE A</p> <ul style="list-style-type: none"> - habitations, activités économiques hors agriculture (hors STECAL) <p>ZONE N</p> <p>Toute construction à l'exception des équipements d'intérêt collectif et services publics et des extensions limitées d'habitations existantes</p>
<p>Article 2. Occupations et utilisations admises sous conditions</p> <p>Destinations correspondant au caractère de la zone</p> <p>Pas de précision pour les équipements publics</p> <p>Constructions admises « pour une œuvre d'intérêt général » (colonies de vacances, etc.) en zones NA, NB, NC</p> <p>ZONES UA ET UC</p> <p>Formulation complexe, critères peu précis</p> <p>ZONE NA</p> <ul style="list-style-type: none"> - « bâtiments à usage agricole situés à moins de 100 m du logement d'un agriculteur » <p>ZONE NB</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations artisanales admises sous conditions <p>ZONE NC</p> <p>Pas de précision sur la reconversion du bâti existant</p> <p>« Certaines constructions non liées à l'agriculture »</p>	<p>Article 2.2. Constructions et occupations du sol autorisées sous conditions</p> <p>Équipements d'intérêt collectif et services publics autorisés dans toutes les zones si compatibles</p> <p>ZONES Ua, Ub, AUb</p> <p>ICPE autorisées si compatibles</p> <p>ZONE Ue</p> <p>logement de fonction à inclure dans le volume général, de moins de 120 m² de SP</p> <p>ZONE AUb</p> <p>Mêmes règles que pour la zone Ub, à condition d'une opération d'aménagement d'ensemble sur chacun des secteurs</p> <p>ZONE SUPPRIMÉE</p> <p>ZONE A</p> <p>Extension d'habitations existantes de plus de 40 m² dans la limite de +35 m² ou de +30% de SP, sans que</p>

<p><i>pourront être édifiées près des habitations existantes », selon certaines conditions : formulation imprécise, disposition devenue impossible</i></p> <p>« Logements des exploitants ruraux » sans limitation de surface</p> <p>ZONE ND sans objet, aucune construction autorisée</p> <p><u>Mixité fonctionnelle et sociale</u></p> <p><u>Mixité fonctionnelle</u> définie par l'article 2 de chaque zone</p> <p><u>Mixité sociale</u> néant</p>	<p>le total puisse dépasser 250 m2 de SP</p> <p>Annexes non accolées et piscines possibles dans la limite de 35 m2, à moins de 20 m des constructions principales</p> <p>Locaux d'habitation strictement liés et nécessaires à l'activité agricole, dans la limite de 120 m2 de SP,</p> <p>Dispositions particulières pour le STECAL 1: jusqu'à 150 m2 de SP</p> <p>ZONE N Extension d'habitations existantes de plus de 40 m2 dans la limite de 35m2 ou de 30% de SP, sans que le total puisse dépasser 250 m2 de SP</p> <p>Annexes non accolées et piscines possibles dans la limite de 35 m2, à moins de 20 m des constructions principales</p> <p>Dispositions particulières pour le STECAL 2 : jusqu'à 50 m2 de SP</p> <p><u>Article 3. MIXITÉ FONCTIONNELLE ET SOCIALE</u></p> <p><u>Article 3.1. Mixité fonctionnelle</u> Pas de règles particulières, article 2.2. suffisant</p> <p><u>Article 3.2. Mixité sociale</u> Pas de règles particulières</p>
<p><u>Article 3. Accès et voiries</u></p> <p>Dispositions générales similaires pour toutes les zones</p> <p>Zone UC : largeur d'emprise de 8 m au moins pour les voies carrossables</p>	<p><u>Article 8. Desserte par les voies publiques et privées</u></p> <p>Dispositions similaires pour toutes les zones</p> <p>Dispositions faisant systématiquement référence aux services gestionnaires, dont les règlements peuvent évoluer indépendamment du PLU</p> <p>Dispositions supplémentaires pour les réseaux numériques</p> <p>Le raccordement aux réseaux est soumis à une autorisation d'urbanisme (article L. 111-12 du Code de l'urbanisme)</p>
<p><u>Article 4. Desserte par les réseaux</u></p> <p>Dispositions similaires pour toutes les zones</p> <p>Dispositions techniques obsolètes ou incomplètes</p>	<p><u>Article 9. Desserte par les réseaux</u></p> <p>Dispositions similaires pour toutes les zones</p> <p>Dispositions faisant systématiquement référence aux services gestionnaires, dont les règlements peuvent évoluer indépendamment du PLU</p> <p>Dispositions supplémentaires pour les réseaux numériques</p> <p>Le raccordement aux réseaux est soumis à une autorisation d'urbanisme (article L. 111-12 du Code de l'urbanisme)</p>
<p><u>Article 5. Caractéristiques des terrains</u></p> <p>Réglementées pour les zones UC (250 m2 au moins), NA (4000 m2 au moins), NB (1000 ou 4000 m2 au moins selon les cas)</p>	<p><u>Article supprimé</u></p> <p>en raison de l'évolution de la législation</p>
<p><u>Article 6. Implantation des constructions par rapport à l'axe des voies</u></p> <p>ZONE UA Implantation à l'alignement obligatoire</p>	<p><u>Article 4.1. Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques</u></p> <p>Application de l'article précisée pour les voies privées ouvertes à la circulation publique</p> <p>ZONE Ua Implantation à l'alignement obligatoire sur 50% de la longueur de façade sur voie</p>

<p>ZONE UC « Reculement » selon indications du plan (?) Sinon, obligation de recul de 5 m par rapport à l'alignement</p> <p>ZONES NA, NB, NC Recul minimal de 10 m par rapport à l'axe des voies</p> <p>TOUTES ZONES Pas de prospect relatif minimal selon la largeur de la voie Pas d'exceptions pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics</p>	<p>ZONES Ub, Ue, Aub Pas de recul obligatoire</p> <p>ZONES A, N Pas de recul obligatoire</p> <p>TOUTES ZONES SAUF Ua Prospect relatif minimal selon la largeur des voies (prospect à 45°, D minimale supérieure ou égale à H) Exceptions pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics</p> <p>ZONES HORS AGGLOMÉRATIONS HORS U ET AU) Indication des reculs obligatoires des constructions par rapport aux axes des RD, selon règlement départemental de voirie du 27/12/2011</p>
<p><u>Article 7. Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>Dispositions variables selon les zones Pas d'exceptions pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics</p> <p>ZONE UA Implantation sur limites séparatives obligatoire depuis l'alignement jusqu'à 15 m de profondeur ; au-delà, hauteur limitée des constructions sur limites séparatives Autres cas : recul minimal de 3 m et prospect relatif (D supérieure ou égale à H/2)</p> <p>ZONE UC, Recul minimal de 4 m et prospect relatif minimal (D minimale supérieure ou égale à H/2), sauf dans le cas de terrains de moins de 14 m de largeur Implantation des annexes autorisée en limite séparative, si leur hauteur à l'égout ne dépasse pas 3,50m.</p> <p>ZONE NA Recul minimal de 10 m pour les maisons individuelles, selon règles de la zone UB pour les autres cas</p> <p>ZONE NB Recul minimal de 5 m ou de 4 m selon les cas</p> <p>ZONE NC Recul minimal de 4 m</p>	<p><u>Article 4.2. Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>Dispositions variables selon les zones Exceptions pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics</p> <p>ZONES Ua, Ue Implantations sur limites séparatives autorisées sur la hauteur maximale depuis l'alignement jusqu'à 12 m de profondeur ; au-delà, hauteur limitée des constructions sur limites séparatives, ou prospect relatif pour constructions en retrait des limites Adossement possible sur constructions existantes</p> <p>ZONES Ub, Aub Recul minimal de 3m et prospect relatif minimal (D minimale supérieure ou égale à H/2)</p> <p>Cas des ouvrages enterrés, dont piscines Cas des constructions jointives en plan</p> <p>ZONE Aub Mêmes règles que pour la zone Ub</p> <p>ZONE SUPPRIMÉE</p> <p>ZONES A, N Idem zone Ub</p>
<p><u>Article 8. Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété</u></p> <p>Dispositions variées selon les zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone UA : distance de 4 m au moins entre les constructions, avec prospect relatif à 45° - zone UC : distance de 8 m au moins, de 4 m dans certains cas - zone NA ; distance de 4 m au moins - zone NB : prospect relatif à 45° - zone NC : distance de 6 m au moins 	<p><u>Article 4.3. Implantation des constructions sur une même propriété</u></p> <p>TOUTES ZONES Pas de distance minimale entre les constructions</p>

<p>Article 9. Emprise au sol</p> <p>ZONES UA, NB, NC, ND Néant</p> <p>ZONE UC CES maximal de 0,30 (30%) + 0,10 (10%) pour les annexes</p> <p>ZONE NA CES maximal de 0,30 (30%)</p>	<p>Article 4.4. Emprise au sol des constructions</p> <p>TOUTES ZONES Pas de dispositions réglementaires</p>
<p>Article 10. Hauteur maximale des constructions</p> <p>Notions distinctes de « <i>hauteur absolue</i> » (à l'égout, exprimée en nombre de niveaux et/ou en mètres) et « <i>hauteur relative</i> » (définition complexe, sujette à appréciation subjective) Hauteurs mesurées au centre de chaque « <i>section</i> » de façade dans le cas de terrains en pente Pas d'exception pour les équipements publics</p> <p>ZONE UA « <i>Hauteur absolue</i> » : R+2 ou 12 m à l'égout</p> <p>ZONE UC, NA, NB « <i>Hauteur absolue</i> » : R+1 ou 9 m à l'égout Disposition particulière à l'angle de deux voies Exceptions pour les « <i>ensembles</i> »</p> <p>ZONE NC Hauteur maximale de 9 m « <i>au seuil de l'entrée principale</i> », ouvrages techniques particuliers)</p>	<p>Article 4.5. Hauteur des constructions</p> <p>Définition : voir Lexique Dispositions variables selon les zones Hauteurs maximales indiquées en 1^{er} rang et en 2^{ème} rang (voir LEXIQUE)</p> <p>Pas de hauteurs maximales pour les équipements d'intérêt collectif et services publics Pas de hauteurs minimales</p> <p>ZONES Ua, Ue Hauteurs maximales reprenant l'ordre dominant, définies à l'égout (1^{er} rang) : 9 m et au faîtage (2^e rang) : 12 m Hauteur maximale de 6 m en retrait de plus de 12 m de l'alignement sur voie</p> <p>ZONES Ub, Aub, A, N Hauteurs maximales : 7 m en 1^{er} rang, 10 m en 2^{ème} rang</p> <p>ZONES A ET N Idem zone Ua</p>
<p>Article 11. Aspect extérieur</p> <p>TOUTES ZONES Dispositions générales imprécises voire subjectives</p> <p>ZONE UA Couleurs : « <i>pas agressives, pas trop foncées surtout</i> » Murs : en pierres apparentes ou enduits à la chaux Matériaux d'imitation interdits Ouvertures : prédominance des pleins sur les vides Toitures : en tuiles ou fibrociment recouvert de tuiles Pas de « <i>fortes pentes</i> »</p> <p>ZONES UC, NA Dispositions très générales « <i>Exceptionnellement, tout effet exceptionnel de polychromie extérieure (...) devra recevoir, sur maquette, avant toute exécution, l'accord du directeur Départemental de l'Équipement</i> »...</p> <p>ZONES NB, NC « <i>Il ne sera pas fait obstacle à des projets de constructions qui désirent introduire des innovations</i> »</p>	<p>Article 5. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</p> <p>TOUTES ZONES Dispositions générales plus complètes et dispositions particulières pour les constructions existantes Formulation générale : « <i>l'autorisation d'urbanisme sera refusée si (...)</i> » Dispositions particulières pour les constructions neuves :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toitures : à plusieurs pentes entre 30 et 50%, aspect tuile romane, couleur terre cuite claire - toits terrasses accessibles ou de petite dimension autorisés - façades en maçonnerie : enduit gratté ou taloché fin de teinte gris beige - bois : teintes foncées ou gris colorés - pas de blanc ou de couleurs vives - pas de matériaux brillants <p>Exception pour les équipements d'intérêt collectif et services publics</p>

<p><i>de style ou de matériaux modernes mais on exigera que ces constructions soient isolées des autres construites traditionnellement par des écrans de verdure de verdure ou des reliefs de terrain »...</i></p>	
<p>Article 12. Stationnement des véhicules</p> <p>Réalisation possible des places manquantes sur un autre terrain à proximité Dispositions variables selon les zones</p> <p>ZONES UC, NA, NB, Dispositions variables selon les destinations du sol autorisées : - habitation : 1 place au moins par logement en zone UA + 2 places au moins à l'air libre pour les visiteurs en zone NB ; 1,5 place de stationnement au moins par logement en zone UC ; 3 places au moins par logement en zone NA, - bureaux: 1 place au moins pour 15m2 de SHON - commerces : 1 place au moins pour 15m2 de surface de vente - restaurants et hôtels : 1 place au moins pour 10m2 de SHON de salle de restaurant + 1 place au moins pour 2 chambres d'hôtel - salles de spectacles, de réunion, etc. : 1 place au moins pour 10 sièges - constructions à usage industriel et artisanal : 1 place au moins pour 25m2 de SHON - entrepôts : 1 place au moins pour 50m2 de SHON</p> <p>ZONES NC, ND Pas de dispositions particulières</p>	<p>Article 7. Stationnement des véhicules Dispositions générales applicables sauf dispositions particulières précises, selon les zones Réalisation possible des places manquantes sur un autre terrain à proximité Dispositions variables selon les zones</p> <p>TOUTES ZONES - habitation : 1 place au moins par tranche de 80 m2 de SP et 2 places au moins par logement sauf pour division de construction existante - commerces, bureaux, services, artisanat : 1 place au moins par tranche de 50 m2 de SP - autres destinations : 1 place au moins pour 120 m2 de SP</p>
<p>Article 13. Espaces libres et plantations – espaces boisés classés (EBC) Dispositions générales peu précises Clôtures : « les clôtures en mur plein sont généralement interdites » en zone NB</p> <p>Perméabilité des sols Pas de dispositions particulières</p> <p>Plantations ZONES UA, UC, N, NB Obligation de plantations pour les surfaces non bâties et parkings</p> <p>ZONES NC, ND Pas de dispositions particulières</p>	<p>Article 6. divisé en plusieurs parties.</p> <p>Article 6.1. Perméabilité des sols, coefficient de pleine terre ou de biotope Pas de dispositions particulières</p> <p>Article 6.2. Plantations ZONES Ua, Ub, Uc, Obligation de plantation d'arbres de haute tige pour les aires de stationnement de plus de 10 places, à raison d'au moins 1 arbre pour 100m2 de surface</p> <p>ZONES A, N Pas de dispositions particulières</p>
<p>Article 14. Coefficient d'occupation du sol</p> <p>ZONES UA, NB, NC, ND Pas de COS maximal</p> <p>ZONE UC COS maximal de 0,80</p> <p>ZONE NA</p>	<p>Article supprimé en raison de l'évolution de la législation</p>

COS maximal de 0,20 COS maximal de 0,60 dans le cas COS maximal de 1,00 pour les activités commerciales	
Article 15. Dépassement du COS ZONES UA, UC, NB, NC Sans objet ou néant ZONE NA Dépassement du COS maximal admis dans le cadre d'une ZAC ou par transfert de densité dans la zone	Article supprimé en raison de l'évolution de la législation

27.2.5. NÉCESSITÉ ET COMPATIBILITÉ DES RÈGLES ÉCRITES AVEC LE PADD

Les différents articles du règlement écrit traduisent les orientations du PADD de la manière résumée dans le tableau suivant.

TRADUCTION DES ORIENTATIONS DU PADD PAR LES RÈGLES ÉCRITES

Les règles...	... traduisent les orientations du PADD
CHAPITRE I - Affectation des zones et destinations des constructions Article 1. Destinations et sous-destinations Article 2. Interdictions et limitation de certains usages et affectations des sols 2.1. I Constructions et autorisations du sol interdites 2.2. Constructions et autorisations du sol autorisées sous conditions Article 3. Mixité fonctionnelle et sociale 3.1. Mixité fonctionnelle 3.2. Mixité sociale	Orientation 1 : POUR UNE IDENTITÉ VILLAGEOISE PRÉSERVÉE ET UN DÉVELOPPEMENT MAÎTRISÉ Orientation 2 : PROLONGER ET MAÎTRISER LA CROISSANCE, AVEC PRIORITÉ AUX PROJETS D'ENSEMBLE En complément du zonage, le règlement écrit permet une mixité fonctionnelle acceptable tout en maintenant la vocation générale des zones Orientation 3 : PRÉSERVER L'AGRICULTURE, PROMOUVOIR DES ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES Dans les zones A et N, les possibilités de constructions sont notoirement réduites, mais permettent aux habitations existantes d'évoluer Création de 1 STECAL pour permettre de diversifier une activité agricole existante Orientation 4 : PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR L'EXISTANT Réglementation des possibilités de constructions en zones A et N
CHAPITRE II - Caractéristiques architecturales, naturelles et paysagères Article 4. Volumétrie et implantation des constructions 4.1. Implantation par rapport aux voies 4.2. Implantation par rapport aux limites séparatives 4.3. Implantation des constructions sur un même terrain 4.4. Emprise au sol des constructions 4.5. Hauteurs des constructions Article 5. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère Article 6. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions 6.1. Perméabilité des sols, coefficient de pleine terre ou de biotope 6.2. Plantations Article 7. Stationnement	Orientation 9 : PRÉSERVER UN CARACTÈRE DE VILLAGE Les règles de volumétrie, d'implantation, de hauteurs et d'aspect extérieur évoluent peu par rapport au POS ; elles permettent une intégration optimale des nouvelles constructions, en respectant leur environnement bâti. Elles permettent également de préserver le caractère du patrimoine bâti ancien, tout en permettant de le faire évoluer. Elles permettent une densité beaucoup plus importante que le POS, tout en garantissant des prospects relatifs corrects Orientation 10 : OPTIMISER TOUTES LES OPPORTUNITÉS Les règles du PLU permettent une densité plus importante que celles du POS, tout en garantissant des prospects relatifs corrects Orientation 7 : LIMITER LES DÉPLACEMENTS INTERNES, PRIVILÉGER LA VIE LOCALE ET OPTIMISER LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

	Les normes minimales de stationnement sont adaptées aux différents types de besoins, tout en favorisant le renouvellement du village ancien (zone Ua)
CHAPITRE III - Équipement et réseaux Article 8. Desserte par les voies publiques ou privées Article 9. Desserte par les réseaux 9.1. Eau potable 9.2. Assainissement et eaux pluviales 9.3. Électricité et réseaux d'énergie 9.4. Téléphone et communications électroniques 9.5. Déchets	Orientation 7 : LIMITER LES DÉPLACEMENTS INTERNES, PRIVILÉGIER LA VIE LOCALE ET OPTIMISER LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES Le règlement précise les conditions de desserte et d'accès des terrains pour un fonctionnement optimal des infrastructures existantes et nouvelles Orientation 6 : CONSOLIDER ET OPTIMISER LES RÉSEAUX Le règlement écrit précise les obligations de raccordement aux différents réseaux. Il renvoie aux conditions des différents services gestionnaires, qui peuvent par ailleurs évoluer dans le temps.

27.3. PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

Les éléments de connaissance des risques et aléas naturels (carte d'aléas inondation et carte « Intégration des risques d'inondation dans le PLU » daté de septembre 2017, pour le secteur du village) ont permis de définir des prescriptions particulières qui sont indiquées dans le règlement graphique et dans le règlement écrit (titre V).

En dehors de ce périmètre, les risques naturels doivent être appréciés au cas par cas, dans les conditions de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme, sous réserve d'éléments de connaissance complémentaires et/ou de travaux validés par les Services de l'État. La consultation des services de l'État est nécessaire pour connaître précisément les conditions de constructibilité correspondantes.

28. EMPLACEMENTS RÉSERVÉS (ER)

Le Code de l'urbanisme permet de délimiter des Emplacements réservés (ER).

Article L. 151-41 du Code de l'urbanisme

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;

3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;

5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.

Le POS de 1977 prévoyait plusieurs emplacements réservés pour des projets publics. Certains ont été acquis par la commune et les équipements correspondants ont été réalisés. D'autres ont été considérés comme obsolètes au vu des projets actuels de la commune.

EMPLACEMENTS RÉSERVÉS DU POS DE 1977

Rc1 : camping (réalisé)

Rc2 : extension zone NA au nord du village (réalisé)

Rc3 : élargissement chemin du Canal (à faire)

Rc4 : création d'une nouvelle voie d'accès au centre de secours (fait, suivant un autre tracé)

Rc5 : extension du cimetière au nord (à faire)

Rc6 : bâtiment place du Clédan en équipement public (réalisé)

Rd1 : déviation de la RD sur la rive gauche de la Roanne (non réalisé, projet abandonné)

Par ailleurs, divers aménagements communaux ont été réalisés sans avoir fait l'objet d'emplacements réservés :

- réalisation de la voirie d'accès au centre de secours (autre tracé que celui prévu par le Rc4 ;
- agrandissement de la place du Chénevier (2016) ;
- réalisation du réseau public d'assainissement au nord du village.

NOUVELLE LISTE DES ER

ER 1 : extension du cimetière et parking au nord (bénéficiaire : la commune)

ER 2 : extension du cimetière et parking au sud (bénéficiaire : la commune)

ER 3 : élargissement chemin du Canal (bénéficiaire : la commune)

ER 4 : place du Chénevier : équipements publics et habitat (bénéficiaire : la commune)

ER 5 : au sud des garages municipaux, place du Brouas, parcelles 1, 4, 66, 68 : équipement public et aménagement d'espace public (bénéficiaire : la commune)

ER 6 : haut du village, création d'espace public (placette) sur la RD 135 (bénéficiaire : la commune)

ER 7 : vallon de la Lance : élargissement RD 202 et création d'espace public (placette) avec maintien de l'accès aux terres agricoles en amont (bénéficiaire : la commune)

ER 8 : Boyer, vallon de la Lance : classement dans le domaine public et élargissement de voie de desserte (bénéficiaire : la commune)

29. ESPACES BOISÉS CLASSÉS

Les Espaces boisés classés (EBC) sont définis par les articles L. 113-1 et L. 113-2 du Code de l'urbanisme.

Article L. 113-1

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.

Article L. 113-2

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent alinéa.

Le classement de boisements en EBC doit être justifié dans le PLU et motivé par des enjeux clairement identifiés :

- la qualité paysagère : concerne les massifs boisés mais également les haies et plantations ; d'alignement remarquables, les parcs, les sujets d'exception (arbres isolés) ;
- la préservation d'écosystèmes particuliers : zones humides, forêts alluviales ;
- le maintien de corridors biologiques, notamment le long des cours d'eau ;
- la caractérisation de coupures d'urbanisation ;
- la protection contre les nuisances (boisements en bordure d'infrastructures routières).

Le territoire de Saint-Nazaire-le-Désert comporte une grande étendue de forêts, mais ils sont relativement banals et le diagnostic n'a pas permis de distinguer des boisements remarquables susceptibles de justifier un classement en EBC de certains de ces boisements.

30. STECAL (SECTEURS DE TAILLE ET DE CAPACITÉ D'ACCUEIL LIMITÉES)

30.1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'article L. 123-1-5-6° du Code de l'urbanisme encadre la possibilité de définir des STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées) en zone agricole ou naturelle.

Cette possibilité doit être considérée comme exceptionnelle et être justifiée au cas par cas.

Article L. 123-1-5 du Code de l'urbanisme (extrait)

I. Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

II. Le règlement peut fixer les règles suivantes relatives à l'usage des sols et la destination des constructions :

1° Préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées ;

2° Définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées ;

3° Délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe ;

4° Délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale ;

5° Identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif ;

6° A titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

a) Des constructions ;

b) Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

c) Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois à compter de la saisine.

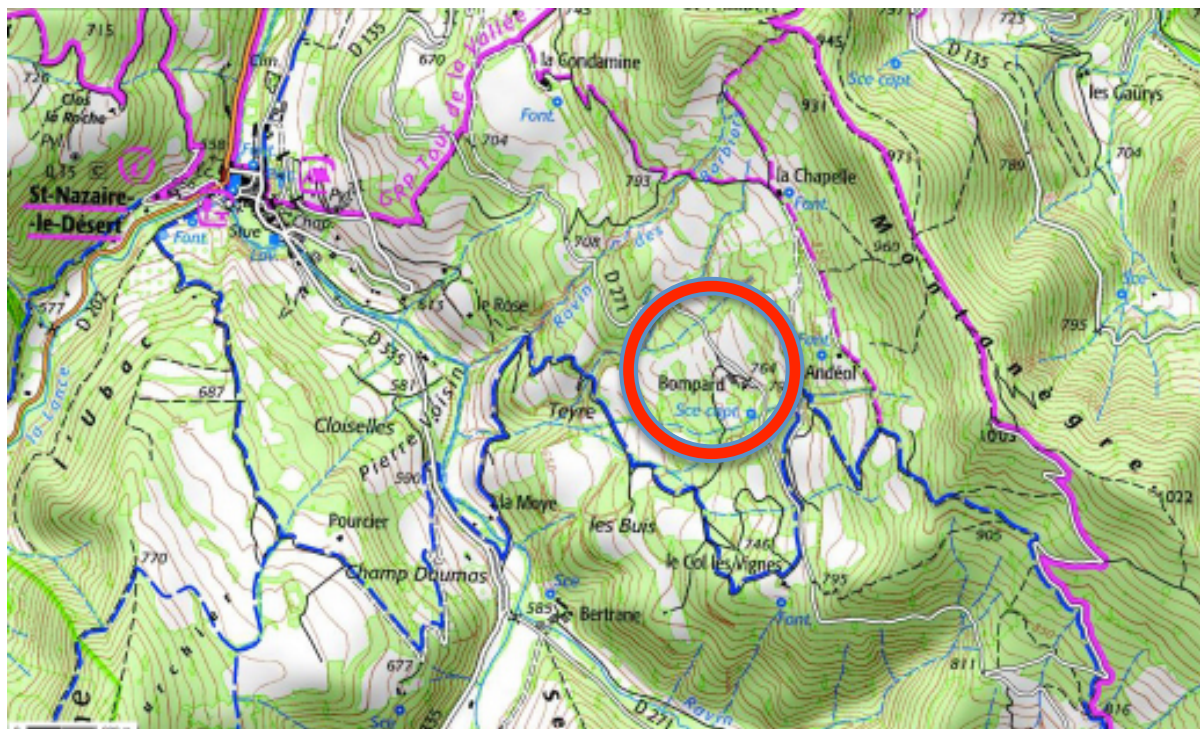
(...)

Le présent PLU comporte 2 STECAL sur le territoire de la commune :

- 1 au lieu-dit Bompard. Ce STECAL correspond à des constructions existantes, isolées en zone agricole ou naturelle, pour lesquelles une évolution est envisagée sans nuire à l'activité agricole ni aux espaces naturels ;
- 1 au lieu-dit Clamenier, en limite sud de la commune. Ce secteur correspond à un terrain proche d'une ferme isolée, pour lequel est prévu un accueil touristique de type « aire naturelle de camping » et « camping à la ferme ».

30.2. LISTE ET SITUATION DES STECAL

N°	Nom	Adresse	Parcelles	Type d'activité	Surface
1	Ferme de Petit Louis à Bompard	5075, route de Montanègue	Section O, parcelle 19 parties c et d	Accueil touristique à la ferme	4400 m2 environ
2	Ferme de Clamenier	RD 335	Parcelle 171 (partie)	Aire naturelle de camping à la ferme	9500 m2 environ



STECAL 1, situation d'après IGN – source geoportail.gouv.fr



STECAL 2, situation d'après IGN – source geoportail.gouv.fr

30.3. STECAL 1, JUSTIFICATIONS DÉTAILLÉES

30.3.1. SITUATION, CONTEXTE, PROGRAMME

La ferme Bompard se situe à Montanègue, sur les hauteurs à l'est du village, le long de la RD 271.

Cette ferme a été abandonnée pendant plusieurs décennies et a été en 2016 reprise par un éleveur d'ânes qui a acquis terres et bâtiments existants pour y transférer son activité précédente (ferme aux ânes et gîtes de Chanteduc à Beaurières).



Le site, parcelle 19 - cadastre et photo aérienne 1/2500 environ - source geoportail.gouv.fr

Cette activité, outre l'activité purement agricole d'élevage, comportera diverses animations pédagogiques et d'accueil touristique pour différents publics (dont handicapés) et nécessite une capacité d'accueil temporaire pouvant aller jusqu'à 25 personnes, par petits groupes de 5 à 10 personnes.

Les bâtiments existants, dont la rénovation a fait l'objet d'un premier permis de construire en 2017, ne permettent pas d'intégrer cette capacité d'accueil, et il est prévu de réaliser à proximité de nouvelles constructions. Au total, 4 ou 5 petits pavillons pourraient accueillir jusqu'à 25 personnes.



Vue sur l'ancienne ferme avant rénovation – vers le sud

30.3.2. ÉTAT DES LIEUX



Photo aérienne 1/1000 environ - source geoportail.gouv.fr

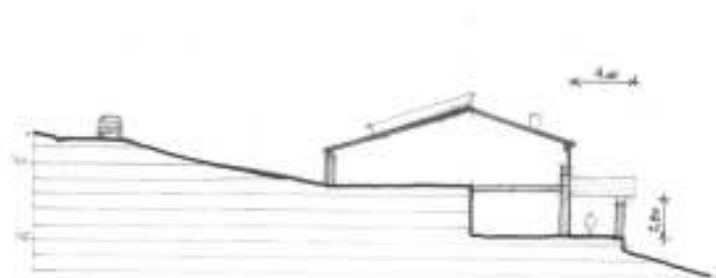
Constructions existantes sur le site :

- habitation ancienne avec ancienne grange attenante au nord (en cours de rénovation en 2017);
- pigeonnier (en mauvais état) au sud-est de la maison ;
- hangar ouvert au nord, partiellement effondré (démoli en 2017).

Nouvelles constructions réalisées en 2017 :

- hangar agricole, grange en aval au nord-ouest de la ferme ancienne.

Plusieurs accès carrossables existent depuis la RD 271. L'accès le plus pratique se trouve au nord-ouest de la ferme et permet de desservir l'ensemble du site.



Coupe sur l'ancienne ferme vers le sud – projet réalisé en 2018 - 1/500



Ancienne ferme, angle ouest avant rénovation



Angle ouest, projet de rénovation 2017



Approche par le nord-ouest, ancien hangar en ruine



Nouveau hangar, en cours de réalisation en 2017

La ferme dispose d'un vaste domaine agricole attenant, en contrebas des constructions notamment.

Un grand potager est situé en dessous des bâtiments anciens. La prairie au sud-est de l'habitation est plantée avec quelques beaux arbres : tilleuls, noyer, poirier, etc.

La pente du terrain est de 10 à 15%, avec des talus qui marquent différents paliers.

Un petit ravin avec un ruisseau non permanent passe en limite sud du site.

La ferme dispose d'une source privée captée située sur le tènement foncier, au sud, en contrebas

Les constructions sont raccordées au réseau électrique et au réseau téléphonique (poteaux en amont de la RD, traversée et desserte en aérien).

Un système d'assainissement non collectif des eaux usées est en cours de réalisation en 2018.

30.3.3. PROJET

Le projet d'ensemble prévoit les opérations suivantes :

PREMIÈRE PHASE (réalisée en 2017) : REMISE EN ÉTAT DES INSTALLATIONS AGRICOLES (en cours en 2017)

1/ Réhabilitation de l'habitation existante

2/ Reconstruction et aménagement de l'ancienne dépendance accolée à l'habitation, pour un usage d'annexe agricole dans un premier temps

3/ Déconstruction du hangar nord

4/ Construction d'une nouvelle grange et écurie au nord-ouest du hangar existant

DEUXIÈME PHASE (DANS LE CADRE DU STECAL)

1/ Aménagement d'une salle collective d'accueil dans le volume de la construction ancienne

2/ Construction de 4 à 5 pavillons d'accueil, de 30 m² au maximum chacun, au sud-est de l'habitation.

Le programme du STECAL concerne les pavillons d'accueil, qui ne sont pas des installations agricoles à proprement parler, mais qui sont intimement liés aux activités de la ferme.

Ils sont séparés de l'activité d'élevage (grange et écurie) par les anciens bâtiments de la ferme. Ils sont répartis dans la prairie au sud-est de la maison d'habitation, de façon à profiter des arbres existants et à limiter les mouvements de terrain. Les cheminements internes seront être en pente faible, pour être accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Le terrain d'implantation des pavillons d'accueil se trouve au sud-est de l'habitation, en contrebas de la RD.

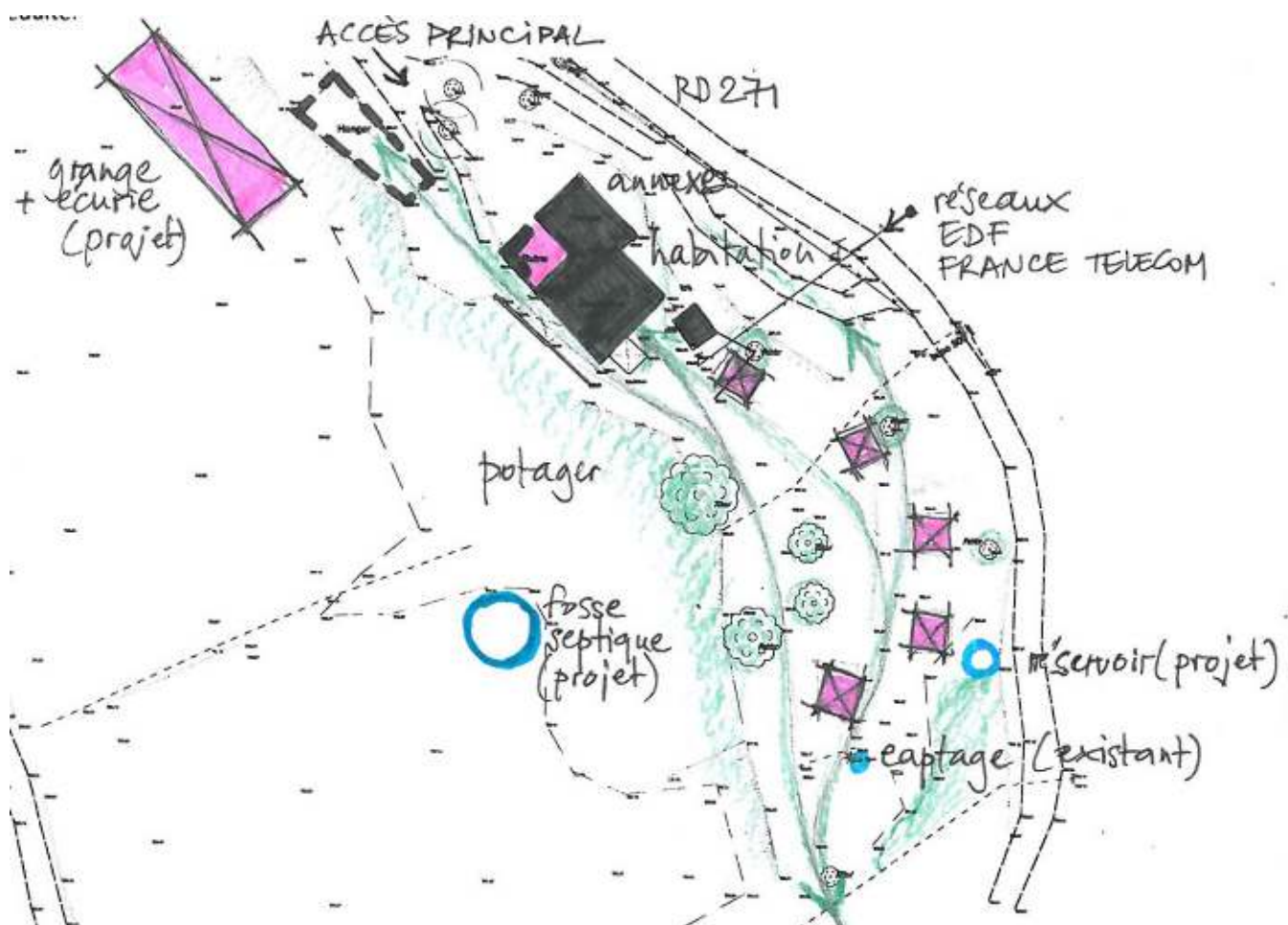
Il est en pente faible vers le sud-ouest et marqué par la présence de beaux arbres, dont plusieurs tilleuls.



Terrain d'implantation des pavillons d'accueil, vue depuis la façade sud-est de l'habitation

Le projet prévoit d'implanter les pavillons selon une courbe de niveau en partie médiane du terrain entre les arbres existants, avec des orientations décalées afin de ne créer aucun vis-à-vis, très peu de terrassements et des petits chemins piétons en pente douce. L'ensemble sera très peu visible depuis la RD, qui est le seul

Le site bénéficie d'une belle vue dégagée vers l'ouest, sur des versants et des crêtes montagneuses. Dans le sens inverse, il n'est visible que depuis très loin, depuis des versants opposés. La disposition des pavillons entre les arbres existants devrait les rendre pratiquement invisibles de loin.



Projet, esquisse d'implantation 1/1000 – sur relevé topographique 2016

Le projet fera l'objet, le moment venu, d'un permis d'aménager ou d'un permis de construire.

30.3.4. CADRE RÉGLEMENTAIRE



STECAL 1, zonage du PLU - extrait

Surface du STECAL 1 : 4430 m²

Sur le plan réglementaire, le STECAL 1 se trouve en zone A (agricole). La surface totale de plancher constructible dans le cadre du STECAL est de 150 m², répartie en 5 constructions au maximum. Les hauteurs des constructions est limitée à 7 m au faîtage, soit des hauteurs sensiblement inférieures à celles autorisées dans le reste de la zone A.

Le projet fera l'objet, le moment venu, d'un permis d'aménager ou d'un permis de construire.

30.3.5. INCIDENCES

Le programme des pavillons d'accueil est de petite taille et reste annexe par rapport à l'activité agricole. L'implantation des pavillons est conçue de manière à minimiser les différentes incidences du projet sur le site.

ACTIVITÉ AGRICOLE

Une partie des nouvelles écuries au nord sera aménagée pour être accessible au public, cela fait partie des animations pédagogiques et touristiques prévues. Mais le hangar des écuries est en contrebas au nord des bâtiments anciens et restera invisible depuis les pavillons d'accueil. Les pavillons d'accueil sont séparés de l'activité agricole par les anciens bâtiments de la ferme. Ils ne sont ainsi pas soumis aux nuisances (manœuvres d'engins, bruit, odeurs) des installations agricoles.

Réciproquement, l'implantation des pavillons se fait sur un terrain à faible valeur agricole (petite prairie attenante à l'habitation, ancien verger à l'abandon) et ne gêne pas l'activité agricole.

L'incidence sur l'activité agricole est nulle. L'activité d'accueil touristique à la ferme est une activité d'appoint à l'activité agricole.

PAYSAGE

Le site n'est pratiquement visible que depuis la RD. Le site bénéficie d'une vue lointaine très dégagée vers le sud et l'ouest, mais est invisible depuis les terrains voisins (agricoles).

Les pavillons nouveaux seront installés en contrebas de la route et seront très peu visibles depuis celle-ci. Leur implantation en fonction des arbres existants limitera également leur visibilité entre eux.

L'incidence paysagère est très faible.

Les règles d'urbanisme spécifiques du secteur, en limitant les hauteurs et la surface constructible, garantissent une bonne insertion architecturale des nouvelles constructions.

ENVIRONNEMENT

Pas de milieux naturels remarquables ou protégés. Le site fait partie d'un continuum agricole et naturel et ne constitue ni un obstacle aux déplacements de la faune, ni une source de nuisances significatives.

L'aménagement général limitera au maximum les mouvements de terrain, les arbres existants seront conservés s'ils sont en bon état, et la prairie conservera son équilibre général.

Les constructions de type HLL seront sans fondation ou sur fondations ponctuelles, posées sur blocs ou plots.

L'implantation des constructions se trouve en aval de la source captée, sans incidence sur l'alimentation en eau potable.

Les incidences environnementales sont négligeables.

RÉSEAUX

Les pavillons seront raccordés aux réseaux de la ferme (eau potable, assainissement, électricité, téléphone).

Le captage de la source existante sera rénové, avec un stockage dimensionné pour l'ensemble des besoins.

Le dispositif d'assainissement (fosse septique) sera dimensionné en fonction de la capacité d'accueil et installé en contrebas de l'ensemble des constructions (sous le potager).

RISQUES NATURELS

Aucun risque naturel connu.

Le terrain est en pente faible ; pas de mouvements naturels de terrain observables.

30.3.5. SYNTHÈSE

Le STECAL 1 correspond à un projet de développement d'activités annexes à l'activité agricole, comprenant un hébergement pour 25 personnes au maximum. Les règles spécifiques du STECAL (surfaces et hauteurs maximales) garantissent une bonne insertion paysagère et architecturale.

Ce projet ne pénalise pas l'activité agricole existante ou future, et ne produit aucune incidence significative selon les critères de la loi Montagne.

30.4. STECAL 2, JUSTIFICATIONS DÉTAILLÉES

30.4.1. SITUATION, CONTEXTE, PROGRAMME

La ferme de Clamenier (selon la toponymie IGN, ou Clameinier selon le cadastre) se situe à l'extrémité sud de la commune, en contrebas de la RD 202 et du col Lescou, à une altitude d'environ 780 m.

Cette ferme isolée existe depuis plus de 200 ans (cf. cadastre Napoléon) et se trouve à proximité de la commune de Gumiane et de l'ancien hameau de Basse-Gumiane.

Elle a été rachetée en 2012 et est occupée depuis par un tondeur professionnel de moutons, qui élève également un petit cheptel ovin (30 à 40 brebis environ). L'exploitation pourrait reprendre, en plus de ses propres terres, des terrains proches actuellement exploitées par des agriculteurs en fin d'activité. Cela permettrait d'entretenir un paysage ouvert dans un secteur agricole relativement difficile. Une extension significative du cheptel n'est pas envisagée.

La viabilité d'une exploitation agricole dans ce type de site nécessite souvent des activités annexes, compatibles avec l'activité principale.

Les bâtiments existants comportent l'ancienne ferme (habitation principale + dépendances, sous une forme très compacte), et plusieurs granges et hangars modernes à proximité immédiate). Une bergerie est en cours de construction en 2018, au nord du bâtiment ancien. Un gîte à la ferme de 37 m² est en cours d'aménagement en 2018 dans le bâti ancien, pour une capacité de 4 personnes. Une yourte a fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme et a été réalisée en 2012 ; elle abrite l'habitation des agriculteurs dans l'attente de la fin des travaux sur le bâtiment principal.

Le projet concerne un terrain situé à l'est des constructions existantes, à 50 m et plus des bâtiments anciens.

Cette position relativement à l'écart des constructions existantes est motivée par les raisons suivantes :

- activité agricole : maintenir un écart nécessaire par rapport aux installations d'élevage et aux champs cultivés qui entourent la ferme de tous côtés (champ de lavande à l'est, en cours de plantation en 2018) ;
- fonctionnement : isoler l'accueil touristique de l'activité agricole, dans un site à caractère plus naturel qu'agricole ;
- patrimoine : éviter de construire aux abords immédiats du bâti existant, pour lui conserver une silhouette détachée ;
- paysage : utiliser le relief particulier de la butte à l'est et son couvert boisé pour une intégration très discrète.

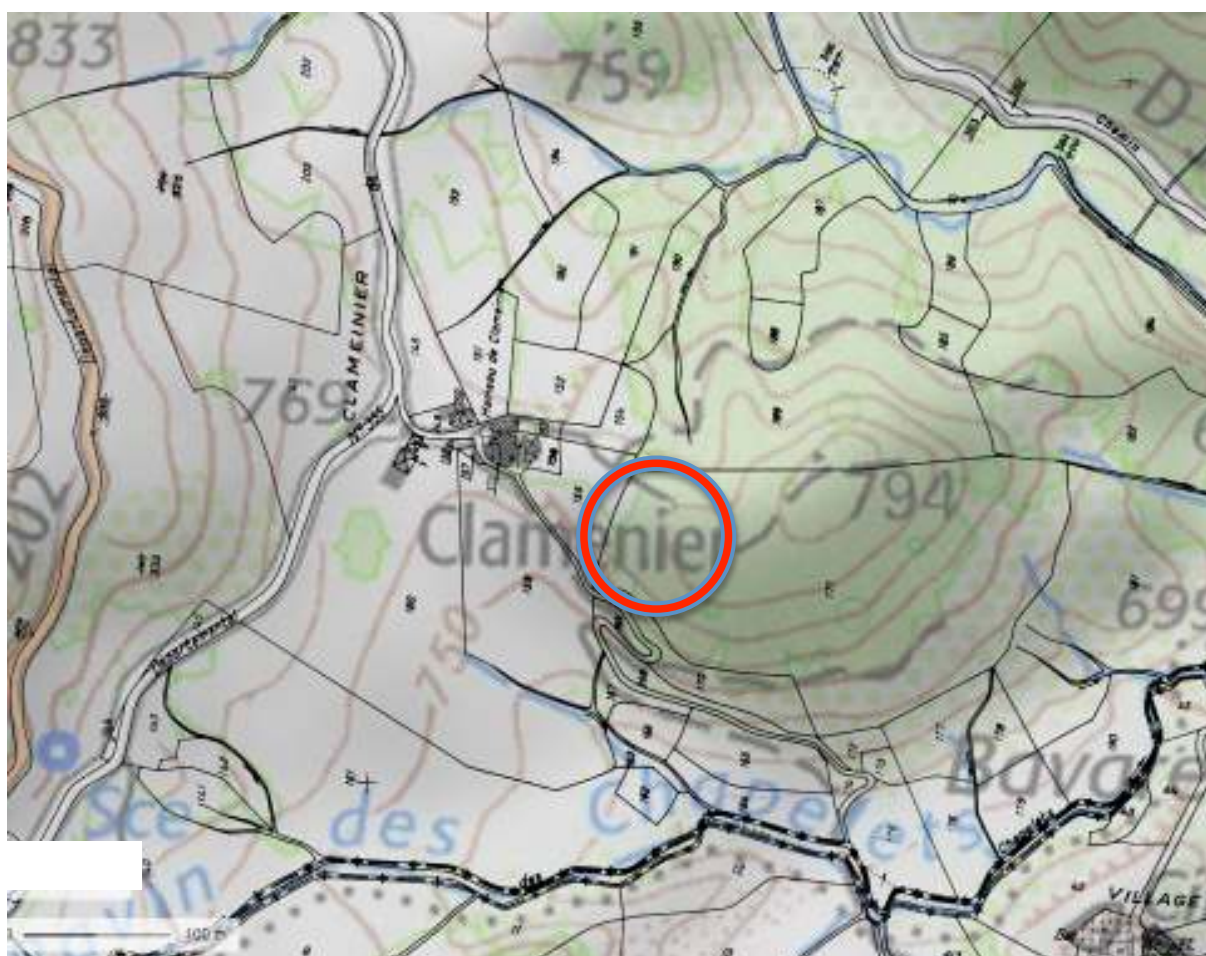
Au total, 6 emplacements seraient aménagés (dont 2 tentes lourdes de type « yourte » et 4 emplacements libres pour des tentes), avec des sanitaires communs. L'équipement des emplacements restera limité : pas de raccordement électrique, en eau potable ou assainissement.

Il s'agit donc d'un petit camping « à la ferme », avec une faible densité, des emplacements assez éloignés les uns des autres, et des équipements minimaux. La modestie du programme et les caractéristiques du site naturel permettent de respecter ces principes ; *a contrario*, une forte densité ne serait pas adaptée à ce site particulier.

Le projet souhaite par ailleurs s'inscrire dans le label « Camping à la ferme ».



Vue oblique vers le sud - source : Google Earth



Cadastre sur topo IGN 1/5000 – source : geoportail.gouv.fr



Cadastre Napoléon 1831, commune de Petit Paris – extrait du tableau d'assemblage
Source : Archives départementales de la Drôme.



Cadastre Napoléon 1831, commune de Petit Paris – extrait de la section B, les Oulettes, 1/5000 environ
Source : Archives départementales de la Drôme.



Clamenier, vue vers le nord depuis le col Lescou – février 2018



Ferme de Clamenier, vue depuis le col Lescou



Accès à la ferme par l'ouest



Clamenier, vue depuis la RD 202 vers l'est – février 2018

30.4.2. CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES

Le projet porte sur une partie de la parcelle 171, pour une superficie totale de 0,9 ha environ. Il ne permettra pas d'extension ultérieure. Dans ce cadre, il porte sur une superficie totale de moins de 1 hectare et ne nécessite donc pas de création d'UTN (Unité touristique nouvelle).

Il nécessite en revanche la création d'un STECAL dans le cadre du PLU (Plan local d'urbanisme), avec un avis conforme de la CDPENAF (Commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers).

Il nécessite également un « étude de discontinuité » au sens de la loi Montagne, et d'un avis simple de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

Pour sa réalisation, il devra faire l'objet d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager, sur la base d'un relevé topographique précis.

30.4.3. ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC

Organisation actuelle du site, accès

La ferme est accessible par l'ouest depuis la RD 335, en contrebas de la RD 202. Les constructions actuelles (ferme ancienne et dépendances récentes) sont établies sur un petit replat dégagé sur une crête arrondie, un « serre » formant ici un petit col avec à l'ouest une butte naturelle qui culmine à 794 m d'altitude.

Le site de l'aire naturelle de camping se trouve à l'est de la ferme ; il est parcouru par plusieurs chemins d'exploitation existants.

Topographie, relief et risques naturels

La pente de la colline est relativement forte en aval (15 à 40%), mais se redresse vers le sommet (10% voire moins).

Le sol est marneux et argileux.

Il n'y a pas de risques naturels identifiés sur le site. Les pentes du site aménageable sont faibles et ne représentent pas de risques de glissement de terrain ou de ruissellement de versant.

Cultures et végétation

Le bâti existant est entouré de tous côtés de cultures ou d'installations agricoles.

Une bergerie est en construction au nord de la ferme.

Une mare permettant d'abreuver les troupeaux se trouve en contrebas au nord de la ferme.

La colline où est prévue l'aire naturelle de camping est plantée de petits chênes en taillis, de quelques pins épars et de genévriers. On trouve également des hêtres sur le versant nord de la colline (hors propriété concernée). Cette végétation a été peu entretenue et fait l'objet depuis 2012 d'un nettoyage des bois morts et d'une coupe des pins et des genévriers, qui pourraient représenter un risque d'incendie de forêts. Les chênes les plus âgés sont souvent en mauvais état, du fait d'un étiage régulier ; seuls les chênes en bonne état seront conservés. La colline conservera cependant un caractère boisé.

Eau potable

La ferme est alimentée par une source privée, située près du col de Muse, à environ 3 km au nord. La source coule en continu en toute saison et assure une alimentation en eau potable suffisante pour la ferme et ses activités annexes (6 bars de pression pour un diamètre de 42 mm). Le troupeau d'ovins est dans les alpages pendant l'été et ne consomme pas l'eau potable de la ferme pendant cette période.

La qualité de l'eau potable est régulièrement vérifiée, selon la réglementation.

Un réservoir de 3000 litres est prévu en 2018 pour pallier les risques de réduction du débit en été et pour réguler la pression d'utilisation.

Des mesures de débit sont prévues en 2018, pour évaluer plus précisément la capacité d'alimentation en période d'étiage d'été.

Assainissement

La ferme existante (avec le gîte) est équipée d'un assainissement non collectif (fosse septique).

L'implantation de l'aire naturelle de camping, à distance du bâti existant, nécessite une installation d'assainissement spécifique.

Électricité

Alimentation EDF en aérien depuis la RD 335.

Télécommunications

Téléphone et accès internet par le réseau France Telecom depuis la RD 335.



Cadastre sur photo IGN 1/2000

30.4.4. PROJET

Le projet concerne un terrain situé à l'est des constructions existantes, à 50 m et plus des bâtiments anciens.

Cette position relativement à l'écart des constructions existantes est motivée par les raisons suivantes :

- activité agricole : maintenir un écart nécessaire par rapport aux installations d'élevage et aux champs cultivés qui entourent la ferme de tous côtés (champ de lavande à l'est, en cours de plantation en 2018) ;
- fonctionnement : isoler l'accueil touristique de l'activité agricole, dans un site à caractère plus naturel qu'agricole ;
- patrimoine : éviter de construire aux abords immédiats du bâti existant, pour lui conserver une silhouette détachée ;
- paysage : utiliser le relief particulier de la butte à l'est et son couvert boisé pour une intégration très discrète.

Au total, 6 emplacements seraient aménagés (dont 2 tentes lourdes de type « yourte » et 4 emplacements libres pour des tentes), avec des sanitaires communs. L'équipement des emplacements restera limité : pas de raccordement électrique, en eau potable ou assainissement. Il s'agit donc d'un petit camping avec une faible densité, des emplacements assez éloignés les uns des autres, et des équipements minimaux. La modestie du programme et les caractéristiques du site naturel permettent de respecter ces principes ; *a contrario*, une forte densité ne serait pas adaptée à ce site particulier.

Le projet souhaite par ailleurs s'inscrire dans le label « Camping à la ferme ».

Le programme prévoit l'aménagement d'une aire naturelle de camping, avec 6 emplacements au total (2 pour des tentes lourdes de type « yourte » et 4 emplacements libres), pour une capacité de 20 personnes environ.

Les équipements sanitaires (lavage, vaisselle, douches, WC) seront collectifs, à l'écart des emplacements des tentes.

Périmètre du projet

Partie nord de la parcelle 171, sur 0,9 ha environ.

Accès et stationnement

Accès à l'ouest du terrain à la ferme.

Accès aux emplacements par un chemin d'exploitation passant derrière la ferme, remontant vers l'est et formant une boucle en amont, sur le sommet, en limite de la parcelle.

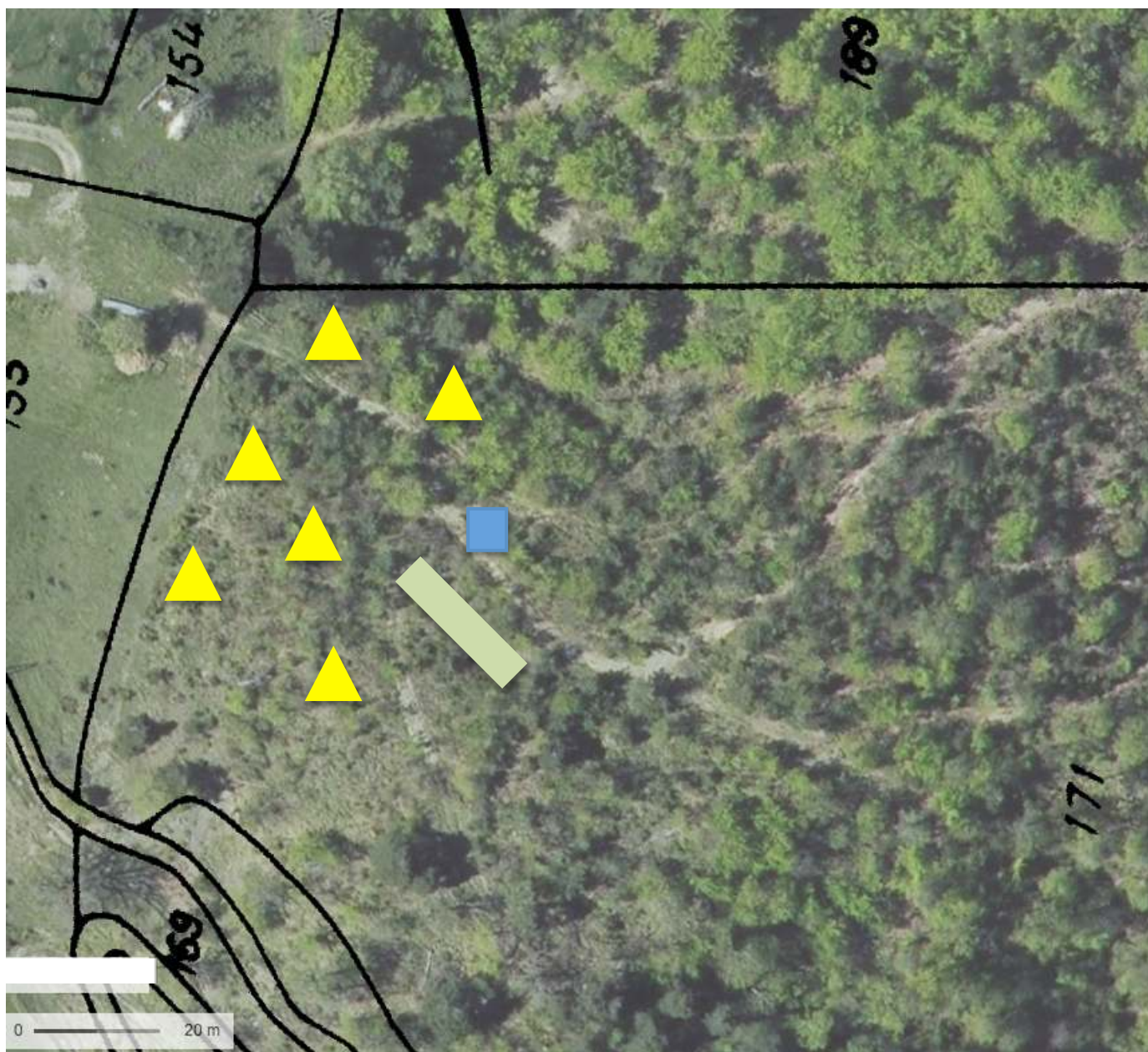
Pas de stationnement des véhicules personnels à proximité des emplacements. Un parking collectif pouvant accueillir jusqu'à 8 ou 10 véhicules sera aménagé entre la nouvelle bergerie et l'ancienne ferme (facilement accessible et peu visible).

Organisation générale

Les emplacements s'échelonnent en amont ou en aval de chemins d'exploitation déjà existants.

Les emplacements sont distants d'au moins 30 m entre eux. Ils sont accessibles par des chemins carrossables.

Chaque emplacement sera réalisé avec le moins de terrassements possible, en évitant les remblais, et en s'appuyant sur les plus beaux arbres de la végétation existante (chênes).



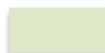
Principes d'implantation (sur cadastre et photo aérienne) 1/1000



Implantation des tentes



Sanitaires communs



Assainissement non collectif

Eau potable

Le projet prévoit des sanitaires collectifs (vaisselle, douches, WC) à l'entrée ouest du secteur.

L'eau potable proviendra du réseau privé de la ferme par un réseau enterré.

Le nouveau réservoir de 3000 litres (prévu en 2018) permettra de pallier les irrégularités éventuelles de la source, et de redistribuer l'eau potable à l'ensemble des bâtiments avec un surpresseur.

Assainissement

Le projet prévoit une installation d'assainissement non collectif (autonome) phytobiologique en contrebas des sanitaires collectifs. La faible pente du terrain et son orientation à l'opposé des emplacements des tentes rendent cet emplacement optimal. Le procédé d'assainissement autonome fera l'objet de toutes les garanties réglementaires et techniques nécessaires à tous les niveaux (conception, réalisation, contrôle).

NB : les WC collectifs seront des toilettes sèches, ne nécessitant pas d'eau courante et ne produisant aucun rejet à l'assainissement autonome. La gestion des toilettes sèches sera assurée par les gestionnaires du camping.

Électricité

Les emplacements individuels ne seront pas alimentés en électricité.

L'électricité pour les sanitaires collectifs proviendra de la ferme, par un réseau enterré (moins de 100 m de distance).

Télécommunications

Les emplacements individuels ne seront pas raccordés à un réseau de télécommunications.

L'accès à internet sera possible par wifi depuis la ferme.



Clamenier, le secteur d'implantation de l'aire naturelle de camping



Vue du secteur en direction de la ferme, sur la crête



Lieu d'implantation des sanitaires collectifs, en amont du principal chemin d'accès



Chemin d'accès vers l'est, avec emplacement possible en contrebas

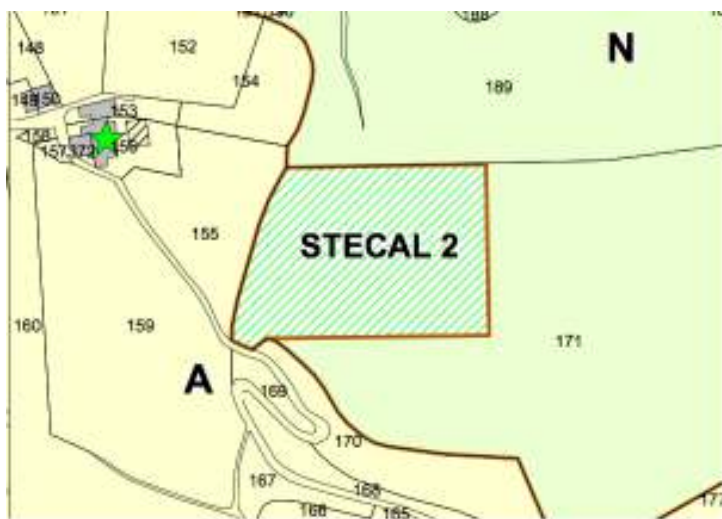


Chemin d'accès vers l'est



Vue sur la montagne d'Angèle depuis le chemin d'accès

30.4.5. CADRE RÉGLEMENTAIRE



STECAL 2, zonage du PLU – extrait

Surface du STECAL 2 : 9370 m²

Sur le plan réglementaire, le STECAL 2 se trouve en zone N (naturelle). La surface totale de plancher constructible dans le cadre du STECAL est de 50 m². Les hauteurs des constructions sont limitées à 7 m au faîtage, soit des hauteurs sensiblement inférieures à celles autorisées dans le reste de la zone N.

Le projet fera l'objet, le moment venu, d'un permis d'aménager ou d'un permis de construire.

30.4.6. INSERTION PAYSAGÈRE

Le site du projet est peu visible de près dans une approche locale de la ferme de Clamenier ; il est caché par les bâtiments existants, et reste très peu visible dans la zone boisée en remontant vers l'est.

Il est visible de loin depuis Basse-Gumiane, le col Lescou (RD 202), ou encore la Montagne d'Angèle au sud, mais la distance et les angles de vue, ainsi que l'espace entre les emplacements, ne permettront pas de distinguer clairement les aménagements. Malgré la vue lointaine dégagée dont dispose le site, l'incidence paysagère des aménagements et des constructions est faible car ces dernières seront dissimulées par les boisements (chênaie).

L'implantation des constructions est conçue de manière à minimiser les différentes incidences du projet sur le site. La pente du terrain aménagé varie entre 10 et 20%. Les terrassements minimiseront les déblais et les remblais. Les constructions et les emplacements s'abriteront autant que possible sous les arbres les plus intéressants du site.

30.4.7. AUTRES INCIDENCES

ACTIVITÉ AGRICOLE

Le programme de l'aire naturelle de camping est de petite taille et reste annexe par rapport à l'activité agricole. L'implantation des tentes est conçue de manière à minimiser les différentes incidences du projet sur le site.

Le projet se tient à l'écart des terrains et des installations agricoles.

Le terrain concerné n'a jamais été cultivé, la chênaie était exploitée de façon extensive pour produire du fourrage et du bois de chauffage. Le terrain n'est pas inscrit à la PAC en 2016. Il se trouve dans une zone à caractère naturel (espaces boisés). La qualité agronomique des sols est très médiocre (marnes, argiles).

L'incidence du projet sur l'activité agricole est nulle.

ENVIRONNEMENT

Pas de milieux naturels remarquables ou protégés.

Le site du projet fait partie d'un espace naturel qui restera ouvert, sans obstacle significatif ; son aménagement ne constitue ni un obstacle aux déplacements de la faune, ni une source de nuisances significatives.

L'aménagement général limitera au maximum les mouvements de terrain, les arbres existants seront conservés s'ils sont en bon état, et le site conservera son équilibre général.

Les constructions de type HLL seront sans fondation ou sur fondations ponctuelles, posées sur blocs ou plots.

Les incidences environnementales sont négligeables.

RÉSEAUX

Le projet d'aire naturelle de camping ne prévoit pas d'équiper les emplacements de camping en eau potable ou électricité. Seules les installations collectives (sanitaires) en seront équipés. Les réseaux seront amenés depuis la ferme existante, avec un renforcement prévu du stock d'eau potable.

RISQUES NATURELS

Aucun risque naturel identifié.

Le terrain à aménager est en pente faible, sur un sol relativement stable ; pas de mouvements de terrain observables.

Risques d'incendie de forêt : les pins et les genévriers, qui sont les principaux facteurs de risque, seront coupés ; seuls des chênes devraient subsister. Les risques d'incendie de forêt devraient être réduits par rapport à la situation existante. Les emplacements de camping seront situés à moins de 50m environ de la lisière ouest de la zone boisée, pour permettre une évacuation rapide du site en cas de nécessité.

30.4.8. SYNTHÈSE

Le STECAL 2 correspond à un projet de développement d'activités annexes à l'activité agricole, de type « camping à la ferme » permettant un hébergement pour 20 personnes au maximum. Les règles spécifiques du STECAL (surfaces et hauteurs maximales) garantissent une bonne insertion paysagère et architecturale.

Ce projet ne pénalise pas l'activité agricole existante ou future, et ne produit aucune incidence significative selon les critères de la loi Montagne.

31. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Le PLU de la commune de SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT comporte des Orientations d'aménagement et de programmation en application des articles L. 151-6 et L. 151-7 du Code de l'urbanisme.

Article L151-6

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent les dispositions relatives à l'équipement commercial et artisanal mentionnées aux articles L. 141-16 et L. 141-17.

Article L151-7

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

- 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;*
- 2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;*
- 3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;*
- 4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;*
- 5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;*
- 6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.*

31.1. LOCALISATION

Le présent PLU comporte 3 OAP « de secteur » :

OAP 1 – HAUT DU VILLAGE

OAP 2 – VALLON DE LA LANCE

OAP 3 – SOUS LE BÉAL



Situation – d'après carte IGN, source geoportail.gouv.fr

31.2. CADRE GÉNÉRAL DE PRÉSENTATION DES OAP

Chacune des OAP présentées développe les points suivants :

1/ SITUATION, QUESTIONS, ENJEUX

Particularités de la situation : état des lieux, diagnostic, questions, problématique...

2/ OBJECTIFS

Parmi les objectifs génériques possibles : continuité urbaine, insertion paysagère, préservation de l'environnement, mise en valeur d'éléments de patrimoine, dynamique de renouvellement urbain, densification, valorisation d'un équipement ou d'une infrastructure nouvelle (TCSP, par exemple), sécurité et maîtrise des risques naturels, embellissement, etc.

3/ HYPOTHÈSES

Au-delà de l'état existant, conditions particulières de réalisation d'une opération : par exemple, ouverture d'une nouvelle ligne de TC, réalisation de travaux abaissant le niveau des risques naturels, projet de nouvelles infrastructures publiques ou d'équipements, etc.

4/ PRINCIPES ET CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

L'OAP précise les conditions particulières d'aménagement des secteurs concernés :

- Organisation, accès, distribution, tracés, desserte, maillage
- Zonage, périmètres d'intervention, découpage opérationnel
- Découpage foncier, implantations, gabarits, silhouettes, vues, etc...
- Vues, alignements, dégagements, etc.
- Procédure opérationnelle (orientations)
- Prescriptions à traduire sur le plan réglementaire

5/ ORIENTATIONS DE PROGRAMME

L'OAP évalue la capacité de programme constructible qui constitue un objectif pour la valorisation du foncier et l'économie du sol. Elle peut définir des formes urbaines plus ou moins précises, notamment en matière d'habitat.

6/ TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

Pour davantage de fiabilité et d'engagement juridique, certains choix de la collectivité peuvent être traduits en termes réglementaires dans les documents du PLU.

7/ INCIDENCES SUR L'AGRICULTURE, LE PAYSAGE ET L'ENVIRONNEMENT

Incidences des projets sur l'environnement, notamment sur les milieux naturels, les ressources et réseaux et la consommation d'espace par l'urbanisation.

8/ ESQUISSES, SIMULATIONS

Le cas échéant : illustration des orientations d'aménagement par des esquisses, croquis et simulations ayant valeur de suggestions non exclusives et non opposables.

31.3. OAP 1 HAUT DU VILLAGE, ZONES Aub1 ET Aub2

31.3.1. SITUATION, QUESTIONS, ENJEUX



OAP 1 : situation, photo aérienne et cadastre 1/2500 – source geoportail.fr

Surface du secteur en OAP 1 :

- Aub1 (secteur nord) : 7497 m² (0,75 ha) dont 4400 m² « utiles »
- Aub2 (secteur sud) : 16920 m² (1,69 ha) dont 8000 m² « utiles »

SITUATION

Le secteur du Haut du village se trouve en amont de la sortie sud du village, au-dessus du lieudit Barrachi, de part et d'autre de la RD 135 qui s'élève après la sortie du village.

C'est un secteur qui se situe en prolongement d'une urbanisation diffuse à la sortie du village (grandes villas à Barrachi). Il s'étend autour des équipements publics (garage technique du Conseil départemental et du SDIS).

Il se développe en aval de la RD 135, au nord et au sud des équipements publics.

RELIEF

Le terrain est en pente moyenne à forte descendante vers le sud-ouest. Une partie des terrains, en pente faible, forment une petite prairie de fauche. D'autres terrains en pente modérée sont en friches. La majeure partie des terrains, en aval et en limite sud-ouest du secteur, est en forte pente, inculte et également inconstructible.

ACCÈS

L'accès aux bâtiments techniques et au camping se faisait encore il y a quelques années par un ancien chemin, mais sa pente a été jugée trop raide et un nouvel accès a été réalisé plus au sud (sur la parcelle 95, acquise par la commune). L'urbanisation du secteur nécessite un accès unique depuis la RD. Une parcelle a été acquise pour aménager une voie d'accès moins pentue que la voie existante au sud des équipements ; des remblais ont été amenés pour réaliser cette voie.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Une part significative des terrains appartient à la commune (parcelle 17 de 10000 m2 environ, et parcelle 95 de 1500 m2 réservée à la voie nouvelle d'accès aux équipements du Département).

Les autres terrains appartiennent à des propriétaires privés.

SENSIBILITÉ PAYSAGÈRE

La nette rupture de pente en aval du secteur marque un palier bien distinct de celui du village, même si un lien fort existe par l'ancien chemin (piétonnier en aval des équipements publics) partant du cœur du village. Le camping, situé plus au nord en amont du village, marque lui aussi une coupure des perceptions entre le village et la RD 135.

Les vues lointaines sont possibles depuis les versants opposés de la vallée, qui sont difficilement accessibles. Elles ne constituent cependant pas un enjeu majeur car elles sont très lointaines, depuis des versants peu accessibles.

RÉSEAUX

Le secteur est desservi par le réseau électrique et l'eau potable.

Le réseau d'assainissement collectif, mis en service en 2016, ne remonte pas jusqu'en limite

PHOTOS



Vue vers le sud-est, depuis le Clot La Roche (accès difficile par un chemin de terre). Le camping occupe une large strate qui isole les terrains en amont par rapport au village.



Vue vers le sud-est, depuis le Clot La Roche. Le secteur est très proche du village mais il en est séparé par des villas dispersées, et une petite côte assez raide qui n'est ni utilisable pour l'agriculture, ni constructible.

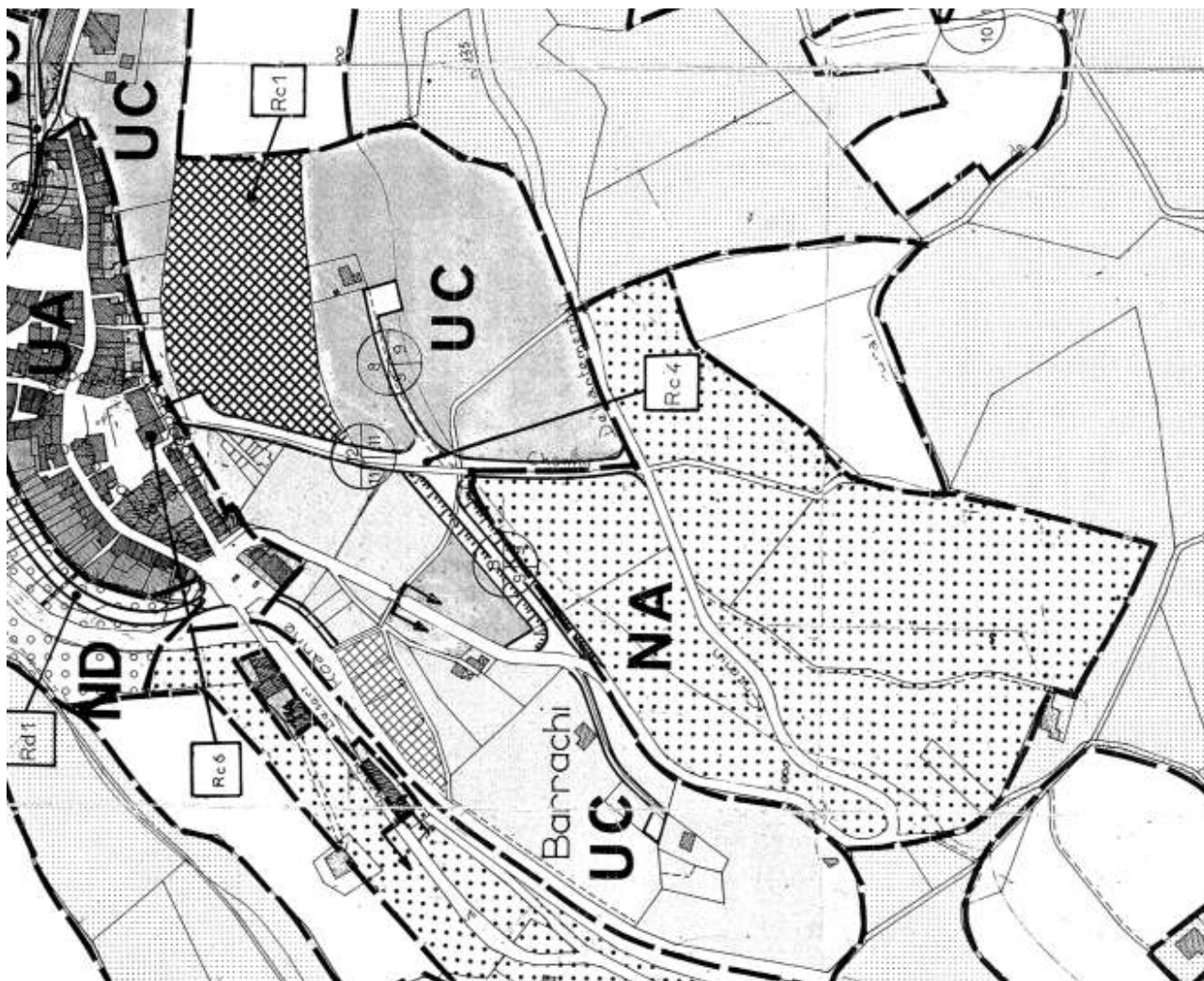


Vue vers le nord depuis le secteur de Chessel et Closeaux. Le premier plan du paysage est déjà parasité par des villas qui se sont construites de plus en plus loin du village.

SITUATION RÉGLEMENTAIRE (POS DE 1977)

Dans le cadre du POS de 1977, ce secteur se trouve en zones UC (pour la partie en aval de la RD 135) et NA (en amont de la RD).

Les terrains situés au nord de la zone UC, sur lesquels ont été construits les équipements publics, ont été classés en zone « urbaine » alors que les équipements étaient manifestement insuffisants. La voie prévue par le POS en aval de la zone NA, notamment, n'a jamais été réalisée, l'accès a été assuré par l'amont ; c'est pour cela qu'une nouvelle voie d'accès moins pentue a été réalisée en 2016.



POS de 1977, plan de zonage - extrait 1/5000

QUESTIONS ET ENJEUX

Comment permettre le développement du village dans les meilleures conditions de continuité, malgré des ruptures ou des éléments hétérogènes déjà existants ?

Le versant dominant le village à l'est est en pratique le seul à présenter un potentiel de développement significatif sans nécessiter une extension disproportionnée du réseau d'assainissement collectif, qui s'arrête en 2016 sur la RD 135 en aval du secteur.

Il nécessite un aménagement d'ensemble pour assurer une desserte correcte, de rentabiliser les infrastructures et de maîtriser l'impact paysager du développement.

Les enjeux principaux de l'aménagement de ce secteur sont :

- proposer de nouveaux terrains à bâtir dans le village,
- développer la structure urbaine du village vers l'amont,
- prolonger le réseau d'assainissement collectif dans de bonnes conditions de rentabilité,
- maîtriser l'image globale du village,
- préserver les grands espaces agricoles.

31.3.2. OBJECTIFS

- ASSURER une desserte rationnelle du secteur, en optimisant les sorties sur la RD
- FORMER un nouvel ensemble cohérent qui fera contrepoids avec la masse du village
- MARQUER une nouvelle entrée du village en amont, sur la RD 135
- RENTABILISER au mieux les terrains et les infrastructures, compte tenu du relief
- MAÎTRISER la silhouette des nouvelles constructions par rapport au village
- MAINTENIR l'intégrité des grands espaces agricoles situés en amont et au nord.

31.3.3. HYPOTHÈSES

En aval, un nouvel accès aux équipements publics depuis la RD 135 a été réalisé en 2016. Cet aménagement doit être prolongé vers le sud par une placette et par une voie de desserte interne à la zone, vers le nord par une autre voie. En amont, l'accès par un petit chemin de terre manque de visibilité. Le tracé et le débouché de ce chemin doivent être revus, pour un croisement en face de celui du chemin en aval.

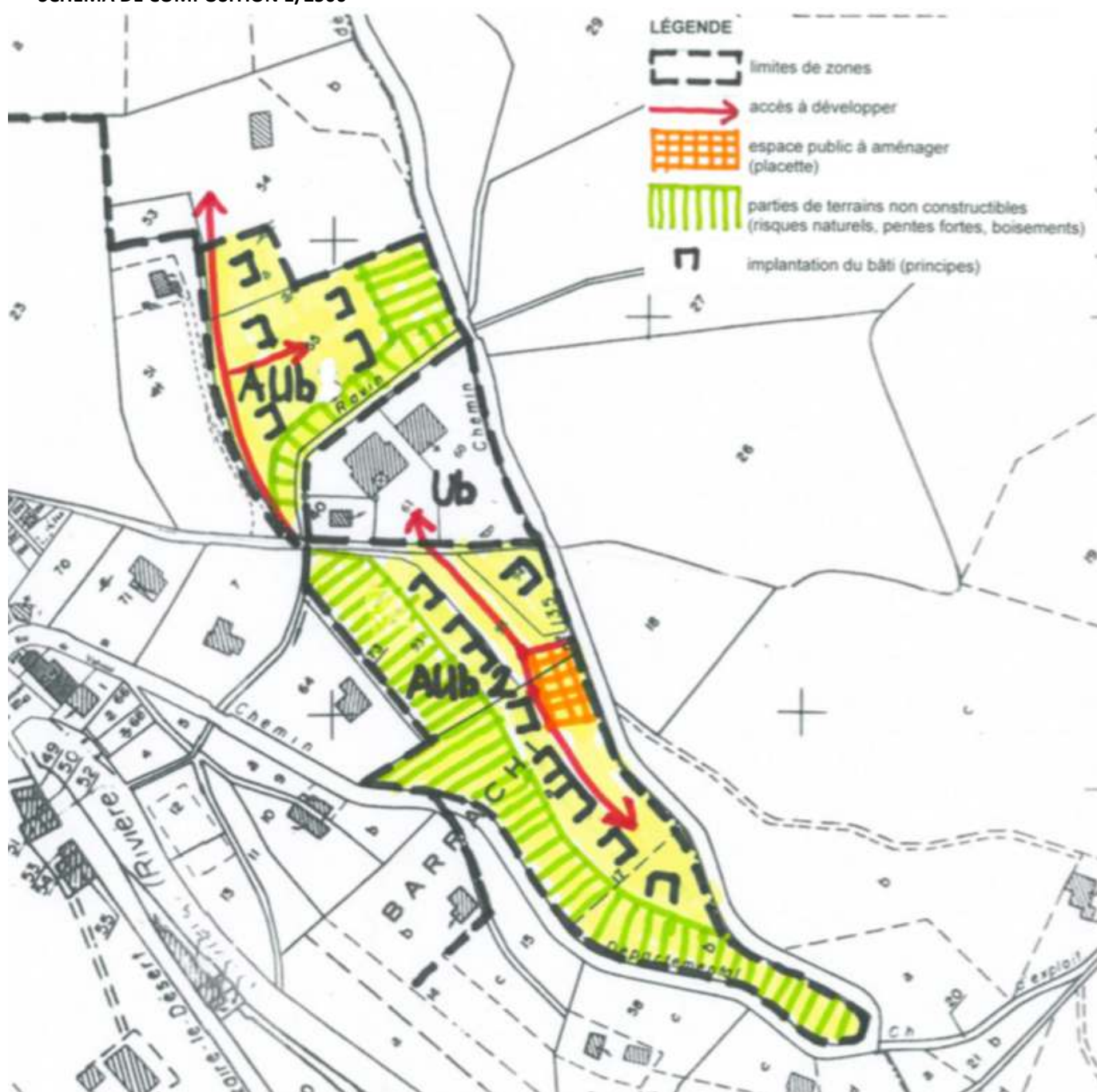
Le réseau public d'assainissement, mis en service en 2017, dessert Barrachi au sud et nécessite une petite extension en amont (moins de 100 m) pour desservir la zone AUB1.

Il dessert aussi le camping et une habitation au nord, et nécessite une extension de faible longueur (50 m environ) pour atteindre la zone AUB2.

La zone AUB2 ne peut être desservie par le réseau qu'à travers la zone AUB, qui devrait être aménagée en premier. Cependant, ce phasage ne peut être garanti, il dépend aussi des capacités de maîtrise foncière.

31.3.4. PRINCIPES ET CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

SCHÉMA DE COMPOSITION 1/2500



PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

- Découpage et phasage de l'aménagement en 2 secteurs (nord et sud) ; la réalisation du réseau d'assainissement sur le secteur nord conditionne celui du secteur sud.
 - Espace public de qualité (« placette ») marquant l'entrée du secteur sud depuis la RD 135.
 - Desserte en aval : création d'une petite voie de desserte vers le sud, parallèle à la RD.
 - Implantation des constructions plus ou moins sur une même courbe de niveau pour le secteur sud, au plus près des voies de desserte, sur la partie la moins pentue des terrains.
 - Procédure opérationnelle : projet d'ensemble nécessaire pour chacun des 2 secteurs (permis d'aménager et/ou permis valant division) ;
- Phasage : réalisation en deux étapes (nord puis sud), en commençant par le nord.

31.3.5. ORIENTATIONS DE PROGRAMME

SURFACES ET POTENTIELS

	Zone AUb1	Zone AUb2	Total
Surface totale	7497 m2	16920 m2	22417 m2
surface inconstructible (à déduire)	3097 m2	8920 m2	12017 m2
= surface « utile »	4400 m2	8000 m2	12200 m2
Capacité optimale	5 logements	10 logements	15 logements
Densité moyenne (/ Surface utile)	11 logements/ha	12,5 logements/ha	12,3 logements/ha

Type d'habitat :

- Zone AUb1 (nord) : habitat individuel isolé
- Zone AUb2 (sud) : habitat individuel isolé, jumelé ou groupé

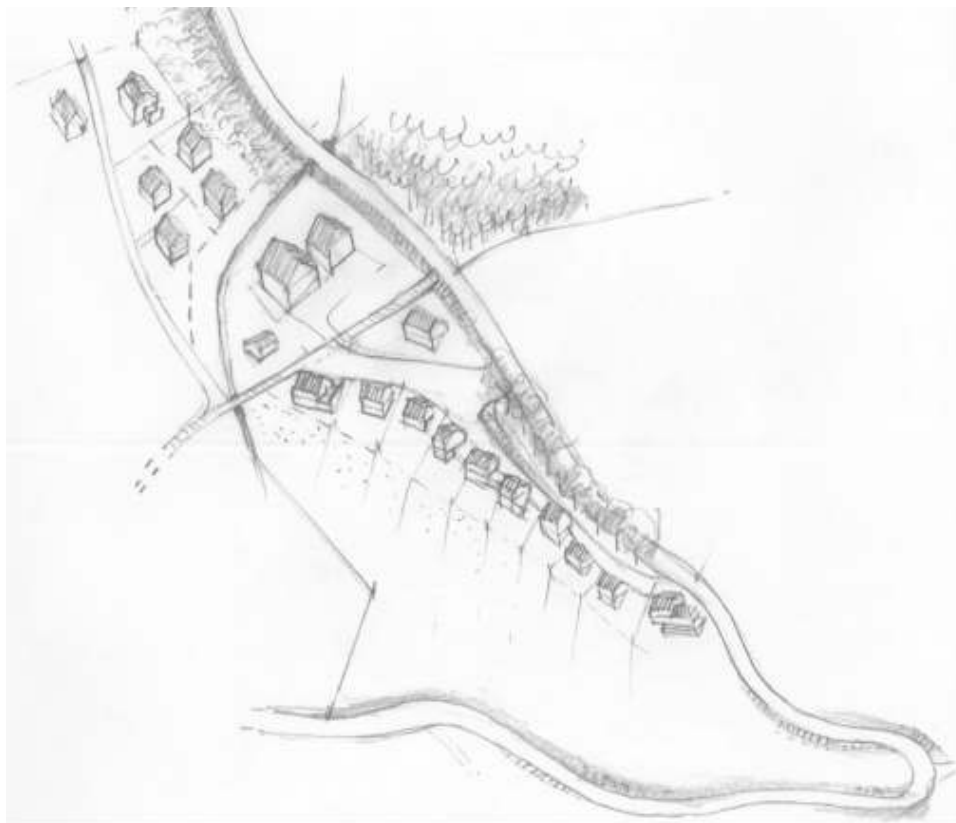
31.3.6. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

Zonage : classement en zones AUb (secteurs AUb1, AUb2)

Volumétrie et hauteurs maximales : règles correspondant à la zone Ub autour du village, pour permettre une bonne continuité avec celui-ci.

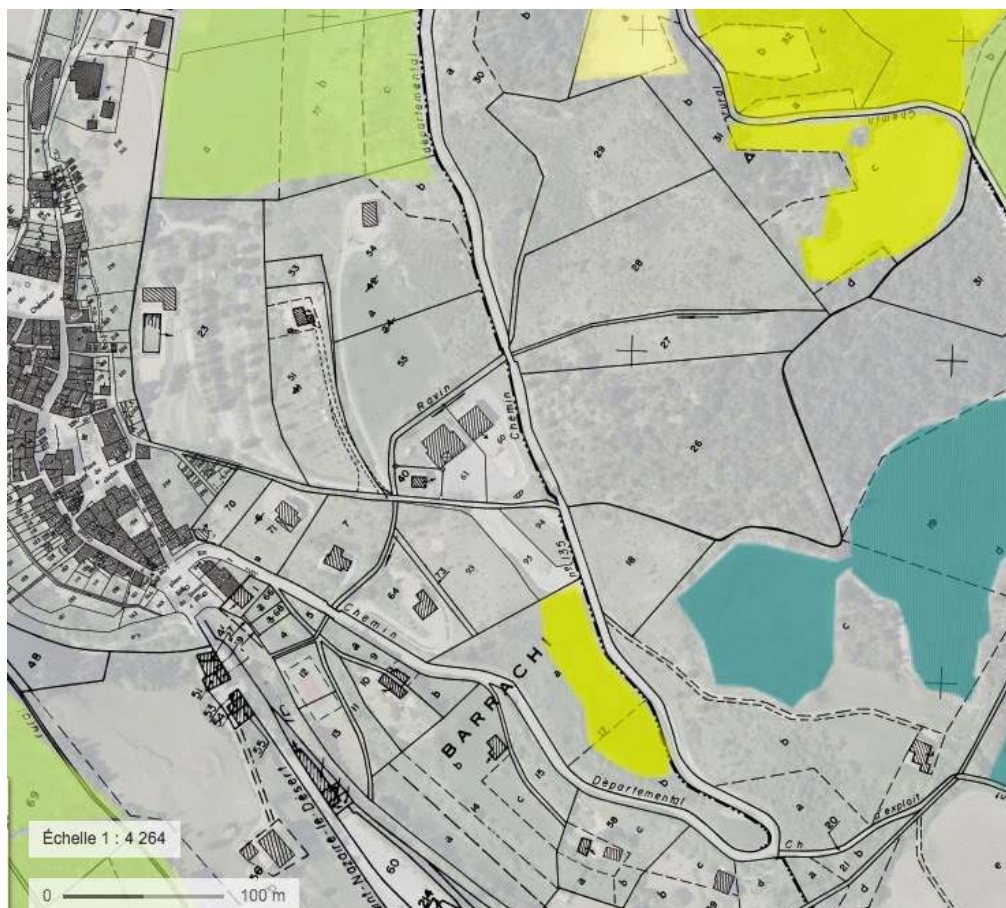
Emplacements réservés (ER)

- ER 6 : création d'une placette en amont de la RD.



31.3.8. INCIDENCES SUR L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT

AGRICULTURE



Unités de culture déclarées à la PAC en 2014 – source geoportail.gouv.fr

La parcelle 19c (ex parcelle 17) est en partie une petite prairie de fauche déclarée à la PAC en 2014. Sa petite taille et sa proximité des habitations en font un enjeu agricole mineur ; et elle a été acquise par la commune en 2015, notamment pour réaliser la nouvelle voie d'accès aux bâtiments du Conseil départemental. L'autre partie de ce terrain est à dominante naturelle, en forte pente et inculte. La parcelle 55, au nord des bâtiments départementaux, est encore en prairie mais est enclavée entre le camping, des habitations et ces bâtiments.

Les autres parcelles ne sont plus cultivées et sont en friches depuis plus ou moins longtemps. Certains terrains sont en pente forte.

	Zone AUb1	Zone AUb2	Total
Surfaces totales	7497 m ²	16703 m ²	24417 m ²
Terrains agricoles déclarés à la PAC en 2014	0 m ²	9000 m ²	9000 m ²
Terrains agricoles utilisés non déclarés à la PAC en 2014	6100 m ²	0 m ²	6100 m ²
Terrains à dominante naturelle (pentes fortes, friches, landes incultes) ou vaine	3097 m ²	8920 m ²	12017 m ²

L'impact du projet sur l'activité agricole est faible, la surface agricole déclarée à la PAC et supprimée est de 0,9 ha (partie de la parcelle 19b, en aval de la route) + 0,6 ha (partie de la parcelle 55, en aval de la route) = 1,5 ha environ, soit environ 60% de la surface des zones AUb et 0,05% de la SAU de la commune.

Les terrains concernés sont relativement isolés et ne portent pas atteinte de façon significative à de grands domaines agricoles.

PAYSAGE

Perceptions lointaines : pas d'enjeux significatifs.

Perceptions proches : en aval, l'implantation des constructions sur un ligne de niveau présentera une silhouette relativement continue et homogène, qui peut corriger l'effet des constructions dispersées existantes. En amont, l'espace public commun avec le secteur aval marquera l'unité de l'aménagement.

ENVIRONNEMENT

- Pas de milieux naturels sensibles, pas d'impact significatif sur la biodiversité.
- Étude loi sur l'eau nécessaire pour le secteur aval.
- Risques naturels : pas de risques naturels connus dans les secteurs d'implantation possible des constructions (hors pentes fortes).

RÉSEAUX

Le secteur est desservi par les réseaux secs (électricité et téléphone). Son aménagement nécessite la réalisation de réseaux interne d'eau potable et d'assainissement collectif, en prolongement direct des réseaux existants, en plusieurs phases.

31.3.9. SYNTHÈSE

Le secteur du haut du village est le secteur de développement le plus proche du village, il forme la continuité la plus directe de l'urbanisation existante, sur un versant bien exposé. C'est un projet d'ensemble réaliste : la commune, propriétaire de certains terrains dans la zone AUb2, peut maîtriser l'initiative et la qualité de l'aménagement. Son incidence en matière d'agriculture est faible au regard des contraintes du site (terrains agricoles enclavés, de valeur agronomique moyenne voire médiocre, sans continuité avec de grands domaines). Son incidence paysagère est relativement sensible, en amont du village ; mais une silhouette maîtrisée des constructions nouvelles permettra de mieux intégrer des grands bâtiments existants (équipements départementaux). Les autres incidences du projet sont nulles ou négligeables. L'urbanisation de ce secteur est compatible avec les critères de la loi Montagne, elle est nécessaire et prioritaire pour permettre d'atteindre les objectifs de développement de la commune.

31.4. OAP 2, VALLON DE LA LANCE – ZONE Ub

31.4.1. SITUATION, QUESTIONS ENJEUX



OAP 2 : situation, photo aérienne et cadastre 1/2500 – source geoportail.fr

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

Surface du secteur en OAP 2 :

- secteur est (rive droite) : 19030 m² (dont 6140 m² de terrain non bâti)
- secteur ouest (rive gauche) 21600 m² (dont 5800 m² de terrain non bâti)
- total : 40630 m² (dont 11940 m² de terrain non bâti).

SITUATION

Le vallon de la Lance suit un petit torrent affluent de la Roanne qui remonte au sud-ouest du village en direction du Petit Paris, le long de la RD 202.

Le secteur concerné par l'OAP 2 se divise en deux parties :

- en rive droite, à l'est : l'ancienne ferme de Boyer, qui comporte aujourd'hui 2 habitations, autour de laquelle se sont progressivement construites 3 à 4 habitations nouvelles ;
- en rive gauche, à l'ouest : le long de la RD 202 se sont progressivement construites plusieurs habitations nouvelles (5 maisons réalisées entre 2005 et 2015 + 1 PC approuvé en 2016). Il reste quelques terrains non bâtis entre les constructions existantes.

NB : la photo aérienne ci-dessus date de 2015 et ne comporte pas des constructions qui ont été réalisées ou sont en cours de réalisation depuis.

Le caractère diffus et linéaire de l'urbanisation ainsi que l'espacement relativement important des constructions entre elles, notamment sur la rive gauche, ne permettent pas de considérer tout l'ensemble comme un « *groupe de constructions traditionnelles* » au sens de la loi Montagne (articles L. 122-5 à L. 122-11, L. 122-15 du Code de l'urbanisme). L'ancienne ferme de Boyer ne constitue pas un véritable hameau traditionnel.

Cependant, ce secteur classé en zone NB au POS de 1977 est correctement équipé (réseaux d'eau potable, d'électricité et de téléphone) et a connu une urbanisation de fait récente, avec plusieurs PC accordés et des constructions réalisées de 2000 à 2016. Il constitue par ailleurs l'un des secteurs qui présentent des terrains à bâtir déjà équipés, dans une commune où ce type d'offre est devenu très rare (cf. diagnostic du PLU).

Il est donc logique de vouloir aujourd'hui reconnaître cette urbanisation et la consolider de façon plus structurée et plus maîtrisée.

Par ailleurs, le secteur manque d'espaces publics, et il représente une opportunité intéressante pour la commune en vue d'y promouvoir une petite centralité (placette, parking, point d'eau public...).

RELIEF

Le relief général est en pente faible dans le fond de la vallée (lit majeur du torrent), il se relève progressivement de chaque côté. Le secteur s'arrête au piémont des coteaux, qui correspond à une rupture de pente marquée et lisible dans le découpage parcellaire.

ACCÈS

Toutes les parcelles du secteur sont directement accessibles depuis une voie publique.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Les terrains sont tous privés et appartiennent à différents propriétaires. Plusieurs terrains non bâtis sont à vendre en 2019.

La taille moyenne des parcelles varie entre 1500 et 3500 m². Compte tenu du marché foncier et immobilier local, une division des terrains de moins de 2500 m² en parcelles plus petites est très peu probable.

SENSIBILITÉ PAYSAGÈRE

Le fond du vallon de la Lance est pratiquement invisible de loin, les coteaux sont boisés et difficilement accessibles.

En rive gauche, il se découvre progressivement depuis la RD 202 (route du Petit Paris). Actuellement, les grands terrains autour des constructions ne sont pas clos et préservent une large ouverture visuelle.

A contrario, la construction sur des terrains plus petits pourraient pousser les propriétaires à clore leur domaine, comme la loi le leur permet. Cela risquerait de fermer les vues sur le paysage lointain.

RÉSEAUX

Le secteur est desservi par le réseau électrique et l'eau potable en limite de tous les terrains.

Le secteur n'est pas desservi par un réseau d'assainissement collectif, les maisons existantes sont équipées de dispositifs d'assainissement non collectif (ANC). Les terrains sont situés dans l'ancien lit majeur du torrent et sont de ce fait assez perméables, aptes à l'assainissement individuel.

PHOTOS



Boyer, en rive droite de la Lance, vue depuis le coteau opposé. Plusieurs constructions récentes se trouvent derrière les arbres, à droite de la photo.

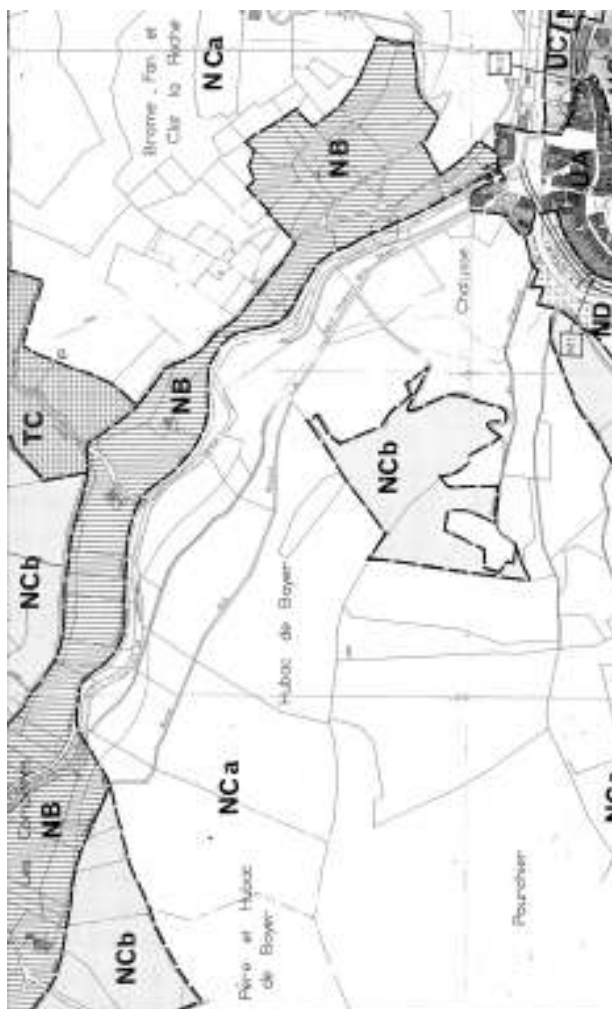
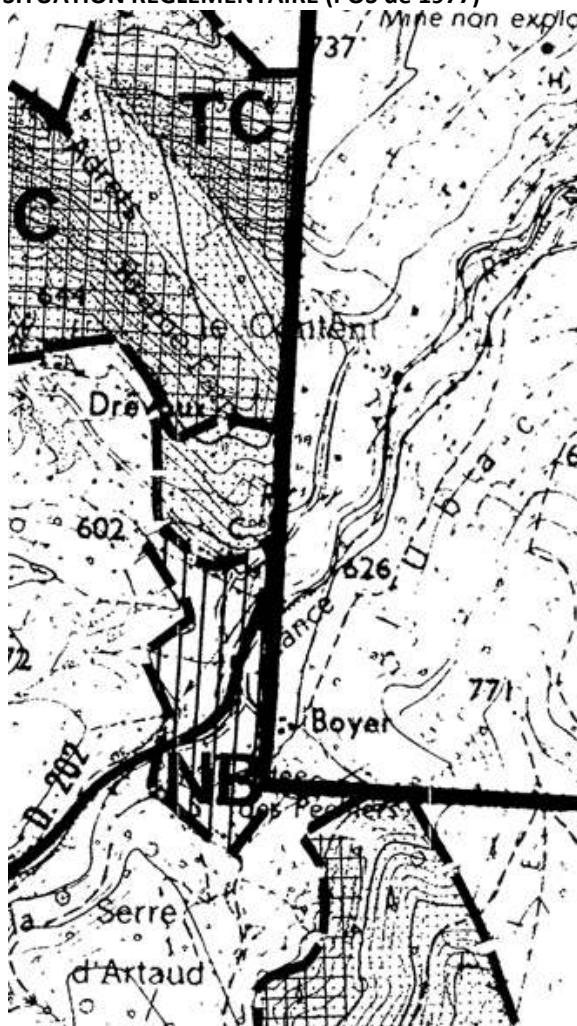


La rive gauche de la Lance, vue depuis le coteau. Les constructions modernes installées sur des terrains de grande dimension ne forment pas vraiment une urbanisation structurée, mais une urbanisation de fait semi-continue. Le terrain situé au centre constitue une opportunité pour créer une « centralité », avec un espace public et un petit équipement communal.



Le terrain au centre du secteur en rive gauche, vue depuis la RD 202. Il est bien situé pour constituer un petit « pôle de centralité » permettant de mieux structurer le secteur.

SITUATION RÉGLEMENTAIRE (POS de 1977)



POS de 1977, plans de zonage - extraits - sans échelle

Dans le POS de 1977, le secteur fait partie d'une très grande zone NB qui s'étend du village jusqu'à Boyer. Compte tenu du relief complexe, la continuité d'un tel développement était illusoire, les constructions réalisées forment une chaîne trop « élastique » qui ne correspond plus aux critères actuels de la loi Montagne (articles L. 122-5 à L. 122-11, L. 122-15 du Code de l'urbanisme).

Cependant, les terrains équipés du secteur constituent une bonne part du gisement foncier immédiatement disponible sur la commune. S'il est impossible de classer l'ensemble de la zone NB en zone urbaine, il est en revanche important pour la commune de préserver le potentiel constructible de ce secteur, dans des limites plus réduites.

QUESTIONS ET ENJEUX

Comment régulariser, prolonger et mieux structurer un développement urbain à l'origine diffus, peu organisé ?

Le niveau d'équipement du secteur permet de le classer en zone urbaine. En revanche, son périmètre doit être strictement délimité pour éviter toute dispersion supplémentaire de l'urbanisation et définir une enveloppe urbaine cohérente.

Les enjeux principaux de l'aménagement de ce secteur sont :

- utiliser le potentiel foncier résiduel du secteur,
- améliorer la structure urbaine, évoluer d'une structure linéaire vers une figure plutôt « polaire »,
- préserver les terrains agricoles encore viables.

31.4.2. OBJECTIFS

- METTRE EN VALEUR le potentiel foncier équipé du secteur ;
- LIMITER l'extension de l'urbanisation aux terrains situés en continuité immédiate de l'existant ;
- CONSOLIDER l'urbanisation existante, en la structurant de façon moins linéaire ;
- AMÉNAGER un petit « pôle de centralité » autour d'un espace public ;
- PRÉSERVER un paysage ouvert, en limitant ou en reculant les clôtures potentielle le long de la RD 202.

31.4.3. HYPOTHÈSES

Pas de contrainte d'aménagement public extérieur à la zone.

Pas de procédure opérationnelle particulière, les terrains sont déjà équipés et découpés.

La réalisation des nouveaux équipements publics sera à la charge de la commune.

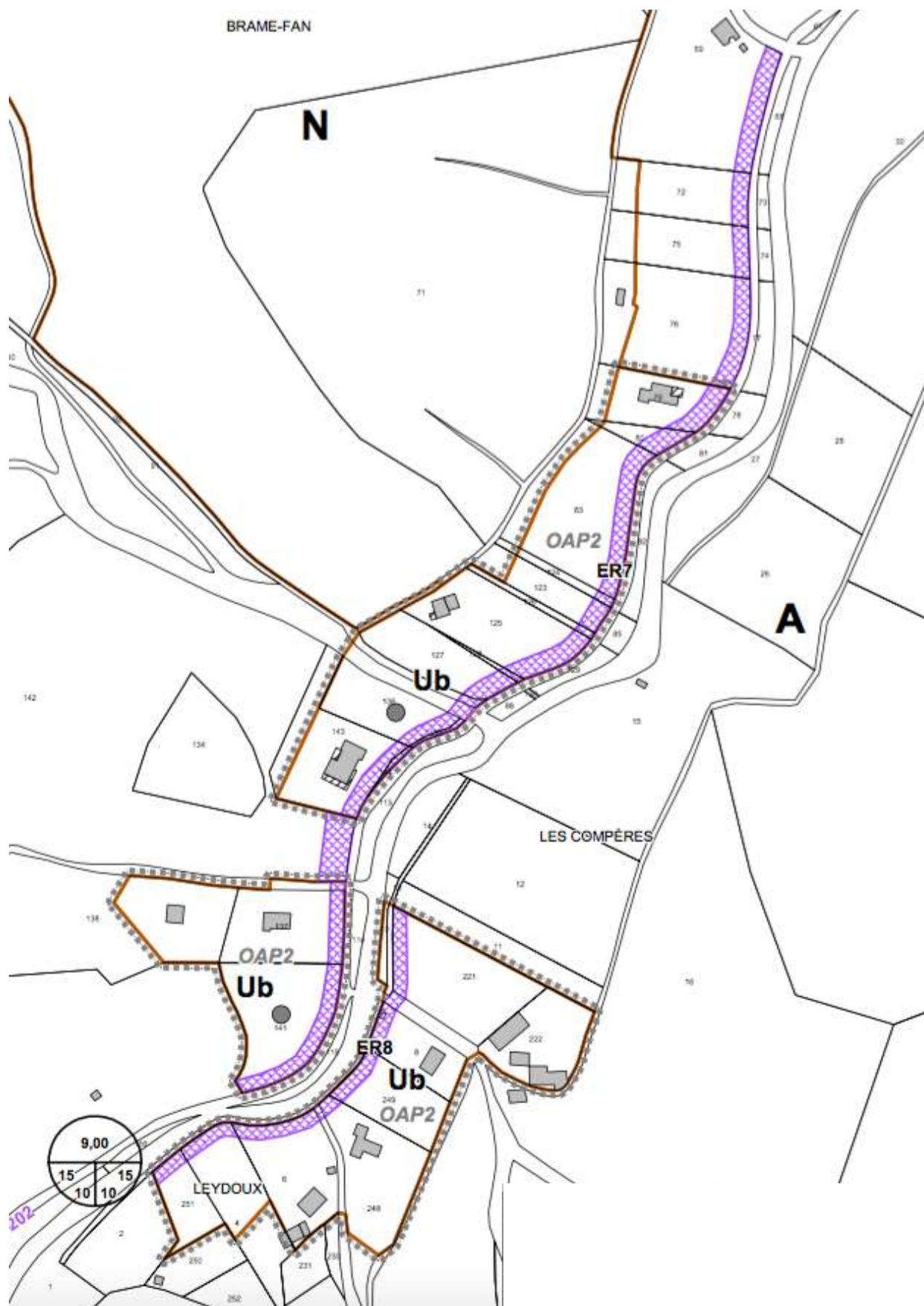
31.4.4. PRINCIPES ET CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

- élargissement à long terme de la RD 202 en amont
- création d'une « placette » publique au cœur du secteur (partie de la parcelle 142), avec maintien de l'accès agricole en amont
- élargissement des chemins de desserte en rive droite
- réservation d'un accès vers l'amont depuis la RD 202
- pas de contraintes particulières d'implantation des constructions
- pas de phasage particulier, remplissage possible au coup par coup.

Surface totale du secteur : 40630 m²
Surface des terrains disponibles : 11940 m²
Capacité optimale sur les terrains disponibles : 11 lots pour l'habitation
Densité moyenne du bâti existant : 4 logements/ha
Densité moyenne des nouvelles constructions potentielles : 9 logements/ha

31.4.6. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE



PLU, Règlement graphique (plan de zonage) – extrait 1/2500

Zonage : classement en zone Ub.

Volumétrie et hauteurs maximales : règles correspondant à la zone Ub

Plusieurs ER sont prévus :

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

- ### 31.4.7. INCIDENCES SUR L'AGRICULTURE, LE PAYSAGE ET L'ENVIRONNEMENT

This is a detailed cadastral map of a rural area in France. The map shows various land parcels, some of which are highlighted in yellow and green. Key features include:

- Labels:** "LE DOUX", "LES COMPERES", "S. Nizaire-le-Désert", "Bouvières", "Chemin", "d'exploitation", "Vialet", "L'Hudoc de".
- Parcel Numbers:** Numerous numbers are scattered across the map, such as 90, 91, 92, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 134, 135, 136, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180.
- Infrastructure:** Roads, paths, and boundaries are clearly marked with solid and dashed lines.
- Buildings:** Several small icons represent buildings or structures located within specific parcels.
- Color Coding:** Yellow highlights certain parcels, while green highlights others, possibly indicating different types of land use or ownership.

A white rectangular box is visible in the bottom left corner of the map.

SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

La parcelle 83b est une terre labourée déclarée à la PAC de 3800 m2 environ. Elle est cependant de taille modeste, isolée et enclavée entre des habitations. Elle constitue un enjeu mineur pour les exploitants concernés.

La parcelle 142, au centre du secteur, est un vaste tènement agricole (non déclaré à la PAC mais en prairie) qui doit rester accessible et entier. Le zonage ménage l'intégrité de ce terrain, non inclus en zone Ub.

Les autres terrains du secteur ne sont plus exploités en 2016.

	Rive droite	Rive gauche	Total
Potentiel théorique, surfaces totales	6140 m2	5800 m2	11940 m2
Terrains agricoles déclarés à la PAC en 2012	0 m2	3800 m2	3800 m2
Terrains agricoles non déclarés à la PAC en 2012	0 m2	0 m2	0 m2
Terrains à dominante naturelle (pentes fortes, friches, landes)	6140 m2	2000 m2	8140 m2

L'incidence du projet sur l'activité agricole est très faible voire négligeable (0,6 ha au total = 0,04% de la SAU de la commune – 1423 ha en 2010). L'accès aux terres agricoles en amont est préservé.

Le seul terrain concerné est relativement petit et isolé, et ne porte pas atteinte de façon significative à de grands domaines agricoles.

PAYSAGE

Perceptions lointaines : les perceptions lointaines ne constituent pas un enjeu significatif, compte tenu du caractère encaissé du vallon de la Lance.

Perceptions proches : pour le maintien des ouvertures paysagères perceptibles depuis la RD 202, l'OAP prévoit un emplacement réservé (ER) pour élargir la RD 202 au fur et à mesure des opportunités, mais surtout pour éviter la réalisation de clôtures en limite de l'emprise actuelle de la route.

ENVIRONNEMENT

- Pas de milieux naturels sensibles, pas d'impact significatif sur la biodiversité.
- Pas d'étude « Loi sur l'eau » nécessaire.
- Pas de risques naturels connus sur les terrains concernés.

L'incidence du projet sur l'environnement est négligeable.

RÉSEAUX

Le secteur est desservi par les réseaux secs (électricité et téléphone) et humides (eau potable). Pas d'assainissement collectif, mais les terrains sont plutôt caillouteux, aptes à l'assainissement non collectif.

31.4.8. SYNTHÈSE

Le secteur du vallon de la Lance est un secteur déjà largement construit au sud-ouest du village, selon une structure linéaire insuffisamment continue.

Son incidence en matière d'agriculture est très faible au regard des contraintes du site (1 terrain agricole enclavé, de valeur agronomique moyenne, sans continuité avec de grands domaines).

Les réseaux existent et permettent le classement du secteur en zone urbaine (Ub).

Les autres incidences du projet sont nulles ou négligeables.

L'urbanisation de ce secteur est compatible avec les critères de la loi Montagne, elle est nécessaire et prioritaire pour permettre d'atteindre les objectifs de développement de la commune.

31.5. OAP 3, SOUS LE BÉAL – ZONE Ue

32.5.1. SITUATION, QUESTIONS ENJEUX



OAP 3 : situation, photo aérienne et cadastre 1/2000 – source geoportail.fr

Surface du secteur : 0,59 ha environ
Section AB parcelles 209 et 210, section OS parcelle 1

SITUATION

Le secteur se trouve au nord du village, en rive droite de la Roanne, au nord de la place du Chênevier et des jardins qui bordent la Roanne. Historiquement, ces terrains étaient des terrains agricoles situés dans le lit majeur de la Roanne, longtemps inondables. Ils font suite au nord à une série de petits jardins situés le long de la rivière, depuis la place du Chênevier. Ils sont en friche depuis plusieurs années.

Ce secteur est déjà équipé (réseaux d'eau potable, d'électricité et d'assainissement collectif) suite à l'aménagement du chemin du Canal pour accéder à la station d'épuration située en aval au nord, à moins de 500 m.

RELIEF

Le relief général est faible, le secteur constitue une terrasse de l'ancien lit majeur de la rivière. Il se trouve en contrebas de la zone de jardins située plus au sud, avec un ancien canal qui longe la rive de la Roanne. Il n'est pas identifié comme soumis à des aléas même faibles d'inondation ; cependant, une marge de recul par rapport au lit de la Roanne semblerait utile pour pouvoir accéder aux berges et réaliser si nécessaire des travaux de confortement.

ACCÈS

Les trois grandes parcelles concernées sont accessibles depuis le chemin du Canal.

Ce chemin a servi de déviation routière pendant les travaux de réalisation du nouveau pont et de la station d'épuration. A cette occasion, le chemin a été viabilisé (réseaux d'eau potable, d'assainissement, électricité).

Son emprise est cependant irrégulière et devrait faire l'objet d'un élargissement à terme.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Les terrains appartiennent à la commune (parcelles 1 et 210, environ 60% du secteur) et à un propriétaire privé (parcelle 209, environ 40% du secteur).

SENSIBILITÉ PAYSAGÈRE

Le secteur prolonge le nord du village. Il est légèrement visible (en hiver seulement, et en s'approchant du bord de la rivière) depuis la RD 135 qui arrive Saint-Nazaire-le-Désert depuis le nord. La préservation des jardins privés situés au sud permet de préserver une coupure visuelle par rapport à la silhouette du village, par ailleurs peu visible depuis le nord.

RÉSEAUX

Le secteur est desservi par le réseau électrique et l'eau potable en limite des terrains.

Le réseau d'assainissement a été réalisé et mis en service en 2016.

PHOTOS



Sous le Béal, rive droite de la Roanne, vue depuis la RD 135, approche du nord au sud. En pratique, les terrains en contrebas sont très peu visibles depuis la route.



La partie sud du secteur « Sous le Béal » vu depuis le pont.

Des enrochements matérialisent une partie surbaissée et inondable du site au sud. On distingue les installations de chantier encore présentes en août 2016, mais qui ont depuis laissé place à un agrandissement de la place du Chénevier. Les jardins sont aujourd’hui inégalement exploités.

Cette partie du secteur est occupée par des jardins privés très morcelés, qui nécessiteraient un remembrement pour être constructibles, et dont la conservation permet de préserver une vue dégagée sur le nord du village et la place du Chénevier.



Le chemin du Canal, vue vers le nord au-delà des jardins privés, vers la zone Ue projetée

La partie nord du secteur, sur laquelle est prévue la zone Ue, se situe légèrement en contrebas du canal (« *béal* ») qui rejoint la Roanne. Les terrains de ce secteur sont relativement grands et permettraient l'installation de différentes activités artisanales, à une distance suffisante du village pour éviter toutes les nuisances.



À gauche, la parcelle 209, vue vers le sud



À gauche, les parcelles 1 et 210, vue vers le sud.

Dans le POS de 1977, ce secteur était classé en zone NA, correspondant à une extension potentielle du village. En pratique, la zone UC qui correspond aux jardins privés n'a jamais évolué du fait du morcellement foncier. Ce classement n'était pas le plus adapté pour préserver la continuité avec le tissu urbain du village ancien.

Un emplacement réservé est prévu pour l'agrandissement du cimetière et la réalisation d'un parking ; il reste nécessaire. D'autres emplacements réservés peuvent être prévus pour élargir les voies et créer un accès public aux berges de la Roanne.

Comment permettre à des activités artisanales de s'installer à proximité du village sans nuire à son harmonie ?
Comment maîtriser l'aménagement de ce secteur ?

Pour ces raisons, la commune fait le choix de réserver le nord du secteur « Sous le Béal » aux activités économiques.

- proposer des terrains à bâtir réservés aux activités économiques, pour renforcer la vie du village ;
- valoriser le réseau d'assainissement collectif réalisé en 2016 ;
- améliorer l'accessibilité du secteur nord ;
- maintenir un espace non bâti entre le village et les constructions d'activités;
- maîtriser à terme l'aménagement des terrains le long de la Roanne et permettre une extension de la place du Chénevier.

246

paysages et des sites). Cette contrainte découle de la volonté de la commune de maintenir, au moins pour la durée du présent PLU, un espace non bâti entre la village et cette petite zone d'activités économiques. Cette discontinuité volontaire permettra de conserver la forme d'organisation urbaine du village, avec sa ceinture de jardins en contrebas.

32.5.2. OBJECTIFS

- RÉSERVER le secteur nord aux activités économiques liées à la vie du village
- MAÎTRISER les berges de la Roanne
- PERMETTRE une extension de la place du Chenevier au nord
- PRÉSERVER la bande de jardins privés le long de la Roanne
- ÉLARGIR le chemin du Canal pour l'adapter à la circulation et à la desserte locale
- OPTIMISER le découpage foncier au fur et à mesure des cessions ou échanges de terrains

32.5.3. PRINCIPES ET CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

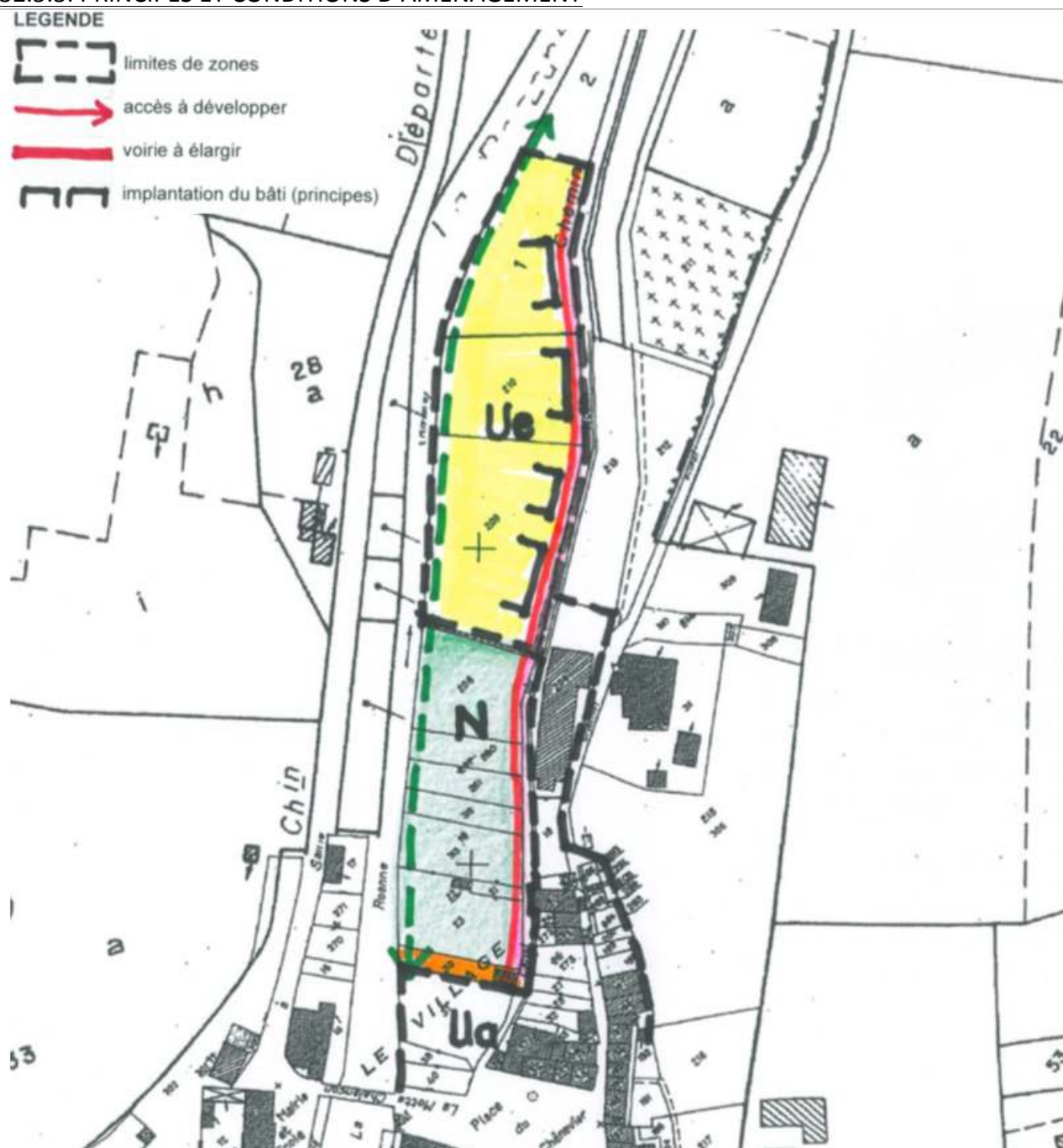


SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT 1/2000

Espaces publics à aménager :

- aménagement de la parcelle AB 30 pour agrandir à terme la place du Chénevier.

- élargissement du chemin du Canal pour permettre la desserte correcte des terrains et le croisement des véhicules
- réservation d'une bande de terrains le long de la Roanne pour permettre un accès public la rive droite.

PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

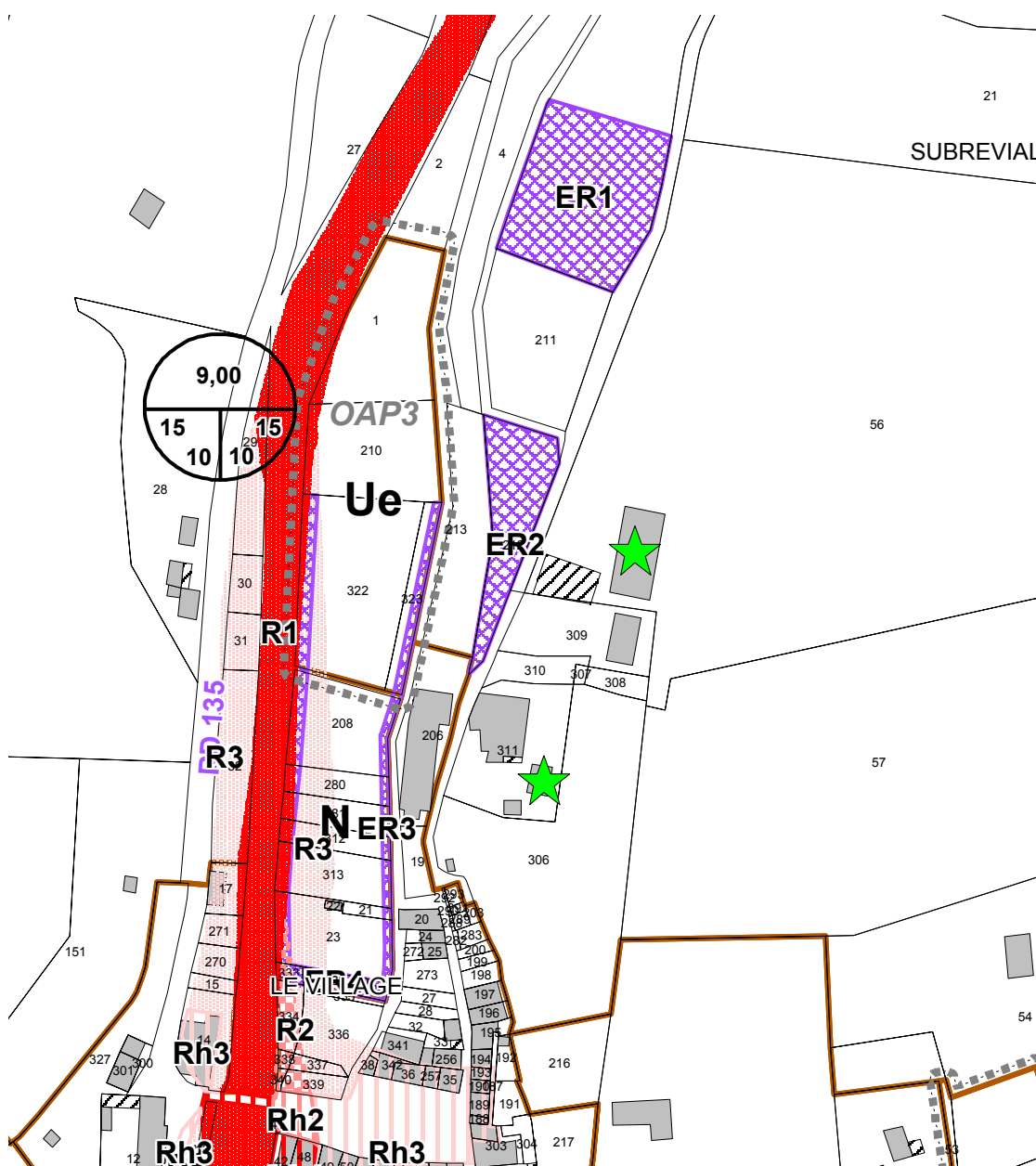
- maintien d'un premier plan dégagé sur la Roanne, avec une bande de jardins familiaux ;
- agrandissement de la place du Chênevier ;
- élargissement du chemin du Canal ;
- délimitation d'une nouvelle petite zone d'activités économiques sur les terrains au nord ;
- implantation des constructions le long du chemin du canal, avec une orientation des faîtages des toits parallèlement aux voies ;
- procédure : pas de projet d'ensemble nécessaire (terrains déjà équipés) ;
- phasage : pas de phasage particulier, construction au coup par coup selon disponibilités foncières (les terrains communaux pouvant être proposés rapidement aux demandeurs).

32.5.4. ORIENTATIONS DE PROGRAMME

Surface totale du secteur : 0,6 ha environ

Capacité optimale (gabarit moyen R+1+ toiture) : 3 à 5 constructions artisanales de 100 à 400 m2 environ.

32.5.5. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE



PLU, Règlement graphique (plan de zonage) – extrait 1/2500

Zonage : classement en zone Ue réservée aux activités économiques.

Volumétrie et hauteurs maximales : règles correspondant à la zone Ua du village, pour permettre une bonne continuité.

Emplacements réservés (ER)

- ER 1 : agrandissement du cimetière
- ER 2 : aménagement d'un parking pour le cimetière
- ER 3 : élargissement du chemin du Canal
- ER 4 : agrandissement de la place du Chênevier et accès à la berge de la Roanne.

32.5.6. INCIDENCES SUR L'AGRICULTURE, LE PAYSAGE ET L'ENVIRONNEMENT

AGRICULTURE

Il n'existe aucun terrain affecté à l'agriculture professionnelle dans le secteur ni à proximité immédiate.

La ferme située à l'est est classée en zone agricole, pour préserver la cohérence de cette exploitation d'élevage. L'incidence de l'OAP sur l'activité agricole est nulle.



Carte des unités foncières déclarées à la PAC en 2012 – 1/2500 environ – source geoportail.gouv.fr
SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

PAYSAGE

Les orientations d'aménagement en matière d'implantation des nouvelles constructions et le règlement écrit du PLU permettront de préserver et de mettre en valeur la perception de l'entrée du nord du village.

ENVIRONNEMENT

Pas de milieux naturels sensibles, pas d'impact significatif sur la biodiversité.

Pas d'étude « loi sur l'eau » nécessaire.

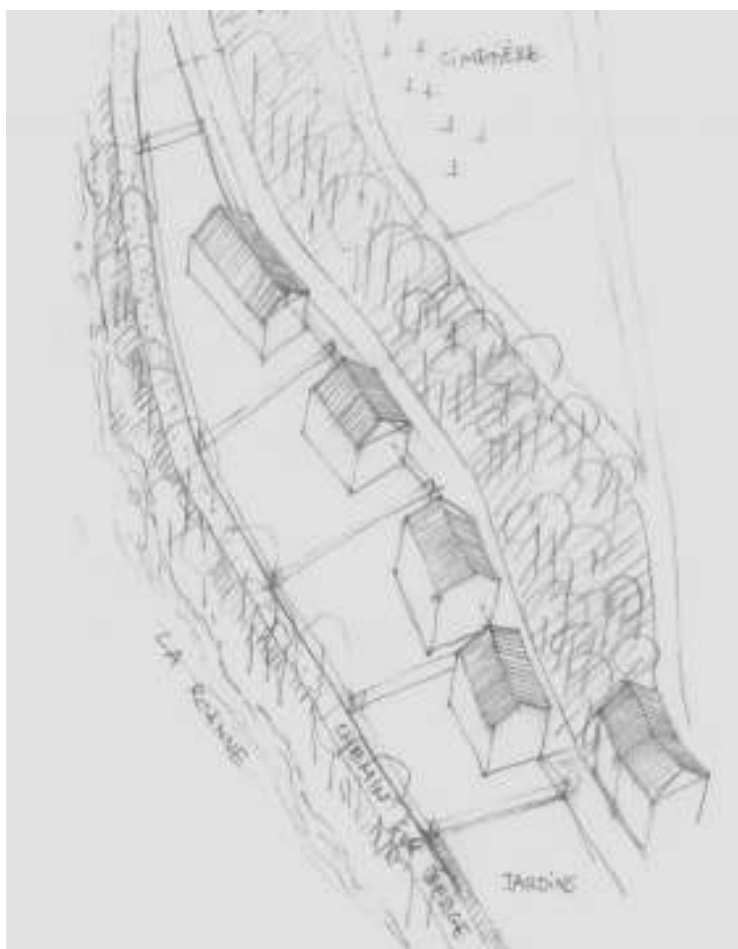
L'implantation des constructions au niveau de la place du Chênevier et du chemin du canal leur permettra d'être à l'abri des crues de la Roanne, par ailleurs déjà contenues par des enrochements.

RÉSEAUX

Le secteur est déjà correctement desservi par les réseaux.

32.5.7. ESQUISSES, CROQUIS ET SIMULATIONS

Les illustrations qui suivent montrent des possibilités de découpage foncier, d'implantation des constructions et d'insertion paysagère. Elles sont indicatives, ont valeur de principe et ne sont pas opposables en termes de conformité.



AXONOMÉTRIE 1/1000 environ

32.5.8. SYNTHÈSE

La volonté de la commune de prévoir une petite zone réservée aux activités économiques correspond aux besoins d'installation de nouvelles activités (et non de transferts d'activités). Le choix d'implanter cette zone au nord du village, en discontinuité de l'urbanisation existante, provient de la volonté de préserver les jardins familiaux qui forment le premier plan de vision du village en arrivant depuis le sud. Ces jardins familiaux liés aux logements du village participent aussi traditionnellement à la qualité de l'habitat local.

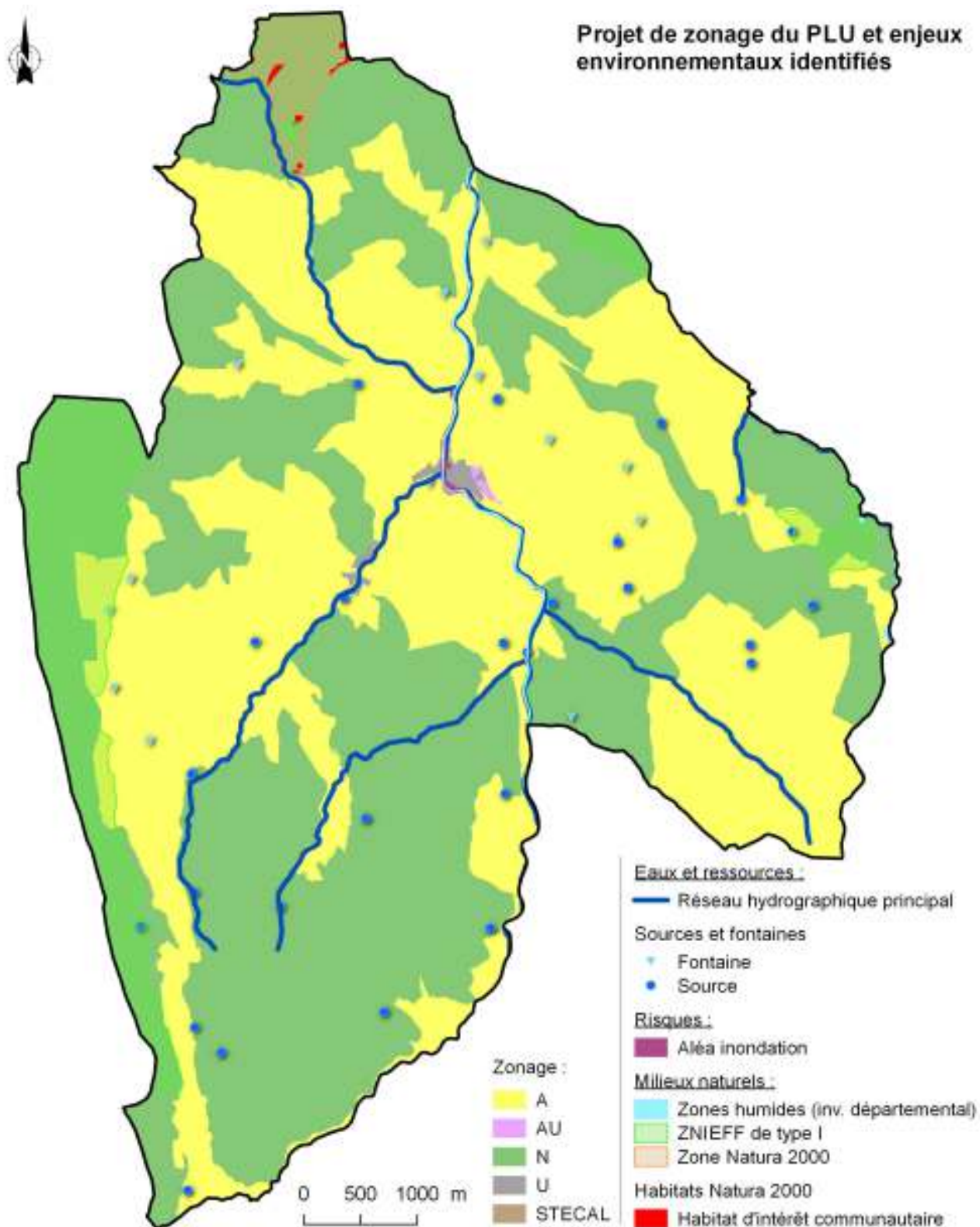
Sur tous les critères de la loi Montagne, les incidences du projet peuvent être considérées comme nulles ou négligeables.

PARTIE 3

INCIDENCES PRÉVISIBLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE « NATURA 2000 »

32. INCIDENCES PRÉVISIBLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

La carte suivante croise les principaux enjeux environnementaux identifiés dans le diagnostic, avec le projet de zonage du PLU.

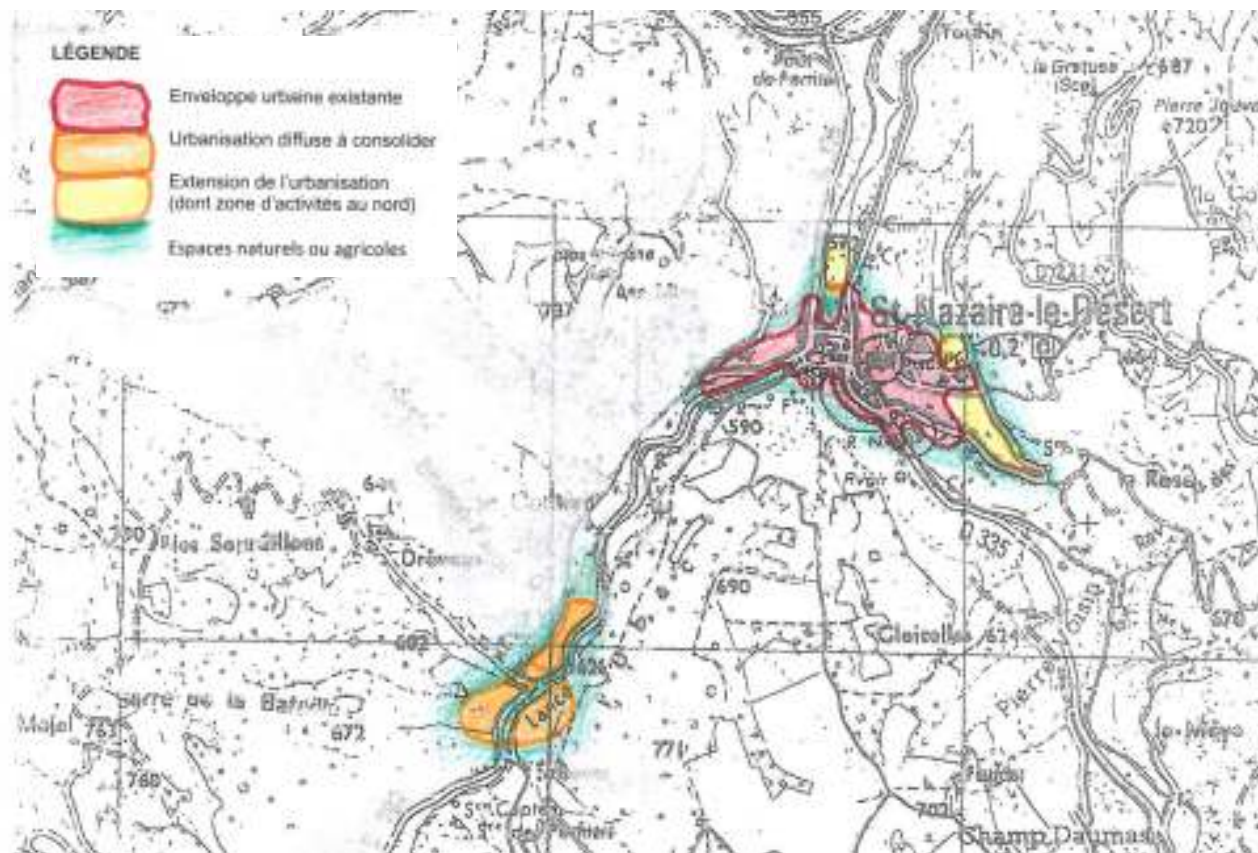


Projet de zonage et principaux enjeux environnementaux

La zone Natura 2000 concerne l'extrême nord du territoire communal.

32.1. INCIDENCES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Le schéma du PADD identifie les zones à privilégier pour le développement de la commune. Il convient de justifier les choix retenus par la commune au regard des enjeux du développement durable.



Extrait du schéma du PADD

Les zones principales de développement proposées sont situées à l'est du bourg (zones à urbaniser d'extension de l'urbanisation) et au sud-ouest (zones U : urbanisation des dents creuses du vallon de la Lance)

Analyse des incidences notables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement

32.1.1 INCIDENCES DU PLU SUR LES MILIEUX PHYSIQUES

Les milieux physiques sont ceux faisant référence au climat, à la géologie, à la topographie et aux milieux aquatiques décrits dans l'état initial de l'environnement.

Les orientations prévues dans l'orientation 7 sur les transports et déplacements prévoient de « Favoriser la proximité et les déplacements doux dans l'organisation du village, avec des parcours de promenade mieux aménagés », contribuant de façon somme toute marginale à la lutte contre les changements climatiques.

Les éléments présents dans le zonage et le règlement

Les éléments contenus dans le règlement des zones du PLU fixent un certain nombre de règles vis-à-vis des milieux physiques.

Climat : le PLU prend en compte la volonté de réduire la consommation en énergie fossile au bénéfice des énergies renouvelables. Ainsi, « l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions neuves est recommandée ». De plus, les règles dans les différentes zones précisent que « On recherchera de préférence des volumes simples soigneusement implantés selon les spécificités climatiques du site ». De plus, le règlement encourage sur chacune des zones « L'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions [...], sous réserve de la protection des sites et des paysages ».

Topographie / géologie : le PLU affirme la volonté de minimiser l'impact des aménagements sur la topographie locale. Les dispositions du règlement sur les différentes zones précisent que : « Les constructions devront s'adapter au terrain naturel dont la configuration doit être maintenue dans son ensemble. Les mouvements de terre doivent être limités »

et « La configuration du terrain naturel doit être maintenue dans son ensemble. Les mouvements de terre doivent être limités au minimum nécessaire ». En outre, pour l'ensemble des zones est inscrite l'interdiction de l'ouverture et l'exploitation de carrières.

Eaux superficielles et souterraines : le règlement du PLU rappelle pour les différentes zones que « Quand le système est de type séparatif, seules les eaux usées seront rejetées dans le réseau d'eaux usées. ». D'autre part pour, les eaux pluviales, il est précisé que « Les ruisseaux, fossés de drainage et autres écoulements de surface existants ne seront pas couverts, sauf impératifs techniques. Toutes les mesures devront être prises pour éviter de modifier le régime hydraulique des sources, puits, captages et eaux souterraines se trouvant sur les terrains faisant l'objet de la demande d'autorisation ou pouvant être concernés en aval ou en amont par ce régime hydraulique. ». La Loi sur l'eau (article L.214-1 et suivants du Code de l'environnement) encadre les aménagements cités dans la loi (régime de déclaration / autorisation auprès de la Police de l'eau).

Concernant les ressources d'eaux souterraines, le règlement rappelle la réglementation en vigueur quant à leur emploi : « Toutes les mesures devront être prises pour éviter de modifier le régime hydraulique des sources, puits, captages et eaux souterraines se trouvant sur les terrains faisant l'objet de la demande d'autorisation ou pouvant être concernés en aval ou en amont par ce régime hydraulique »

Synthèse

Thématiques	Incidences
Climat	+
Topographie/Géologie	+
Hydrologie	+

-- : incidence négative forte

- : incidence négative faible

0 : pas d'incidence notable

+ : incidence positive faible

++ : incidence positive forte

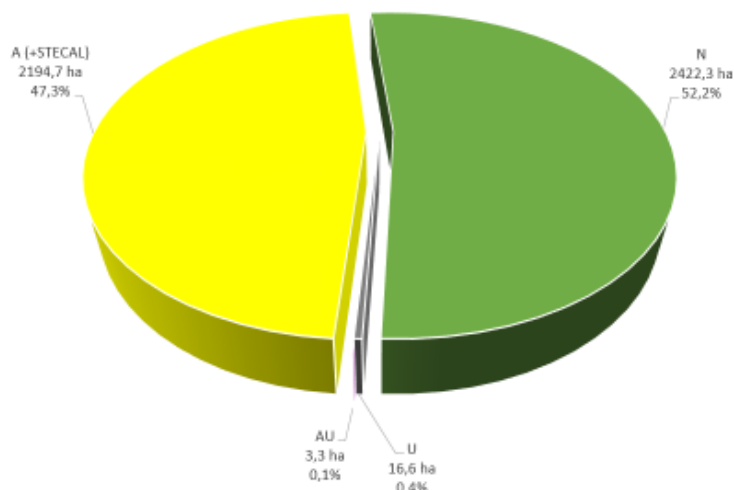
? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)

+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mis en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négatif)

32.1.2. INCIDENCES DU PLU SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

Le PADD consacre une orientation pour la préservation des milieux naturels de la commune : « Garantir l'intégrité des milieux naturels et des continuités écologiques, en maintenant l'urbanisation à l'écart des secteurs sensibles » (orientation 4).

Une grande partie des zones à enjeux de forte biodiversité a été classée en zone A ou N : les aménagements dans ces espaces sont très réglementés, ce qui favorise la protection des milieux naturels. On notera par exemple que la zone Natura 2000 est classée en zone N, favorisant ainsi le maintien des habitats naturels sensibles.



Répartition des catégories de zones du projet de PLU : les zones A et N représentent à elles deux 99,5% du territoire communal.

Le règlement écrit des zones A et N concernées par les zones naturelles à enjeux autorise uniquement certaines occupations et utilisations du sol en fixant certaines réserves.

Synthèse

Thématiques	Incidences
-------------	------------

Milieux naturels et biodiversité	+
----------------------------------	---

- - : incidence négative forte - : incidence négative faible 0 : pas d'incidence notable
+ : incidence positive faible + + : incidence positive forte
? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)
+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mise en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négatif)

32.1.3. INCIDENCES DU PLU SUR LE PAYSAGE

La partie paysage fait référence à l'aspect architectural des bâtiments (couleur, forme, hauteur, gabarit...), à l'organisation spatiale des éléments structurant la commune.

L'orientation 9 du PADD est intégralement consacrée à la préservation du paysage, avec l'intégration des constructions nouvelles dans des périmètres cohérents d'urbanisation et la définition de règles permettant une bonne insertion des nouvelles constructions, en maintenant l'identité du village. De plus, l'orientation 10 affirme la volonté de limiter l'extension urbaine en limitant à 3,5 ha les zones AU.

Les éléments présents dans le zonage et le règlement

Zonage : le périmètre réel des zones urbanisées et urbanisables n'est pas étendu et ne porte pas atteinte aux unités paysagères naturelles. Il est d'ailleurs réduit par rapport à l'ancien POS et stabilise pour la période d'application du PLU l'état des paysages.

Par ailleurs, l'état initial a montré une mutation progressive des paysages, avec la progression de la forêt du fait de la déprise agricole. En dédiant 47,3% du territoire communal aux zones A, notamment en périphérie du bourg, le PLU donne les moyens à la commune pour maintenir sa mosaïque de paysages, en luttant contre la fermeture des milieux.

Règlement écrit : la préservation du paysage, du cadre de vie et de l'identité de la commune sont des éléments récurrents dans le règlement. Toute d'abord, pour chacune des zones, la clause suivante est rédigée « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ». De plus, pour les zones U et AU, il est précisé que « Les réseaux Basse et Moyenne tension (BT et MT) seront réalisés en souterrain » et « Les réseaux téléphonique et numérique et les branchements ». Enfin, pour les nouvelles constructions, le règlement édicte des conditions strictes quant aux hauteurs de bâtiment.

Synthèse

Thématiques	Incidences
Paysage	++

- - : incidence négative forte - : incidence négative faible 0 : pas d'incidence notable
+ : incidence positive faible + + : incidence positive forte
? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)
+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mise en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négatif)

32.1.4. INCIDENCES DU PLU SUR LES RISQUES

Le PADD prévoit dans son orientation 5 que le PLU doit « Prendre en compte les risques naturels reconnus, en tenant à l'écart des aléas forts et moyens toute extension de l'urbanisation ou nouvelle construction » et « Limiter les aménagements possibles des constructions existantes en zones de risques, par des conditions et des prescriptions adaptées ».

Afin de ne pas aggraver le risque inondation, le règlement de chaque zone évoque les modalités de gestion des eaux pluviales : « Les aménagements extérieurs des constructions doivent contribuer à limiter l'imperméabilisation des sols. Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la collecte, l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction, selon les dispositions du règlement du service gestionnaire. ».

Synthèse

Thématiques	Incidences
Risques naturels	+

- - : incidence négative forte - : incidence négative faible 0 : pas d'incidence notable
+ : incidence positive faible + + : incidence positive forte
? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)
+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mise en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négative)

32.1.5. INCIDENCES DU PLU SUR LES RÉSEAUX

Les incidences sur les réseaux traitent des réseaux humides et secs de la commune, à savoir l'eau potable, les eaux usées, les eaux pluviales, les réseaux électriques et de télécommunication.

Les orientations du PADD mettent en avant la consolidation et l'optimisation des réseaux, dans son orientation 6.

Règlement écrit

Eau potable: le règlement des différentes zones rappelle l'obligation que toute construction devra être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable selon les prescriptions du service responsable. Les constructions ou installations non autorisées ou non agréées ne pourront pas être raccordées au réseau (article L. 111-6 du Code de l'urbanisme).

Eaux usées : le règlement des différentes zones rappelle que toute construction doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement (L 1331-1 du Code de la Santé Publique), en fonction des périmètres d'assainissement collectif et non collectif.

Les constructions ou installations non autorisées ou agréées ne pourront être raccordées au réseau (article L. 111-6 du Code de l'urbanisme).

Eaux pluviales : le règlement prévoit que les eaux pluviales soient retenues ou infiltrées sur place pour éviter les rejets extérieurs et limiter les rejets au réseau public lorsqu'il existe.

Eaux : de manière générale les rejets d'eaux usées non domestiques sont soumis à autorisation ou déclaration. Les rejets des eaux de piscine et bassin doivent respecter les normes sanitaires en vigueur. Les sources, puits, captages privés et eaux souterraines ne doivent pas modifier le régime hydraulique. On notera par ailleurs une volonté d'économie des ressources en eau, avec la mention suivante : « La réutilisation de l'eau de pluie doit être privilégiée dans la conception et la réhabilitation des constructions ».

Les autres réseaux : le règlement prévoit que le réseau basse et moyenne tension sera réalisé en souterrain et que les réseaux téléphoniques ou numériques et les branchements devront être enterrés. L'objectif est de minimiser l'impact visuel de ces réseaux dans toutes les zones.

Synthèse

Thématiques	Incidences
Eau potable	+/-
Eaux usées	+
Eaux pluviales	+
Eaux	0
Les autres réseaux	+

- - : incidence négative forte - : incidence négative faible 0 : pas d'incidence notable
+ : incidence positive faible + + : incidence positive forte
? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)
+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mise en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négative)

32.1.6. INCIDENCES DU PLU SUR LES DÉCHETS, POLLUTIONS ET NUISANCES

Ce chapitre fait référence à la gestion des déchets, aux risques de pollution des sols et aux nuisances acoustiques, atmosphériques ou lumineuses sur la commune.

Dans le PADD, afin d'éviter les conflits entre activités agricoles et habitat, un des objectifs de l'orientation 3 est le suivant : « Respecter des distances significatives entre l'habitat et les installations d'élevage pour préserver les installations viables, voire permettre leur extension ».

Dans une moindre mesure, l'objectif fixé à l'orientation 7 de « favoriser la proximité et les déplacements doux dans l'organisation du village, avec des parcours de promenade mieux aménagés » participe également à réduire les nuisances.

Règlement écrit

Déchets/pollution des sols : le règlement des différentes zones rappelle que « Toute construction nouvelle doit inclure les dispositifs nécessaires au bon fonctionnement du ramassage des ordures ménagères et du tri sélectif, conformément aux prescriptions de l'organisme collecteur ». De plus, sur chaque zone, le règlement interdit « les dépôts de ferraille, de matériaux, de combustibles solides ou liquides et de déchets, ainsi que de véhicules épaves », ce qui contribue à limiter le risque de pollution des sols.

Air : la qualité de l'air est préservée par la limitation des nouvelles constructions à l'écart du bourg et d'une partie du vallon de la Lance, et l'incitation à « l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions ».

Nuisances : l'interdiction d'ouverture de carrière sur la commune permet d'exclure une activité souvent génératrice de nuisances, sur le plan des poussières, des vibrations, du bruit et de la circulation. Par ailleurs, le projet communal ne prévoit pas d'aménagement susceptible de causer des nuisances à la population.

Synthèse

Thématiques	Incidences
Déchets/ pollution des sols	+
Air	+
Nuisances	0

- - : incidence négative forte

- : incidence négative faible

0 : pas d'incidence notable

+ : incidence positive faible

+ + : incidence positive forte

? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)

+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mis en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négatif)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	Orientations générales d'aménagement et d'urbanisme	Démographie et habitat	Activités économiques	Environnement, espaces naturels	Risques naturels	Ressources, infrastructures et réseaux	Transports et déplacements	Équipements publics	Paysage et patrimoine	Modération de la consommation d'espace
Climat							+			
Topographie / géologie										
Hydrologie				+						
Habitats, faune et flore	+			++						+
Nature ordinaire / biodiversité urbaine	+									
Paysage	+	+		+					+	+
Eau potable		+								
Eaux usées		+				+				
Eaux pluviales						+				
Les autres réseaux						+				
Risques naturels	+				+					
Risques industriels	+									
Déchets/ pollution des sols										
Air							+			
Nuisances			+				+			
Bilan des incidences des orientations	+	+	+	++	+	+	+		+	+

- - : incidence négative forte - : incidence négative faible 0 : pas d'incidence notable

+ : incidence positive faible + + : incidence positive forte

? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)

+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mise en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négatif)

Le bilan des incidences a été établi à partir d'une moyenne entre les différentes incidences. Si on a deux incidences dans une orientation, on retient la plus discriminante.

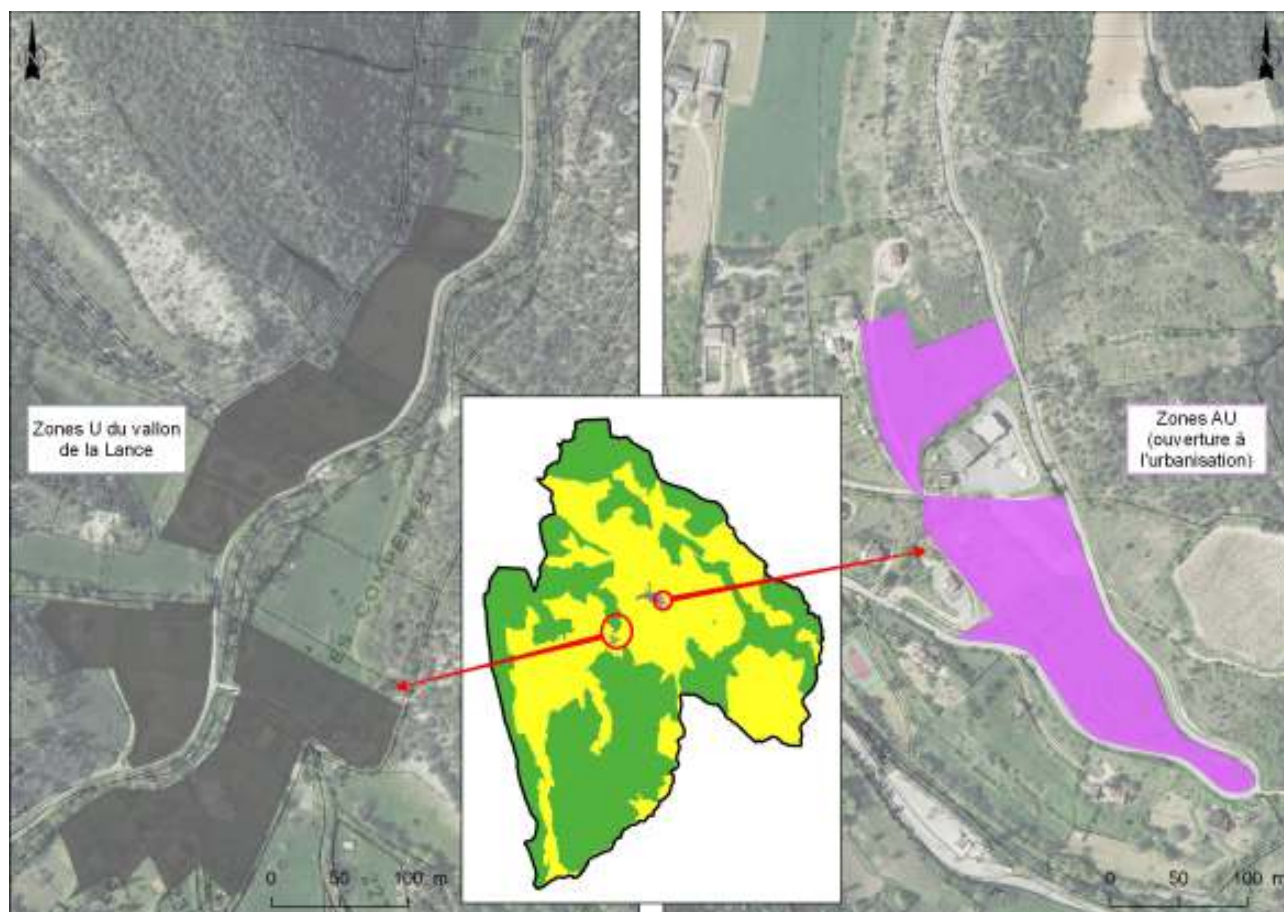
Le bilan des incidences des orientations indique que le projet du PLU sur la commune de Saint-Nazaire-le-Désert a une incidence globalement positive.

32.2. ANALYSE SECTORIELLE DES INCIDENCES DU PLU

32.2.1. SECTEURS ANALYSÉS

Deux secteurs dans le projet communal sont à prendre en compte pour une analyse plus spécifique des incidences, du fait des mutations à moyen terme qui surviendront suite à la mise en œuvre du PLU. Il s'agit des zones AU au sud-est du bourg, et des zones U du vallon de la Lance.

Chacun de ces deux secteurs font d'ailleurs d'objet d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP).



Localisation des 2 zones faisant l'objet d'une analyse sectorielle des incidences

32.2.1. SECTEUR « HAUT DU VILLAGE » (ZONES AUb)





Photographies des zones AU (avril 2013, Améten)

Il s'agit d'un secteur de 2,4 ha, en continuité sud-est du bourg, le long de la RD 135. Les parcelles, présentant une pente orientée vers le sud-ouest, sont occupées par des prairies, un boisement ainsi que des arbres isolés. L'OAP prévoit l'hypothèse de construction d'une quinzaine de logements, en individuel, isolé, jumelé ou groupé.

Incidences et mesures :

Enjeux	Effets potentiels	Mesures
- Milieux naturels	- Pas de milieux naturels remarquables (ni inventoriés ni protégés)	- Conserver le boisement en partie basse (il correspond d'ailleurs à un secteur de forte pente, peu compatible avec l'urbanisation)
- Paysage	- Intégration paysagère du projet non pris en compte	- Prise en compte de l'intégration du projet d'aménagement dans le paysage et la perspective lointaine (travail sur les silhouettes, les lignes de forces et lisières ou limites)
- Agriculture	- Consommation d'espace agricole : seule une partie de la parcelle 17 est déclarée à la PAC, les autres sont des prairies plus ou moins en cours d'enfrichement	
- Réseaux	- Travaux de raccordement aux réseaux	- Des extensions modérées du réseau d'assainissement sont à prévoir pour le raccordement au réseau d'eaux usées de la commune. Il est en revanche desservi par le réseau électrique et l'eau potable
- Énergie	- Consommation énergétique	- L'orientation du site permet une architecture bioclimatique avec une efficacité énergétique maximale

32.2.3. SECTEUR DU VALLON DE LA LANCE (ZONES Ub)





Photographies des zones U du vallon de la Lance (avril 2013, Améten)

Il s'agit d'un secteur d'environ 4 ha, au sud-ouest du bourg, le long de la RD 202, dont une partie est déjà bâtie. Les parcelles, présentant une topographie relativement plane, en fond de vallon, sont occupées par des prairies, délimitées par des haies faisant la jonction entre le massif forestier et la ripisylve associée au cours d'eau de la Lance. La zone présente de l'habitat diffus en remontant la rivière, où des dents creuses apparaissent. L'OAP prévoit l'urbanisation de celles-ci, sous la forme d'habitat individuel.

Incidences et mesures :

Enjeux	Effets potentiels	Mesures
- Milieux naturels	- Fermeture de la mosaïque paysagère	- Conserver les haies arborées délimitant les parcelles, favorables à la trame verte
- Paysage	- Intégration paysagère du projet non pris en compte	- Prise en compte de l'intégration du projet d'aménagement dans le paysage et la perspective lointaine (poursuite de l'habitat individuel dans l'esprit de l'existant)
- Agriculture	- Consommation d'espace agricole (prairies)	- Prioriser si possible l'urbanisation des parcelles à moindre valeur agricole pour préserver celles à plus fort potentiel
- Réseaux	- Mise en place d'un assainissement individuel (le secteur n'est pas desservi par le réseau d'eaux usées communal)	- Contrôler la bonne efficacité des installations afin de ne pas dégrader la qualité du milieu récepteur (cours d'eau de la Lance)

32.2.4. INCIDENCES CUMULATIVES DES DIFFÉRENTS PROJETS

Tant sur le plan fonctionnel que géographique, les 2 secteurs évoqués précédemment sont relativement indépendants et ne présentent pas d'effets cumulés entre eux.

32.2.5. MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

MESURES A L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Ce chapitre présente les mesures d'évitement, de réduction et de compensation (« ERC ») des incidences prévisibles sur l'environnement dans le cadre du projet de PLU.

Le document d'urbanisme ayant évolué en fonction des éléments apportés par l'état initial de l'environnement, les différentes études complémentaires, les avis des personnes publiques associées et des diverses réunions/échanges de travail, une grande partie des mesures « ERC » a été intégrée dans le projet de PLU final.

Cette partie rend alors compte de ces évolutions qui ont conduit à intégrer l'environnement (au sens large) dans le projet de PLU et des éventuels compléments à y apporter.

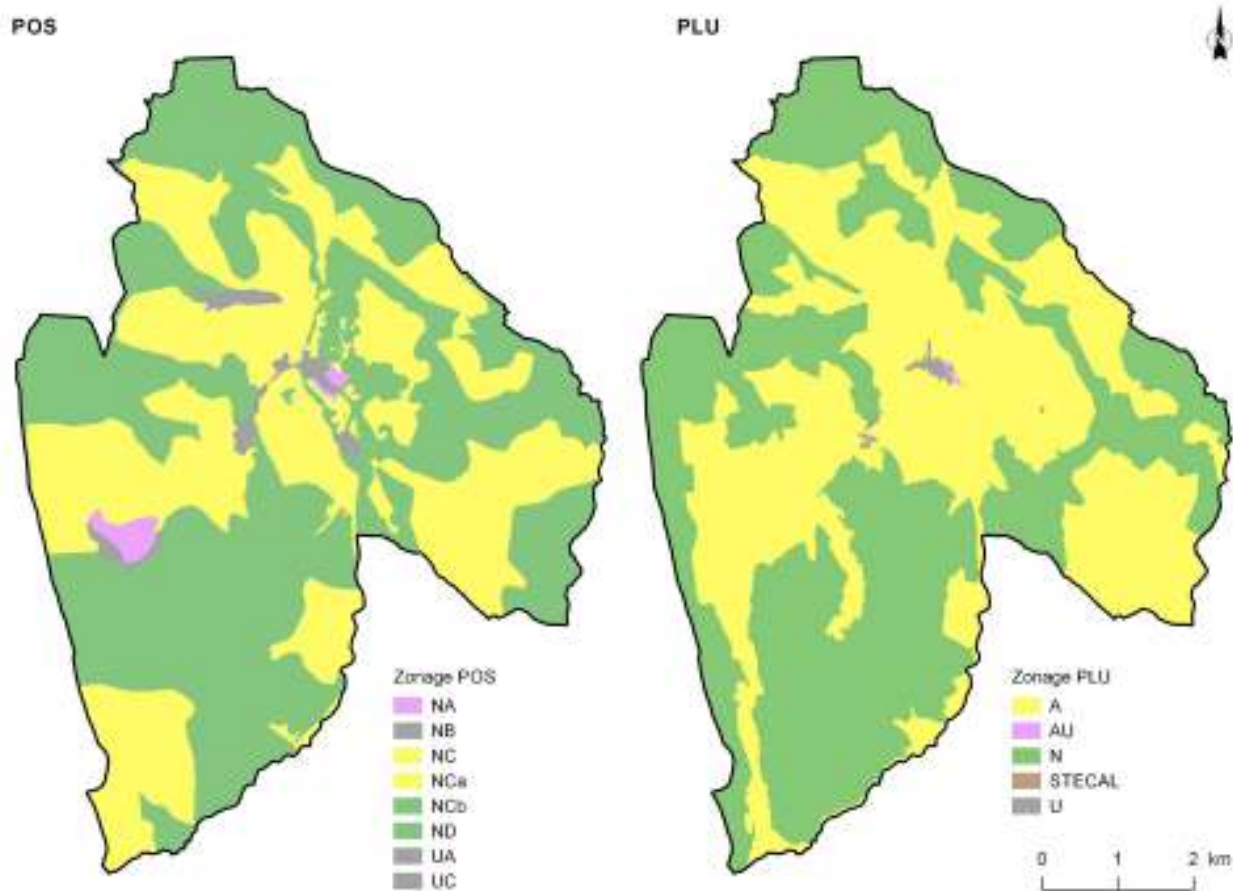
ÉVITER

Consommation d'espace

Des correspondances entre les types de zones du POS et du PLU ont été mises en évidence pour pouvoir les comparer avec le projet de PLU.

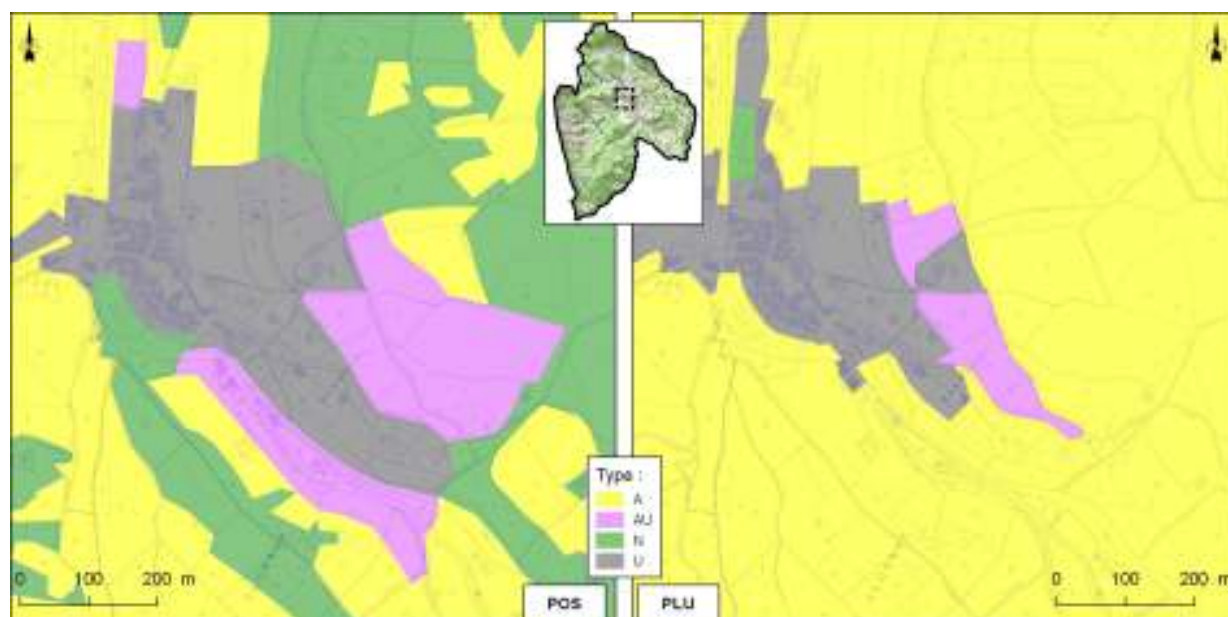
Catégorie de zone	Type de zones PLU	Correspondance avec les zones du POS
Zones urbaines	U	UA, UC, NB
Zones à urbaniser	AU	NA
Zones agricoles	A, STECAL	NC, NCa
Zones naturelles	N	NCb, ND

La figure suivante met en évidence les différences entre le POS et le PLU.



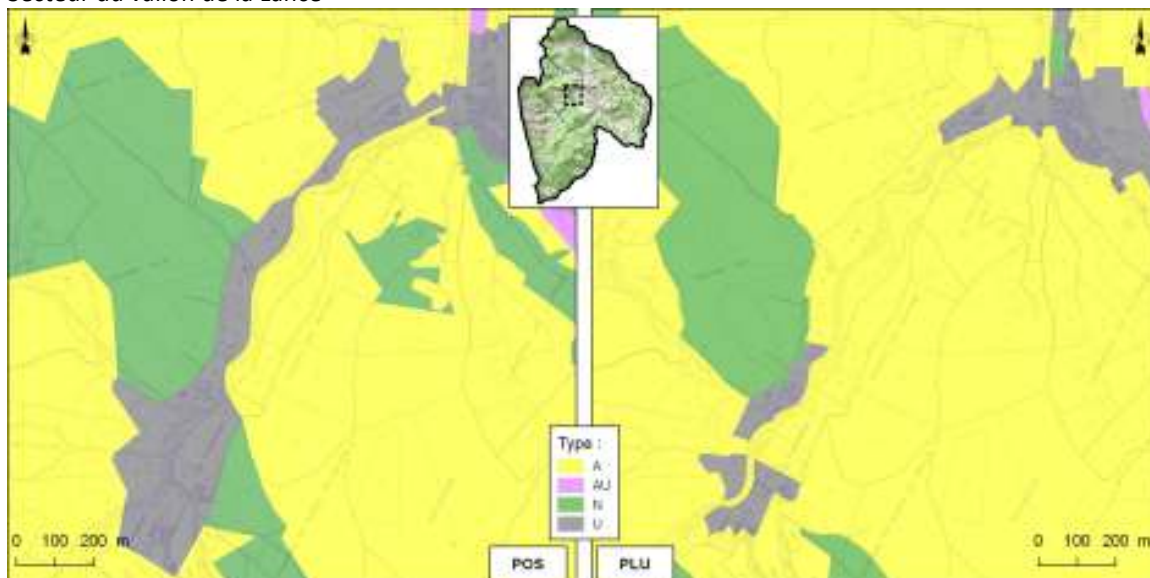
Les cartes qui suivent montrent un évitement de la consommation d'espace sur plusieurs secteurs.

Secteur du village



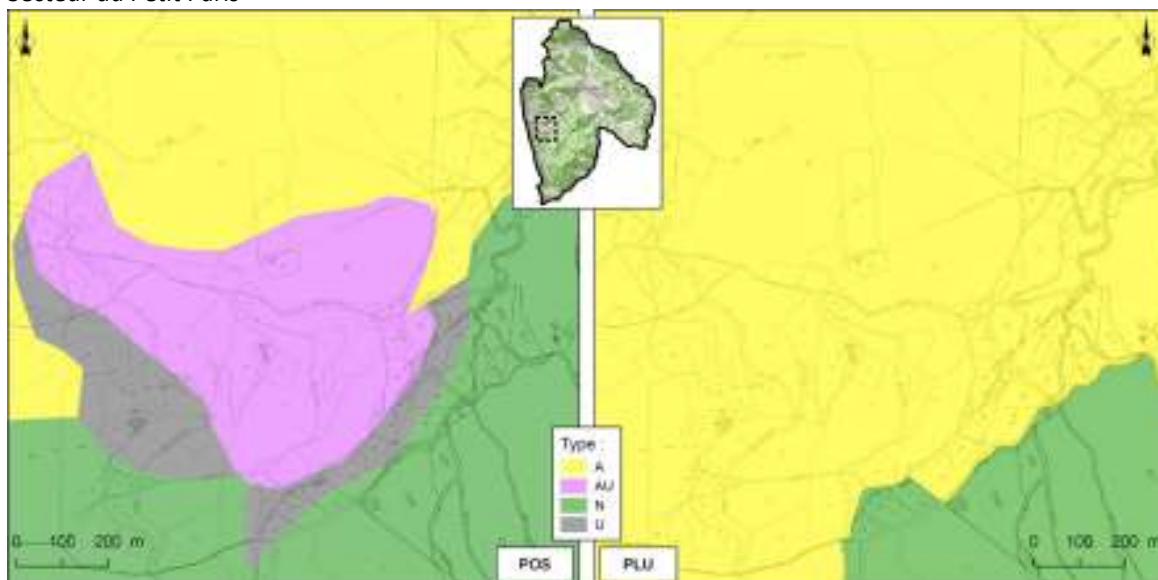
Réduction de l'enveloppe urbaine et des zones d'ouverture à l'urbanisation, au bénéfice des zones A.

Secteur du vallon de la Lance



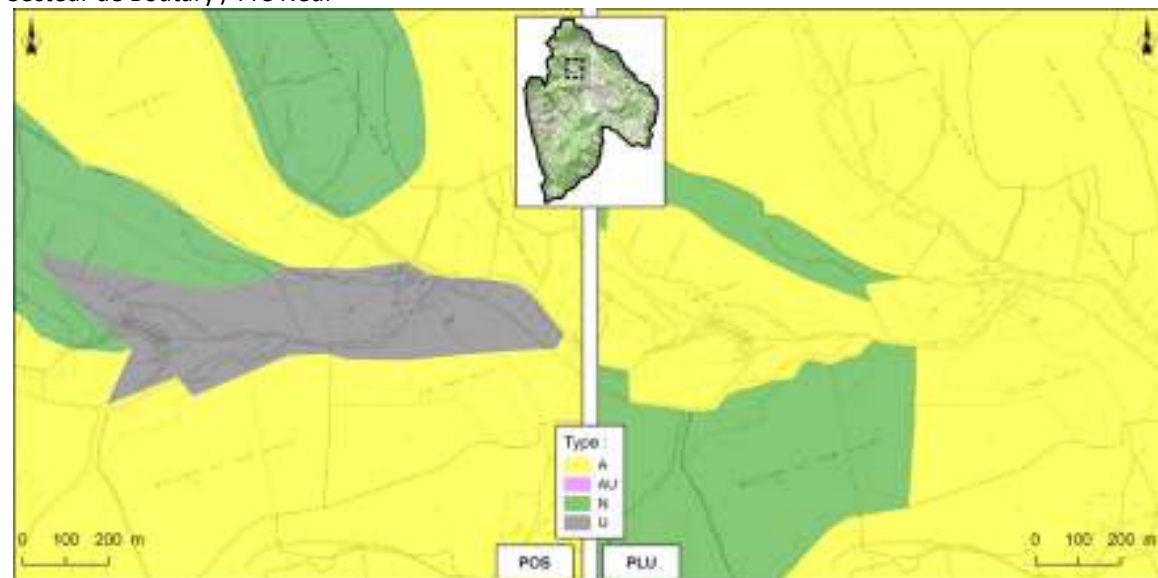
Diminution de l'enveloppe urbaine au bénéfice de zones A.

Secteur du Petit Paris



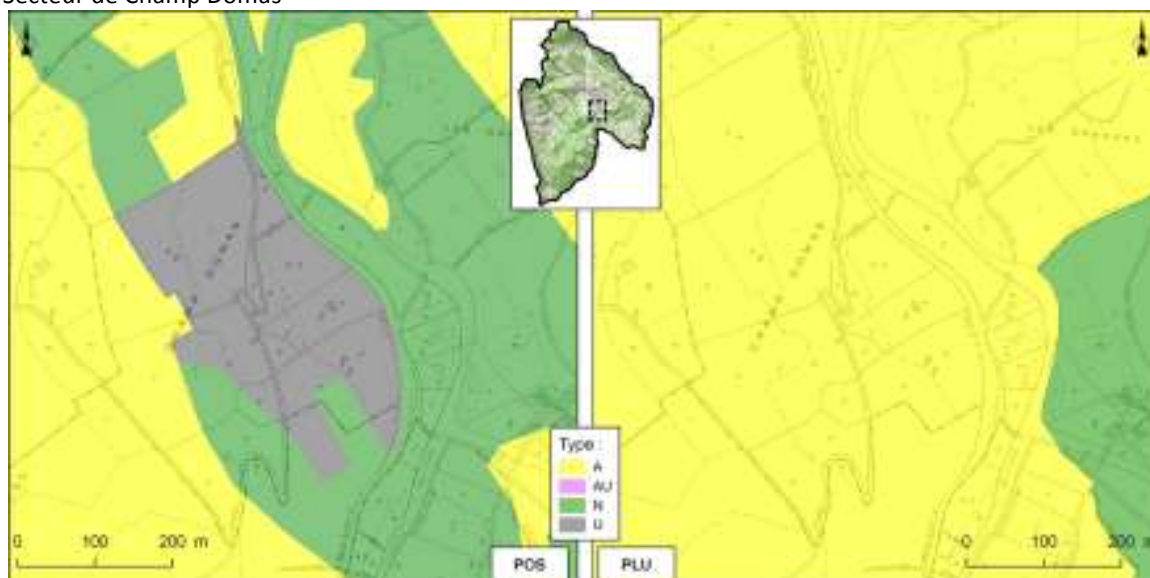
Suppression de zones AU et U du POS au bénéfice de zones A et N.

Secteur de Boutary / Pré Neuf



Suppression d'une zone U au bénéfice de zones A et N.

Secteur de Champ Domas



Suppression d'une zone U au bénéfice d'une zone A.

Milieus naturels

L'état initial a mis en évidence de nombreuses zones à enjeux du milieu naturel (zone Natura 2000 et ZNIEFF de type I pour celles présentant les sensibilités les plus fortes). Pour contribuer à leur préservation, les zones naturelles à enjeux sont classées en zones A et N.

Paysage

L'état initial a mis en évidence une progression de la forêt, suite à la déprise agricole, tendant à une fermeture et une banalisation des paysages à moyen/long terme. Le projet de PLU réaffirme le caractère agricole de Saint-Nazaire-le-Désert en consacrant 47,3% du territoire (contre 43,2% dans le POS) aux zones agricoles. On notera par ailleurs qu'une couronne d'environ 1 km de zone A ceinture le bourg.

RÉDUIRE

Consommation d'espace

Le tableau suivant montre les surfaces pour chaque catégorie de zones, pour le POS d'une part, et pour le projet de PLU d'autre part.

Catégorie de zone	POS		PLU	
	Surface (ha)	% commune	Surface (ha)	% commune
UA, UC, NB // U	79,2 ha	1,7%	16,0 ha	0,3%
AU // NA	45,0 ha	1%	2,5 ha	0,1%
A, STECAL // NC, NCa	2005,8 ha	43,2%	2196 ha	47,4%
N // NCb, ND	2508,3 ha	54,1%	2422,5 ha	52,2%

Ces chiffres montrent une forte réduction des zones d'ouverture à l'urbanisation, entre le POS et le PLU, avec 13 fois moins de surface de zones AU, qui étaient disproportionnées au regard du contexte communal. Le constat est similaire quant aux zones urbaines, passant de 79,2 ha au POS, à 16,6 ha dans le PLU, soit environ 5 fois moins de surface. Ils témoignent également de la volonté de maîtriser la consommation d'espace en ciblant des secteurs restreints pour le développement de l'urbanisation et en redessinant plus finement les contours de l'enveloppe considérée comme urbaine.

Paysage

Le PADD, par ses orientations 4, 9 et 10, contribue à préserver les paysages de la commune :

- en garantissant l'intégrité des milieux naturels,
- en maintenant l'urbanisation à l'écart des secteurs sensibles,
- en affirmant l'identité du village par des règles permettant une bonne insertion des nouvelles constructions
- en affichant la volonté de limiter les zones d'extension de l'urbanisation.

Eau

L'état initial indique les enjeux au niveau de l'eau potable, des eaux usées et pluviales. Le PADD et le règlement intègrent ces éléments sur l'eau de manière stricte :

Eau potable : les extensions de l'urbanisation s'effectuent dans des secteurs desservis par le réseau d'eau potable. On note par ailleurs que les ressources sont suffisantes pour le projet communal,

Assainissement : les zones AU nécessitent une faible d'extension du réseau collectif, tandis que la densification de la zone U du vallon de la Lance est rendue possible par la bonne capacité des sols pour l'installation d'un système d'assainissement non collectif (secteur non desservi par le réseau d'eaux usées),

Eaux pluviales : les constructions et occupations du sol doivent prendre toutes les dispositions possibles (de rétention des eaux ou d'infiltration sur place) pour éviter tout rejet extérieur et limiter les rejets au réseau public lorsqu'il existe.

Énergies

Dans l'objectif de contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique et la consommation d'énergie d'origine fossile, le règlement encourage l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions, sous réserve de la protection des sites et des paysages.

Risques naturels

L'état initial de l'environnement fait état de plusieurs types de risques naturels sur la commune. Une orientation du PADD est entièrement consacrée à cette thématique (orientation n°5). En ce sens, elle préconise de se tenir à l'écart des aléas forts et moyens pour toute extension de l'urbanisation ou toute nouvelle construction, et de limiter les aménagements possibles des constructions existantes en zone de risques par des conditions et des prescriptions adaptées.

L'objectif est également de ne pas aggraver les risques existants, ni créer les conditions favorables pour les augmenter.

Nuisances

Afin d'éviter les conflits entre l'habitat et l'agriculture, le PADD préconise de respecter des distances significatives entre l'habitat et les installations d'élevage. Au niveau du bourg, il préconise également l'utilisation des déplacements doux, pour diminuer les nuisances liés aux véhicules motorisés.

COMPENSER

La compensation est le dernier recours, lorsque l'évitement ou la réduction n'a pu être réalisé.

L'évolution du projet a permis d'ajuster le document d'urbanisme au fur et à mesure pour intégrer les paramètres environnementaux. Les impacts résiduels sont nuls au niveau du projet du PLU de Saint-Nazaire-le-Désert.

MESURES SECTORIELLES DES INCIDENCES DU PLU

L'ensemble des mesures sectorielles des OAP a été développé dans la partie « analyse sectorielle des incidences et mesures du PLU sur l'environnement ».

33. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE « NATURA 2000 »

33.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

L'article 1 du décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme détermine les PLU soumis à évaluation environnementale :

« II. — Font également l'objet d'une évaluation environnementale les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;

2° Les plans locaux d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L.321-2 du code de l'environnement ;

3° Les plans locaux d'urbanisme situés en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'une unité touristique nouvelle soumise à autorisation en application de l'article L. 145-11. »

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est concernée par une zone Natura 2000 : site FR8201690 « Grotte à chauves-souris des Sadoux » Le PLU doit donc faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Dans ce cadre, le contenu du rapport de présentation est défini à l'article R.123-2-1 du Code de l'Urbanisme :

Article R. 123-2-1 du Code de l'urbanisme

« Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 (1) du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;

4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré par rapport aux autres solutions envisagées. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et rappelle que le plan fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation ;

6° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »

33.2. DÉFINITIONS ET CONDITIONS

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelle qu'ils contiennent.

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

La volonté de mettre en place un réseau européen de sites naturels correspond à un constat : la conservation de la biodiversité ne peut être efficace que si elle prend en compte les besoins des populations animales et végétales, qui

ne connaissent pas les frontières administratives entre États. Ces derniers sont chargés de mettre en place le réseau Natura 2000 subsidiairement aux échelles locales.

Le réseau Natura 2000 correspond à deux types de protection particulière :

- les Zones spéciales de conservation (ZSC), instaurées par la Directive Habitats de 1992 et dont l'objectif est la conservation des sites écologiques (biotopes)
- les Zones de protection spéciale (ZPS), instaurées par la Directive Oiseaux de 1979 et issues des anciennes ZICO (Zones d'importance pour la conservation des oiseaux). Il s'agit de zones jugées particulièrement importantes pour la conservation des oiseaux au sein de l'Union, que ce soit pour leur reproduction, leur alimentation ou simplement leur migration.

Introduction

Le présent document est utilisé comme présentation d'une évaluation des incidences Natura 2000 simplifiée.

L'évaluation des incidences Natura 2000 est conforme au contenu visé à l'article R414.23 du code de l'environnement et le « canevas dossier incidences » au R414-23-II et III et IV de ce même code.

Le choix de la réalisation d'une évaluation simplifiée ou plus approfondie dépend des incidences potentielles du projet sur un site Natura 2000. Si le projet n'est pas susceptible d'avoir une quelconque incidence sur un site, alors l'évaluation pourra être simplifiée. Inversement, si des incidences sont pressenties ou découvertes à l'occasion de la réalisation de l'évaluation simplifiée, il conviendra de mener une évaluation approfondie.

33.3. ZSC n°FR8201690 « Grotte à chauves-souris des Sadoux»

Source/référence : DOCOB de la grotte à chauve-souris des Sadoux (Centre Ornithologique Rhône-Alpes – Drôme)

LOCALISATION DU PROJET PAR RAPPORT AUX SITES NATURA 2000

Le territoire de la commune de Saint-Nazaire-le-Désert est concerné par la zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux (n°FR8201690), désignée au titre de la Directive Habitats (Zone Spéciale de Conservation – ZSC).

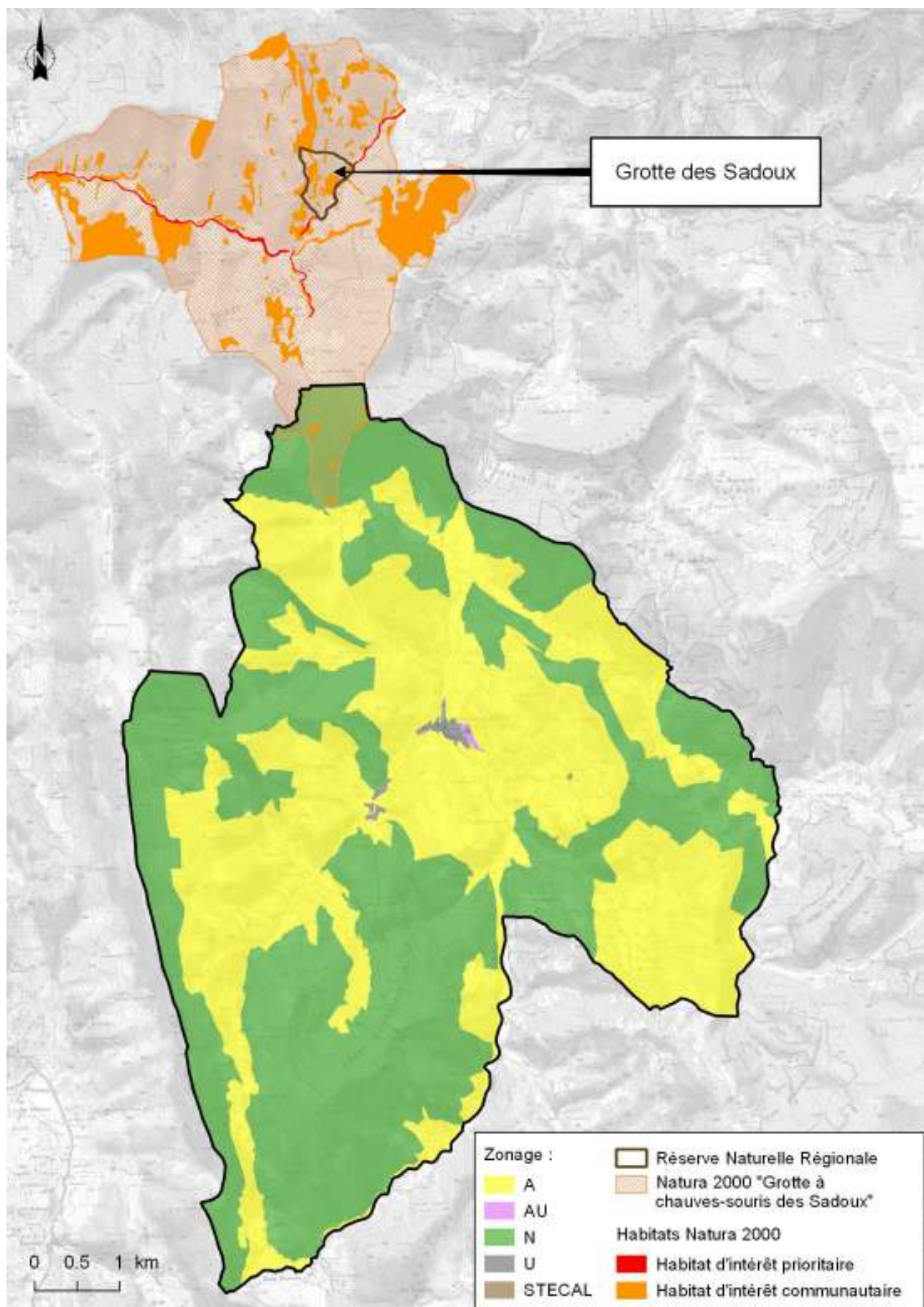
33.3.1. SITUATION

La carte suivante illustre la situation de la zone Natura 2000 vis-à-vis de la commune.

Cette zone Natura 2000 concerne l'extrémité nord de la commune, à l'écart des zones urbanisées.



Zone Natura 2000 vis-à-vis du territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert



33.3.2. CARACTÉRISTIQUES

Les habitats d'intérêt prioritaire et communautaire

Intitulé de l'habitat	Alliance phytosociologique	Code CORINE Biotopes	Statut Natura 2000	Code EUR15	Commentaires	Etat de conservation	Intérêt patrimonial
Pelouses et garrigues							
Pelouses mésoxérophiles à Bromes dressés (<i>Bromus erectus</i>) et Germandrée petit-chêne (<i>Teucrium chamaedrys</i>)	All. Mesobromion erecti (Braun-Blanquet & Moor 1938) Oberdorfer 1967 nom. cons. propos. / St. All. Teucrio montani-Mesobromion erecti Royer 1991 nom. inval.	34.323E	Intérêt communautaire	6210	Pelouses situées sur des replats ou des pentes faibles sur sols assez profonds. Elles sont fréquemment colonisées par les ligneux malgré le pâturage, et représentent un reliquat. Il existe des faciès plus ou moins secs.	Moyen à bon : embroussaillage plus ou moins fort	Fort
Pelouses xérophiles des crêtes calcaires à Bromes dressés (<i>Bromus erectus</i>) et Féruque lisse (<i>Festuca ovina</i>)	All. Oxycodon cespitosus Dobbert 1972 / St. All. Oxycodon cristata Gaudier 1989 nom. inval. et mal.	36.43	Intérêt communautaire	6170	Pelouses rasées à mi-rasées sur sols superficiels et rocheux des plus hauts sommets du site. Elles possèdent une forte richesse floristique.	Bon, la dynamique actuelle y est faible	Fort
Pelouses xérophiles à Bromes dressés (<i>Bromus erectus</i>), Laiche de Haller (<i>Garex halleriana</i>) et espèces des garrigues	All. Xerobromion erecti (Braun-Blanquet & Moor 1938) Moravec in Holub, Hejny, Moravec & Novotný 1967	34.333H	Intérêt communautaire	6210	Pelouses xérophiles calcicoles ouvertes des pentes faibles, souvent situées dans des clairières intra-forestières. Elles sont dominées par la présence du Bromes dressé et des espèces de la garrigue à <i>Aphyllanthus</i> . Elles sont riches floristiquement et forment une transition entre les garrigues sèches et les pelouses denses.	Bon, la dynamique actuelle y est faible	Fort
Pelouses mésophiles à Bromes dressés (<i>Bromus erectus</i>), Trèfle jaunâtre (<i>Trifolium ochroleucum</i>) sur calcaire marneux	All. Mesobromion erecti (Braun-Blanquet & Moor 1938) Oberdorfer 1967 nom. cons. propos. / St. All. Teucrio montani-Mesobromion erecti Royer 1991 nom. inval.	34.323E	Intérêt communautaire prioritaire	6210	Pelouses mésophiles calcicoles semi-fermées des pentes faibles, sur calcaire marneux. Elles sont dominées par la présence du Bromes dressé et des espèces mésophiles. Elles sont riches floristiquement.	Bon tant que la fauche y est maintenue et que les fertilisations minérales défavorables notamment aux Orchidées, sont nulles ou réduites	Fort
Fruticées rupicales xéro-thermophiles à Buis (<i>Buxus sempervirens</i>) et Amélanchier (<i>Amelanchier ovalis</i>)	All. Serberidion vulgaris Dr.-Bl. 1950	31.82	Intérêt communautaire	6110	Formations arborescentes des endroits chauds et de rochers compacts, imbriquées au sein des versants calcaires d'altitude avec les autres types de végétations thermophiles.	Bon	Moyen
Landes à Genévrier commun (<i>Juniperus communis</i>)	All. Serberidion vulgaris Dr.-Bl. 1950	31.881	Intérêt communautaire	6130	Cette lande se développe surtout sur des lambeaux pelouses calcicoles mésoxérophiles à Bromes dressés au sein des clairières forestières.	Bon	Fort pour le site où cette formation est peu représentée
Fourrés des lacs de rivière montagnarde à Saule drapé (<i>Salix elaeagnos</i>) et Saule porreau (<i>Salix purpurea</i>)	All. Salicetum-Rhamnetum calcicolae Gélou, de Foucault & Delisle ex Moravec in Prov. / St. All. Hippochaerion fluviatilis Ribet ex Aubert 1958 nom. inval.	44.112	Intérêt communautaire	3240	Ces fourrés se développent au niveau du lit de rivière. Ils constituent un stade arborescent transitoire avant l'installation des essences de ripisylves à bois dur (<i>Aulus</i> , <i>Pinus</i> ...). Ils ne sont présents que de façon disséminée et fragmentaire sur le site.	Bon, mais habitat fragmentaire	Assez Fort

Groupeements arborés							
Bois riverains à Aune blanc (<i>Alnus incana</i>), Frêne (<i>Fraxinus excelsior</i>) et Peuplier noir (<i>Populus nigra</i>)	All. Alnetum incanae Pavlovskii in Pavlovskii, Sokolovskii & Wulfsch 1929	44.2	Intérêt communautaire prioritaire	61E0*	Ces bois sont installés sur alluvions temporairement et régulièrement inondées lors des crues. Ce sont des groupements forestiers de faible étendue mais formant un maillage essentiellement continu.	Bon	Très fort
Hêtraies méso-climériques à Buis (<i>Buxus sempervirens</i>)	All. Fagion sylvaticae Lurzel 1926	41.13	Intérêt communautaire	6130	Ces hêtraies sont bien représentées sur le site et subsistent aux limites et aux dépressions dans les secteurs les plus froids. Le sol reste superficiel sur des bancs calcaires défilés. La flore est pauvre.	Bon	Moyen, habitat peu diversifié floristiquement
Hêtraies xérophiles méso-climériques à Buiset calcicole (<i>Buxus calcicola</i>)	All. Fagion sylvaticae Lurzel 1926	41.13	Intérêt communautaire	6130	Faciès plus frais de la hêtraie précédente, installée sur des sols plus profonds, sur des pentes moins fortes de versants ou sur des replats. La strate arborescente est composée majoritairement par le Hêtre. La sous-bois ombreuse est composée d'une strate herbacée diffuse et d'une strate herbacée peu recouvrante.	Bon	Moyen, habitat peu diversifié floristiquement

Milieux rocheux							
Éboulis calcaires thermophiles à éléments fins à Catagnagrosse argente (<i>Achillea millefolium</i>)	All. Stipion calcagnagrosae Jentzsch & Querlet 1933	61.311	Intérêt communautaire	6130	Groupements végétaux dominés par l'association calcagnagrosae (recouvrant inférieur à 50 %), souvent remplacés par les larges touffes de laiche vert jaunâtre du Catagnagrosse argente. Cette végétation occupe les pentes de calcaires rochers installés et mobiliers bien exposés au sud.	Bon	Assez fort
Éboulis calcaires à éléments moyens à grossiers à Geranielle (<i>Geranium silvestre</i>)	All. Stipion calcagnagrosae Jentzsch & Querlet 1933	61.311	Intérêt communautaire	6130	Ces éboulis sont peu riches par rapport au groupement précédent et sont de ce fait colonisés par de nombreuses espèces arborescentes thermophiles.	Bon	Assez fort
Paludiers calcaires en exposition abrupte	All. Polanderion calcicolae Dr. Bl. in Br.-Bl. & M. Jentzsch 1926	62.126	Intérêt communautaire	6210	Groupement rupestral qui se développe sur des pentes abruptes exposées à des fortes variations thermiques annuelles et journalières. Le degré de recouvrement est faible (inférieur à 10 %) et la végétation est surtout composée d'hémicryptophytes et de chaméphytes.	Bon	Pauvre

Les espèces animales

La zone Natura 2000 a été désignée exclusivement pour la protection des chauves-souris (chiroptères).

Les chiroptères

Six espèces de Chiroptères fréquentant la cavité sont inscrites à l'Annexe II de la Directive en tant qu'espèce d'intérêt communautaire pour leur conservation

Grand Rhinolophe

Description :

Le Grand rhinolophe est un Chiroptère de grande taille (environ 38 cm d'envergure). Il possède l'appendice nasal caractéristique des rhinolophes et s'enveloppe dans ses ailes au repos. Sa grande taille permet de le distinguer des autres espèces du genre présentes en Europe. L'espèce est cavernicole mais peut également s'installer dans les bâtiments (combles, greniers) en période estivale. Les déplacements entre les gîtes d'hiver et d'été sont de l'ordre de 20 à 30 km au maximum. Elle affectionne les milieux semi-ouverts présentant des habitats diversifiés: bois clairs de feuillus ou de pinèdes, ripisylves, vergers traditionnels, pâtures et friches avec des lisières. A contrario, elle évite les milieux ouverts dépourvus d'arbres comme les cultures (maïs). Les plantations de résineux ne sont pas visitées du fait de leur pauvreté en proies potentielles. Son régime alimentaire est constitué en grande partie de Lépidoptères, de Diptères, et de Coléoptères. Il faut noter l'importance des Coléoptères coprophages (*Aphodius* sp.), liés aux excréments du bétail, qui constituent la majorité de l'alimentation des femelles allaitantes et des jeunes en cours d'émancipations.

Sensibilités et facteurs d'évolution (favorables ou défavorables)

	Facteurs défavorables	Facteurs favorables
Facteurs naturels	-	-
Facteurs humains	Dérangement au gîte Restauration du bâti Destruction des milieux de chasse Destruction et contamination des ressources alimentaires Mortalité routière	Protection et mise en tranquillité des gîtes Agriculture biologique Maintien de paysages diversifiés (mosaïques de milieux et corridors biologiques). Aménagement des infrastructures routières (passages à faune)

Petit Rhinolophe

Description :

Comme son nom l'indique le Petit rhinolophe est une espèce de petite taille (environ 22 cm d'envergure). A l'instar des autres rhinolophes, il présente un appendice nasal en forme de feuille, qui lui permet d'émettre des ultrasons de manière directionnelle. Il se tient souvent, comme le Grand rhinolophe, dans une position caractéristique, enveloppé dans ses ailes. Ces caractéristiques le rendent facilement identifiable. La confusion est cependant possible avec le Rhinolophe euryale (*Rhinolophus euryale*).

L'espèce est cavernicole l'hiver mais les colonies de parturition peuvent s'installer dans les combles ou les greniers. Le Petit rhinolophe utilise pour se déplacer les haies, les lisières et les reliefs. Apparemment incapable de se déplacer en milieux totalement ouverts, l'espèce est très vulnérable aux modifications paysagères. Les milieux préférentiellement exploités par le Petit rhinolophe sont le bocage, les forêts de feuillus et les vergers pâturés. Il affectionne aussi tout particulièrement les ripisylves et les boisements riverains de cours d'eau qui sont des milieux riches en insectes. Le régime alimentaire de l'espèce est composé en grande partie par des lépidoptères, des diptères et des coléoptères. C'est une espèce qui n'effectue pas de grands déplacements. Les gîtes estivaux se trouvent généralement à proximité des gîtes d'hivernage, en moyenne à moins de 5 km.

Sensibilités et facteurs d'évolution (favorables ou défavorables) :

	Facteurs défavorables	Facteurs favorables
Facteurs naturels	Fermeture des milieux	-
Facteurs humains	Dérangement au gîte Restauration du bâti Destruction des milieux de chasse Destruction et contamination des ressources alimentaires Mortalité routière	Protection et mise en tranquillité des gîtes Agriculture biologique Maintien de paysages diversifiés (mosaïques de milieux et corridors biologiques). Aménagement des infrastructures routières (passages à faune)

Rhinolophe euryale

Description :

Le Rhinolophe euryale présente une taille intermédiaire (30 cm d'envergure) entre le Grand et le Petit rhinolophe. Son pelage est beige clair sur le dos et presque blanc sur le ventre. Contrairement aux deux autres espèces du genre, le Rhinolophe euryale ne peut pas s'envelopper dans ses ailes, ce qui constitue un critère de détermination de l'espèce, toutefois son identification est très délicate. L'écologie du Rhinolophe euryale est peu connue. Les gîtes d'été et d'hiver fréquentés par l'espèce sont généralement cavernicoles, mais des colonies de parturition peuvent s'installer dans le bâti. L'espèce semble montrer une préférence pour les régions karstiques chaudes et de basses altitudes. Les lacunes de connaissances ne permettent pas actuellement de savoir les milieux ou les ressources que l'espèce exploite.

Sensibilités et facteurs d'évolution (favorables ou défavorables) :

	Facteurs défavorables	Facteurs favorables
Facteurs naturels	Fermeture des milieux	-
Facteurs humains	Dérangement au gîte Restauration du bâti Destruction des milieux de chasse Destruction et contamination des ressources alimentaires Mortalité routière	Protection et mise en tranquillité des gîtes Agriculture biologique Maintien de paysages diversifiés (mosaïques de milieux et corridors biologiques). Aménagement des infrastructures routières (passages à faune)

Petit murin

Description :

Le Petit murin est un Chiroptère de grande taille (environ 37 cm d'envergure). Sa distinction du Grand murin est délicate sans avoir recours à la manipulation. Toutefois une frange importante des individus présente une touffe de poils blancs sur le front, caractéristique de l'espèce. Le Petit murin occupe des gîtes variés, soit cavernicoles (grottes, mines, tunnels), soit en bâtiments (caves, combles). Cette espèce affiche une forte spécialisation alimentaire. Le régime alimentaire du Petit murin est en effet essentiellement composé d'insectes inféodés à la strate herbacée (Orthoptères, chenilles). De fait, ses milieux de chasse préférentiels sont les prairies de hautes herbes (prairies de fauche, pâturage extensifs, prairies naturelles).

Sensibilités et facteurs d'évolution (favorables ou défavorables) :

	Facteurs défavorables	Facteurs favorables
Facteurs naturels	Fermeture des milieux	-
Facteurs humains	Dérangement au gîte Restauration du bâti Destruction des milieux de chasse Destruction et contamination des ressources alimentaires Mortalité routière	Protection et mise en tranquillité des gîtes Agriculture biologique Maintien de paysages ouverts et corridors biologiques Aménagement des infrastructures routières (passages à faune)

Grand murin

Description :

Le Grand murin est la plus grosse espèce du genre *Myotis* et aussi l'une des plus grandes chauves-souris d'Europe (40 cm d'envergure). Le pelage est épais et court, de couleur gris-brun sur tout le corps à l'exception du ventre et de la gorge qui sont blanc-gris. Son vol est souple et lent, adapté au glanage de proies au sol. Cavernicole strict été comme hiver dans le sud de son aire de répartition, les colonies de parturition de Grand murin s'installent aussi dans le milieu bâti à des latitudes plus élevées. Les rassemblements de cette espèce peuvent regrouper quelques dizaines à plus d'un millier d'individus. Le régime alimentaire du Grand murin est en grande partie composé d'arthropodes terrestres qu'il repère par audition passive et qu'il capture au sol. L'espèce recherche ainsi pour chasser les terrains dont le sol est facilement accessible (boisements ouverts dont la végétation basse est absente, prairies fraîchement fauchées, pelouses).

Sensibilités et facteurs d'évolution (favorables ou défavorables) :

	Facteurs défavorables	Facteurs favorables
Facteurs naturels	-	-
Facteurs humains	Dérangement au gîte Restauration du bâti Destruction des milieux de chasse Destruction et contamination des ressources alimentaires Mortalité routière Mortalité éolienne	Protection et mise en tranquillité des gîtes Agriculture biologique Vieillessement des forêts Aménagement des infrastructures routières (passages à faune)

Minioptère de Schreibers

Description :

Le Minioptère de Schreibers est un Chiroptère de taille moyenne (environ 32 cm d'envergure). Le front bombé est caractéristique et les oreilles sont courtes et triangulaires. Son pelage est gris et densément fourni. Les ailes sont longues et étroites. Le Minioptère est une espèce caractéristique des milieux cavernicoles (grottes, cavités souterraines artificielles). C'est l'espèce européenne la plus grégaire. Ses colonies peuvent rassembler jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'individus. La disponibilité d'un important nombre de cavités est un facteur essentiel pour l'installation des populations de Minioptère. En effet, l'espèce exploite un réseau de gîtes en fonction des saisons ceux-ci pouvant être distants de 30 à 200 Km. L'espèce occupe les milieux de plaine et de moyenne montagne, dépassant rarement la limite des 1000 mètres d'altitude. Le Minioptère est une chauve-souris forestière. Il exploite généralement les lisières et les allées forestières. Les prairies de pâtures ou de fauches et les friches sont visitées si elles sont bordées de lisières ou si elles présentent des arbres isolés. Les vergers traditionnels, les alignements

d'arbres et les haies sont aussi fréquentés par l'espèce. Le régime alimentaire du Minioptère est principalement composé de papillons de nuit (Lépidoptères).

Sensibilités et facteurs d'évolution (favorables ou défavorables) :

	Facteurs défavorables	Facteurs favorables
Facteurs naturels	-	-
Facteurs humains	Dérangement au gîte Destruction des milieux de chasse Destruction et contamination des ressources alimentaires Mortalité routière Mortalité éolienne	Protection et mise en tranquillité des gîtes Agriculture biologique Gestion forestière « douce » Maintien de paysages diversifiés et corridors biologiques Aménagement des infrastructures routières (passages à faune)

33.3.3. SYNTHÈSE DES ENJEUX DE CONSERVATION, TENDANCES ÉVOLUTIVES

Habitats	Tendance évolutive actuelle	Prospective sans action de préservation
Grotte non aménagée par le tourisme (8310)	Grotte protégée par une grille, pas de menace	Pérennité de l'habitat
Végétation chasmophytique des pentes rocheuses (8210)	Milieux stables, pas de menace	Pérennité de l'habitat
Eboulis méditerranéens occidentaux et thermophiles (8130)	Milieux stables, pas de menace	Pérennité de l'habitat
Formations stables thermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses calcaires (5110)	Milieux stables, pas de menace	Enrésinement
Formations herbeuses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillage sur calcaire (6210)	Milieux stables, pas de menace	Enrésinement
Hêtraies calcicoles médioeuropéennes (9150)	Milieux stables, pas de menace	Enrésinement Exploitation par coupes à blanc
Forêts alluviales résiduelles (91E0)	Milieux stables, pas de menace	Pérennité de l'habitat

Tendances évolutives des habitats de l'annexe I

Espèces	Tendance évolutive actuelle	Commentaire
Grand Rhinolophe	Stable ou en diminution	Régression des gîtes favorables. Dérangement.
Petit Rhinolophe	Stable ou en diminution	Diminution des ressources alimentaires (traitements chimiques des cultures ou du bétail).
Rhinolophe euryale	En diminution	Extrême localisation des sites. Régression des gîtes favorables. Dérangement. Faiblesse des effectifs à l'échelle nationale.
Grand murin	Stable ou en diminution	Extrême localisation des sites. Dérangement.
Petit murin	Stable ou en diminution	Diminution globale des populations.
Minioptère de Schreibers	En diminution	Extrême localisation des sites. Mortalité exceptionnelle de l'année 2002. Dérangement.

Tendances évolutives des espèces de l'annexe II

Orientations du document d'objectifs

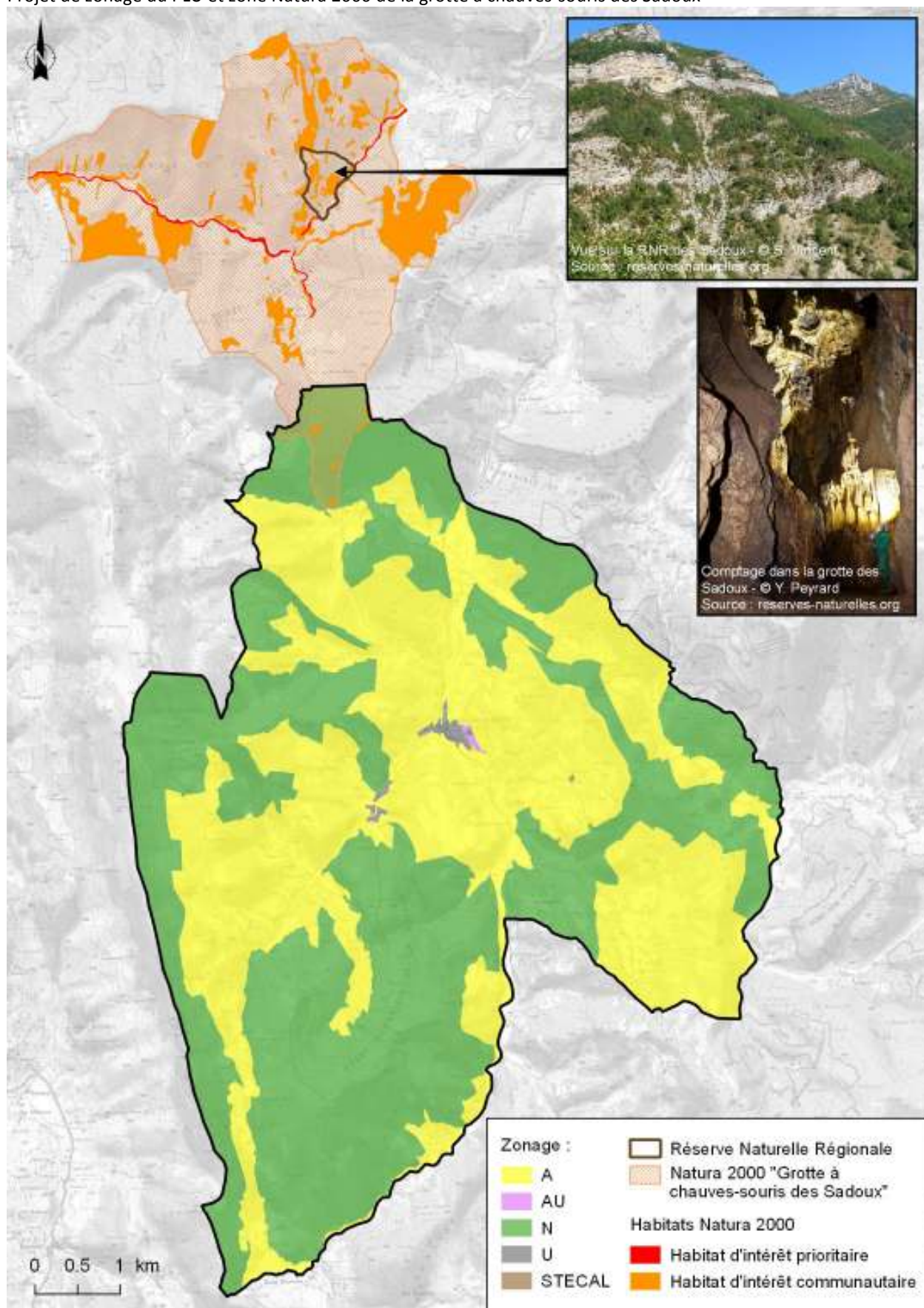
Deux axes ont été déterminés : la préservation d'un gîte accueillant et la disponibilité en terrains de chasse favorables. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- assurer le maintien des populations de Chiroptères associés à la grotte,
- maintenir des terrains de chasse favorables à proximité du gîte,
- mieux connaître les Chiroptères du site et évaluer les mesures de conservation,
- communiquer autour du projet.

33.3.4. LE SITE NATURA 2000 VIS-A-VIS DU PROJET DE ZONAGE DU PLU

Le projet de PLU vis-à-vis du site Natura 2000 est présenté dans les cartes suivantes. Les zones de développement privilégié sont situées au sud-ouest du centre du bourg et dans le prolongement sud-est du village.

Projet de zonage du PLU et zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux



Incidences du projet

Incidences générales

99,5% du territoire communal est consacré aux zones A et N. Sous réserve de pratiques agricoles compatibles, c'est-à-dire la non utilisation de pesticides et d'insecticides (responsables de la diminution des effectifs d'insectes, principale source d'alimentation des chauves-souris), le projet de PLU présente une incidence positive pour la zone Natura 2000 de la Grotte à chauves-souris des Sadoux, en assurant un maintien des milieux naturels et en consolidant la mosaïque d'habitats disponibles à proximité des gîtes (grands domaines de chasse potentielle).

Incidences sectorielles

Dans le projet de PLU de Saint-Nazaire-le-Désert, on peut retenir 2 secteurs pouvant présenter d'éventuelles incidences, du fait des mutations à moyen terme concernant l'occupation des sols. Il s'agit :

- des zones AU en continuité sud-est du bourg, représentant environ 3,3 ha,
- des zones U du vallon de la Lance, représentant environ 2,3 ha.

Elles sont localisées sur la carte suivante.



Localisation des zones AU en continuité sud-est du bourg et U du vallon de la Lance

Incidences de la zone AU sur la zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux

Le premier secteur (AU), consiste en l'urbanisation de terres naturelles ou agricoles, pour de l'habitat individuel, jumelé ou groupé, représentant une quinzaine de logements.

Incidences sur les habitats d'intérêt communautaire et prioritaire

Habitat	Incidences
Eboulis méditerranéens occidentaux et thermophiles	Aucune
Forêts alluviales mélangées d'aulnes et de frênes de l'Europe tempérée et boréale (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	Aucune
Formations herbeuses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco Brometalia)	Aucune
Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)	Aucune
Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum	Aucune

Habitat	Incidences
Pelouses calcaires alpines et subalpines	Aucune
Végétation chasmophytique des pentes rocheuses calcaires	Aucune

Compte tenu de l'éloignement des zones AU et de l'absence d'interrelation avec les habitats Natura 2000, il n'y a aucune incidence mise en évidence.

Incidences sur les espèces de chauves-souris désignées dans la zone Natura 2000

Espèces	Incidences
Grand Rhinolophe	L'urbanisation de la zone conduira à détruire une zone de chasse potentielle pour les 5 espèces (prairies, arbres isolés, lisières). Toutefois, cette zone demeure éloignée de la grotte des Sadoux et les zones de chasse restant disponibles à proximité sont nombreuses. Incidence : très faible à marginale
Petit Rhinolophe	
Rhinolophe euryale	
Grand murin	
Petit murin	
Minioptère de Schreibers	L'espèce étant principalement forestière, l'urbanisation de la zone AU n'aura pas d'incidence sur celle-ci. Incidence : nulle

L'aménagement de la zone AU aura une incidence très faible à marginale sur les différentes espèces de chauves-souris, essentiellement par destruction d'une zone de chasse potentielle, à mettre toutefois en perspective avec la distance avec la grotte des Sadoux, d'un bassin versant différent et les nombreux autres sites favorables pour la chasse sur le territoire.

Conclusion : l'urbanisation de la zone AU ne présente pas d'incidences notables sur la zone Natura 2000 de la grotte des Sadoux.

Incidences de la zone U sur la zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux

Le second secteur (U), consiste en l'urbanisation de terres naturelles ou agricoles en situation de « dents creuses » entre le bâti diffus existant, pour de l'habitat individuel.

Incidences sur les habitats d'intérêt communautaire et prioritaire

Habitat	Incidences
Eboulis méditerranéens occidentaux et thermophiles	Aucune
Forêts alluviales mélangées d'aulnes et de frênes de l'Europe tempérée et boréale (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	Aucune
Formations herbeuses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco Brometalia)	Aucune
Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)	Aucune
Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum	Aucune
Pelouses calcaires alpines et subalpines	Aucune
Végétation chasmophytique des pentes rocheuses calcaires	Aucune

Compte tenu de l'éloignement des zones U et de l'absence d'interrelation avec les habitats Natura 2000, il n'y a aucune incidence mise en évidence.

Incidences sur les espèces de chauves-souris désignées dans la zone Natura 2000

Espèces	Incidences
Grand Rhinolophe	L'urbanisation de la zone conduira à détruire des secteurs de chasse potentielle pour les 6 espèces (prairies, arbres isolés, haies, lisières de forêt), avec une fermeture de la mosaïque de paysages. Toutefois, ces zones demeurent éloignées de la grotte des Sadoux et les zones de chasse restant disponibles à proximité sont nombreuses. Incidence : très faible à marginale
Petit Rhinolophe	
Rhinolophe euryale	
Grand murin	
Petit murin	
Minioptère de Schreibers	

L'aménagement des zones U du vallon de la Lance aura une incidence très faible à marginale sur les différentes espèces de chauves-souris, essentiellement par destruction de zones de chasse potentielle, à mettre toutefois en perspective avec la distance avec la grotte des Sadoux, d'un bassin versant différent et les nombreux autres sites favorables pour la chasse sur le territoire.

Conclusion : l'urbanisation des zones U du vallon de la Lance ne présente pas d'incidences notables sur la zone Natura 2000 de la grotte des Sadoux.

33.3.5. EXPOSÉ SOMMAIRE DES RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET N'A PAS D'INCIDENCES

Le projet du PLU est de limiter les zones d'ouverture à l'urbanisation, en privilégiant la continuité à l'existant. Le projet de développement est localisé dans le prolongement sud-est du bourg de la commune, ainsi que dans les dents creuses d'une partie du vallon de la Lance.

Par conséquent, le projet de réalisation du PLU n'apparaît pas nuisible ni dommageable aux espèces sensu stricto ainsi qu'à leurs habitats, à l'échelle de leur aire de répartition biogéographique.

L'incidence du projet sur le site FR8201690 « Grotte à chauves-souris des Sadoux » est évaluée comme non notable.

33.3.6. RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

L'évaluation environnementale doit faire l'objet d'un résumé non technique et d'une description de la méthodologie d'évaluation présentée dans le présent chapitre, conformément au 6° de l'article R.123-2-1 du Code de l'urbanisme. Il rappelle le diagnostic de l'état initial, expose les incidences prévisibles et les mesures associées. La méthodologie de conduite de l'étude introduit les éléments présentés.

MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

Collecte des données

Le diagnostic d'état initial de l'environnement du territoire communal de Saint-Nazaire-le-Désert s'est basé en partie sur la collecte de données auprès des personnes, services, organismes, collectivités territoriales et sites Internet détenteurs d'informations. Pour chacune des thématiques de l'état initial de l'environnement, le tableau ci-après précise les sources utilisées.

Sources des données utilisées dans l'état initial de l'environnement

Thématique	Source
Climat	Météo France,
Géologie	BRGM
Topographie	IGN, France Topo
Hydrologie et hydrographie	IGN, Banque Hydro, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, SAGE de la Drôme
Milieus naturels et biodiversité	Institut National de Protection de la Nature, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, Pôle d'Information Flore et Habitats, Conservatoire Botanique National Alpin (CPNA), Ligue de Protection des Oiseaux (LPO), Schéma Départemental de Vocation Piscicole (SDVP), DOCOB de la zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux
Risques naturels et technologiques	Porter à connaissance de l'Etat, Information Acquéreur Locataire de la Préfecture de la Drôme, BRGM, DDT de la Drôme
Réseaux d'eau potable et usées	ARS, mairie de Saint-Nazaire-le-Désert, CD26, Travaux d'assainissement & AEP – construction d'une station d'épuration 170 EH (SED ic – novembre 2014)
Autres réseaux et énergies renouvelables	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, logiciel Carnaval (calcul de masques solaires), Atlas des filières d'approvisionnement en bois-énergie en Rhône-Alpes (ADEME, 2008)
Déchets, pollution et nuisances	Bases de données BASIAS, BASOL, ICPE, iREP, DREAL Rhône-Alpes, ATMO Rhône-Alpes, DDT de la Drôme, avex-asso.org

Visites de terrain

Pour affiner ou compléter les données collectées, plusieurs visites de terrain ont été réalisées et ont porté sur:

- la caractérisation du paysage,

- l'observation du réseau hydrographique, des différents hameaux, et plus généralement de l'ensemble des différentes occupations des sols composant le territoire communal.

Méthode d'évaluation des incidences et propositions de mesures

La méthode d'évaluation des incidences a été permise par l'identification des enjeux environnementaux sectorisés sur la commune, à l'issue du diagnostic de l'état initial. Celles-ci ont été appréciées au regard du degré d'enjeu identifié. L'analyse a porté sur l'ensemble du territoire dans un premier temps, puis à l'échelle des principales OAP prévues où des incidences potentielles peuvent apparaître.

Selon la valeur de l'incidence, des mesures ont été proposées.

Le travail cartographique a également permis de mettre en évidence l'évolution du projet de PLU au cours du temps et les effets positifs du projet en faveur de l'environnement.

Concernant l'analyse des incidences au titre de Natura 2000, l'analyse n'a montré aucun effet.

Concertation et échanges avec l'équipe de conception, la municipalité et les personnes publiques associées

Le diagnostic d'état initial, l'évaluation des incidences ainsi que la proposition de mesures s'est effectuée de concert avec les différents acteurs du projet de PLU. De nombreuses consultations ont été réalisées et l'étude du PLU a été régulièrement suivie par les élus de la commune. Enfin, plusieurs réunions avec les personnes publiques associées se sont tenues.

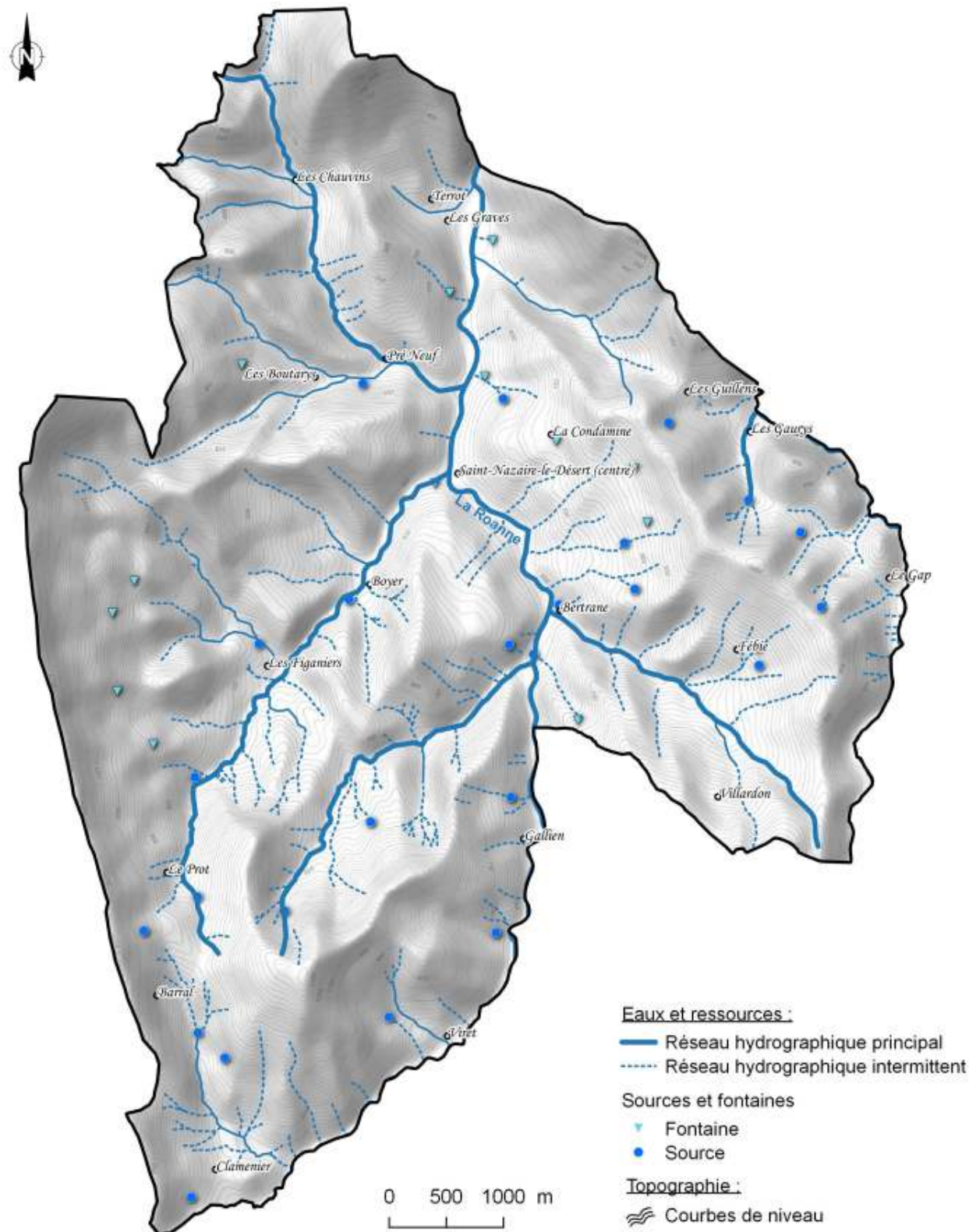
Ce chapitre reprend les synthèses rédigées à la fin de chaque partie de l'état initial de l'environnement. Ils présentent, pour chacune des thématiques et enjeux.

MILIEUX PHYSIQUES, SYNTHÈSE

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert se trouve dans le département de la Drôme. D'une superficie de 4 662 ha, elle occupe le cœur de la vallée de la Roanne, à 20 km de la vallée de la Drôme (près de Saillans), à 40 km de Die, 40 km de Crest, 50 km de Nyons et 75 km au sud-est de Valence. Le territoire communal s'étend entre 527 m et 1447 m, soit environ 920 m de dénivelé, avec peu de replats et des reliefs vallonnés nombreux. Le bourg se situe à environ 580 m NGF. Le territoire est parcouru par un réseau hydrographique dense, plus ou moins pérenne, dont les principaux cours d'eau sont la Roanne, et son affluent la Lance. Ils sillonnent des formations géologiques de type calcaires et marnes, qui se traduisent dans les paysages rencontrés sur la commune. Le climat est de type méditerranéen, avec des précipitations modérées, des étés chauds et des hivers doux.

ENJEUX

- Climat : prise en compte des effets du changement climatique global dans les orientations d'aménagement.
- Topographie : un enjeu important, car elle détermine en partie les zones potentielles d'habitation.
- Géologie : prise en compte dans les systèmes d'assainissements.
- Eaux superficielles : maintien de la bonne qualité des eaux de la Roanne.
- Eaux souterraines : préservation des nombreuses sources identifiées sur le territoire.



Saint-Nazaire-le-Désert : les milieux physiques

MILIEUX NATURELS, SYNTHÈSE

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est concernée par la zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux, dans l'extrême nord du territoire communal, à l'écart des zones habitées. Ce site Natura 2000 a été désigné en raison de la qualité exceptionnelle de la grotte en qualité de gîtes pour de nombreuses espèces de chauves-souris à fort enjeu de conservation, ainsi que les habitats à proximité, nécessaires pour qu'elles accomplissent leur cycle de vie.

D'autres secteurs font l'objet d'inventaires au titre de la richesse écologique, il s'agit notamment des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF). On en recense quatre de type 1 (Grotte de Baume Rousse, La SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU approuvé 13/02/20 - RAPPORT DE PRÉSENTATION

Enfin, concernant la faune, la commune présente une grande diversité. Parmi les espèces emblématiques, citons le vautour fauve, le cerf, le circaète Jean-le-Blanc, le Grand Rhinolophe...

- Zonages réglementaires : préservation des milieux naturels dans les orientations d'aménagements.
- Inventaires naturalistes : préservation des zones humides.
- Inventaires généraux : améliorer les connaissances faune et flore sur le territoire.
- Faune : préservation des habitats, pour la reproduction, le repos et/ou la chasse.

Saint-Nazaire-le-Désert : les milieux naturels

RISQUES NATURELS, SYNTHÈSE

La commune de Saint-Nazaire-le-Désert est soumise à 4 types de risques :

- risque inondation,
- risque mouvement de terrain,
- risque feu de forêt,
- risque sismique.

ENJEUX

Les enjeux consistent en leur prise en compte dans les orientations d'aménagement, notamment au niveau du bourg où il existe un risque d'inondation lié à la présence de la Roanne.

RESSOURCES, SYNTHÈSE

L'eau potable de Saint-Nazaire-le-Désert provient de la commune voisine de Rochefourchat. Un réseau traverse une partie du territoire pour alimenter deux réservoirs (Chancel et Chatusse) à proximité du bourg, de respectivement 200 et 90 m3. Ils alimentent environ 150 habitations. Les ressources sont suffisantes pour les besoins communaux.

ENJEUX

- Optimiser les réseaux existants dans le cadre de l'extension de l'urbanisation

RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT, SYNTHÈSE

La commune a inauguré en 2016 son nouveau réseau d'eaux usées, au niveau du centre-bourg. Il remplace l'ancien réseau unitaire. Une station d'épuration en filtre planté de roseaux a été construite au nord du village, d'une capacité de 170 équivalents habitant. Les autres secteurs de la commune non desservis par le réseau communal sont en assainissement non collectif, dont le contrôle (SPANC) est assuré par la Communauté de Communes du Diois.

ENJEUX

- Optimiser les réseaux existants dans le cadre de l'extension de l'urbanisation

DÉCHETS, POLLUTIONS ET NUISANCES, SYNTHÈSE

La gestion des déchets est assurée par la Communauté de communes du Diois. Il existe 11 points de collectes sur la commune, avec un ramassage 1 fois par semaine (2 en période estivale). D'après les bases de données recensant les anciens et actuels sites industriels, sites pollués ou installations classées, il n'y en a aucune sur la commune. Depuis 2013, Saint-Nazaire-le-Désert dispose d'une station de mesure de qualité de l'air, surveillée par ATMO Rhône-Alpes. Elles démontrent une bonne qualité générale de l'air sur le territoire, étant donné son caractère rural. Enfin, au niveau du bruit, la commune présente une ambiance acoustique calme (pas d'activité bruyante, ni axe majeur de transport).

ENJEUX

- sites pollués ou potentiellement pollués : aucun enjeu.
- les déchets : interdiction de tout dépôt sauvage.
- qualité de l'air : aucun enjeu.
- environnement sonore : aucun enjeu.

SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Les principaux enjeux de la commune portent sur la préservation des milieux naturels, riches sur le territoire, mais relativement éloignés des zones habitées. Toutefois, une menace pèse sur la fermeture des milieux, liés à la déprise agricole. Les vastes espaces ouverts autrefois entretenus par l'Homme sont désormais en train d'être reconquis par la forêt. Ce constat se traduit dans l'évolution paysagère depuis une cinquantaine d'années.

Les autres enjeux relèvent essentiellement de l'optimisation des réseaux existants, ainsi que la prise en compte des risques naturels, notamment celui lié à l'inondation par la Roanne au pied du village.

ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Le tableau suivant évalue le type d'incidence (positive ou négative) et leur intensité (0 à ++/--) du projet de PLU sur les différentes thématiques traitées. Une justification succincte permet d'en préciser les raisons.

Thématiques	Incidences	Justification
Climat	+	Le projet encourage l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement des constructions neuves. De plus, il est précisé dans le règlement qu'on recherchera de préférence des volumes simples soigneusement implantés selon les spécificités climatiques du site.
Topographie/Géologie	+	Le règlement des zones impose de maintenir le terrain naturel en limitant les mouvements de terre et interdit l'ouverture et l'exploitation de carrières.
Hydrologie	+	Le document d'urbanisme impose de ne pas couvrir les ruisseaux, fossés de drainage et autres écoulements, sauf impératif technique, et rappelle de bien respecter la fonction des réseaux, à savoir les eaux usées sont rejetées dans le réseau d'eaux usées (quand il existe), et les eaux pluviales dans le réseau d'eaux pluviales (quand il existe). Il précise enfin que des mesures doivent être prises pour éviter de modifier le régime hydraulique des sources, puits, captages et eaux souterraines
Milieux naturels et biodiversité	+	Le zonage consacre 99,5% du territoire aux seules zones A et N, permettant la préservation des milieux et la diversité des habitats. L'orientation n°4 du PADD est notamment totalement dédiée au maintien de la biodiversité.
Paysage	++	En accordant 47,3% du territoire aux zones A, le PLU donne les moyens à la commune de lutter contre la fermeture des milieux et à la banalisation des paysages en cours. Par ailleurs, le règlement contient une clause permettant de refuser des projets si leurs caractéristiques sont de nature à porter atteinte au paysage. Enfin, au niveau des zones U et AU, il est prévu que les réseaux électriques, téléphoniques et numériques soient enterrés.
Risques naturels	+	Les risques naturels sont pris en compte dans l'aménagement, notamment l'inondation en préconisant de limiter l'imperméabilisation des sols et en réalisant des aménagements pour la collecte, l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales.
Eau potable	+/-	Le règlement des différentes zones rappelle l'obligation que toute construction devra être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.
Eaux usées	+	Le règlement des différentes zones rappelle que toute construction doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement, en fonction des périmètres d'assainissement collectif et non collectif.
Eaux pluviales	+	Le règlement prévoit que les eaux pluviales soient retenues ou infiltrées sur place pour éviter les rejets extérieurs et limiter les rejets au réseau public lorsqu'il existe.
Eaux	0	Le PLU rappelle la réglementation des rejets des eaux.
Les autres réseaux	+	Le règlement prévoit que le réseau électrique sera réalisé en souterrain et que les réseaux téléphoniques ou numériques ainsi que les branchements devront être enterrés. L'objectif est de minimiser l'impact visuel de ces réseaux dans toutes les zones
Déchets/ pollution des sols	+	Le règlement des zones interdit le dépôt de ferrailles, de matériaux, de combustibles solides ou liquides et de déchets, ainsi que de vieux véhicules sur les terrains.
Air	+	La qualité de l'air est préservée par la limitation des nouvelles constructions à l'écart du bourg et d'une partie du vallon de la Lance, et l'incitation à « l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions ».
Nuisances	0	L'interdiction d'ouverture de carrière sur la commune permet d'exclure une activité souvent génératrice de nuisances, sur le plan des poussières, des vibrations, du bruit et de la circulation. Par ailleurs, le projet communal ne prévoit pas d'aménagement susceptible de causer des nuisances à la population.

- : incidence négative forte - : incidence négative faible 0 : pas d'incidence notable

+ : incidence positive faible ++ : incidence positive forte

? : incertain (prévoir des investigations complémentaires ou prévoir des points de vigilance au stade des projets)

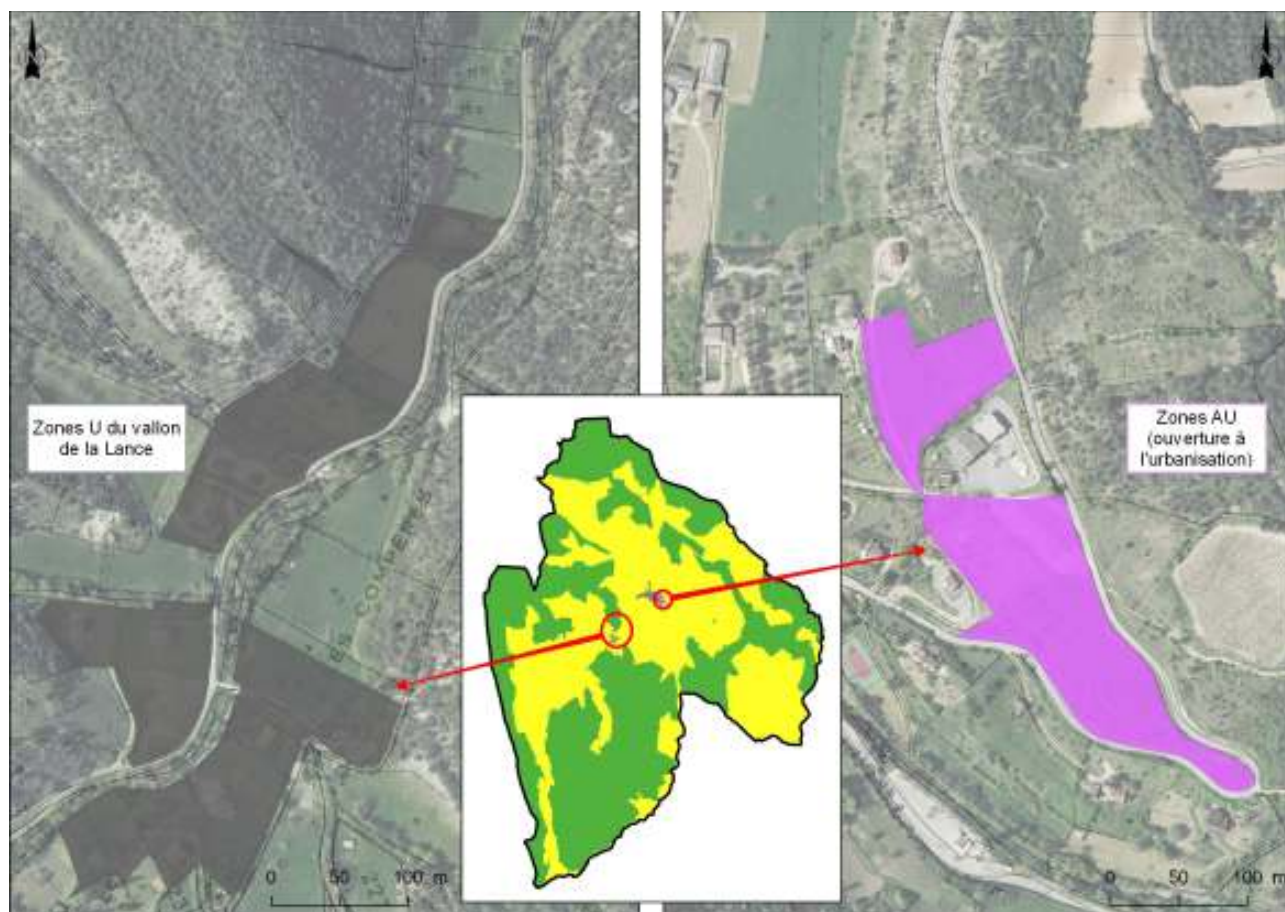
+/- : positive, négative ou neutre selon les modalités de mise en œuvre (orienter positivement les incidences ou supprimer ou réduire les risques d'incidence négatif)

ANALYSE DES ENJEUX, INCIDENCES ET MESURES À L'ÉCHELLE SECTORIELLE

Deux secteurs dans le projet communal sont à prendre en compte pour une analyse plus spécifique des incidences, du fait des mutations à moyen terme qui surviendront suite à la mise en œuvre du PLU :

- des zones AU au sud-est du bourg : Il s'agit d'un secteur de 3,34 ha, en continuité sud-est du bourg, le long de la RD135. Les parcelles, présentant une pente orientée vers le sud-ouest, sont occupées par des prairies, un boisement ainsi que des arbres isolés. Il est prévu l'hypothèse de construction d'une quinzaine de logements, en individuel, isolé, jumelé ou groupé

- des zones U du vallon de la Lance : Il s'agit d'un secteur de 4 ha, au sud-ouest du bourg, le long de la RD202. Les parcelles, présentant une topographie relativement plane, en fond de vallon, sont occupées par des prairies, délimitées par des haies faisant la jonction entre le massif forestier et la ripisylve associée au cours d'eau de la Lance. La zone présente de l'habitat diffus en remontant la rivière, où des dents creuses apparaissent. Il est prévu l'urbanisation de celles-ci, sous la forme d'habitat individuel.



Les enjeux, effets et mesures sont résumés dans les tableaux ci-après.

Zones AU

Enjeux	Effets potentiels	Mesures
- Milieux naturels	- Pas de milieux naturels remarquables (ni inventoriés ni protégés)	- Conserver le boisement en partie basse (il correspond d'ailleurs à un secteur de forte pente, peu compatible avec l'urbanisation)
- Paysage	- Intégration paysagère du projet non pris en compte	- Prise en compte de l'intégration du projet d'aménagement dans le paysage et la perspective lointaine (travail sur les silhouettes, les lignes de forces et lisières ou limites)
- Agriculture	- Consommation d'espace agricole : seule une partie de la parcelle 17 est déclarée à la PAC, les autres sont des prairies plus ou moins en cours d'enfrichement	
- Réseaux	- Travaux de raccordement aux réseaux	- Des extensions modérées du réseau d'assainissement sont à prévoir pour le raccordement au réseau d'eaux usées de la commune. Il est en revanche desservi par le réseau électrique et l'eau potable
- Énergie	- Consommation énergétique	- L'orientation du site permet une architecture bioclimatique avec une efficacité énergétique maximale

Zones U du vallon de la Lance

Enjeux	Effets potentiels	Mesures
- Milieux naturels	- Fermeture de la mosaïque paysagère	- Conserver les haies arborées délimitant les parcelles, favorables à la trame verte
- Paysage	- Intégration paysagère du projet non pris en compte	- Prise en compte de l'intégration du projet d'aménagement dans le paysage et la perspective

Enjeux	Effets potentiels	Mesures
		lointaine (poursuite de l'habitat individuel dans l'esprit de l'existant)
- Agriculture	- Consommation d'espace agricole (prairies)	- Prioriser si possible l'urbanisation des parcelles à moindre valeur agricole pour préserver celles à plus fort potentiel
- Réseaux	- Mise en place d'un assainissement individuel (le secteur n'est pas desservi par le réseau d'eaux usées communal)	- Contrôler la bonne efficacité des installations afin de ne pas dégrader la qualité du milieu récepteur (cours d'eau de la Lance)

MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

L'évaluation prévoit, pour les incidences identifiées, des mesures visant à éviter, réduire ou, le cas échéant, compenser les dommages subis par l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'urbanisme. Au fur et à mesure de l'évolution du projet de PLU, l'essentiel des mesures a été intégré au document final. Le chapitre vise à rendre compte de ces apports et modifications.

Ces derniers sont synthétisés dans le tableau suivant.

Mesures d'évitement	<p>Consommation d'espace : Plusieurs secteurs en zones U ou AU lors du POS, ont été reclassés en zone A ou N dans le projet de PLU, afin d'éviter l'étalement urbain diffus sur la commune, pour le concentrer dans quelques endroits stratégiques (vallon de la Lance et haut du village)</p> <p>Milieus naturels : les zones naturelles à enjeux sont classées en zones A et N.</p> <p>Paysage : Pour permettre d'éviter la fermeture des paysages en cours du fait de la déprise agricole, le PLU prévoit 47,3% du territoire communal en zone A, pour réaffirmer le caractère agricole de Saint-Nazaire-le-Désert.</p>
Mesures de réduction	<p>Consommation d'espace : Par rapport au POS préexistant, les zones U sont passées de 79,2 ha environ à 16,6 ha et les zones AU de 45 ha environ à 3,3 ha, montrant la volonté de réduire la consommation d'espace.</p> <p>Paysage : Un certain nombre d'orientations du PADD contribue à préserver les paysages, par la protection des milieux naturels, le maintien de l'urbanisation à l'écart des secteurs sensibles et la limitation de l'extension urbaine.</p> <p>Eau : Les nouvelles constructions devront être desservies par les réseaux d'eau potable et d'eaux usées, selon le zonage d'assainissement.</p> <p>Énergie : Le règlement des zones encourage l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions, sous réserve de la protection des sites et des paysages.</p> <p>Risque : Le projet de PLU prend en compte les risques dans toute construction ou toute occupation du sol.</p> <p>Nuisances : Le règlement interdit les dépôts susceptibles d'être polluants (ferrailles, carcasse de voitures, etc.) et d'ouverture de carrière. En outre, pour limiter les conflits entre l'habitat et l'agriculture, le PADD préconise de respecter des distances significatives entre l'habitat et les installations d'élevage.</p>
Mesures de compensation	Les impacts résiduels sont nuls au niveau projet du PLU de Saint-Nazaire-le-Désert, il n'est pas nécessaire de proposer des mesures compensatoires.

Cas particulier de Natura 2000

Dans le présent PLU, les zones d'urbanisation et d'ouverture à l'urbanisation ne présentent pas d'interrelation avec la zone Natura 2000 de la grotte à chauves-souris des Sadoux. Elles n'ont donc aucune incidence avec le site protégé. Par ailleurs, en consacrant 99,5% du territoire communal en zones A et N, le PLU permet une diversité de milieux et d'habitats qui contribuent au cycle de vie des chauves-souris, en maintenant notamment des espaces de chasse.

PARTIE 4

INDICATEURS DE SUIVI

34. INDICATEURS DE SUIVI

Après son approbation, la mise en œuvre du document d'urbanisme devra être suivie puis évaluée.

Le chapitre suivant dresse une série d'indicateurs ciblés pour les principales thématiques où un enjeu a été identifié.

Thématique	Indicateur	Source 7	Qualitatif / quantitatif	Échéance – court, moyen, long terme
Démographie				
Logement	Constructions nouvelles, par catégories Logements nouveaux, par catégories Taux de vacance des logements	INSEE, commune, CC INSEE, commune, CC	Quantitatif	Continu
Activités économiques	Agriculture : évolution de l'activité agricole	RGA		Moyen
Climat / énergies renouvelables	Nombre de permis de construire accordés intégrant un dispositif de production d'énergie solaire par rapport au nombre total ou intégrant une implantation et orientation des constructions prenant en compte le climat et optimisant les apports solaires	commune	Quantitatif	Moyen
Milieux aquatiques	Suivi de la qualité des eaux superficielles	Agence de l'eau	Qualitatif et quantitatif	Moyen
Réseaux	Quantité d'eau prélevée annuellement pour l'eau potable	Commune / CC	Quantitatif	Court à moyen
	Volume d'eau potable consommé par habitant et par an	Commune / CC	Quantitatif	Court à moyen
	Rendement du réseau AEP	Commune / CC	Quantitatif	Moyen
	Rapport du nombre d'habitants raccordés à la station d'épuration sur le nombre d'habitants en assainissement non collectif	Commune / CC	Quantitatif	Court à moyen
	Pourcentage de conformité des systèmes ANC	CC	Quantitatif	Moyen
	Évolution du rendement des systèmes de traitement	Commune / CC	Quantitatif	Court à moyen
	Linéaire de réseaux AEP, EU, EP...	Commune / CC	Quantitatif	Court à moyen
Milieux naturels et biodiversité	Nombre de stations d'espèces végétales protégées/patrimoniales	CBNA, associations naturalistes...	Quantitatif	Moyen
	Nombre d'espèces animales protégées/patrimoniales présentes	CBNA, associations naturalistes...	Quantitatif	Moyen
	Consommation d'espaces naturels	Commune, DREAL	Quantitatif	Moyen
Paysage	Qualité du paysage	Commune et habitants	Qualitatif	Moyen à long
	Cohérence des nouveaux aménagements par rapport à l'existant	Bureau d'étude, habitants, commune	Qualitatif	Moyen à long
	Évolution de l'occupation des sols et de la dynamique d'urbanisation	Bureau d'étude, commune, DREAL	Qualitatif	Moyen à long

⁷ La collectivité, syndicat, organisme ou service cité n'est pas engagé au suivi. La proposition se base sur les compétences susceptibles d'être mobilisées dans chaque domaine.

Risques	Nombre d'ouvrages créés dans le cadre de la lutte contre les inondations / traitement des eaux pluviales (bassins,...etc.)	commune, DDT	Quantitatif	Moyen
	Nombre d'équipements mis en place pour la défense incendie	commune, DDT	Quantitatif	Moyen
	Nombre, types, caractéristiques et emprises des événements	commune, DDT	Quantitatif	Moyen
Déchets, nuisances	Production de déchets par habitant et par an (T/hab/an)	Communauté de communes	Quantitatif	Court à moyen
	Nombre de points d'apport volontaire	Mairie / communauté de communes	Quantitatif	Moyen
	Part du recyclage	Communauté de communes	Quantitatif	Moyen